

Karl Marx et Friedrich Engels

# La crise

Traduction et notes de Roger Dangeville  
Union Générale d'Éditions,  
Collection 10/18, 1978



**Marx  
Engels**



# La crise



**10 18**

## Table des matières

**NB. La préface de Roger Dangeville fait l'objet d'un fichier indépendant.**

### 1. PARTIE DESCRIPTIVE

#### 1. LA CRISE GÉNÉRALE DE 1848

Le prélude anglais de 1847

La crise en France

Crise des faibles et prospérité des forts

Rebondissement de la crise en Angleterre

Crise, prospérité et révolutions

L'issue de la crise de 1848-49

#### 2. LE CYCLE DE LA CRISE DE 1857

Difficultés intermédiaires

La crise agricole.

La crise industrielle et commerciale de 1855

La crise commerciale en Grande-Bretagne

La crise monétaire en Europe

Diverses questions - et la Russie

La crise en Europe

La loi bancaire de 1844 et la crise monétaire en Angleterre

Crise reportée sur les satellites et l'État

La crise commerciale en Angleterre

La crise financière en Europe.

La crise en Europe

#### 3. LA CRISE SURMONTÉE, MAIS GÉNÉRALISÉE

La crise française

Crise chronique en France : inflation et stagnation

Moyens dilatoires de la crise

Crises économiques et circulation monétaire

Crise et crédit fictif

Prolongement de la crise

Guerre civile américaine et crise anglaise

### II. PARTIE EXPLICATIVE

#### PRÉLIMINAIRE

Les crises du capitalisme drogué (p. 215) – Croissance et cycle des crises (p. 219) - Les prolongements de la crise (p. 223) - La drogue du militarisme (p. 225) - Économie de guerre en permanence (p. 229) - La drogue de l'impérialisme (p. 233) - La supercrise de l'impérialisme (p. 236) - La drogue de l'étatisation (p. 237) - La drogue de l'inflation (p. 241) - La sous-consommation et l'art des profits (p. 244) - Théorie du capitalisme drogué (p. 249) - Homicide des morts (p. 257) - La drogue de la consommation et du luxe (p. 260) - Moyens de subsistance et industries de mort (p. 263) - Dévalorisation et banqueroute (p. 269) - Bilan de faillite (p. 271) - Crise mortelle du capitalisme (p. 276).

## 1. EXPLICATION DES CRISES À PARTIR DES DIVERSES FORMES QUI CONSTITUENT LA BASE ÉCONOMIQUE DU SYSTÈME CAPITALISTE

Le problème des crises

Surproduction de marchandises et surabondance de capitaux

Possibilité des crises à partir des contradictions de la marchandise et de l'argent

Surproduction partielle et universelle, relative et absolue. Demande solvable et besoins absolus.

Transformation de la possibilité de la crise en sa réalité. La crise comme manifestation de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise

Sur les formes de la crise

Surproduction et production « proportionnée ». Contradictions entre production et consommation. dans les conditions capitalistes. Transformation de la surproduction d'articles décisifs de la consommation en surproduction générale.

L'expansion du marché ne suit pas celle de la production. La conception ricardienne de l'expansion illimitée de la demande et de la consommation.

La contradiction entre l'essor des forces productives et la limitation de la consommation entraîne la surproduction. La théorie apologétique de l'impossibilité d'une surproduction générale.

## 2. BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT ET CRISES

L'exaspération croissante des contradictions internes du capital

Conflit entre l'accroissement de la production et la valorisation du capital

Changement de prix des matières premières et crise

Crisés et renouvellement de l'outillage

## 3. POINTS MERCANTILES ET MONÉTAIRES DE CRISE

Taux de profit et valeurs des actions

Taux de l'intérêt de crise

Crédit, levier de la surproduction et facteur de crises.

Capital réel et capital monétaire

## 4. PROLONGEMENTS MULTIPLES DE LA CRISE

Guerre de concurrence

La guerre cachée contre les ouvriers

Guerre et révolution

ANNEXE

« Les crises commerciales, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en danger l'existence de la société bourgeoise. Chacune de ces crises détruit, non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives existantes.

« Ces crises témoignent d'une épidémie sociale qui, à toute autre époque eût semblé absurde : l'épidémie de la *surproduction*. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée. On dirait qu'une famine, une guerre d'extermination, lui aient coupé ses moyens de vivre ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives, dont elle dispose ne servent plus à faire avancer les rapports de la propriété bourgeoise ; elles sont, au contraire, devenues trop puissantes pour ces rapports qui ne font que les entraver. Or chaque fois qu'elles surmontent ces entraves, les forces productives sociales jettent dans le désordre toute la société bourgeoise et menacent l'existence de la propriété capitaliste. Les rapports bourgeois sont devenus trop étroits pour contenir les richesses qu'elles ont créées. » (Cf. Marx et Engels, le [\*Manifeste du parti communiste\*](#).)

## LA CRISE

### I

---

## PARTIE DESCRIPTIVE

### 1. LA CRISE GÉNÉRALE DE 1848

#### *Le prélude anglais de 1847*

Engels, *la Crise commerciale en Angleterre*, 16-X-1847.

La crise commerciale à laquelle l'Angleterre se voit exposée en ce moment est plus sévère qu'aucune des crises précédentes <sup>1</sup>. Ni en 1837, ni en 1842 la dépression n'était si universelle que dans le moment actuel. Toutes les branches de la vaste industrie anglaise se trouvent arrêtées au milieu de leur mouvement ; partout il y a stagnation, partout on ne voit que des ouvriers mis sur le pavé. Il va sans dire qu'un tel état de choses entraîne une agitation extraordinaire parmi les ouvriers qui, exploités par les industriels pendant l'époque de prospérité commerciale, se voient maintenant congédiés en masse et abandonnés à leur sort. Aussi les meetings des ouvriers mécontents se multiplient-ils rapidement. Le *Northern Star*, organe des ouvriers chartistes, emploie plus de sept de ses vastes colonnes à rendre compte des meetings de la semaine passée ; la liste des meetings annoncés pour la semaine présente remplit encore trois colonnes. Le même journal parle d'une brochure publiée par un ouvrier, M. John Noakes <sup>2</sup>, dans laquelle l'auteur attaque ouvertement et directement le droit de l'aristocratie à la possession de ses terres. « Le sol de l'Angleterre, dit-il, est la propriété du peuple, auquel nos aristocrates l'ont arraché par force ou par ruse. Il faut que le peuple fasse prévaloir son droit imprescriptible de propriété ; il faut que la rente foncière soit déclarée propriété nationale et appliquée dans l'intérêt, du public. Peut-être me dira-t-on que ce sont là des propos révolutionnaires. Révolutionnaire ou non, qu'importe ; si le peuple ne peut obtenir ce qu'il lui faut par la voie légale, il faut bien qu'il tente la voie illégale. »

---

<sup>1</sup> Nous avons réuni sous une seule rubrique tous les textes de Marx-Engels sur la crise de 1848. Celle surgit d'emblée avec ses prolongements politiques, militaires et révolutionnaires, et en ce sens annonce des développements futurs. L'histoire procède donc toujours par anticipations fulgurantes. Des crises suivantes, notamment celle de 1857, Marx-Engels attendront avec anxiété les prolongements révolutionnaires, et on sent bien dans leurs analyses qu'ils sont tiraillés entre les Poussées révolutionnaires des masses ouvrières et le sentiment que le capitalisme juvénile et encore progressif a devant lui un long développement historique. Le lecteur attentif notera combien positivement Marx-Engels juge encore l'action révolutionnaire du capitalisme en Europe, notamment en Allemagne, bien qu'il soit pourtant en crise grave. On ne peut dire qu'il ait jamais sous-estimé l'adversaire bourgeois qu'ils considéraient pourtant sans complaisance. Ils savaient déjà qu'un mode de production ne peut être éliminé tant qu'il est encore progressif. Après la crise de 1857, Marx déclara carrément qu'une révolution sur le continent aurait toutes les chances d'être étouffée par l'hydre de la société bourgeoise en expansion en Europe de l'Est, en Asie, en Afrique aussi bien qu'en Amérique : cf. Marx-Engels, *la Chine*, 10/18, p. 36.

L'article sur *la Crise de 1847* a été rédigé en français par Engels pour la *Réforme* de Paris qui l'a publié le 26-X-1847.

<sup>2</sup> John Noakes est l'auteur de *The Right of the Aristocracy to the Soil*, London, 1847. Le compte rendu en a été fait dans l'organe chartiste anglais *The Northern Star*, n° 522 du 23-X-1847.

On ne trouvera pas étonnant que, dans ces circonstances, les chartistes déploient une activité peu commune. Leur chef, l'illustre Feargus O'Connor, vient d'annoncer que sous peu à se mettra en route pour l'Ecosse, où dans toutes les villes il appellera à des *mettings* et recueillera des signatures à la pétition nationale pour la charte du peuple <sup>3</sup>.

Mais passons au district le plus manufacturier de l'Angleterre, au Lancashire pays qui, plus qu'aucun autre souffre sous le poids de la stagnation industrielle. La situation du Lancashire est alarmante au plus haut degré. Déjà la plupart des fabriques ont cessé entièrement de travailler, et celles qui travaillent encore n'emploient leurs ouvriers, que deux ou tout au plus trois jours par semaine. Mais ce n'est pas encore assez : les industriels d'Ashton, ville très importante pour l'industrie cotonnière, annoncent à leurs ouvriers que dans huit jours ils réduiront les salaires de 10 %. Cette nouvelle, qui jette l'alarme parmi les ouvriers se répand par tout le pays. Peu de jours après, il se tient à Manchester une réunion de délégués des ouvriers du comté tout entier ; cette réunion décide d'envoyer une députation chez les patrons pour les engager à ne pas mettre à exécution leur menace de réduction et, si cette députation n'avait aucun résultat, de proclamer la grève de tous les ouvriers employés dans l'industrie cotonnière du Lancashire. - Cette grève, accompagnée d'une grève des ouvriers forgerons et mineurs de Birmingham, qui a déjà commencé, ne manquerait pas de prendre la même ampleur que la dernière grève générale de 1842. Elle pourrait même bien devenir redoutable pour le gouvernement.

En attendant, l'Irlande affamée s'agite dans de terribles convulsions. Les maisons de travail regorgent de mendiants, les propriétaires ruinés refusent de payer la taxe des pauvres, et le peuple affamé, se rassemblant par milliers, pille les granges et les étables des fermiers, et même des prêtres catholiques que naguère encore il adorait.

Il paraît que l'hiver prochain les Irlandais ne mourront plus aussi tranquillement de faim que, l'hiver dernier <sup>4</sup>. L'immigration des Irlandais en Angleterre devient de jour en jour plus alarmante. On compte qu'on moyenne il arrive 50 000 Irlandais par an ; cette année, il y en a déjà plus de 220 000. En septembre, il en arrivait 345 par jour ; en octobre, il en arrive 511. De cette manière, la concurrence des ouvriers entre eux se trouve encore augmentée, et il ne serait point du tout étonnant si la crise actuelle produisait une agitation telle qu'elle forçât le gouvernement à prendre des mesures de la plus haute importance.

### *La crise en France*

Marx, [les luttes de classes en France, 1848-50.](#)

...Enfin deux événements économiques de portée mondiale, précipitèrent l'explosion du malaise général et portèrent les mécontents à s'insurger.

La maladie de la pomme de terre et les mauvaises récoltes de 1845 et de 1846 aggravèrent l'effervescence générale dans le peuple. La hausse du coût de la vie suscita en 1847 des conflits sanglants en France comme sur le reste du continent. Tandis, que l'aristocratie

---

<sup>3</sup> Engels constate que la bourgeoisie anglaise elle-même, loin de dominer toute la société anglaise, composait avec des classes surannées que l'essor du capital devait encore balayer. L'expansion du capital et les revendications démocratiques appuyées par les ouvriers contribueront progressivement à les éliminer

<sup>4</sup> Engels rapporte qu' « à la suite de la maladie de la pomme de terre, la famine qui s'abattit sur l'Irlande en 1847, conduisit à la tombe un million d'Irlandais se nourrissant exclusivement ou presque de ces tubercules, et en jeta deux millions de l'autre côté de l'Atlantique » (cf. *Dialectique de la Nature*, Editions Sociales, p. 181).

Le sort de l'Irlande annonce ici celui du Tiers Monde de nos jours, et Marx en est conscient : cf. les chapitres l'Irlande, première colonie anglaise, puis l'Irlande et émigration, et enfin Déportation et génocide comme bases de la richesse bourgeoise. l'Irlande, in Marx-Engels, la Critique de Malthus, Edit. Maspéro, p. 109-127.

financière célébrait les orgies les plus éhontées, le peuple luttait pour les moyens de subsistance les plus élémentaires ! À Buzançais, on passa par les armes les émeutiers de la faim, tandis qu'à Paris la famille royale soustrayait aux tribunaux des escrocs repus.

Le second grand événement économique qui hâta l'explosion de la révolution fut *la crise générale du commerce et de l'industrie* en Angleterre. Le prélude en était déjà, au cours de l'automne 1845, le krach massif des spéculateurs en actions de chemin de fer, enrayé pendant l'année 1846 par une série de mesures indirectes, telles que l'abolition prochaine des droits de douane sur les céréales. Elle éclata enfin à l'automne 1847, lorsque la banqueroute des grands commissaires coloniaux de Londres entraîna aussitôt la faillite des banques de province et la fermeture des fabriques dans les districts industriels anglais. La crise continuait encore de se répercuter sur le continent que déjà éclatait la révolution de février.

Les ravages causés dans le commerce et dans l'industrie par la crise économique rendirent encore plus insupportable le règne sans partage de l'aristocratie financière. L'opposition bourgeoise suscita dans toute la France *l'agitation des banquets en faveur d'une réforme électorale* qui devait lui assurer la majorité dans les Chambres et devait renverser le ministère de la Bourse. A Paris, la crise industrielle eut encore comme conséquence spécifique de rejeter sur le commerce intérieur une masse de fabricants et de gros commerçants qui, dans les circonstances du moment, ne pouvaient plus faire d'affaires sur le marché extérieur. Ils créèrent de grands établissements dont la concurrence provoqua la ruine d'une masse d'épiciers et de boutiquiers. D'où un nombre inouï de faillites dans cette fraction de la petite bourgeoisie parisienne, et son intervention révolutionnaire en février...

Le *crédit public* était naturellement ébranlé, tout comme le *crédit privé*. Le *crédit public* repose sur la croyance que l'Etat se laisse exploiter par les Juifs de la Finance. Or l'Etat d'avant la révolution avait alors disparu, et la révolution était dirigée avant tout contre l'aristocratie financière. Les oscillations de la dernière crise commerciale n'avaient pas encore cessé, et les banqueroutes succédaient encore aux banqueroutes.

Il se trouve que le *crédit privé* était paralysé, la circulation bloquée et la production engorgée, avant même qu'éclatât la révolution de Février. Mais la crise révolutionnaire intensifia encore la crise commerciale. Or, si le crédit privé repose sur la croyance que l'ordre bourgeois et la production bourgeoise dans toute l'ampleur de leurs rapports sont intangibles et inviolables - quel ne devait pas être l'effet d'une révolution qui remettait en question le fondement de la production bourgeoise et l'esclavage économique du prolétariat, et qui érigeait face à la Bourse le sphinx du Luxembourg ? Le soulèvement du prolétariat signifie la suppression du crédit bourgeois, car il signifie abolition de la production bourgeoise et de son régime. Le crédit public et le crédit privé sont le thermomètre économique permettant de mesurer l'intensité d'une révolution <sup>5</sup>. *Dans la mesure où ils diminuent, l'ardeur embrasante et la force créatrice de la Révolution montent.*

---

<sup>5</sup> Dans *Le Capital III*, chap. xxv-xxvi sur *le Crédit et le capital fictif* (Éditions Sociales, p. 64-100), Marx décrit longuement les aspects monétaires et financiers de la crise de 1847 en Angleterre. Il trace une brève synthèse de la crise, p. 81-82.

### *Crise des faibles et prospérité des forts*

Marx-Engels, *Revue de janvier-tévrier 1850*.

Alors que le continent était engagé au cours des deux dernières années dans les révolutions et les contre-révolutions, et dans le flot de paroles qui en est inséparable, l'Angleterre industrielle faisait dans un autre article : *la prospérité* <sup>6</sup>. La crise commerciale qui avait éclaté ici au terme prévu, en automne 1845, avait été interrompue deux fois : au début de 1846 par les ordonnances du parlement sur le libre-échange <sup>7</sup>, et au début de 1848 par la révolution de Février. Une grande quantité de marchandises déprimant les marchés d'outre-mer, finirent par trouver progressivement des débouchés : la révolution de Février élimina même sur ces marchés la concurrence industrielle du continent. L'industrie anglaise ne perdit pas plus de débouchés sur le continent du fait des révolutions qu'elle n'en eût perdu sans elles, puisque, de toute façon, la crise y sévissait. La révolution de Février qui arrêta presque entièrement l'industrie continentale pour un temps, aida donc en fin de compte les Anglais à mieux passer l'année de crise. Elle facilita l'écoulement des stocks accumulés sur les marchés d'outre-mer, ce qui permit un nouvel essor industriel dès le printemps 1849. Cette expansion, qui gagna d'ailleurs aussi une bonne partie de l'industrie continentale, a pris une telle ampleur au cours des trois derniers mois que les industriels prétendent n'avoir jamais connu une telle prospérité : or, en n'entend jamais de tels propos qu'à la veille des crises !

Les fabriques sont surchargées de commandes, et travaillent à un rythme accéléré. On cherche toutes sortes de moyens pour contourner la loi des dix heures et gagner du travail au moyen d'heures supplémentaires. On édifie de nombreuses usines nouvelles dans toutes les régions industrielles, et l'on agrandit les anciennes. L'argent liquide coule à flot sur le marché, et les capitaux inemployés sont à l'affût des profits généralisés. Le taux d'escompte atteint un niveau spéculatif, et s'étend à la production et même au commerce des produits bruts. Presque tous les prix des articles montent de manière absolue, tous de manière relative. Bref, la « prospérité » dans son plein épanouissement comble l'Angleterre, et on peut se demander combien de temps durera cette ivresse. Pas très longtemps, à notre avis <sup>8</sup>...

---

<sup>6</sup> Dans son article du 27-VII-1857, sur *la Situation financière de la France*, Marx évoquait encore la prépondérance écrasante que le premier pays capitaliste du monde exerçait sur l'Europe en lutte pour se hausser au mode de production bourgeois de production : « Lorsqu'en 1848-1849, l'Angleterre pesait de toutes ses forces, comme un cauchemar, sur la révolution européenne, elle eut tout d'abord peur de cette révolution ; bientôt elle la considéra comme un spectacle en vue de se distraire de son ennui inné, puis elle se mit tout doucement à la trahir en flirtant çà et là avec elle, et à la fin se mit en devoir d'en tirer sérieusement de l'argent. On est fondé de dire que son bien-être industriel qui avait été gravement compromis par la crise commerciale de 1846-1847, a été rétabli dans une certaine mesure grâce à la révolution de 1848. »

<sup>7</sup> Marx fait allusion aux lois céréalières votées le 26-VI-1847 par le parlement anglais. Ces lois expliquent en partie que le capitalisme anglais a pu surmonter aussi facilement sa crise industrielle. Les bas prix des céréales eurent pour effet de faire baisser les salaires, et en conséquence de faire hausser le taux de profit. La composition organique du capital s'en trouve améliorée. Cette hausse de la productivité du capital stimula l'industrie aussi bien que dans l'agriculture, qui fut désormais gérée de manière très moderne non seulement en Angleterre, mais encore aux États-Unis où le capitalisme connut un essor prodigieux.

<sup>8</sup> La crise fut évitée finalement, ce qui brisa les reins à la révolution européenne de 1848-49 et assura un essor économique prodigieux au capitalisme hors d'Europe, outre qu'elle assura en grande partie la reprise économique en Angleterre. Ce fut la découverte des mines d'or aux U.S.A. et en Australie, qui arma la bourgeoisie de tous les pays contre le prolétariat. Le 24 août 1852, Engels écrivait à Marx : « La Californie et l'Australie sont deux cas qui ne pouvaient être prévus par le Manifeste. [qui donna dans ses dernières pages les directives aux combattants européens de la révolution qui allait éclater. N. d. Tr.]. C'est la création *ex nihilo* de nouveaux grands marchés. Il faut en tenir compte. »



### ***Rebondissement de la crise en Angleterre ?***

Marx-Engels, *Revue de mars-avril, 1850.*

Ce qui pour l'heure menace le plus l'«ordre» en Angleterre, ce ne sont pas les périls qui émanent de Paris, c'est, une nouvelle conséquence tout à fait directe de l'ordre établi, un fruit de cet arbre de la liberté anglaise une *crise économique*.

Nous avons déjà fait allusion à l'approche d'une crise dans notre revue de Janvier (cahier II) <sup>9</sup>. Plusieurs circonstances l'ont accélérée. Avant, la dernière crise de 1845, le capital en excédent trouvait à s'écouler dans la spéculation sur les chemins de fer. La surproduction et la surspéculation dans ce domaine ont atteint depuis une ampleur telle que l'activité des chemins de fer en a été gênée au cours de la phase de prospérité de 1848-49, et même les actions des plus solides entreprises de ce secteur sont encore à un niveau extraordinairement bas. Le faible prix du blé et les perspectives pour la récolte de 1850 n'offrent pas non plus d'occasions au placement des capitaux, et les différentes valeurs d'Etat sont soumises à un risque trop considérable pour faire l'objet d'amples spéculations. Ainsi donc, le capital surnuméraire de la phase de prospérité voit bouchés ses canaux de drainage. Il ne lui reste qu'à se précipiter tout entier sur la production industrielle, sur les spéculations concernant les produits coloniaux, ainsi que sur les matières premières décisives de l'industrie - le coton et la laine. Du fait qu'une grande partie du capital qui, en d'autres temps était investie ailleurs, envahit directement l'industrie, il s'en suivit tout naturellement que la production industrielle augmente extrêmement vite et, avec elle, les marchés se trouvent engorgés, de sorte que la crise devrait éclater, bien plus rapidement. D'ores et déjà, on voit apparaître les premiers symptômes de la crise dans les secteurs les plus importants de l'industrie et de la spéculation. Depuis quatre semaines, l'importante branche d'industrie qu'est le secteur lainier est complètement déprimée et, dans son sein, les activités principales du filage et du tissage d'articles ordinaires souffrent le plus. La baisse de prix des filets et des cotonnades est déjà plus importante que celle qui affecte le coton brut. On s'apprête à limiter la production ; à de rares exceptions près, les fabriques travaillent à temps partiel. On escomptait une reprise momentanée de l'activité industrielle à la suite des commandes de printemps en provenance du continent, si déjà les ordres d'achat précédents pour le marché intérieur, les Indes orientales et la Chine, le Levant ont été pour la plupart retirés, on peut s'attendre que les commandes du continent qui devaient procurer deux mois de travail seront purement et simplement annulées en raison de l'incertitude des conditions politiques.

Dans l'industrie lainière, on décèle çà et là des symptômes qui laissent deviner une prompte fin de l'activité encore relativement «saine». La sidérurgie souffre également. Les producteurs considèrent comme inévitable une baisse rapide des prix, et cherchent à la contrecarrer en organisant un cartel. Voilà pour la situation dans l'industrie. Voyons maintenant la spéculation. Le prix du coton tombe, soit à la suite des approvisionnements

---

<sup>9</sup> Marx fait allusion à la revue de janvier-février 1850 de la *Nouvelle Gazette rhénane*. Revue politique et économique, n° 2. Le lecteur en trouvera la traduction française dans Marx-Engels, *Ecrits militaires*, l'Herne, p. 276-87.

En plein événement révolutionnaire, Marx-Engels escomptaient alors une «reprise» de la crise économique qui aurait pu relancer la vague révolutionnaire après la défaite du prolétariat parisien en juin 1849 : cf. la Contre-partie révolutionnaire en Europe *centrale et méridionale*. p. 221-266, in *Ecrits militaires*.

Au lieu de prendre son essor vers l'Europe centrale et orientale, le capitalisme s'orienta - comme (on l'a vu - vers les États-Unis et l'Australie où il rencontrait le moins d'obstacles politiques et sociaux que sur le continent dominé par le tsarisme russe.

accrus de ces temps derniers, soit à cause de la dépression de l'industrie. Il en va de même pour les articles coloniaux. Les approvisionnements augmentent, tandis que la consommation baisse sur le marché intérieur. Au cours des deux derniers mois, 25 navires chargés de thé sont arrivés à Liverpool. La consommation de produits coloniaux déjà faible durant la prospérité en raison de la misère qui régnait dans les districts campagnards, est d'autant plus déprimée que la misère gagne maintenant aussi dans les districts industriels. Déjà l'une des maisons coloniales les plus importantes de Liverpool a fait faillite après ce, contrecoup.

Les effets de la crise économique qui menace d'éclater seront, bien plus considérables que ceux d'une quelconque précédente crise. Elle coïncide avec la crise agraire, qui a commencé avec l'abolition des droits céréaliers en Angleterre et n'a fait que croître après les bonnes récoltes de ces dernières années. Pour la première fois, l'Angleterre subirait à la fois une *crise industrielle* et une *crise agricole*. Cette double crise anglaise sera accélérée, amplifiée et rendue incendiaire par les convulsions qui secoueront en même temps le continent. Par le contrecoup de la crise anglaise sur le marché mondial, les révolutions auront sur le continent un caractère socialiste nettement marqué. On sait qu'il n'est aucun pays d'Europe qui ne soit frappé aussi directement - avec une telle ampleur et une telle intensité - par les effets de la crise anglaise que l'Allemagne **10**. La raison en est simple - ce pays représente le plus grand débouché continental pour l'Angleterre, tandis que les principaux articles d'exportation allemands, la laine et les céréales, trouvent en Angleterre leur premier débouché. L'histoire est pleine d'ironie et nous adressons l'épigramme suivant aux amis de l'Ordre **11** : Tandis que les classes laborieuses se révoltent à cause d'une pénurie de consommation, les hautes classes font banqueroute par suite de l'excès de production.

### *Crise, prospérité et révolutions*

Marx-Engels, *Revue de mai à octobre 1850*.

Au cours ces derniers six mois l'agitation politique a fortement contrasté avec, celle qui lui précédait **12** Le parti de la révolution se trouve partout rejeté de l'avant-scène, et les

---

<sup>10</sup> Une expansion du capitalisme vers l'Europe centrale et orientale faisait peser sur la bourgeoisie anglaise la menace de ruiner son allié féodal qui la soutenait dans sa lutte contre le prolétariat insurgé. Celui-ci avait donc un intérêt vital à l'extension de la révolution au reste de l'Europe.

<sup>11</sup> Ce texte est remarquable à plusieurs points de vue. Ce n'est pas par hasard que Marx s'amuse visiblement quand il décrit la crise en Angleterre où celle-ci n'est qu'économique et a des côtés burlesques, surtout chez les classes dominantes. Le drame - ses prolongements politique si militaires et révolutionnaires - demeure réservé au continent européen, et alors, tout change.

Par ailleurs, Marx découvre dans l'économie quels de vent être les tâches et -les buts de la révolution : ici, la diffusion de la société bourgeoise en Europe centrale, méridionale et orientale. C'est ce qui explique que Marx défend - Ô paradoxe pour le lecteur superficiel développement du capitalisme sur le continent. En fait, les horreurs ne se proposent jamais que des tâches possibles et réalisables dans l'histoire. Ainsi, « la révolution de 1848 a fait exécuter, en somme, la tâche de la bourgeoisie par des combattants prolétariens, sous la bannière du prolétariat » (Préface polonaise de 1892 du Manifeste). Si dans le texte suivant Marx décrit donc, sous des couleurs attrayantes, le capitalisme aux États-Unis avec la forme républicaine la plus favorable à son développement lors de la révolution politique, c'est que c'était *encore un modèle* pour l'Allemagne et les pays centraux de l'Europe.

<sup>12</sup> Dès 1849, Marx, conscient de ce que la base économique détermine les activités politiques et idéologiques de la superstructure, se mit en devoir de rechercher les causes précises de ce que l'on appelle la « défaite » de la révolution de 1848 : « De différents côtés, on nous a reproché de n'avoir pas exposé les rapports économiques qui constituent la base matérielle des luttes entre les classes et entre les nations d'aujourd'hui. De propos délibéré, nous n'avons évoqué ces rapports-là que s'ils se manifestaient directement en des collisions politi-

vainqueurs s'arrachent les fruits de la, victoire. C'est ce que font en France les diverses fractions de la bourgeoisie, et en Allemagne les multiples princes. Le conflit se déroule en plein tohu-bohu ; la rupture est ouverte, la décision par les armes paraît inévitable ; mais ce qui l'est non moins, c'est que les armes reposeront dans leur fourreau et que l'indécision se dissimulera toujours derrière les traités de paix qui préparent de nouveaux simulacres de guerre.

Considérons d'abord la base *réelle* sur laquelle se produisent tous ces remous superficiels.

Les années 1843-1845 furent celles de la prospérité industrielle et commerciale, conséquences nécessaires de la dépression presque permanente de l'industrie dans la période de 1837 à 1842<sup>13</sup>. Comme toujours, la prospérité lança bientôt la spéculation. Celle-ci surgit régulièrement dans les périodes où la surproduction bat déjà son plein. Elle fournit à la surproduction des débouchés momentanés. Elle hâte en même temps l'irruption de la crise et en augmente la violence. La crise elle-même éclate d'abord là où sévit la spéculation et ce n'est que plus tard qu'elle gagne la production. L'observateur superficiel ne voit pas la cause de la crise dans la surproduction. La désorganisation consécutive de la production n'apparaît pas comme un résultat nécessaire de sa propre exubérance antérieure mais comme une simple réaction de la spéculation qui se dégonfle. Nous ne pouvons pas encore tracer l'histoire complète de la crise des années 1846 à 1848. Nous nous bornerons à dresser le bilan des symptômes de la surproduction.

Pendant les années de prospérité de 1843 à 1845, la spéculation s'est lancée principalement sur les chemins de fer, où elle avait pour base un besoin réel, sur le blé (céréales) à la suite de son renchérissement en 1845 et de la maladie de la pomme de terre, sur le coton après la disette de 1846, et sur le commerce des Indes orientales et de la Chine, où elle se précipite dès l'ouverture du marché chinois par l'Angleterre.

L'extension du réseau ferroviaire anglais avait commencé dès 1844, mais son plein développement ne fut, atteint qu'en 1845. Dans cette seule année, le nombre des lois enregistrées pour la création de compagnies de chemin de fer s'éleva à 1035. En février 1846, après qu'un grand nombre de projets enregistrés furent de nouveau abandonnés, les fonds déposés entre les mains du gouvernement pour des projets retenus s'élevèrent à la somme énorme de L.st. 14.000.000 et encore en 1847 la somme totale des versements effectués en Angleterre se monta à plus de L.st. 42.000.000, dont plus de 36 millions, pour les chemins de

---

ques.

« Il importait tout d'abord de suivre la lutte des classes dans l'événement quotidien. Il y avait plusieurs faits dont nous tenions à donner la preuve empirique, grâce à la méthode historique disponible et chaque jour renouvelée... Au cours de 1848, nos lecteurs ont vu la lutte des classes prendre des formes politiques colossales. Le moment est venu d'examiner de plus près les rapports économiques. (Travail salarié et capital, 1849.)

En ce qui concerne les buts et les aspirations de la révolution de 1848, Engels précisait qu'ils étaient déterminés par le développement historique et économique de la société : « L'une des tâches véritables de la révolution de 1848 - et les tâches véritables, et non illusoire, d'une révolution sont toujours accomplies à la suite de cette révolution - a été la restauration des nationalités opprimées et dispersées d'Europe centrale, pour autant qu'elles étaient viables et mûres pour l'indépendance » (à Kautsky, 7-11-1882).

Dans ce texte, Marx-Engels montrent clairement que la crise elle-même est un mécanisme inhérent au capitalisme, puisqu'elle lui permet - si la révolution n'abat pas le capital - de surmonter certaines de ses limitations et contradictions pour se hausser à un niveau de développement plus élevé encore des forces productives. Cette dialectique explique que la crise est un moyen violent de la reprise économique, comme, la faillite des petits capitalistes renforce encore les gros. Ainsi, les États-Unis d'Amérique furent les grands bénéficiaires - aux dépens de l'Europe centrale - de la crise de 1848. L'histoire se répète décidément !

<sup>13</sup> La crise de 1836 avait éclaté en premier aux États-Unis et y fut très violente. Elle dura pratiquement jusqu'en 1842. En revanche, la crise de 1847 l'affecta peu ; qui plus est, les révolutions de 1848 eurent pour effet, à son profit, une forte émigration de capitaux européens, suivis par les forces de travail.

fer anglais, et plus tard 5 1/2 millions pour des chemins de fer étrangers. Cette spéculation, atteignit son point culminant en été et en automne, 1845. Le prix des actions montait, pans cesse, et les bénéfices de, la spéculation entraînaient bientôt dans leur tourbillon toutes les classes de la société. Les comtes et les ducs rivalisaient avec les marchands et les industriels pour avoir l'avantageux honneur de siéger à la tête des diverses compagnies ; les membres des Communes, le barreau, le clergé eurent de nombreux représentants, dans ces directions. Tous ceux qui avaient mis un sou de côté, tous ceux qui disposaient d'un atome de crédit spéculèrent sur les chemins de fer. Le nombre des journaux spécialisés dans les chemins de fer monta de trois à plus d'une vingtaine. Certains grands quotidiens gagnèrent souvent dans une semaine L.st, 14.000 en annonça et publicité de chemin de fer. Les ingénieurs ne pouvaient suffire et touchaient des appointements énormes. Les imprimeurs, lithographes, relieurs, marchands de papier, etc. mis, en branle pour la confection des réclames, plans, cartes, etc., les fabricants de meubles qui équipèrent les innombrables bureaux des innombrables directeurs, comités provisoires, etc. touchèrent des sommes fabuleuses. Sur la base réelle de l'extension du système ferroviaire anglais et continental et sur la base de la spéculation correspondante, on vit s'élever peu à peu durant cette période tout un édifice de filouterie, qui rappelle les temps de Law et de la Compagnie du Pacifique. On lança des plans pour des centaines de lignes qui n'avaient aucune chance de succès, où les auteurs des projets eux-mêmes ne pensaient jamais à la moindre exécution et où il ne s'agissait en général pour les directeurs que de dépenser les fonds déposés ou de faire des profits, frauduleux en vendant des, actions.

En octobre 1845 ce fut la réaction qui dégénéra bientôt en une panique totale. Avant même 1846 (échéance des fonds de dépôts à l'Etat), les projets les plus inconsistants avaient déjà fait faillite. En avril 1846, le contrecoup avait déjà touché les marchés des valeurs sur le continent. A Paris, Hambourg, Francfort, Amsterdam, il y eut des liquidations forcées aux prix les plus bas, suivies de faillites des banquiers et courtiers. La crise des chemins de fer se poursuivit jusqu'à l'automne 1848. Cette fois, la faillite toucha les projets moins fragiles que la dépression générale atteignait au fur et à mesure que les fonds déposés par les épargnants étaient réclamés. La crise s'aggrava encore en gagnant d'autres terrains de la spéculation, du Commerce et de l'industrie. Elle eut pour effet une baisse progressive des actions les plus anciennes et les plus solides ; en octobre 1848, leurs prix tombèrent au niveau le plus bas.

En avril 1845, l'attention du public se concentra sur la maladie de la pomme de terre qui avait fait son apparition non seulement en Angleterre et en Irlande, mais encore sur le continent : c'était le premier indice que la société existante est pourrie jusqu'à la moelle. Au même moment la presse publia des informations qui ne laissaient aucun doute sur le grave déficit, d'ailleurs attendu, de la récolte de blé. Ces deux circonstances eurent pour effet une hausse importante des prix du blé sur tous les marchés européens ; la famine générale en Irlande obligea le gouvernement anglais à accorder à cette province un prêt de L.st. 8 millions, exactement une livre sterling par Irlandais. En France, où la calamité fut aggravée par les inondations (qui causèrent près de 4 millions de L.st. de dégâts), la disette prit un tour catastrophique. La même chose se produisit en Hollande et en Belgique. À la disette de 1845 succéda celle plus grave encore de 1846, où la maladie de la pomme de terre réapparut, bien qu'à un degré moindre de gravité. La spéculation sur les céréales, trouva ainsi un terrain tout à fait réel et se développa avec une frénésie d'autant plus grande que les riches récoltes de 1842-1844 avait déprimé ce marché. Dans les années 1845-1847, les importations de céréales furent plus importantes que jamais en Angleterre. Le prix du blé, ne cessa de monter jusqu'au printemps de 1847. À la suite de nouvelles contradictoires sur l'état des récoltes dans les divers pays et des mesures prises par les divers gouvernements (ouverture des ports à la libre importation du blé, etc.) les prix se mirent à fluctuer gravement pour atteindre finalement, en

mai 1847, le niveau le plus élevé. Durant ce mois, le prix moyen du quarter de blé grimpa en Angleterre jusqu'à 102 1/2 sh., et certains jours jusqu'à 115 à 124 sh. Mais bientôt les nouvelles favorables sur l'amélioration du temps et l'augmentation des récoltes firent baisser les prix et à la mi-juillet le prix moyen ne fut plus que de 74 sh. L'annonce d'un temps moins favorable dans certaines régions provoqua de nouveau une légère hausse, jusqu'au moment où, vers la mi-août, on eut la certitude que la récolte de 1847 allait dépasser le rendement moyen. Il n'y eut alors aucun frein à la baisse ; les importations vers l'Angleterre dépassèrent toute attente, et dès le 18 septembre le prix moyen était tombé à 49 1/2 sh. En conséquence, les prix moyens avaient varié de 53 sh. en seize semaines. ,

La crise ferroviaire sévit pendant tout ce temps ; lorsqu'en avril et mai 1847, le prix du blé fut le plus élevé, ce fut la désagrégation complète du système de crédit et le marché monétaire se dérégla totalement. Néanmoins les, spéculateurs sur les grains résistèrent à la chute des prix jusqu'au 2 août. CC jour-là, la banque fixa à 5% le plancher du taux d'escompte et à 6 % toutes les traites de plus de 2 mois. Il s'ensuivit aussitôt une série de faillites éclatantes à la bourse des céréales - celle de Mr. Robinson, gouverneur de la Banque d'Angleterre en tête. Rien qu'à Londres, huit grandes. firmes de blé firent banqueroute, l'ensemble de leur passif dépassait 1 1/2 million de L.st. En province, les marchés du blé étaient complètement paralysés ; les banqueroutes, s'y succédaient à un rythme accéléré, particulièrement à Liverpool. Sur le continent, des faillites analogues se produisirent, plus ou moins rapidement selon la distance, de Londres. Il se trouve, que le 18 septembre, date à laquelle le prix des céréales tomba à son niveau, le plus bas, la crise du blé était pratiquement terminée,

Venons-en maintenant à la crise spécifiquement commerciale, celle de la monnaie. Dans les quatre premiers mois de 1847, l'état du commerce et de l'industrie semblait encore généralement satisfaisant, à l'exception de la sidérurgie et de l'industrie cotonnière. En raison des spéculations ferroviaires de 1845, la production du fer avait monté en flèche : elle pâtit naturellement dans la mesure où l'excédent de fer produit avait, comblé, les débouchés. Une réaction du même genre se produisit très vite dans l'industrie cotonnière - principale branche d'industrie pour le marché de Chine et des Indes Orientales - où la surproduction remontait à 1845. La mauvaise récolte du coton de 1846, la hausse des prix des matières premières comme des produits finis et la diminution corrélative de la demande accrurent la tension dans cette industrie. Dans les premiers mois de 1847, on restreignit fortement la production dans tout le Lancashire, et les ouvriers du coton furent déjà touchés par la crise.

Le 15 avril 1847, la Banque d'Angleterre éleva le plancher du taux d'escompte à 5 % pour les traites à très court terme. Elle limita le montant global des traites escomptables et - fait significatif - le fit sans égard à la nature des firmes touchées ; enfin, elle annonça, péremptoirement, aux commerçants qui avaient bénéficié d'avances, qu'à l'échéance celles-ci ne seraient pas renouvelées comme de coutume, mais devaient être remboursées. Deux jours plus tard, la publication du bilan hebdomadaire du *Banking Department* révéla que son fonds de réserve était tombé à 2 1/2 millions de L.st. Par conséquent, la Banque avait pris les mesures citées pour arrêter l'hémorragie de ses réserves d'or et pour augmenter de nouveau ses fonds liquides.

La fuite de l'or et de l'argent aux dépens de la Banque avait plusieurs causes : D'abord, la forte augmentation de la consommation et des prix de la quasi totalité des articles nécessitait une circulation plus étendue, particulièrement de l'or et de l'argent pour le petit commerce. Ensuite, les continuelles dépenses pour la construction des chemins de fer, qui atteignirent pour le seul mois d'avril 4 314 000 L.st., avait provoqué le retrait d'une masse considérable de fonds déposés en banque. Une partie des sommes retirées était destinée aux chemins de fer

étrangers et s'écoula directement à l'extérieur. L'importation exagérée de sucre, de café et d'autres produits coloniaux (dont la consommation, et plus encore les prix avaient augmenté à la suite de la spéculation) ainsi que du coton (à la suite d'achats spéculatifs, quand il fut certain que la récolte serait maigre) et surtout du blé après une nouvelle mauvaise récolte, dut être payée en grande partie en espèces ou en solide, ce qui provoqua encore un important écoulement d'or et d'argent à l'étranger. Cette hémorragie des métaux précieux se poursuivit d'ailleurs jusqu'à la fin d'août en dépit des mesures bancaires citées plus haut.

Les décisions de la Banque et la nouvelle du faible niveau de ses fonds de réserve provoquèrent aussitôt une tension sur le marché financier et une panique dans tout le commerce anglais ; son intensité atteignit celle de 1845. Dans les dernières semaines d'avril et les quatre premiers jours de mai, toutes les transactions fiduciaires furent presque paralysées. Cependant, il n'y eut pas de banqueroutes exceptionnelles ; les maisons de commerce se maintinrent à un prix ruineux, au moyen d'énormes versements d'intérêts et des ventes forcées de leurs réserves, papiers d'Etat, etc. Pour échapper au premier acte de la crise, de nombreuses maisons, pourtant solides, posèrent la base de leur effondrement ultérieur. La confiance se trouva cependant renforcée du fait que ce premier péril, le plus menaçant, fut surmonté ; la tension sur le marché financier diminua sensiblement à partir du 5 mai et, vers la fin de ce mois, l'alarme était pour ainsi dite passée.

Cependant, quelques mois plus tard, au début d'août, on assista dans le commerce des céréales aux faillites déjà citées ; à peine étaient-elles terminées en septembre, que la crise éclata avec une violence accrue dans l'ensemble des échanges, et principalement dans les affaires des Indes Orientales et Occidentales, à Maurice, et simultanément à Londres, Liverpool, Manchester et Glasgow. En septembre, à Londres seule, 20 maisons firent faillite, leur passif total atteignait de 9 à 10 millions de L.st. « En Angleterre, nous avons alors assisté à la ruine de dynasties commerciales ; la surprise n'a pas été moindre que lors de l'effondrement des sociétés politiques sur le continent, dont nous n'avons que trop entendu parler ces derniers temps », déclara Disraëli aux Communes, le 30 août 1848. Les faillites des firmes d'Indes Orientales sévirent sans interruption jusqu'à la fin de l'année et redoublèrent dans les premiers mois de 1848, lorsque arrivèrent les nouvelles des faillites des maisons correspondantes de Calcutta, Bombay, Madras et Maurice.

Cette série de faillites, exceptionnelle dans les annales du commerce, était causée par la spéculation excessive et générale ainsi que les importations démesurées de produits coloniaux qui en résultaient. Les prix de ces marchandises, longtemps maintenus d'une façon artificielle, avaient en partie déjà baissé avant la panique d'avril 1847, mais ce ne fut qu'après celle-ci - lorsque tout le système du crédit s'effondra et que les firmes furent contraintes tour à tour à des ventes forcées massives - que les prix tombèrent fortement. Cette chute fut si importante - de juin à juillet surtout - que les firmes même les plus solides furent acculées à la faillite.

En septembre, les faillites étaient limitées exclusivement aux *maisons de commerce proprement dites*. Le 1<sup>er</sup> octobre, la Banque éleva son escompte le plus bas à 5 1/2% pour les traites à court terme, et déclara en même temps qu'elle ne ferait dorénavant plus d'avances sur les bons d'Etat quels qu'ils soient. Les *sociétés de banque* comme les *banquiers privés* ne purent dès lors résister davantage à la pression. Successivement, la *Royal Bank of Liverpool*, la *Liverpool Banking Company*, la *North and South Wales Bank*, la *Newcastle Union Joint Stock Bank*, etc., etc. succombèrent en quelques jours, tandis que nombre de petits banquiers privés furent déclarés insolubles dans toutes les provinces anglaises.

Cette suspension générale des paiements par les Banques, qui caractérise surtout le mois d'octobre, s'accompagna à Liverpool, Manchester, Oldham, Halifax, Glasgow, etc. de

nombreuses faillites des agioteurs, agents de change, escompteurs de valeurs et d'actions, courtiers maritimes, intermédiaires de thé et de coton, producteurs et marchands de fer, fileurs de laine et de coton, imprimeurs sur coton, etc. Selon Mr. Tooke, des faillites étaient sans précédent dans l'histoire du commerce anglais et dépassèrent de loin celles de la crise de 1825 tant par leur nombre que par la somme des capitaux. La crise avait atteint son paroxysme entre les 23 et 25 octobre : ces jours-là toutes les transactions commerciales s'arrêtèrent complètement. Une députation de la *City* obtint alors la suspension de la loi bancaire de 1844, fruit de la sagacité de feu Robert Peel. Cette suspension mit momentanément fin à la séparation de la Banque en deux départements autonomes et disposant de deux fonds comptables différents ; si l'ancien système avait duré deux jours encore, l'un de ces départements, le *Banking Department*, eût été contraint à la faillite, alors que six millions d'or s'entassaient dans l'*Issue Department*.

Dès octobre, le continent ressentit le contrecoup de la crise. D'importantes faillites se déclarèrent simultanément à Bruxelles, Hambourg, Brème, Elberfeld, Gênes, Livourne, Courtaux, Saint-Petersbourg, Lisbonne et Venise. À mesure que la crise s'atténuait en Angleterre, elle s'aggravait sur le continent et touchait des secteurs jusque-là épargnés. À son paroxysme, le cours du change fut favorable à l'Angleterre qui, à partir de novembre, draina vers elle des importations d'or et d'argent, non seulement de Russie et du continent mais même d'Amérique. La conséquence immédiate en fut qu'à mesure que le marché monétaire s'allégeait en Angleterre, il se contractait dans le reste du monde commercial, où la crise se développait. En conséquence, le nombre des faillites hors d'Angleterre augmenta en novembre ; il y eut d'importantes faillites à New York, Rotterdam, Amsterdam, Le Havre, Bayonne, Anvers, Mons, Trieste, Madrid et Stockholm. En décembre, la crise éclata aussi à Marseille et à Alger, et redoubla d'intensité en Allemagne.

Nous voici parvenus en février, lorsque la révolution éclata en France. Si l'on consulte la liste des faillites, établie par Mr. D. M. Evans en annexe à son ouvrage *Commercial crisis of 1847-48* (Londres 1848), on s'apercevra qu'aucune firme importante ne fit faillite en Angleterre à la suite de cette révolution. Les seules faillites qui en résultèrent éclatèrent dans le commerce des effets, à la suite de la dévaluation soudaine de tous les papiers d'Etat du continent. De semblables faillites de courtiers d'effets publics se produisirent naturellement aussi à Amsterdam, Hambourg, etc. Les consolidés anglais tombèrent en conséquence de 6 % à 3 % après la révolution de Février. Pour les courtiers en valeurs, la République de Février a donc été deux fois plus dangereuse que la Monarchie de Juillet.

La panique, déclenchée à Paris après Février, gagna tout le continent parallèlement aux révolutions et eut dans son déroulement de grandes analogies avec la panique londonienne d'avril 1847. Le crédit disparut brusquement, et toutes les transactions s'arrêtèrent presque complètement, à Paris, Bruxelles et Amsterdam, tout le monde se précipita à la Banque pour échanger les billets contre de l'or ; en gros, il n'y eut que très peu de faillites en dehors du commerce des effets publics, et même ici elles furent rares. Il serait difficile de démontrer qu'elles furent la conséquence inévitable de la révolution de Février. Les suspensions de paiements, le plus souvent momentanées, par les banquiers parisiens affectèrent le commerce des effets publics. Elles furent souvent provoquées par pur esprit de chicane, afin de créer des difficultés au Gouvernement provisoire et lui arracher des concessions. En ce qui concerne les faillites des banquiers et des commerçants dans les autres centres du continent, il est impossible de savoir dans quelle mesure elles provinrent de la continuation et de la diffusion progressive de la crise commerciale, les circonstances furent parfois exploitées par des firmes depuis longtemps malades en vue d'une liquidation raisonnable. Il est donc ici difficile de savoir si elles étaient effectivement la conséquence des pertes dues à la panique provoquée par la Révolution. Quoi qu'il en soit, il est certain que la crise commerciale a infiniment plus

fait pour déclencher les révolutions de 1848 que la révolution pour provoquer la crise. De mars à juin, l'Angleterre profitait déjà directement de la révolution ; elle vit affluer de nombreux capitaux chez elle. Dès lors la crise doit y être considérée comme achevée ; dans toutes les branches d'activité s'amorça une amélioration, et le nouveau cycle industriel commença avec une nette tendance à la prospérité. Le fait que la quantité de coton travaillée en Angleterre passa de 475 millions de L.st. en 1847 à 713 millions en 1848 montre que la révolution continentale n'a guère freiné cet essor de l'industrie et du commerce.

Ce retour à la prospérité se constatait de plus en plus nettement en Angleterre dans les trois années 1848, 1849 et 1850. Pour les huit premiers mois (janvier à août), le total des exportations anglaises se monta en 1848 à 31 633 214 L.st. à 39 263 322 L.st. en 1849 ; à 43 851 568 L.st. en 1850. Des récoltes, partout abondantes ces dernières années, s'ajoutèrent à cet important essor, qui se manifeste dans toutes les branches de l'activité, sauf dans la sidérurgie. En Angleterre, le prix moyen du blé tomba en 1848-1850 à 36 sh. le quarter et en France à 32 sh. La caractéristique de cette période de prospérité, c'est que les trois principaux canaux de la spéculation se trouvèrent bouchés. La production ferroviaire était ramenée au rythme lent d'une branche d'industrie ordinaire ; le blé n'offrait plus d'occasions à la suite d'une série de récoltes abondantes ; les révolutions auraient fait perdre aux valeurs d'Etat leur caractère de sécurité, et sans celle-ci aucune grande transaction spéculative sur les effets n'est possible.

À chaque période de prospérité, le capital s'accroît et le capital existant, qui dormait pendant la crise, est tiré de son inactivité et lancé sur le marché. En 1848-1850, ce capital *additionnel* fut forcé, en raison du manque de débouchés pour la spéculation, de s'engager dans l'industrie proprement dite et par conséquent d'augmenter encore plus vite la production. Ce fait que l'on ne sait pas expliquer, est frappant en Angleterre, et l'*Economist* du 19-X-1850 écrit naïvement à ce sujet :

« Il est remarquable que l'actuelle phase de prospérité se distingue essentiellement de toutes celles du passé. Dans toutes ces périodes, il y avait place pour toute spéculation, même sans fondement et sans réalisation. Tantôt, c'était des mines étrangères, tantôt plus de chemins de fer qu'il n'était opportun d'en construire en un demi-siècle. Même lorsque ces spéculations étaient bien fondées, elles s'effectuaient toujours dans la perspective d'un gain, qui ne pouvait être réalisé, qu'après un temps considérable, soit par la production de métaux, soit par la création de nouveaux marchés et communications. Ils apportaient un profit immédiat. Mais, à présent, notre prospérité est fondée sur la production de biens immédiatement utiles, qui rentrent presque aussi vite dans la consommation qu'ils arrivent sur le marché, en donnant au fabricant un profit approprié et en l'incitant à une production accrue. »

La preuve la plus frappante de l'ampleur de la production industrielle de 1848 et 1849 est attestée par l'industrie du coton. En 1849, la récolte du coton a été plus abondante que jamais aux Etats-Unis. Elle atteignit 2 3/4 millions de balles, ou environ 1 200 millions de livres. L'extension de l'industrie cotonnière marcha si bien de pair avec l'augmentation des importations qu'à la fin de 1849 les stocks étaient moindres qu'autrefois, même après les années de mauvaise récolte. En 1849, on fila plus de 775 millions de livres de coton, alors qu'en 1845 - l'année où la prospérité fut plus grande que jamais - on n'en avait filé que 721 millions. L'essor de l'industrie cotonnière est, en outre, confirmé par l'augmentation importante du prix du coton (55 %), à la suite d'un déficit relativement minime dans la récolte de 1850. On constate un progrès au moins égal dans toutes les autres branches du filage et du tissage, soie, laine, tissu et lin. L'exportation de ces produits augmenta surtout en 1850 et provoqua un accroissement considérable du montant total des exportations de cette année (12 millions pour 1848 ; 4 millions pour les huit premiers mois de 1849), bien qu'en 1850 l'exportation des articles de coton ait considérablement baissé à la suite de la mauvaise



récolte. En dépit d'une augmentation notable des prix de la laine, provoquée apparemment dès 1849 par la spéculation et maintenue jusqu'à ces jours, cette industrie est en constante expansion et de nouveaux métiers sont quotidiennement mis en service. L'exportation des tissus de lin se monta à 91 millions de yards d'une valeur de 2 800 000 L.st. en 1844, l'année où ces exportations atteignirent leur montant record, et à 107 millions de yards d'une valeur de plus de 3 millions de L.st. en 1849.

Une autre preuve de l'essor de l'industrie anglaise est l'augmentation constante de la consommation des principaux produits coloniaux, notamment du café, du sucre et du thé, bien que les prix s'élèvent constamment, du moins pour les deux premiers articles. L'accroissement de la consommation est une conséquence directe du développement de l'industrie, puisque le marché exceptionnel, créé depuis 1845 par les extraordinaires investissements dans les chemins de fer, est depuis longtemps ramené à une proportion normale et que les bas prix des céréales de ces dernières années ne permettent pas une consommation accrue dans les districts ruraux.

L'important essor de l'industrie cotonnière de 1849 provoqua, dans les derniers mois de cette année-là, une nouvelle tentative d'inonder les marchés de la Chine et des Indes Orientales. Mais le volume des vieux stocks, encore invendus dans ces régions, bloqua bientôt cette tentative. Comme la consommation des produits bruts et des articles coloniaux avait augmenté, on essaya aussi de spéculer sur ces marchandises, mais l'augmentation passagère des importations et le souvenir de blessures encore cuisantes de 1847 y mirent bientôt un frein.

La prospérité de l'industrie s'accrut encore à la suite, de l'ouverture des colonies hollandaises, de la construction imminente de nouvelles lignes de communication dans le Pacifique et de la grande Exposition industrielle de 1851. Cette Exposition fut décidée avec un sang-froid remarquable par la bourgeoisie anglaise dès l'année 1849, lorsque tout le continent songeait encore à la révolution. Elle y convoqua tous ses vassaux, de la France à la Chine, à un grand rapport, pour qu'ils rendent Compte de la façon dont ils ont utilisé leur temps ; le tout-puissant tsar de Russie lui-même fut bel et bien forcé d'ordonner à ses sujets de se rendre en nombre à ce compte rendu. Ce grand Congrès mondial des produits et des producteurs a une tout autre importance que le Congrès absolutiste de Brégance et de Varsovie, qui cause tant de frayeurs à nos petits-bourgeois démocrates du continent, ou que les Congrès de la démocratie européenne, convoqués par les divers Gouvernements provisoires *in partibus*, afin de sauver l'univers. Cette Exposition est une preuve frappante de la force concentrée avec laquelle, la grande industrie moderne abat partout les barrières nationales et les particularismes locaux dans la production, et efface de plus en plus, dans les rapports sociaux, le caractère propre de chaque peuple. En rassemblant toute la masse des forces productives de l'industrie moderne en un petit espace pour les exhiber au moment précis où les rapports bourgeois modernes sont minés de toutes parts, elle expose le matériel qui a été produit et se produit encore quotidiennement dans des conditions catastrophiques et qui servira à construire une société nouvelle. Avec cette Exposition, la bourgeoisie mondiale édifie, dans la Rome moderne, son Panthéon où elle exhibe avec une fierté satisfaite les dieux qu'elle s'est donnés. Ainsi, elle démontre pratiquement que l'« impuissance et l'humeur chagrine » du bourgeois, dont les idéologues allemands nous rebattent les oreilles depuis des années ne sont que l'impuissance de ces Messieurs à comprendre l'évolution moderne et la peine que leur procure cette impuissance. La bourgeoisie prépare ainsi sa plus grande fête au moment où elle est menacée par l'effondrement de toute sa splendeur, effondrement qui lui montrera le plus clairement que les forces suscitées par elle échappent à son pouvoir. A l'occasion d'une future Exposition, les bourgeois ne figureront peut-être plus comme propriétaires de ces forces productives, mais seulement comme leur cicérone.

Tout comme la maladie de la pomme de terre en 1845 et 1846, le déficit de la récolte de coton répand depuis le début de l'année une frayeur générale chez les bourgeois. Cette frayeur a encore augmenté depuis que l'on sait que la récolte de 1851 ne sera guère plus abondante que celle de 1850. Le déficit, qui eût été insignifiant autrefois, est très important eu égard au développement actuel de l'industrie cotonnière et il a déjà freiné considérablement son activité. À peine remise de la constatation renversante que l'un des piliers fondamentaux de tout son ordre social, la pomme de terre, est en danger, la bourgeoisie voit maintenant qu'un second se trouve menacé : le coton. Si un simple déficit moyen de la récolte du coton et la perspective d'un second ont suffi, en pleine euphorie de la prospérité, à provoquer une sérieuse alarme, de véritables mauvaises récoltes successives rejetteraient nécessairement pour un moment toute la société civilisée dans la barbarie. L'âge de l'or et du fer est depuis longtemps révolu. Il fut réservé au XIX<sup>e</sup> siècle, avec son intelligence, son marché mondial et ses colossales forces productives, d'instaurer l'*ère du coton*. En même temps, la bourgeoisie anglaise ressent de façon plus oppressante que jamais la domination qu'exercent sur elle les Etats-Unis avec leur monopole jusqu'ici incontesté de la production cotonnière. Elle s'est aussitôt mise en devoir de briser ce monopole. Non seulement en Inde Orientale, mais encore au Natal, dans la partie septentrionale d'Australie et en général dans toutes les régions du monde, où le climat et les circonstances permettent la culture du coton, elle l'encourage de toutes les façons. En même temps, la bourgeoisie négrophile anglaise découvre que « la prospérité de Manchester dépend du traitement des esclaves du Texas, d'Alabama et de la Louisiane, et que c'est là un fait aussi étrange qu'alarmant <sup>14</sup>. De fait, il est consternant pour des gens, qui dépensèrent il y a quelques années 10 millions de livres sterling pour l'émancipation des nègres dans leurs propres colonies de constater que la branche décisive de l'industrie anglaise repose sur l'esclavage dans les Etats du Sud de l'Union américaine et qu'une révolte de Noirs dans ces Etats pourrait ruiner tout leur système actuel de production. Mais, en même temps, ce fait conduit à la seule solution possible du problème de l'esclavagisme qui, de nouveau, a donné lieu récemment à de longs et violents débats au Congrès américain. La production cotonnière américaine repose sur l'esclavagisme. Dès que l'industrie s'est développée au point où le monopole du coton des Etats-Unis devienne insupportable, le coton sera produit massivement et avec succès dans d'autres pays, ce qui, en général, ne peut s'effectuer à présent qu'avec des *travailleurs libres*. Cependant, dès que le libre travail des autres pays industriels fournit du coton en quantité suffisante et à meilleur marché que le travail des esclaves des Etats-Unis, c'en sera terminé du monopole du coton et partant de l'esclavage américain : les esclaves seront émancipés, parce qu'ils sont devenus inutilisables en tant que tels. C'est exactement de la même façon que le travail salarié sera aboli en Europe, dès qu'il aura cessé d'être non seulement une forme nécessaire pour la production, mais en sera devenu une entrave.

Si le nouveau cycle du développement industriel, qui a commencé en 1848, suit le même cours que celui de 1843-1847, la crise éclaterait en 1852. Un symptôme indique déjà que la spéculation effrénée, due à la surproduction et antérieure à toute crise, ne saurait longtemps faire défaut, à savoir l'escompte de la Banque d'Angleterre qui, depuis deux ans, ne dépasse pas 2 %. Si en temps de prospérité, la Banque d'Angleterre maintient déjà son taux d'intérêt à un bas niveau, les autres marchands d'argent doivent tenir le leur à un niveau plus bas encore,

---

<sup>14</sup> Marx-Engels citent *l'Economist* du 21-IX-1850.

On notera ici que l'Angleterre était alors en concurrence directe avec sa colonie américaine, dont elle « dépendait » pour la matière première de son industrie, de base - le coton. Albion se trouvait donc dans la situation paradoxale que voici : elle devait briser la force des esclavagistes du Sud, mais était menacée encore davantage par l'essor de la production marchande du nord des États-Unis, qui visaient la suprématie économique dans le monde. D'où son attitude ambiguë au cours de la guerre de Sécession : cf. Marx-Engels, *la Guerre civile aux États-Unis*, 10/18.

tout comme ils le tinrent au-dessous de celui de la Banque, lorsque cette dernière l'éleva au moment de la crise. Comme nous l'avons vu plus haut, le capital additionnel qui, aux temps de la prospérité, est régulièrement jeté sur le marché du prêt, fait déjà baisser le taux d'intérêt en vertu des lois de la concurrence ; mais le crédit fortement accru par la prospérité générale, le déprime plus encore en diminuant la demande en capitaux. Dans ces périodes, le gouvernement est en mesure d'abaisser le taux de l'intérêt de ses obligations, et le propriétaire foncier de renouveler ses hypothèques à des conditions plus avantageuses. C'est ainsi que les capitalistes du marché des prêts voient leur revenu baisser d'un tiers et davantage à un moment où les revenus de toutes les autres classes augmentent. Plus cette période est longue, plus ils seront obligés de trouver des placements avantageux pour leur capital. La surproduction fait surgir quantité de projets nouveaux, et la réussite de quelques-uns suffit pour que toute une série de capitaux se lancent dans la même voie, jusqu'à ce que progressivement les escroqueries deviennent générales. Mais comme on le voit, la spéculation n'a que deux canaux de drainage principaux : la culture du coton et les nouvelles voies de communication du marché mondial à la suite de l'essor de la Californie et de l'Australie. On voit qu'elle prendra cette fois-ci des proportions infiniment plus grandes que lors des périodes de prospérité antérieures.

Jetons un coup d'œil sur la situation des districts agricoles anglais. La tension y est générale et chronique, depuis l'abolition des droits de douane céréaliers et les abondantes récoltes. Mais elle s'est quelque peu détendue du fait de la consommation fortement accrue par la prospérité. En outre, le travail agricole, pour sa part au moins, se trouve, avec le bas prix des céréales, dans une situation relativement meilleure, bien que cette amélioration soit plus lente en Angleterre que dans les pays où prédomine la parcellarisation de la propriété foncière. Dans ces conditions, l'agitation des protectionnistes pour le rétablissement des droits de douane céréaliers se poursuit donc dans les districts ruraux d'une façon plus obtuse et sourde que jamais. Il est manifeste qu'elle restera sans aucun effet tant que durera la prospérité industrielle et la condition relativement supportable des travailleurs ruraux. Mais dès qu'éclatera la crise et qu'elle se répercutera sur les districts agricoles, la dépression de l'agriculture provoquera une vive agitation à la campagne. Pour la première fois, la crise industrielle et commerciale coïncidera avec la crise agricole et, dans toutes les questions où la ville et la campagne, les fabricants et les propriétaires fonciers se combattent, les deux partis bénéficieront de l'appui de deux grandes armées : les fabricants de la masse des ouvriers industriels, et les propriétaires fonciers de celle des travailleurs agricoles.

Nous arrivons ainsi aux Etats-Unis *d'Amérique du Nord*. La crise de 1836, qui y éclata en premier et y sévit le plus violemment, dura presque sans discontinuer jusqu'en 1842 ; elle eut pour conséquence un bouleversement total du système de crédit américain. Le commerce des Etats-Unis se rétablit sur cette base plus solide ; au début, certes, très doucement, mais plus tard, en 1844 et 1845, la prospérité augmenta aussi notablement. La cherté comme les révolutions en Europe furent, pour l'Amérique, autant de sources de gain. De 1845 à 1847, elle profita des énormes exportations de blé, et en 1846 de la hausse des prix du coton. La crise de 1847 toucha à peine les Etats-Unis. En 1849, la récolte de coton y fut plus abondante que jamais, tandis qu'en 1850 le déficit de la récolte de coton leur rapporta environ 20 millions de dollars, car il coïncidait avec la forte demande due au nouvel essor de l'industrie européenne du coton. Les révolutions de 1848 eurent pour conséquence une forte émigration de capitaux européens vers les Etats-Unis ; parfois ils y arrivèrent avec les émigrants eux-mêmes, parfois ils étaient placés à partir d'Europe en valeurs de l'Etat américain, Cette demande accrue de fonds américains a haussé leurs prix au point que la spéculation s'y est jetée avec frénésie. Malgré toutes les assertions contraires de la presse bourgeoise réactionnaire, nous persistons donc à penser que la seule forme d'Etat à laquelle nos

capitalistes européens font confiance est la *république bourgeoise*. En général, il n'y a qu'une seule expression de la confiance bourgeoise à l'égard d'un quelconque placement d'État : *sa cotation en bourse* 15.

La prospérité des Etats-Unis s'accrut néanmoins pour d'autres raisons encore. Le territoire habité - le marché - de l'Union nord-américaine s'étendit dans les deux directions avec une rapidité surprenante. L'augmentation de la population, tant par la reproduction intérieure que par l'émigration sans cesse croissante, conduisit à l'ouverture d'Etats et de territoires entiers, En quelques années, le Wisconsin et le Iowa furent relativement densément peuplés et tous les Etats de la région supérieure du Mississippi reçurent un flot d'émigrants. L'exploitation des mines du Lac Supérieur et l'accroissement de la production céréalière dans toute la région des Lacs donnèrent un nouvel essor au commerce et à la navigation dans ce réseau intérieur de lacs. Cet essor s'amplifiera encore à la suite d'une loi promulguée lors de la dernière session du Congrès en vue de faciliter le commerce avec le Canada et la, Nouvelle-Ecosse. Tandis que les Etats du Nord-Ouest prennent une importance toute nouvelle, l'Orégon a été colonisé en quelques années, le Texas et le Nouveau-Mexique annexés, et la Californie conquise. La découverte des mines d'or de Californie est le couronnement de la prospérité américaine. Dans le second Cahier de cette Revue et avant toutes les autres publications européennes, nous avons déjà attiré l'attention sur l'importance de cette découverte et ses effets sur tout le commerce mondial 16. Cette importance ne réside pas dans l'augmentation de l'or grâce aux mines découvertes, bien que cette augmentation du moyen d'échange ne puisse manquer, d'exercer une influence favorable sur le commerce en général ; elle réside dans le fait que la richesse en minéraux de la Californie a stimulé les capitaux sur tout le marché mondial ; que toute la côte ouest d'Amérique et la côte est d'Asie sont entrés en activité ; qu'un nouveau débouché a été créé en Californie et que tous les pays en ressentent l'effet. A lui seul, le marché californien est déjà considérable ; voici un an, il y vivait 100 000 habitants, aujourd'hui il y en a au moins 300 000 qui ne produisent pour ainsi dire que de l'or. Pour satisfaire leurs besoins, ils échangent cet or contre des marchandises en provenance de l'étranger. Le marché californien est insignifiant eu égard à l'incessante extension de tous les marchés du Pacifique ; de l'augmentation considérable du commerce au Chili et au Pérou, au Mexique occidental et aux Iles Sandwich, et des courants économiques qui se sont noués récemment entre l'Asie, l'Australie et la Californie. La Californie a suscité de toutes nouvelles routes mondiales. Bientôt elles dépasseront toutes les autres par leur importance. C'est par l'isthme de Panama que passe désormais la principale voie commerciale vers le Pacifique, qui vient à peine de s'ouvrir à la navigation et qui est appelé à devenir l'océan le plus important du monde. À présent, le commerce mondial exige absolument que soient créées des liaisons routières, ferroviaires et maritimes. On a commencé cette entreprise par endroits. Déjà on construit le chemin de fer de Chagres à Panama. Une compagnie américaine fait déjà étudier la topographie du bassin de San Juan de Nicaragua afin d'y relier les deux mers d'abord par

---

<sup>15</sup> Aujourd'hui, le cours des changes, qui se calcule essentiellement en fonction de l'excédent ou déficit de la balance commerciale, sanctionne à l'échelle internationale la santé ou les difficultés économiques de chaque nation.

<sup>16</sup> Marx fait allusion à la revue de janvier-février 1850 de la *Nouvelle Gazette rhénane*. Revue politique et économique, n° 2. Le lecteur en trouvera la traduction française dans Marx-Engels, *Écrits militaires*, l'Herne, p. 276-87.

En plein événement révolutionnaire, Marx-Engels escomptaient alors une « reprise » de la crise économique qui aurait pu relancer la vague révolutionnaire après la défaite du prolétariat parisien en juin 1849 : cf. la Contre-partie révolutionnaire en Europe *centrale et méridionale*. p. 221-266, in *Écrits militaires*.

Au lieu de prendre son essor vers l'Europe centrale et orientale, le capitalisme s'orienta - comme (on l'a vu - vers les États-Unis et l'Australie où il rencontrait le moins d'obstacles politiques et sociaux que sur le continent dominé par le tsarisme russe.

une route, puis par un canal. Les journaux anglais et américains signalent qu'il est question d'autres routes encore à travers l'isthme de Darien et l'Isthme de Tehuantepec, et la route d'Atrato en Nouvelle-Grenade. Comme le monde civilisé ignore les conditions de terrain de l'Amérique centrale - cette ignorance apparaît aujourd'hui subitement au grand jour -, il est impossible de prévoir quel sera le tracé le plus avantageux pour un grand canal. Les rares données dont nous disposons offrent les plus grandes chances à la route d'Atrato et le chemin par Panama. Outre ces communications par l'isthme, il est devenu urgent de développer rapidement la navigation sur les océans. Des navires à vapeur circulent déjà entre Southampton et Chagres, New York et Chagres, Valparaiso, Lima, Panama, Acapulco et San Francisco. Mais, ces quelques lignes pourvues seulement d'un petit nombre de navires sont plus qu'insuffisantes. Il devient tous les jours plus urgent d'accroître la navigation entre l'Europe et Chagres. Le trafic croissant entre l'Asie, l'Australie et l'Amérique exige de nouvelles et amples lignes de navigation, de Panama et San Francisco en direction de Canton, Singapour, Sydney et la Nouvelle-Zélande, ainsi que de la principale station de l'océan Pacifique, les Iles Sandwich. Parmi les territoires de l'océan Pacifique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont le plus progressé, tant par l'ampleur de leur colonisation que sous l'influence de la Californie ; elles ne tiennent pas à rester séparées plus longtemps du monde civilisé par une navigation à voile exigeant un passage de quatre à six mois. La population des colonies australiennes (sans la Nouvelle-Zélande) passa de 170 676 en 1839 à 333 764 en 1848, autrement dit s'accrut en 9 ans de 95,5 %. L'Angleterre ne peut permettre que ces colonies manquent de communications maritimes ; le gouvernement négocie en ce moment la construction d'une ligne reliée à la poste des Indes Orientales. Que ce projet aboutisse ou non, le besoin de communications à vapeur avec l'Amérique et surtout avec la Californie, qui reçut l'an dernier 3 500 émigrants venus d'Australie, trouvera par ses propres moyens les solutions nécessaires. On peut dire que la terre commence effectivement à être ronde, depuis qu'a surgi la nécessité de la navigation universelle sur les océans <sup>17</sup>.

L'essor imminent de la navigation à vapeur s'amplifie encore par l'ouverture déjà mentionnée des colonies hollandaises et par l'augmentation des navires à hélice grâce auxquels les émigrants sont transportés plus vite, relativement à meilleur marché et plus avantageusement qu'avec les navires à voile, comme on le remarque de plus en plus. Déjà les navires à hélices mus à la vapeur effectuent le trajet Glasgow-Liverpool-New York ; on envisage à présent d'en affecter de nouveaux à ces lignes, en même temps qu'on envisage d'inaugurer une ligne Rotterdam-New York. L'ampleur de la tendance du capital à se lancer dans la navigation océanique est attestée par l'augmentation incessante des navires qui se concurrencent entre Liverpool et New York ; par la construction de lignes toutes nouvelles entre l'Angleterre et Le Cap, New York et Le Havre ainsi que par toute une série de projets analoges, colportés à

---

<sup>17</sup> Dans sa revue de janvier-février 1850, Marx avait déjà cité presque textuellement tout ce passage sur le déplacement des voies du commerce mondial vers l'Amérique, et il avait ajouté cette prévision grandiose du développement capitaliste qui allait s'achever par la déchéance de la vieille Europe au profit des États-Unis d'Amérique : L'océan Pacifique jouera à l'avenir le même rôle que l'Atlantique de nos jours et la Méditerranée dans l'antiquité, celui de grande voie d'eau du commerce mondial, et l'océan Atlantique tombera au niveau d'une mer intérieure, comme c'est le cas maintenant de la Méditerranée.

« La seule chance pour que les pays civilisés d'Europe ne tombent pas dans la même dépendance industrielle, commerciale et politique que l'Italie, l'Espagne et le Portugal actuels, c'est qu'ils entreprennent une révolution sociale qui, alors qu'il en est temps encore, transformera l'économie et la distribution conformément aux besoins de la production découlant des capacités productives modernes, afin de permettre le développement de forces de production nouvelles qui assureraient la supériorité de l'industrie européenne et compenseraient ainsi les inconvénients de la situation géographique. » Marx analyse avec tant de souci le développement vertigineux des moyens de communication mondiaux, parce qu'il y décèle des possibilités inouïes de spéculation, et donc de crise. L'essor des chemins de fer en Angleterre et en Europe n'avait-il pas suscité d'énormes transactions spéculatives et déclenché à la fin la crise de 1848 ?

New York.

Les bases se trouvent donc déjà posées pour une spéculation effrénée sur le capital engagé dans la navigation maritime et la canalisation de l'isthme américain <sup>18</sup>. Le centre de cette spéculation est nécessairement New York, qui reçoit la plus grande quantité de l'or californien et qui draine l'essentiel du commerce de la Californie. Elle est devenue déjà le centre de toute la navigation transatlantique ; tous les navires à vapeur du Pacifique appartiennent à des compagnies newyorkaises, et c'est à New York que naissent presque tous les projets concernant cette branche. La spéculation sur les lignes maritimes a déjà commencé à New York ; la Compagnie de Nicaragua, dont le siège se trouve à New York, est à l'origine de la spéculation sur les canaux de l'isthme. Une spéculation effrénée se développera très rapidement. Bien que des capitaux anglais s'investissent eux aussi en masse dans de telles entreprises ; et que la Bourse anglaise soit pleine de toutes sortes de projets de ce genre, New York restera néanmoins cette fois-ci le centre de tout le trafic et subira en premier l'effondrement, comme en 1836. D'innombrables projets feront faillite ; mais, comme pour le système ferroviaire anglais de 1845, il découlera de ces spéculations effrénées l'*ébauche* de la navigation universelle. Malgré les faillites de nombreuses compagnies, on continuera d'utiliser les navires à vapeur, qui doublent le trafic sur l'Atlantique, ouvrent le Pacifique, relient l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Chine avec l'Amérique, et ramènent à quatre mois les --voyages autour du monde.

La prospérité de l'Angleterre et de l'Amérique se répercuta rapidement sur le continent européen. Dès l'été 1849, les fabriques tournaient à nouveau rond en *Allemagne*, et surtout dans les provinces rhénanes. La reprise des affaires a été générale dès la fin 1849. Cette nouvel « le prospérité que nos bourgeois allemands attribuent naïvement au rétablissement de la paix et de l'ordre, repose en réalité uniquement sur le retour de la prospérité en Angleterre et sur l'accroissement de la demande de produits industriels sur les marchés américains et tropicaux. En 1850, l'industrie et le commerce se développèrent plus encore ; et en Angleterre, il y eut une surabondance momentanée de capitaux avec un allègement exceptionnel sur le marché monétaire. Les rapports sur les Foires d'automne de Francfort et de Leipzig sont très réconfortants pour les bourgeois qui y ont participé. Les démêlés du Slesvig-Holstein et de la Hesse électorale, les disputes autour de l'Union et les notes menaçantes de l'Autriche et de la Prusse n'ont à aucun moment ralenti l'évolution de tous ces symptômes de la prospérité - comme l'*Economist* le fait remarquer avec l'ironie supérieure du cockney.

Les mêmes symptômes se manifestèrent en *France* à partir de 1849, et en particulier depuis le début de 1850. Les industries parisiennes sont en pleine activité, et les fabriques de cotonnades de Rouen et de Mulhouse marchent également de manière satisfaisante, bien que le prix élevé des matières premières y fasse l'effet d'un frein - comme en Angleterre. Le développement de la prospérité en France fut en outre favorisé particulièrement par la large réforme des tarifs douaniers avec l'Espagne et par l'abaissement des droits de douane avec le Mexique sui divers articles de luxe ; l'exportation des marchandises françaises vers ces deux marchés a considérablement augmenté. L'accroissement des capitaux entraîna en France une série de spéculations, dont le prétexte fut l'exploitation sur une grande échelle des mines d'or de la Californie. On vit surgir une foule de sociétés, dont le faible montant des actions et les prospectus teintés de socialisme, faisaient directement appel à la bourse des petits bourgeois et des ouvriers. En fait, elles aboutissent toutes à cette espèce d'escroquerie toute particulière

---

<sup>18</sup> Marx analyse avec tant de souci le développement vertigineux des moyens de communication mondiaux, parce qu'il y décèle des possibilités inouïes de spéculation, et donc de crise. L'essor des chemins de fer en Angleterre et en Europe n'avait-il pas suscité d'énormes transactions spéculatives et déclenché à la fin la crise de 1848 ?

aux Français et aux Chinois. L'une de ces sociétés n'est-elle pas directement protégée par le gouvernement ? Les droits d'importation s'élevèrent en France dans les neuf premiers mois de 1848 à 63 millions de francs ; en 1849, à 95 millions ; et en 1850, à 93 millions. Au mois de septembre 1850, ils continuèrent à s'élever de plus d'un million par rapport au même mois de 1849. L'exportation a également augmenté en 1849 et plus encore en 1850.

La preuve la plus frappante du retour à la prospérité est le rétablissement des paiements en espèces de la Banque par la loi du 6 septembre 1850. Le 15 mars 1848, la Banque avait été autorisée à suspendre ses paiements en espèces. La circulation des billets, y compris celle des banques de province, se montait alors à 373 millions de francs (14 920 000 L.st.). Le 2 novembre 1849, cette circulation atteignit 19 280 000 L.st., soit une augmentation de 4 360 000 Lst. ; le 2 septembre 1850, 19 840 000 L.st., soit une augmentation d'environ 5 millions de livres sterling, Il ne s'ensuivit aucune dépréciation des billets ; au contraire, l'accroissement des billets en circulation s'accompagna d'une accumulation, sans cesse croissante d'or et d'argent dans les caves de la Banque, si bien qu'en été 1850 la réserve métallique s'élevait à quelque 14 millions de livres sterling, somme inouïe pour la France Le fait que la Banque fut en mesure d'élever sa circulation et, partant son capital actif de 123 millions de francs, soit 5 millions de livres sterling, prouve d'une façon frappante combien nous avons raison d'affirmer, dans un fascicule antérieur, que l'aristocratie financière non seulement n'a pas été renversée par la révolution, mais qu'elle en fut même renforcée. Ce résultat apparaît de manière évidente si l'on parcourt la législation bancaire française de ces dernières années : le 10 juin 1847, la Banque fut autorisée à émettre des billets de banque de 200 francs, le plus petit billet était jusque-là de 500 francs. Un décret du 15, mars 1848 déclara monnaie légale les billets de la Banque de France, tout en dispensant celle-ci de l'obligation de les rembourser en espèces. Son émission de billets fut limitée à 350 millions de francs. En même temps, elle fut autorisée à émettre des billets de 100 francs. Un décret du 27 avril ordonna la fusion des banques départementales avec la Banque de France. Un autre décret du 2 mai 1848 éleva son émission de billets à 442 millions de francs. Un décret du 22 décembre 1849 porta le maximum de l'émission de billets à 525 millions de francs. Enfin, la loi du 6 septembre 1850 rétablit l'échangeabilité des billets contre espèces. Ces faits, l'augmentation continue de la circulation, la concentration de tout le crédit français dans les mains de la Banque ainsi que l'accumulation de tout l'or et l'argent français dans ses caves, amenèrent M. Proudhon à la conclusion que la Banque devait maintenant dépouiller sa vieille peau de serpent pour se métamorphoser en une banque populaire à la Proudhon. Même sans qu'il soit nécessaire de connaître l'histoire de la restriction bancaire anglaise de 1797-1819, il suffit d'un coup d'œil jeté sur l'autre côté de la Manche pour constater que ce fait inouï pour lui dans l'histoire de la société bourgeoise, n'est qu'un événement bourgeois tout à fait normal, bien qu'il se produit aujourd'hui pour la première fois en France. On voit que les prétendus théoriciens révolutionnaires qui, après le Gouvernement provisoire, donnèrent le ton à Paris, sont aussi ignorants de la nature et des effets des mesures prises que ces Messieurs du Gouvernement provisoire eux-mêmes.

En dépit de la prospérité industrielle et commerciale dont la France jouit momentanément, la masse de la population, les 25 millions de paysans, souffrent d'une grave dépression. Les bonnes récoltes de ces dernières années ont plus fait baisser les prix des céréales en France qu'en Angleterre, et la condition des paysans endettés, sucés jusqu'à la moelle par l'usure et écrasés d'impôts, n'est guère brillante. Cependant, l'histoire des trois dernières années a démontré à loisir que cette classe de la population est absolument incapable d'initiative révolutionnaire.

De même que la crise, la prospérité survint sur le continent plus tard qu'en Angleterre. C'est toujours en Angleterre que commence le processus initial ; elle est le démiurge du cosmos

bourgeois. Les diverses phases du cycle que la société bourgeoise parcourt toujours à nouveau ont une forme secondaire et tertiaire sur le continent. D'abord, le continent a exporté démesurément plus en Angleterre que dans tout autre pays. Mais cette exportation en Angleterre dépend à son tour de l'état de l'Angleterre, en particulier par rapport au marché d'outre-mer. Ensuite, l'Angleterre exporte incomparablement plus dans les pays d'outremer que l'ensemble du continent, de sorte que les quantités exportées par le continent vers ces pays dépendent toujours des exportations anglaises d'outremer.

Si, par conséquent, les crises engendrent des révolutions d'abord sur le continent, leur origine se trouve néanmoins toujours en Angleterre. C'est aux extrémités de l'organisme bourgeois que doivent naturellement se produire les commotions violentes avant d'arriver au cœur, car la possibilité d'une compensation est plus grande ici que là. La violence avec laquelle les révolutions continentales se répercutent en Angleterre est en même temps le thermomètre qui indique dans quelle mesure ces révolutions mettent réellement en danger les conditions d'existence bourgeoises, ou jusqu'à quel point elles n'atteignent que leurs formations politiques 19.

Du fait de la prospérité générale, au cours de laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent avec toute la luxuriance possible dans les rapports sociaux bourgeois, il ne peut être question de véritable révolution. Celle-ci n'est possible qu'aux périodes où ces *deux facteurs*, les *forces productives modernes* et les *formes bourgeoises de production*, entrent en conflit les unes avec les autres. Les différentes querelles auxquelles s'adonnent aujourd'hui les représentants des diverses fractions du parti de l'Ordre du continent et dans lesquelles elles se discréditent les unes les autres, bien loin de fournir de nouvelles occasions de révolutions ne sont au contraire possibles que parce que les rapports sociaux sont en ce moment solidement assurés sur la base *bourgeoise* - ce que la réaction ignore.

Les multiples tentatives faites par la réaction pour endiguer l'essor social de la bourgeoisie viendront à échouer contre cette base - et ce, aussi sûrement que toute l'indignation morale et toutes les proclamations, enflammées des démocrates. *Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise : l'une est aussi certaine que l'autre* 20.

### *L'issue de la crise de 1848-49*

Engels, *l'Angleterre*, 23-1-1852.

Après avoir sapé en Angleterre les institutions politiques traditionnelles et révolutionné sans arrêt de fond en comble la société anglaise, la grande industrie poursuit imperturbablement son cours, sans se préoccuper de ce que la révolution ou la contre-révolution triomphe momentanément sur le continent. Et si elle avance lentement, c'est qu'elle va sûrement et *ne*

---

<sup>19</sup> Reprenant le passage qui suit dans sa *Contribution à l'histoire sur la « Ligue des communistes »*, Engels souhaitait que les partis politiques dépendent - pour ce qui est de leurs effectifs et de leur combativité, voire de leur existence - des conditions économiques, et le parti prolétarien n'échappe pas à cette détermination : « Le sort de cette organisation [la Ligue des communistes], était directement lié aux perspectives d'une reprise révolutionnaire. Or, celles-ci devenaient de plus en plus incertaines, voire contraires au cours de l'année 1850. La crise industrielle qui avait préparé la révolution de 1848, était surmontée, et il s'ouvrait une nouvelle période de prospérité industrielle sans pareille jusqu'ici. Quiconque avait des yeux pour voir, et s'en servait, s'apercevait clairement que la tempête révolutionnaire de 1848 s'apaisait progressivement » (cf. trad. fr., in Marx-Engels, *le Parti de classe*, t. II, Editions Maspéro, p. 39).

<sup>20</sup> Cette longue et minutieuse analyse de la crise de 1848 sert de base aux textes de Marx-Engels sur les luttes politiques et révolutionnaires de 1848-1849. C'est ainsi que Marx a repris la dernière page conclusive de ce texte dans *les Luttes de Classes en France, 1848-1850* (Ed. Soc. 1948, p. 123-124). Cf. également la remarque d'Engels en tête de la IV<sup>e</sup> Partie, p. 121.



*fait jamais un pas en arrière.* La défaite des chartistes le 10 avril 1848 était exclusivement la défaite et le rejet catégorique de l'influence politique extérieure - les grands leviers de l'évolution anglaise ne sont pas les bouleversements politiques du continent, mais les crises économiques universelles, c'est-à-dire les à-coups matériels directs qui mettent en question l'existence de chacun. Or à présent, où un évincement définitif de toutes les classes traditionnelles du pouvoir politique par la bourgeoisie industrielle - et, de ce fait, la possibilité de la bataille décisive entre la bourgeoisie industrielle et le prolétariat - est annoncé comme très proche par les symptômes les plus évidents, une perturbation de cette évolution <sup>21</sup>, par un asservissement même momentané de l'Angleterre par les avides prétoriens du 2 décembre, aurait les conséquences les plus graves pour tout le mouvement européen.

Dans la seule Angleterre, l'industrie a acquis de telles dimensions que tout l'intérêt national et toutes les conditions de l'ensemble des classes s'y concentrent. Or, l'industrie, c'est, d'une part, la bourgeoisie industrielle, et, d'autre part, le prolétariat industriel, et c'est autour de ces deux classes que se regroupent toujours plus toutes les autres catégories qui forment la nation. Ici donc, il n'existe plus qu'une seule question : qui doit régner ? - les capitalistes industriels ou les ouvriers. Ici, plus que partout ailleurs, nous trouvons le terrain, où la lutte des classes, sous sa forme moderne, peut être menée à terme, et où le prolétariat industriel, d'une part, possède la force pour conquérir le pouvoir politique, et, d'autre part, trouve devant lui les moyens matériels, les forces productives, qui lui permettent une révolution sociale complète avec l'élimination finale des antagonismes de classe. Or, l'ensemble du parti prolétarien d'Europe a le plus grand intérêt à ce que se poursuive dans cette direction l'évolution anglaise qui témoigne de la croissance maximale de l'antagonisme des deux classes industrielles, évolution qui aboutira à l'élimination finale de la classe exploiteuse par la classe opprimée. Il importe que cette évolution ne soit pas dévoyée par une oppression étrangère qui en affaiblirait l'énergie et ajournerait la lutte décisive pour un temps indéterminé...

---

<sup>21</sup> Dans son discours du 14 avril 1856, Marx tire les conclusions suivantes des luttes de 1848 : « Les prétendues révolutions de 1848 n'étaient que des épisodes dérisoires, de petites fractures et fissures dans la croûte dure de la société européenne. Cependant, ils révélaient un abîme. Sous la surface en apparence solide, elles montraient un océan de laves en ébullition qui ne, demandaient qu'une pression pour faire éclater en morceaux des continents de roche solide. Dans les clameurs et la confusion, elles annonçaient l'émancipation du prolétariat, c'est-à-dire le secret du XIX<sup>e</sup> siècle et la révolution des temps modernes.

« Cette révolution sociale n'était cependant pas une nouveauté découverte en 1848. La vapeur, l'électricité et la machine à filer automatique qui se développèrent à cette occasion, furent des révolutionnaires bien plus dangereux que les citoyens Barbès, Raspail et Blanqui eux-mêmes » (*Werke*, 12, p. 3).

Engels évoque ici les velléités d'invasion de l'Angleterre par la soldatesque de Napoléon III qui cherchait à singer son grand oncle, en déviant les énergies populaires vers des buts nationaux fallacieux - guerre de Crimée, campagne du Mexique, etc.

## I. Partie descriptive

### 2. LE CYCLE DE LA CRISE DE 1857

#### *Difficultés intermédiaires*

Engels à Marx, 4-II et 2-III-1852.

... Pour ce qui regarde la situation économique, je ne sais plus que penser. Tantôt il semble que la crise soit imminente et que la City soit à terre, tantôt tout va de nouveau pour le mieux. Je sais que tout cela n'empêchera pas la catastrophe. Quoi qu'il en soit, Londres n'est pas pour l'instant l'observatoire le meilleur pour suivre l'évolution actuelle

Hélas, il y a peu de chances pour que la crise économique coïncide avec la dissolution (du parlement anglais). Le commerce continue ici à marcher brillamment. Les nouvelles d'Amérique sont extrêmement favorables. Ce qui retarde la crise et peut la retarder encore quelque temps, c'est : 1. la Californie - aussi bien le commerce avec ce pays que la masse d'or mise en circulation et l'émigration là-bas ; en somme, toute la stimulation que la Californie exerce sur l'ensemble des Etats-Unis ; 2. les entraves que les prix élevés du coton en 1849 et en 1850 ont imposé à l'industrie cotonnière qui ne s'est remise à flot que depuis le printemps 1851 <sup>22</sup> ; 3. l'énorme chute des prix du coton depuis un an et demi - près de 50% ... 4. le caractère timoré de la spéculation qui n'ose même pas se lancer systématiquement sur les mines d'or et les compagnies maritimes.

Tout ce que je vois me conduirait à penser que six mois encore de production aussi forcée que maintenant devraient suffire à saturer le monde entier ; ajoutons quelque 4 mois pour que les marchandises atteignent leur lieu de destination et pour que revienne la nouvelle de l'engorgement définitif du marché, et aussi pour le temps de réflexion qu'il faut aux gens avant d'être pris de panique. Ce serait donc entre novembre 1852 et février 1853 que la crise aurait le plus de chance d'éclater. Mais tout cela n'est qu'hypothèse, et nous pourrions tout aussi bien l'avoir dès septembre. Mais ce sera une belle crise, puisqu'on n'a jamais lancé sur le marché d'aussi fortes quantités d'articles de toutes sortes, et jamais encore on n'a eu des moyens de production aussi gigantesques. La stupide grève des ouvriers de la construction mécanique <sup>23</sup> la retardera certainement pour un mois au moins : on ne construit pratiquement plus de machines à l'heure actuelle, alors qu'on en demande beaucoup. Hibbert, Platt & Sons ont des centaines de commandes, tant pour l'Angleterre que pour l'étranger, et ils ne peuvent naturellement en satisfaire aucune. Au reste, si cette tempête commerciale éclatait sous le cabinet Derby, il serait mis à mal...

---

<sup>22</sup> Nous publions ici quelques lettres, dont l'absence altérerait la compréhension des phénomènes de la crise que Marx-Engels expliquent dans leurs textes publiés. Elles font état souvent de détails et parfois de points centraux, et ont une importance particulière en une période où Marx Engels ne disposaient pas d'une presse à eux, mais publiaient au jour le jour - dans les journaux bourgeois. Le temps de crise - s'ils n'aboutissent pas à un essor révolutionnaire - sont, comme les périodes de prospérité qui dévoient les forces et le mouvement prolétariens, de sombres périodes pour les révolutionnaires.

<sup>23</sup> La grève des constructeurs de machines avait commencé fin décembre 1851 et s'étendit à plusieurs villes du Centre et du Sud-Est de l'Angleterre. Le syndicat uni de ces ouvriers avait organisé cette grève en vue de supprimer les heures supplémentaires et améliorer les conditions de travail. Les entrepreneurs répondirent par un lock-out. La lutte dura trois mois, et s'acheva par la victoire des patrons. Les ouvriers durent reprendre leur travail dans les mêmes conditions qu'auparavant. Cependant, les capitalistes subirent de lourdes pertes, en plein boom économique.

Engels à Marx, 29-IX-1851.

... Il faut espérer que ce flot de merde d'or venu d'Australie ne retardera pas la crise économique <sup>24</sup>. En tout cas, il crée pour l'instant un nouveau marché, en majeure partie fictif, et fait monter le prix de la laine parce que l'on néglige les troupeaux de moutons. A part cela, l'affaire est formidable. Dans six mois, la navigation à vapeur autour du monde battra son plein, et nos prévisions sur la suprématie de l'Océan Pacifique[ 125] se réaliseront plus vite encore que nous pouvions le penser. À cette occasion, les Anglais seront fichus à la porte, et ces Etats-Unis peuplés de tous les déportés pour meurtre, vol par effraction, viol et vol à la tire, donneront au monde un étonnant spectacle des miracles qu'un Etat de francs scélérats est capable d'accomplir. Ils saigneront la Californie à blanc...

### *La crise agricole*

Marx, *New York Tribune*, 15 et 30-IX- 1853.

La *Gazette de Breslau* annonce qu'il est désormais interdit « importer du blé de Valachie.

Actuellement, à est une question plus importante à résoudre que celle de l'Orient : la question de l'approvisionnement des aliments. Le prix du blé vient naturellement d'augmenter sur tous les marchés d'importation - Königsberg, Stettin, Dantzig, Rostock, Cologne, Hambourg, Rotterdam, Anvers, etc. Sur les Marchés provinciaux les plus importants d'Angleterre, le blé est passé de 4 à 6 sh. par quarter. Les prix en hausse incessante du blé et du seigle en Belgique et en France, et la hausse consécutive du blé provoquent de graves préoccupations. Le gouvernement français achète des céréales en Angleterre, à Odessa et dans les Pays baltes. Les rapports définitifs sur la récolte en Angleterre ne seront publiés que la semaine prochaine. La maladie de la pomme de terre est bien plus répandue en Angleterre qu'en Irlande. L'exportation de grains a été interdite par tous les gouvernements en Italie, y compris celui de Lombardie...

À plusieurs reprises déjà, j'ai fait allusion à l'agrandissement gigantesque des vieilles fabriques et sur l'édification plus rapide que jamais d'entreprises nouvelles. J'ai cité des cas d'entreprises nouvellement édifiées qui constituaient à elles seules de complètes villes manufacturières. J'ai déclaré qu'à aucune époque antérieure on a accumulé directement pour des buts de fabrication une aussi grande partie du capital fluide qu'au cours de la présente phase de prospérité. Considérons donc ces faits, d'une part, et les symptômes d'engorgement des marchés de l'intérieur et de l'étranger, d'autre part. Pensons aussi qu'un taux de change défavorable est le moyen le plus sûr pour procéder à des exportations exagérées vers des marchés étrangers.

C'est cependant la mauvaise récolte qui fera éclater surtout les éléments, assemblés depuis longtemps, d'une grande crise commerciale et industrielle. En règle générale, tout produit, s'il renchérit, freine sa propre demande. Or, le blé, si son prix augmente, n'est demandé qu'avec plus d'empressement, alors que toute forte demande provoque une baisse du prix de toutes les autres marchandises. Le peuple le plus civilisé - tout comme le sauvage le moins développé - devrait d'abord se procurer sa nourriture avant de pouvoir penser à s'approvisionner en tout

---

<sup>24</sup> Dans le *Capital I* (Edit. Sociales, t. II, p.134-135) Marx dresse une liste des crises que l'Angleterre a connues dans sa branche de production principale de 1770 à 1863.

Notons que Marx décrit longuement les crises de l'industrie cotonnière anglaise dans le chapitre sur *le Machinisme et la grande industrie* (Edit. Sociales, t. II, p. 127-139) et dans le *Capital III*, au chapitre vi (*ibid.*, t. VI, p. 127-153).

autre produit. La croissance de la richesse et le progrès de la civilisation n'avancent-ils donc pas dans la même mesure que diminuent le travail et les coûts pour se procurer des moyens de subsistance ? Une mauvaise récolte générale a, en soi, pour effet de provoquer un rétrécissement général des marchés à l'intérieur et à l'extérieur. Il se trouve que la récolte actuelle dans la partie méridionale de l'Europe, en Italie, France, Belgique et Rhénanie prussienne est au moins aussi insuffisante que dans les années 1846 et 1847. Même dans le Nord-Ouest et le Nord-Est, la récolte s'annonce médiocre. En ce qui concerne l'Angleterre, la *Mark Lane Express*, ce Moniteur de la Bourse des céréales de Londres, annonce dans son édition de la semaine dernière :

« Il ne fait pas de doute que la récolte de blé du Royaume-Uni sera la plus mauvaise que l'on ait eu depuis de longues années. Dans presque toutes les parties du Royaume-Uni, le rendement moyen sera sensiblement moindre, à quoi s'ajoute le, fait qu'en raison du mauvais temps au moins un quart de la terre n'a pas encore étéensemencé comme à l'accoutumée. »

On ne remédiera certainement pas à cette situation avec l'illusion selon laquelle les ébranlements commerciaux, la surproduction industrielle et les mauvaises récoltes auront été éliminés dans l'intervalle par le *libre-échange*. Au contraire...

Comme en 1847, les conséquences du renchérissement commencent déjà à apparaître à l'horizon politique. À Naples, l'administration municipale est incapable de continuer à occuper les ouvriers dans les travaux publics, et, la trésorerie ne peut plus payer les salaires des fonctionnaires d'Etat. Dans l'État pontifical – à Tolentino, Terni, Ravenno, et Trastevere - la pénurie alimentaire a provoqué des bagarres, qui ne sont nullement apaisées par les récentes arrestations, l'invasion autrichienne et la menace de bastonnades. Les conséquences politiques du renchérissement et de la stagnation industrielle en Lombardie ne seront pas compensées par la taxe supplémentaire de six couronnes et demi par florin que le comte Strassoldo a imposé à tous ceux qui paient, des impôts directs (même sur leur revenu et leur traitement), et qui devra être payée entre le 20 septembre et le 10 octobre de cette année. La misère générale en Autriche s'exprime dans le fait qu'elle met en place un nouvel emprunt lancé comme d'habitude sur le marché, en affirmant que l'argent n'est nécessaire que pour diminuer ses forces armées, L'agitation fiévreuse du gouvernement se déduit des informations tronquées sur la dernière récolte, de l'inique accise sur le pain à Paris et des énormes achats, de blé sur tous les marchés. La province est mécontente, parce que Bonaparte nourrit Paris à ses dépens ; la bourgeoisie est mécontente parce qu'il intervient en faveur des prolétaires dans le commerce ; les prolétaires sont mécontents parce qu'il donne du pain blanc au lieu du pain noir aux soldats, à un moment où ouvriers et paysans sont menacés de manquer complètement de pain ; enfin, les soldats sont mécontents à cause de l'attitude humble, anti-nationale de la France, dans la question orientale. En Belgique, plusieurs manifestations violentes pour réclamer du pain ont fait écho à la nouvelle selon laquelle les Cobourg avaient dilapidé, les deniers publics dans les festivités insensées organisées en l'honneur de la grande-duchesse d'Autriche. En Prusse, la frayeur du gouvernement est si grande que l'on a fait semblant d'arrêter des trafiquants de grains, et que le président de la police a convoqué les autres pour les admonester de vendre à des prix « honnêtes ».

Je conclus, en répétant ma conviction que ni les déclarations des démagogues ni le bavardage des diplomates ne pousseront la crise à éclater, mais que la détresse économique et les secousses sociales sont en train de s'aggraver, et ce sont elles qui annoncent la révolution européenne. Depuis 1849, la prospérité commerciale et industrielle a préparé à la contre-révolution le lit où elle a pu s'étaler en toute quiétude.

### ***La crise industrielle et commerciale de 1855***

Marx, *Neue Oder-Zeitung*, 11, 12 et 20-I-1855.

Tandis que les clubs et journaux de Londres se préoccupent des bavardages suffisants sur les « crises ministérielles », ils ne trouvent pas le temps d'admettre des faits infiniment plus importants : *le déclenchement de l'une de ces grandes crises industrielles et commerciales anglaises*, et ce, dans des dimensions autrement catastrophiques qu'en 1847 et 1836. À la suite de la publication du rapport annuel sur le commerce et les statistiques, les exportations et les importations de ces onze derniers mois, du ministère du Commerce, il n'est plus possible de nier cette crise que l'on ne voulait pas déceler dans les banqueroutes sporadiques de ces trois derniers mois, banqueroutes dont l'ampleur n'avait fait qu'augmenter en nombre et en intensité au cours de ces derniers temps. Les statistiques montrent indubitablement que les exportations ont diminué de : 1 710 677 l.st. si on les compare aux onze mois correspondants de 1853, et de 1 856 988 l.st., si l'on compare seulement le dernier mois - du 5 novembre au 5 décembre - des deux dernières années. Nous extrayons des listes statistiques de l'exportation les données suivantes qui indiquent la chute dans certaines des branches les plus importantes de l'industrie :

	1853	1854
	<i>l.st</i>	<i>l.st</i>
Manufactures de coton	23 757 155	22 877 050
Filés de coton	6 322 639	6 055 640
Manufactures de lin	4 379 732	3 735 221
Filés de lin	1 069 812	852 763
Manufactures de laine	9 470 413	8 566 723
Manufactures de soie	1 492 785	1 144 506
Exportation de machines	1 368 027	1 271 503

Dans les *rapports commerciaux*, on s'efforce naturellement de rendre la guerre responsable de la crise de 1854, tout comme la révolution de 1848 a été tenue responsable d'une crise qui avait éclaté en... 1847. Cependant, cette fois-ci même *l'Economist* de Londres - qui, par principe se délecte à expliquer les crises à partir de circonstances qui sont étrangères au commerce et à l'industrie - a été contraint de reconnaître que les accidents et pertes de l'année 1854 sont le début d'une réaction naturelle à la « convulsive » prospérité de 1853. En d'autres termes, le cycle commercial est de nouveau arrivé au point où *surproduction et surspéculation se renversent en une crise*.

La meilleure preuve en est : les *États-Unis d'Amérique du Nord* n'ont été affectés par la guerre orientale que par le fait qu'elle a donné un essor inouï à leur construction navale et au commerce maritime et leur a ouvert un débouché pour diverses matières premières qui étaient auparavant fournies exclusivement par la Russie. Or, aux États-Unis, la crise a déjà commencé il y a plus de quatre mois et ne fait que s'aggraver : sur 1 208 banques, 107 sont déjà en faillite, soit environ un douzième, et l'industrie est dans un marasme tel et a déprimé à ce point les salaires dans les États industriels de l'Est que le mois dernier plus de quatre mille émigrés, européens ont « réémigré » en Europe. La crise anglaise de 1836 avait été suivie par la crise américaine de 1837. Cette fois-ci, le cours est inversé. L'Afrique a pris l'initiative de la banqueroute. Les États-Unis et l'Australie sont de la même façon inondés de produits anglais.

On décèle l'importance de ce fait pour le commerce anglais dans les données suivantes : sur les quelque 100 millions de l. st. de marchandises que la Grande-Bretagne a exporté en 1853, 25 millions sont allés aux Etats-Unis et 15 millions en Australie. En revanche dès l'année 1852, les Indes orientales étaient à ce point encombrées que les exportations n'ont pu se maintenir à l'ancien montant de 8 millions qu'avec le plus grand mal, et notamment par une extension toute nouvelle du commerce par le Pendjab et le Sind vers Bouchara, l'Afghanistan et le Belouchistan et, de là, d'une part vers l'Asie centrale et, d'autre part, vers la Perse. A présent, tous les canaux de drainage sont là aussi engorgés, et ce, au point que l'on a récemment embarqué des marchandises destinées à l'Indoustan en direction de l'Australie, portant ainsi « des hiboux à Athènes ». Le seul marché qui, depuis la guerre orientale, a été fourni un moment « avec circonspection », c'est celui du *Levant*. Dans l'intervalle, ce n'est plus un secret pour personne à la City que la crise aux Etats-Unis et l'engorgement en Australie ont forcé le commerce à se tourner anxieusement vers tous les marchés qui n'étaient pas encore encombrés, et Constantinople, devint l'entrepôt de toutes les marchandises en mal d'acheteurs, et peut être considéré comme « fermé » à présent. De même, a-t-on utilisé les derniers troubles en Espagne pour y introduire en contrebande autant de marchandises anglaises que ce pays pouvait en tenir. La dernière tentative de cette sorte se fait actuellement dans les Etats d'Amérique du Sud, dont on n'a pas besoin de souligner la faible capacité de consommation solvable. Etant donné l'importance décisive de la crise anglaise pour les conditions sociales et politiques du monde entier, il convient de considérer en détail l'histoire du commerce anglais de 1854...

Les chiffres montrent que l'année 1854 constitue un tournant semblable à celui des années 1825, 1836 et 1847, et que la crise aux Etats-Unis n'est qu'un moment de la crise anglaise. En fin de compte, la guerre de 1854 - que le Pays, *Journal de l'Empire* qualifie très justement de « guerre pacifique » - n'a exercé absolument aucune influence sur cette catastrophe sociale ou si elle n'en a jamais eu ce fut tout au plus de la freiner. En effet, diverses branches de l'industrie, par exemple, les manufactures de cuir, de fer et de laine, ainsi que la construction navale ont directement été soutenues par la demande de guerre. La frayeur occasionnée par une déclaration de guerre après 40 années de paix, a paralysé un moment l'essor de la spéculation. Les emprunts lancés à l'occasion de la guerre chez les divers Etats européens ont maintenu le taux d'escompte à un niveau qui empêcha les entreprises industrielles de s'emballer, et de la sorte ont retardé la crise <sup>25</sup> ...

Il faut savoir qu'un tel engorgement du marché mondial a été obtenu en dépit de l'ouverture inopinée de deux nouveaux marchés d'or - celui de l'Australie et celui de Californie -, en dépit du télégraphe électrique qui transforme - toute l'Europe en une seule grande bourse du commerce, en dépit des chemins, de fer et de la navigation à vapeur qui accroissent à l'infini les communications, c'est-à-dire les échanges. La question est donc la suivante : combien plus rapidement y aurait-il eu crise, si les patrons avaient fait travailler les ouvriers 18, au lieu de 11 heures ? La solution relève du calcul élémentaire. Mais la rapidité plus grande avec laquelle la crise serait venue n'aurait pas constitué la seule différence, puisque toute une génération d'ouvriers aurait sacrifié 50 % de sa force physique, de son évolution intellectuelle et de sa capacité de vie. Et tandis que cette même école de Manchester répondrait, à nos objections par les vers de Goethe

*Et cette douleur nous ferait-elle souffrir*

*Si elle augmente dans le même temps notre plaisir ?*

---

<sup>25</sup> Marx est d'autant plus fondé à ne pas considérer la guerre de Crimée comme un trouble causé à l'économie, que le capitalisme commencera lui-même à se lancer délibérément dans la course à l'armement, la préparation de guerres pour maintenir la prospérité du capital tout en surproduisant.

toute l'Angleterre se lamente, sentimentalement, sur les sacrifices humains que lui réclame la guerre avec la Russie - sacrifices que toute guerre exige. Nous entendrons dans quelques jours à Leeds un discours de Mr. Cobden, protestant contre la boucherie réciproque de Chrétiens. Nous l'entendrons protester quelques jours plus tard contre les « restrictions » qui freinent la « consommation » rapide d'enfants dans les fabriques. Il semble qu'il ne tienne pour héroïque qu'un seul acte - celui de Hérode !

Nous sommes d'accord avec l'école de Manchester pour penser que les contraintes légales, apportées au temps de travail, ne sont pas précisément le signe que l'on a atteint un niveau élevé du développement social. Mais nous n'estimons pas que l'erreur soit dans les lois, mais dans les conditions matérielles qui les rendent nécessaires.

### *La crise commerciale en Grande-Bretagne*

Marx, *New York Tribune*, 26-1-1855.

... D'après les principes de l'école libre-échangiste, il n'y aurait plus de crises à craindre depuis l'adoption des lois abolissant les taxes sur les céréales et l'application des principes du libre-échange. Or, actuellement on n'a pas seulement des prix élevés pour les céréales, mais encore une crise économique...

Or voici que les libre-échangistes s'appêtent à attribuer à la guerre le haut prix des céréales, ces hauts prix ayant engendré ensuite la crise.

Cependant, on se souviendra que le prix moyen du blé était plus élevé en 1853 qu'en 1854. Ainsi donc, si ces prix élevés ne sont pas responsables de la prospérité imprévue de 1853, ils ne peuvent pas non plus être tenus pour responsables de l'engorgement de 1854. Malgré ses bas prix céréaliers, l'année 1836 était caractérisée par un engorgement commercial ; tandis que 1824 et 1853 étaient des années de prospérité exceptionnelle, en dépit des prix élevés qui régnaient pour tous les prix. La vérité est que si des prix céréaliers élevés peuvent paralyser la prospérité industrielle et commerciale en limitant le marché intérieur, il se trouve que, dans un pays comme la Grande-Bretagne, ce marché intérieur ne peut jamais être décisif tant que tous les autres marchés extérieurs ne sont pas désespérément surencombrés. C'est pourquoi, dans un tel pays, les prix céréaliers élevés ne peuvent qu'aggraver et prolonger l'engorgement, sans qu'ils puissent cependant jamais le provoquer. En outre, il ne faut pas oublier que, selon les véritables principes de l'école manchestérienne, des prix céréaliers élevés - s'ils proviennent de causes naturelles, et non du fait de protections douanières, de lois prohibitives et d'échelles mobiles des prix - perdent leur influence nuisible voire peuvent s'avérer avantageux, en favorisant les fermiers...

Si l'on nous demande comment il se fait que la Grande-Bretagne a connu des hauts prix céréaliers en dépit d'une bonne récolte, nous rappellerons que, par leurs illusions, les libre-échangistes ont suscité les plus grandes oscillations et déviations dans les transactions des céréales destinées à l'Angleterre, en déprimant les prix au-dessous de leur niveau naturel durant les mois d'été, alors que leur augmentation seule pouvait assurer des livraisons nécessaires et des com. 1 mandes suffisantes pour des achats ultérieurs. C'est ce qui explique que les importations, dans les mois de juillet, août, septembre et octobre 1854, ne s'élevèrent qu'à 750 000 qrs par rapport à 2 132 000 qrs dans les mois correspondants de 1853.

En outre, il ne fait pas de doute qu'à la suite de l'abolition des lois céréalières de telles surfaces de terre cultivable ont été transformées en pâturages en Angleterre, que même une riche récolte serait relativement insuffisante sous le nouveau régime....

La cause de l'engorgement commercial anglais de 1854 qui n'atteindra sa véritable ampleur

qu'au printemps de cette année, se trouve dans les quelques chiffres caractéristiques que voici : l'exportation de produits et d'articles manufacturiers anglais qui s'élevait à 57 786 000 I.st. en 1846 atteignait en 1853 l'énorme valeur de 98 000 000 I.st. Alors que l'Australie n'importait que pour un peu moins d'un million en 1842, elle en importait pour 3 millions en 1850 et presque 15 millions en 1853, tandis que les Etats-Unis passaient de 3,5 millions en 1842 à 15 millions en 1850 et à la somme énorme de 24 millions en 1853. L'inévitable contrecoup de la crise américaine sur le commerce anglais et les marchés australiens désespérément sursaturés n'ont pas besoin d'autres explications. En 1837, la crise américaine suivit à la trace la crise anglaise de 1836, tandis que la crise anglaise suit maintenant à la trace l'américaine ; or, dans les deux cas, la crise peut se ramener à la même cause - l'effet fatal du système industriel anglais qui conduit à la surproduction en Grande-Bretagne et à la surspéculation dans tous les autres pays...

Bien que nous déniions tout rapport entre la guerre et la crise économique dont les symptômes étaient déjà reconnaissables avant que l'on pense à la guerre, nous admettons volontiers que celle-ci peut considérablement aggraver la dure épreuve à laquelle la Grande-Bretagne est maintenant soumise. La poursuite de la guerre signifie un alourdissement des charges fiscales - et des impôts accrus ne sont certes pas un remède pour des revenus en voie de diminution.

### *La crise monétaire en Europe*

Marx, *New York Daily Tribune*, 15-X- 1856.

La crise commerciale générale qui éclata en Europe à l'automne 1847 et dura jusqu'au printemps 1848, eut comme préliminaire une panique sur le marché financier de Londres qui commença dans les derniers jours d'avril et atteignit son paroxysme le 4 mai 1847. Toutes les transactions monétaires furent alors au point mort. Cependant, la pression se relâcha le 4 mai, si bien que journalistes et hommes d'affaires se congratulèrent sur le caractère purement fortuit et éphémère de la panique. Quelques mois après, ce fut la crise commerciale et industrielle dont la panique monétaire n'avait été que le présage et le prélude.

On observe à présent sur les marchés financiers européens, une panique évoluant comme en 1847. Cependant, l'analogie n'est pas totale. Au lieu de se déplacer, comme en 1847, d'Ouest en Est - de Londres via Paris vers Berlin et Vienne l'actuelle panique s'étend d'Est à l'Ouest ; son point de départ était l'Allemagne, d'où elle gagna Paris pour atteindre finalement Londres. En raison de sa lente progression, elle avait pris à l'époque un caractère local, alors qu'à présent elle prend un caractère général de par la rapidité de son extension. En 1847, elle dura une semaine, alors qu'elle dure maintenant depuis trois semaines. Autrefois, rares étaient ceux qui présageaient qu'elle fût le prodrome d'une crise générale, alors que personne n'en doute aujourd'hui - hormis ces Anglais qui se figurent faire l'histoire, en lisant le *Times*. Autrefois les politiciens les plus clairvoyants redoutaient une répétition des crises de 1825 et 1836 ; aujourd'hui, ils sont persuadés qu'elle n'est qu'une édition élargie non seulement de la crise de 1847, mais encore des révolutions de 1848.

Les préoccupations des classes dominantes d'Europe sont aussi vives que leurs déceptions. Tout était allé selon leurs vœux depuis la mi-1849, hormis le petit nuage à leur horizon social que fut la guerre de Crimée. A présent que la guerre est terminée ou tenue pour terminée, elles font partout la même découverte que les Anglais après la bataille de Waterloo et la paix de 1815, lorsque les communiqués de guerre cédèrent la place aux bulletins sur la crise agricole et industrielle. En vue de sauver leur propriété, elles avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour abattre la révolution et écraser les masses - pour se rendre compte à la fin qu'elles avaient été elles-mêmes l'instrument d'une révolution des rapports de propriété qui fut



plus importante que celle que les révolutionnaires de 1849 eux-mêmes avaient pour objectif. Elles observent devant elles une banqueroute universelle qui doit coïncider - comme elles en ont le pressentiment - avec le jour où se règlent les transactions du grand Bureau de Prêt à Paris. Or si les Anglais constatèrent à leur grand étonnement après 1815 - lorsque Castlereagh, « l'homme de la stricte voie du devoir » se trancha la gorge à lui-même - qu'il avait été fou, les spéculateurs en Bourse de l'Europe commencent à se demander avant même que la tête de Bonaparte ne soit coupée, s'il a jamais été sain d'esprit. Ils savent que tous les marchés sont sursaturés de produits importés, que toutes les couches des classes possédantes, même celles qui auparavant n'en étaient pas infectées, ont été entraînées dans le tourbillon de la folle spéculation à laquelle aucun pays d'Europe n'échappe plus, et que les exigences des gouvernements vis-à-vis de leurs payeurs d'impôts sont poussées à leur paroxysme. En 1848, les événements qui susciterent directement la révolution, avaient un caractère purement politique - par exemple, les banquets du mouvement de Réforme en France, la guerre de séparatisme suisse, les débats de la Diète unie de Berlin, les mariages espagnols, les troubles au Schlesvig-Holstein, etc. -, et lorsque les soldats de la révolution, les ouvriers parisiens, proclamèrent que la révolution de 1948 serait une révolution sociale, les généraux qui la commandaient furent aussi stupéfaits que le reste du monde. En revanche, à présent, on tient en général pour évidente une révolution sociale, qui n'est pas provoquée par des conjurations souterraines de sociétés secrètes, mais par les machinations publiques du Crédit *mobilier* des classes dominantes. C'est ce qui explique que les préoccupations des classes dominantes d'Europe soient troublées par le pressentiment que ce furent seulement leurs victoires sur la révolution qui ont servi à créer les conditions matérielles de l'année 1857 pour la réalisation des tendances idéalistes de 1848. En ce sens, toute la période allant de la mi-1849 à ce jour ne serait qu'un sursis que l'histoire aurait accordée à la vieille société européenne pour lui permettre un dernier épanouissement concentré de toutes ses potentialités. En politique, le culte de l'épée ; en morale, la corruption générale et le retour hypocrite à la superstition surannée ; en économie politique, la soif de devenir riche sans se donner la peine de travailler - telles furent les tendances que cette société manifesta au grand jour au cours de ses orgies contre-révolutionnaires de 1849 à 1856.

Par ailleurs, si nous comparons les effets de cette brève panique financière avec les effets qu'ont eues les proclamations de Mazzini et consorts, on s'aperçoit que toute l'histoire des erreurs des fameux révolutionnaires depuis 1849 sera d'emblée dépouillée de ses mystères. Ils ignorent, en effet, toute vie économique des peuples ; et ignorent plus encore les conditions réelles de l'évolution historique. Lorsqu'une nouvelle révolution éclatera, ils auront un droit plus grand que Ponce Pilate à se laver les mains en toute innocence - et ils ne manqueront pas d'ailleurs de proclamer qu'ils sont innocents du sang répandu.

Nous avons dit que l'actuelle panique financière européenne a éclaté d'abord en Allemagne, et les journaux à la solde de Bonaparte se sont précipités sur ce fait pour se laver de tout soupçon d'avoir participé le moins du monde à l'explosion brutale de la panique. Ainsi lisons-nous dans le *Constitutionnel* de Paris :

« Le gouvernement s'est mis en devoir, dès la conclusion, de la paix, de juguler l'esprit d'entreprise, en remettant à plus tard Plusieurs nouvelles concessions et en interdisant l'application de nouveaux projets en bourse. Cependant, d'où proviennent ces excroissances ? Si une partie en était née sur le marché français, ce fut certainement la plus petite. Dans leur zèle, nos sociétés ferroviaires agirent peut-être avec trop de hâte dans l'émission de bons, dont le produit était destiné à la construction de lignes secondaires. Mais cela n'aurait pas provoqué de difficultés, si les innombrables entreprises étrangères n'avaient pas poussé subitement comme de la mauvaise herbe. Avant tout, l'Allemagne qui n'avait pas pris part à la guerre, se rua inconsidérément sur tous les projets possibles. Or, comme elle ne dispose pas elle-même

de ressources suffisantes, elle eut recours à celles de la France, et comme le marché officiel lui était fermé, elle se tourna vers les spéculateurs des bourses borgnes. C'est ainsi que la France devint le centre de projets cosmopolites qui offrent aux nations étrangères la possibilité d'un enrichissement aux dépens des intérêts nationaux. Les capitaux se firent en conséquence rares sur notre marché, et nos valeurs trouvant peu d'acheteurs subirent une telle dévalorisation que le public en est étonné face à tant d'éléments de richesse et de prospérité. »

Après avoir donné cet exemple de l'absurdité des milieux impériaux officiels sur les causes de la panique européenne, nous ne pouvons pas ne pas citer aussi un exemple pour la conception qu'en a l'opposition tolérée par Bonaparte.

*L'Assemblée nationale* écrit ainsi : « L'existence d'une crise peut être niée ; cependant, nous devons admettre que la prospérité est en train de décliner quelque peu, si nous considérons la baisse récente des recettes des chemins de fer, le recul des prêts bancaires sur les traites marchandes et la baisse de 25 millions de francs des droits douaniers perçus au cours des sept premiers mois de cette année sur les produits exportés »

En Allemagne, depuis la contre-révolution de 1849, tous les éléments dynamiques de la bourgeoisie ont concentré toute leur énergie sur des entreprises commerciales et industrielles, de même que la partie pensante de la nation a abandonné les exercices philosophiques au profit des sciences de la nature. En restant neutres dans la guerre, les Allemands ont accumulé autant de capital que les Français en ont gaspillé à la guerre. Le *Crédit mobilier* qui observa cet état de fait chez les Allemands préoccupés d'accumuler rapidement du capital, pour développer une industrie nouvelle, voulut bien condescendre à se considérer comme l'objet approprié à ces opérations. En effet, l'alliance passive entre Bonaparte et l'Autriche avait déjà attiré son attention sur les domaines inexplorés de l'Autriche, de la Hongrie et de l'Italie. Cependant, bien que le *Crédit mobilier* ait donné l'exemple de cette spéculation et que l'on en prit l'initiative en Allemagne, il fut lui-même effrayé par la croissance inopinée des entreprises de spéculation et des institutions de crédit auxquelles il avait donné l'impulsion.

Les Allemands de 1855-1856 se virent octroyés les statuts spéculateurs des Crédits mobiliers de manière aussi définitive que les Allemands de 1831 avaient reçu toutes prêtes les constitutions politiques de la France <sup>26</sup>. C'est ainsi qu'un Français du XVII<sup>e</sup> siècle avait constaté avec surprise que la cour de Louis XIV était ressuscitée outre-Rhin avec une magnificence encore plus grande, et c'est ainsi que les Français du siècle dernier furent étonnés de trouver en Allemagne soixante-deux assemblées nationales, alors qu'ils s'étaient eux-mêmes donné tant de mal pour n'en avoir qu'une seule. Au plan économique, il se trouve que l'Allemagne n'est pas du tout un pays décentralisé, ce serait plutôt la centralisation qui serait décentralisée, si bien qu'au lieu d'un centre il en existe un très grand nombre.

Un tel pays était donc tout à fait propre à se développer dans les plus brefs délais et à tous les points de vue dans la direction indiquée par les manœuvres que lui a enseignées le *Crédit mobilier*, de même que les modes parisiennes se diffusaient bien plus rapidement en Allemagne qu'en France. Telle est la cause immédiate de ce que la panique a éclaté d'abord, et avec le plus d'extension, en Allemagne. Dans un prochain article, nous exposerons l'histoire de cette panique ainsi que ses causes immédiates.

---

<sup>26</sup> La révolution de Juillet 1830 eut une influence politique considérable sur l'Allemagne. Elle amorça un mouvement bourgeois, libéral et démocratique ; des constitutions furent promulguées dans une série d'États allemands - Brunswick, Saxe, Hesse Electorale, etc. Cependant, comme la charte de 1830 était un compromis entre l'aristocratie financière et foncière, cela donna en Allemagne un compromis entre bourgeois, monarchie et noblesse, et y favorisa le statu quo.

*Diverses questions - et la Russie*

Engels à Marx, 14-IV-1856.

En Allemagne, la spéculation fleurit plus que jamais. Mevissen est le roi de la Rhénanie et, de concert avec Morny, achète *l'Indépendance* et crée au Luxembourg (?!) une banque... internationale (hourra!). J'ai lu les pleurnicheries de la *Correspondance prussienne*. Cependant, on prend toutes les précautions pour que Manteuffel et von der Heydt n'étouffent pas la spéculation. À Hanovre, Leipzig et partout ailleurs, on fonde des crédits mobiliers, et les affaires louches que ces derniers n'arrivent pas à faire, on les réalise en sous-main. La dernière phase de la spéculation s'ouvre maintenant : la Russie importe capital et spéculation et, étant donné l'énormité des distances et les chemins de fer longs de plusieurs centaines de mille, la spéculation va s'y épanouir au point de se rompre le cou sous peu. Dès que nous entendrons parler de la Grande Ligne Principale d'Irkoutsk avec des embranchements vers Pékin, le moment sera venu de boucler nos bagages <sup>27</sup>. Cette fois, le krach sera plus formidable que jamais. Tous les éléments sont rassemblés - l'intensité et l'extension universelles, et l'imbrication de tous les, éléments sociaux dominants et possédants. Les plus amusants dans cette affaire sont messieurs les Anglais qui, dans leur for intérieur, sont persuadés que rien de tel ne peut leur arriver, tant est « saine » la base commerciale qui prévaut chez eux. Il est clair qu'on ne peut s'adonner à de bien grandes spéculations dans la *production industrielle*, puisque chacun sait qu'un faible placement de capitaux dans la production proprement dite suffit à provoquer en une seule année l'engorgement de tous les marchés, et cette conclusion est vraie, notamment tant que la demande de capitaux pour les voies de communication est si énorme. Mais même la production industrielle est largement tenue au-dessus de sa mesure normale par la spéculation sur les transports - quoique plus lentement que dans les années 1833-36 et 1942-45, par exemple. Cette année, le prix du coton s'est élevé rapidement si l'on tient compte de ce que la récolte a atteint cette année le montant inouï de 3 500 000 balles : ce montant ne paraît pas être plus élevé eu égard aux capacités de l'industrie que les 2,5 millions de balles en 1850, par exemple. En outre, dans les exportations anglaises, le continent absorbe cette année presque 30% de coton de plus qu'il y a trois ans. En témoigne le tableau ci-dessous des exportations en provenance d'Amérique du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> avril de chaque année (en milliers de balles) :

Exportation	1856	1855	1854	1853
vers l'Angleterre en 7 mois	1 131 000	963 000	840 000	1 100 000
vers la France en 7 mois	354 000	249 000	229 000	255 000
vers d'autres ports européens en 7 mois	346 000	167 000	179 000	204 000

<sup>27</sup> En privé, l'attention de Marx-Engels se tourne surtout vers la Russie, car : « l'évolution sociale de ce pays a une importance extrême pour la classe ouvrière d'Allemagne ». En effet, « aucune révolution ne pourra triompher définitivement en Europe occidentale, tant que subsistera à côté d'elle l'actuel État russe. Or, l'Allemagne est son voisin le plus immédiat » (Engels, *les Problèmes sociaux de la Russie*, in Marx-Engels, *la Russie*, 10/18, p. 237).

Ainsi donc, l'Europe continentale qui absorbait en 1853 45/110, soit 1/3 des exportations, en absorbe en 1856 70/113, soit 5/8. Il faut y ajouter encore ce que le continent a importé d'Angleterre. Tu vois que l'industrie s'est hissée sur le continent avec une rapidité extraordinaire au niveau de l'industrie anglaise, et messieurs les Anglais, étant plutôt sur le déclin, ont toutes les raisons de ne pas dépasser les capacités productives de leur industrie du coton. On peut le mieux comparer les années 1853 et 1856, parce que, pour ces deux années, la récolte a été très abondante : 3,3 et 3,5 millions de balles. Les exportations ne sont qu'en apparence considérables vers la France, car une partie en est déroutée vers la Suisse, le pays de Bade, Francfort et Anvers. Il n'en reste pas moins que le ferment le plus actif de la révolution anglaise se trouve dans cet essor énorme de l'industrie sur le continent.

Marx à Engels, 26-IX-1856.

Que penses-tu du tour que prend le marché monétaire ? Les relèvements du taux de l'escompte sur le continent résultent indubitablement en partie du fait que le cours du métal argent a augmenté par rapport à celui de l'or, en raison de l'afflux d'or californien et australien (la Banque de Belgique ne donne plus que 19,40 F de métal-argent pour un napoléon-or), si bien que les négociants de lingots soustraient l'argent aux banques partout où les deux métaux ont cours légal. Quelle que soit la raison des relèvements du taux de l'escompte, ceux-ci accélèrent en tout cas l'effondrement des énormes transactions spéculatives, et en particulier celles du grand Bureau de Prêt de Paris. Je ne crois qu'il faille attendre la fin de l'hiver 1857 pour qu'éclate une grave crise monétaire. Ces ânes bâtés de Britanniques se figurent que cette fois-ci tout est sain chez eux, contrairement à ce qui se passe sur le continent. Hormis les liens étroits qui unissent la vieille Dame de Threadneedle. Street - la Banque d'Angleterre - au Konzern parisien, ces bourgeois négligent le fait qu'une partie considérable du capital anglais est placée sous forme de crédits sur le continent et que leur « saine surproduction » repose sur la « malsaine » spéculation du continent - de même que leur Campagne pour la Civilisation de 1854-1856, avait pour base le Coup d'Etat de 1851. Contrairement à ce qui se passait dans les crises précédentes, la France a trouvé cette fois-ci un mode efficace pour étendre à toute l'Europe la flambée de spéculation, et s'est mis en devoir de la propager effectivement. En comparaison du raffinement gaulois du Saint-Simonisme, de la spéculation sur les valeurs et de l'impérialisme, la forme anglaise de la spéculation semble être retournée au stade primitif de la fraude pure et simple. Ainsi pour Strahan, Paul & Bates ; the Tipperary Bank de mémoire de Sadleir ; les vastes escroqueries de Davidson, Cole & Cie à la City ; maintenant la Royal British Bank, et finalement l'histoire du Palais des Glaces avec la mise en circulation de 4 000 actions fausses. Ces braves gens entendent par « situation commerciale saine » le fait que les Britanniques spéculent à l'étranger sous les couleurs du continent et qu'à l'intérieur ils, en reviennent à la simple fraude.

L'affaire prendra cette fois, comme jamais auparavant, des dimensions européennes, et je ne crois pas que nous puissions rester longtemps ici comme simples spectateurs.

Engels à Marx, 27-IX-1856.

Il ne fait plus de doute maintenant que l'or a baissé par rapport à l'argent. Mais il se trouve aussi que l'argent a littéralement disparu, sans que je sache d'ailleurs où. Du fait de la situation confuse en Chine, on a dû y enterrer ou y cacher de grandes quantités. En outre, la balance commerciale a été ces derniers temps très favorable à l'Inde et à la Chine aux dépens de l'Angleterre, du continent et de l'Amérique réunis <sup>28</sup>. En tout cas, John Bull doit être flatté de valoir d'ores et déjà 6 pennies de moins par livre sterling.

Les nuages s'amoncellent sur le marché financier de manière préoccupante, et le vieil « horizon politique » du *Constitutionnel* va sans doute de nouveau être remis en honneur. L'affaire de la Banque d'où l'on a retiré mardi dernier un million en or est tout à fait caractéristique. C'est à croire que, l'affaire est en train de se déclencher, mais ce ne peut être que le prélude. En théorie, il faudrait que la Russie se soit déjà profondément enlisée dans la

---

<sup>28</sup> Marx avait écrit que le prochain soulèvement des peuples en Europe dépendra plus de ce qui se déroule dans le Céleste Empire - au pôle opposé de l'Europe - que de toute autre cause politique actuelle » (cf, *la Révolution, en Chine et en Europe*, 14-VI-1853 ; trad, fr. in Marx-Engels, *la Chine*, 10/18, p. 200).

Les arguments pour expliquer l'évolution politique et économique de l'Europe viennent de loin - comme on le voit.

spéculation pour que l'effondrement puisse avoir lieu, mais il ne faut pas y compter, et c'est peut-être tant mieux. Ce qui freine encore considérablement la spéculation ici, c'est le prix élevé de toutes les matières premières - notamment de la soie, du coton et de la laine, ce n'est pas sans danger que l'on entreprend quoi que ce soit dans ce domaine. Messieurs les Anglais feront des grands yeux quand le krach se produira. J'aimerais bien savoir combien d'actions les escrocs du continent ont placé en Angleterre, ce doit être une grosse quantité à mon avis. Il y aura cette fois un *Dies Irae* (Jour de la Colère) comme jamais encore, avec l'écroulement de toute l'industrie européenne, l'engorgement de tous les marchés (d'ores et déjà, on n'expédie plus rien en Inde), toutes les classes possédantes sont condamnées à l'enlèvement, la bourgeoisie fera complètement banqueroute, guerres et bassesses seront portées à leur paroxysmes. Moi aussi, je crois que tout cela se réalisera en l'an 1857 - et lorsque j'ai vu que tu te rachetais des meubles, j'ai déclaré que l'affaire était fin prête, et j'ai commencé à prendre, des paris.

### *La crise en Europe*

Marx, *New York Tribune*, 6-XII-1856.

Les nouvelles qui nous sont parvenues cette semaine par les deux vapeurs arrivés d'Europe semblent manifestement différer l'effondrement définitif de la spéculation et des jeux en bourse que les hommes des deux côtés de l'Océan voient venir instinctivement comme dans l'attente d'un destin irrémédiable. Cet effondrement est certain, même s'il est différé. En fait, le caractère chronique que l'actuelle crise financière a pris ne fait qu'annoncer une issue encore plus violente et désastreuse de cette crise. Plus la crise sera longue, plus les comptes seront sévères. L'Europe se trouve en ce moment dans la situation d'un homme au bord de la banqueroute qui est obligé, à la fois de continuer à exercer toutes ses entreprises qui ont amené à la ruine et à saisir tous les moyens désespérés possibles avec lesquels il espère différer et empêcher l'ultime krach effroyable. Les hommes d'affaires lancent des appels à leurs actionnaires qui n'ont pas encore payé complètement leurs actions, celles-ci n'étant que du capital de sociétés fictives. D'énormes sommes d'argent comptant sont investies en spéculations, dont elles ne pourront, jamais plus être retirées, tandis, que le taux d'intérêt, élevé actuellement de 7% à la Banque d'Angleterre - est de même un sévère annonciateur du Jugement imminent.

Même si les manipulations financières que l'on tente en ce moment, étaient couronnées du plus grand succès, il est impossible que les innombrables spéculations en bourse puissent se poursuivre encore davantage sur le continent. Dans la seule Rhénanie, il y a 72 nouvelles sociétés minières avec un capital d'actions de 79 797 333 thalers. En ce moment, même, le Crédit mobilier autrichien, ou mieux le Crédit mobilier français en Autriche rencontre les pires difficultés dans sa tentative d'obtenir, le paiement du second versement sur ses actions, étant donné qu'il est paralysé par les mesures du gouvernement autrichien visant la reprise des paiements au comptant. L'argent à payer au Trésor impérial pour l'achat des chemins de fer et des mines doit, selon les termes du contrat, être payé en espèces sonnantes et trébuchantes, ce qui aura pour conséquence un drainage des ressources du Crédit mobilier de plus de 1 000 000 dollars par mois jusqu'en février 1858. Par ailleurs, les difficultés monétaires, des entreprises de chemin de fer sont si durement éprouvées en France que le réseau Grand-Central s'est vu contraint de licencier cinq cents fonctionnaires et cinq mille ouvriers sur la ligne de Mulhouse et que la société ferroviaire Lyon-Genève a dû restreindre, sinon, interrompre ses activités. *L'Indépendance Belge* a été par deux fois saisie en France, parce qu'elle rapportait ces faits. A propos de l'irritabilité du gouvernement français pour ce qui est de la moindre révélation de la situation réelle du commerce et de l'industrie français, voici quelques mots

intéressants qui ont échappé à M. Petit, le représentant du procureur général lors de l'ouverture de la session des tribunaux parisiens : « Examinez les statistiques, et vous y apprendrez quelque chose d'intéressant sur les tendances actuelles du commerce. Le nombre des faillites augmente d'année en année ; en 1851, il y en avait 2 305 ; en 1852, 2 478 ; en 1853, 2 671, et en 1854, 3 691. Cette élévation se constate pour les banqueroutes aussi bien frauduleuses que simples. Les premières ont augmenté depuis 1851 de 66%, et les secondes de 100%. Les falsifications portant sur la qualité et la quantité des marchandises vendues ainsi que l'utilisation de faux poids et mesures ont augmenté dans de des proportions effrayantes. En 1851, nous en avons 1 717 cas, en 1852 3 763 et en 1854 7 831. »

Et pourtant la presse britannique nous assure que ces phénomènes démontrent que le pire est passé dans la crise sur le continent. Mais nous aurions le plus grand mal à démontrer cette issue heureuse par des arguments, convaincants. Nous ne les trouvons pas dans le relèvement du taux de l'escompte à 7% par la Banque d'Angleterre, pas plus que dans le dernier bulletin de la Banque de France qui non seulement laisse clairement percevoir qu'il a été truqué, mais montre même assez clairement que la Banque, malgré les plus fortes restrictions des emprunts, des prêts, des escomptes et de l'émission de billets de banque n'a pas été en mesure de freiner l'hémorragie des métaux précieux ou d'éviter l'agio sur l'or. Mais quoi qu'il en soit, il est certain que le gouvernement français ne partage nullement, les perspectives optimistes qu'il s'efforce soigneusement de répandre à l'intérieur et à l'extérieur. On sait à Paris que l'Empereur, au cours de ces dernières six semaines n'a pas reculé devant les plus étonnants sacrifices d'argent pour maintenir la rente au-dessus de 66%, étant donné qu'à a non seulement la conviction, mais encore la ferme superstition que la chute en dessous des 66% sonnerait le glas de son Empire. Manifestement l'Empire français se distingue du Romain en ceci : l'un craignait sa mort de l'avance des barbares, l'autre du recul des spéculateurs en bourse.

### *La loi bancaire de 1844 et la crise monétaire en Angleterre*

Marx, *New York Tribune*, 21-XI-1857.

Le 5 de ce mois la Banque d'Angleterre a fixé le taux minimum de l'escompte à 9% alors qu'il avait été établi à 8% le 19 octobre. Comme on le sait, cette augmentation est sans précédent dans l'histoire de la Banque depuis la reprise de ses paiements au comptant, mais elle n'a pas encore atteint son apogée. Cette mesure a été dictée par le drainage des métaux précieux et le recul de ce que l'on appelle les réserves en billets. L'écoulement des métaux précieux procède dans des directions opposées - l'or est drainé vers les Etats-Unis à la suite de la banqueroute de ce pays, et l'argent vers l'Est à la suite du recul du commerce d'exportation avec la Chine et l'Inde, ainsi que les envois immédiats d'argent du gouvernement au compte de la Compagnie des Indes orientales. En échange de l'argent si fortement désiré, il faut envoyer de l'or sur le continent européen.

En ce qui concerne la réserve des billets et le rôle déterminant qu'elle joue sur le marché financier de Londres, il faut évoquer brièvement la législation bancaire de 1844 de Sir Robert Peel qui n'influence pas seulement l'Angleterre, mais encore les Etats-Unis et le marché mondial tout entier <sup>29</sup>. Soutenu par le banquier Lloyd, l'actuel lord Overstone, et par un

---

<sup>29</sup> Nous nous attardons un peu sur les questions monétaires qui ont aggravé la crise de 1847 par suite de la réglementation surannée et inadéquate de la législation bancaire anglaise, due à l'initiative de lord Overstone et Robert Peel. A la fin, la bourgeoisie anglaise ne pouvait pas ne pas trouver les moyens pour éviter l'aggravation des crises de production par des solutions monétaires qui étaient « normales » tant que les échanges se faisaient entre petits producteurs parcellaires qui formaient la grande masse, de la nation, ou tant que domi-

certain nombre d'hommes influents, Sir, Robert Peel eut pour but, au moyen de sa loi, d'introduire un principe automatique pour la circulation de la monnaie de papier, grâce auquel celle-ci devait s'étendre et se contracter exactement d'après les lois de la circulation de la monnaie purement métallique ; et - comme il affirma, lui et ses partisans - cela devait détourner toutes les crises financières à tout jamais. La Banque d'Angleterre fut divisée en deux départements, celui d'émission des billets de banque, et le département bancaire, le premier et le représentant une simple manufacture de billets, second la banque proprement dite. Le département émettant les billets de banque fut habilité par la loi à mettre en circulation des billets d'une valeur de 14 millions de livres sterling, une somme devant indiquer le plancher le plus bas que ne doit jamais toucher la circulation réelle, et dont la couverture est reconnue par l'obligation de dette que le gouvernement britannique endosse par rapport à la Banque. Au-delà de ces 14 millions, aucun billet ne doit être émis qui ne soit pas couvert dans les caves du département d'émission des billets par un montant équivalent de métal précieux. Toute la masse des billets de banque ainsi limitée, est transmise au département bancaire qui les met en circulation. Lorsque la circulation réelle ne s'élève qu'à 20 millions, les 4 millions qui restent dans les caisses du département bancaire constituent sa réserve de billets, celle-ci constituant en fait la seule garantie pour tes dépôts qui sont confiés au département bancaire par les personnes privées et l'Etat.

Admettons qu'un écoulement de métal précieux survienne et que différentes quantités de métal précieux s'écoulent peu à peu du département d'émission des billets - par exemple, la valeur de 4 millions en or. Dans ce cas, il faut rendre non valides 4 millions de billets de banque ; la somme des billets fournis par le département d'émission des billets correspondra alors exactement à la somme des billets en circulation, et la réserve de billets disponibles dans les caisses du département bancaire aura complètement disparu. Le département bancaire n'aura, donc plus un seul sou de reste pour satisfaire les demandes des dépositaires et, en conséquence, sera obligé de se déclarer insolvable. Or ce procédé affectera les dépôts aussi bien officiels que privés et conduira donc à la suspension du paiement des dividendes trimestriels auxquels les détenteurs de valeurs d'Etat ont droit. Le département bancaire pourrait ainsi tomber en faillite, alors que six millions de métal précieux se trouvent encore, dans les caves du département d'émission des billets. Ce n'est pas une simple hypothèse. Le 30 octobre 1847, la réserve du département bancaire était tombée à 1,6 million de livres sterling, tandis que les dépôts s'élevaient à 13 millions. Si la consternation régnant alors n'avait pas été amortie par une espèce de coup d'état financier de la part du gouvernement et n'avait cessé au bout de quelques jours, les réserves de la banque eussent été épuisées - et le département bancaire eût été contraint de suspendre les paiements, alors qu'il y avait encore plus de six millions de métal précieux dans les caves du département d'émission des billets.

Il en ressort manifestement que l'écoulement de métaux précieux et la diminutions d'es billets de réserve réagissent mutuellement l'un sur l'autre. Tandis que le retrait de métal précieux des caves du département d'émission de billets provoque directement une baisse des réserves du département bancaire, les directeurs serrent la vis par crainte que le département bancaire ne soit poussé à l'insolvabilité - et ils relèvent le taux d'escompte. Or, le relèvement du taux de

---

nait le commerce avec des nations précapitalistes où l'argent doit être sonnante et trébuchant. La crise de 1857 fut un tournant à ce sujet, simplement parce que le : capital était devenu nettement prépondérant sur la petite production *marchande simple* et que l'expansion de l'industrie repose sur l'expansion monétaire le crédit et ses assignations futures. Les vantardises de cet après-guerre sur les remèdes monétaires miracles à la crise de surproduction industrielle n'ont pu empêcher que l'économie soit droguée et que l'inflation gangrène toute l'économie.

Les bourgeois ont largement exploité la bévée de la législation de 1844, par rapport à laquelle il est évidemment facile de crier à une amélioration spectaculaire, hier et aujourd'hui



l'escompte incite une partie des dépositaires à retirer leurs dépôts du département 'bancaire, afin de les donner en prêt au taux élevé de l'intérêt en vigueur, tandis que la diminution constante des réserves rend inquiets d'autres dépositaires et les pousse à retirer leurs valeurs de ce même département. Ainsi, ce sont précisément les mesures qui doivent préserver la réserve qui l'épuisent.

Après ces explications, le lecteur comprendra l'émoi qui s'est emparé de l'Angleterre devant le recul de sa réserve bancaire, et aussi la conclusion grossièrement erronée qu'en a tirée le *Times* de Londres dans un article financier de l'un de ses derniers numéros. On y lit en effet : « Les adversaires traditionnels de la Législation bancaire commencent à s'agiter au milieu de l'émotion générale, et l'on ne peut pratiquement plus se fier à rien. L'une de leurs méthodes préférées dans la diffusion de la crainte consiste à souligner le bas niveau des réserves de valeurs, comme si la Banque était contrainte, lorsque 'cette réserve est épuisée, de suspendre toute opération d'escompte. » (Comme faillie, elle y serait effectivement contrainte, en vertu de la loi en vigueur.) « Mais, en fait, la Banque pourrait continuer les opérations d'escompte en toutes circonstances dans la même proportion qu'à ce jour, parce que ses remises rapportent en moyenne chaque jour autant que l'on demande habituellement pour cette opération. La Banque ne pourrait pas en accroître les proportions, mais nul n'admettra qu'en restreignant l'affaire dans tous les domaines il puisse devenir nécessaire de les accroître. En conséquence, il n'y a pas le moindre indice pour donner prétexte à des mesures gouvernementales. »

Le tour de passe-passe auquel se réduit cette argumentation est le suivant : les dépositaires ont été intentionnellement négligés. On n'a besoin d'aucun effort de pensée pour comprendre que le département bancaire, s'il venait un jour à se déclarer failli vis-à-vis de ses créanciers, ne pourrait pas continuer à consentir des prêts à ses débiteurs sous forme de traites escomptées ou d'emprunts. En somme, la loi bancaire tant prisée de Sir Robert Peel n'a absolument aucun effet en temps normal ; dans les temps difficiles, elle n'ajoute à la panique monétaire, issue de la crise commerciale, qu'une panique monétaire produite par la loi ; et c'est précisément alors, quand elle devrait avoir des effets salutaires de par son principe, qu'elle doit être suspendue par une intervention du gouvernement. En temps normaux, le plafond le plus haut des billets que la Banque peut émettre légalement, ne pourra jamais être atteint par la circulation effective - un fait qui est démontré à suffisance par tout le cours de l'existence d'une réserve de valeurs dans la caisse du département bancaire au cours de telles périodes. On peut trouver confirmation de cette vérité, si l'on compare les rapports de la Banque d'Angleterre de 1847 à 1857, ou même si l'on compare le montant des billets qui de 1819 à 1847 ont effectivement circulé avec le taux le plus élevé fixé par la loi pour ce qui aurait pu circuler. Dans les temps difficiles, comme en 1847 et aujourd'hui, les effets d'un écoulement des métaux précieux seront aggravés de manière factice par la séparation arbitraire et absolue entre les deux départements de la même institution, la hausse des taux de l'intérêt sera artificiellement accélérée, et la perspective de l'insolvabilité ne surgira pas en raison d'une incapacité effective de la Banque à poursuivre ses paiements, mais de l'insolvabilité fictive de l'un de ses départements.

Si la véritable pénurie de moyens monétaires a ainsi été aggravée par une panique artificielle et qu'à sa suite il y a eu un nombre assez grand de victimes mises hors de combat, alors la pression du public sur le gouvernement sera assez forte, et la loi sera abolie précisément dans la période de difficultés pour laquelle elle a été créée et au cours de laquelle seulement elle trouverait à s'appliquer. C'est ainsi que le 23 octobre 1847 les banquiers les plus en vue de Londres se rendirent à Downing Street, afin d'y demander le remède de l'abolition de la législation de Peel. Lord John Russel et Sir Charles Wood adressèrent ensuite au gouverneur et aux vice-gouverneurs de la Banque d'Angleterre une missive dans laquelle ils leur

recommandaient d'augmenter l'émission des billets et de dépasser en conséquence le maximum légal de la circulation, tandis qu'ils se déclaraient disposés eux-mêmes à assumer la responsabilité pour la violation de la loi de 1844 et d'introduire à la prochaine session du Parlement une loi d'indemnisation. La même farce est, cette fois encore, mise en scène, alors que les rapports ont atteint le même niveau auquel ils se trouvaient dans la semaine finissant le 23 octobre 1847, quand il apparut qu'une suspension complète de toutes les activités commerciales et de tous les paiements était imminente. Le seul avantage qui découle donc de la loi Peel est que toute une société dépend entièrement d'un gouvernement aristocratique - de la grâce d'un individu sans scrupules - comme l'est par exemple Palmerston. D'où la prédilection du ministère pour la loi de 1844 qui lui confère une influence sur les fortunes privées dont il n'a jamais disposé auparavant.

Nous avons traité si longuement de la loi Peel, parce qu'elle exerce actuellement une influence même aux Etats-Unis d'Amérique et aussi parce qu'elle sera certainement rendue caduque en Angleterre. Certes, le gouvernement britannique a le pouvoir d'enlever des épaules du public anglais le fardeau de difficultés que ce gouvernement lui-même lui a imposé, mais rien ne serait plus erroné que d'admettre que le phénomène auquel on a assisté sur le marché financier de Londres - la montée et l'apaisement de la panique monétaire - est un baromètre authentique pour mesurer l'intensité de la crise que subit le monde des affaires britanniques. Cette crise se trouve en dehors de tout pouvoir gouvernemental.

Lorsque les premières nouvelles de la crise américaine atteignirent les côtes de l'Angleterre, les économistes anglais établirent une théorie qui, certes, n'a aucune prétention d'être géniale, mais qui peut néanmoins valoir comme originale. On dit que le commerce anglais était sain, mais - horreur et damnation ! - que ses clients, et surtout les yankees étaient malsains. L'état sain d'un commerce, dont la santé n'existe que d'un côté - voilà qui est une pensée digne d'un économiste britannique. Si l'on jette un coup d'œil sur le dernier rapport semi-annuel du ministère du Commerce anglais, on trouvera que, dans la cotation des exportations britanniques de produits et d'articles manufacturés, 30% sont allés aux États-Unis, 11% vers les Indes orientales et 10% vers l'Australie. Alors que le marché américain est maintenant fermé pour un certain nombre d'années, le marché indien qui fut saturé au cours de ces deux dernières années, est de toute façon pratiquement coupé de l'Angleterre par la récente révolte, tandis que le marché australien est engorgé au point que les marchandises britannique sont vendues meilleur marché à Adelaïde, Sydney et Melbourne qu'à Londres, Manchester ou Glasgow. La stabilité des industriels britanniques qui, en raison de la défaillance subite de leurs clients, ont dû être déclarés en faillite peut être mesurée à ces deux exemples.

À l'assemblée des créanciers d'un fabricant de coton de Glasgow, il apparut que le montant de ses dettes s'élevait à 116 000 L.st., tandis que ses biens atteignaient la modeste somme de 7 000 L.st. De même un expéditeur de Glasgow pouvait opposer à peine un actif de 789 Lm. à un passif de 11 800. Or, ce ne sont nullement des cas isolés. Ce qui importe, c'est que la production britannique a été étendue dans une mesure telle que le résultat devait en être, étant donné l'étroitesse des marchés étrangers, un krach général, auquel suivra une réaction dans la vie politique et sociale de la Grande-Bretagne. La crise américaine de 1837 à 1839 provoqua une chute des exportations britanniques de 12 425 601 L.st. en 1836 à 4 965 225 L.st. en 1837, à 7 585 760 L.st. en 1838 et à 3 562 000 L.st. en 1842. Une paralysie semblable gagne déjà l'Angleterre. Elle aura provoqué des effets très importants avant même qu'elle soit passée.

Marx à Engels, 8-XII-1857.

... La *Tribune* m'a donné une marque de satisfaction. Le 6 novembre, je lui ai envoyé une correspondance, où j'exposais les grandes lignes de la loi bancaire de 1844, en expliquant que

la farce de la suspension aurait lieu dans quelques jours, mais qu'il n'y avait pas lieu de faire grand cas de cette panique monétaire. En effet, la véritable affaire, c'est le krach industriel qui menace. La *Tribune* en fit son éditorial. La *New-York Times* (qui a des rapports de clientèle avec le *Times* de Londres) répondit trois jours après à la *Tribune* : 1° que la loi bancaire ne serait pas suspendue faisant l'éloge de la loi à la manière des correspondants de la bourse qui ont leur siège à Printing'houst-Square, et 2° il (axait les prévisions sur le, krach industriel d'absurdités pures et simples. C'est ce qu'il imprima le 24. Or le lendemain un télégramme de l'*Atlantic* l'informait que la loi bancaire avait été *suspendue* et qu'il y avait une crise industrielle. Au demeurant, c'est une belle chose que Lord-Overstone ait enfin révélé quel était le fondement véritable de sa défense fanatique de la loi de 1844 : permettre aux « froids calculateurs » d'extorquer du 20-30% au monde des affaires.

Il est amusant de voir que les capitalistes qui grondaient si fort contre le « droit au travail » réclament maintenant partout aux gouvernements un l'« soutien public » et qu'à Hambourg, Berlin, Stockholm, Copenhague, voire en Angleterre (sous forme de la suspension des lois) ils fassent valoir leur « droit au profit » - aux dépens de tout le monde. Tout aussi amusant, le refus des philistins de Hambourg de continuer à verser des aumônes aux capitalistes.

Ce qui est surprenant dans tout cela, c'est l'affaire en France et la manière dont la conçoit la majorité de la presse anglaise. Si, à la suite de l'effondrement américain, en a opposé John Bull - en tant que marchand qui, maître de lui-même, sait garder son sang-froid - a son frère Jonathan, c'est à présent Jacques Bonhomme que l'on oppose à John Bull. Le correspondant parisien de l'*Economist* de Londres fait à ce propos une remarque tout à fait naïve : « Il n'y a pas eu la moindre *tendance à la panique*, bien que les circonstances semblent d'une certaine manière la justifier et que les Français aient été plutôt enclins jusqu'ici à céder à la panique à la moindre occasion. »

La panique qui gagne actuellement la bourgeoisie française en dépit de son tempérament sanguin à la simple idée d'une panique, montre certainement le mieux ce que veut dire cette fois-ci une panique en France. Mais l'inclination vertueuse des bourgeois parisiens n'aura pas plus d'effet que l'Association *pour la réduction de la panique* <sup>30</sup> de Hambourg. L'*Observer* de dimanche dernier rapporte qu'à la suite de « rumeurs écoeurantes », répandues contre le Crédit Mobilier, tout le monde c'est rué à la Bourse pour brader à tout prix ses actions. Le capital français - malgré le caractère cosmopolite que M. Péreire lui a découvert - est et demeure timoré, mesquin et circonspect, comme à l'a toujours été dans les affaires. La spéculation (qui, du reste, est devenue à son tour la condition première d'un commerce et d'une industrie *sérieux*) n'existe pratiquement que dans les branches, dont l'Etat est directement ou indirectement le véritable patron. Or, il est certain que, en soi - comme dirait Hegel - un capitaliste failli de la taille du gouvernement français peut faire traîner les choses un peu plus longtemps qu'un capitaliste privé.

L'interdiction, par décret de police, de l'exportation de métal précieux qui, pratiquement, est actuellement en pleine vigueur en France, et, plus encore, l'exportation du produit de la nouvelle récolte de blé, de soie, de vin, etc. à n'importe quel prix, ont empêché pour quelques semaines les sorties de métal précieux de la Banque de France. Malgré tout, l'hémorragie aura lieu, et si elle ne s'écoule que dans les égouts (comme ce fut le cas en octobre 1856), ils seront tout de même dans la merde jusqu'au cou. Pour l'heure, les fabricants français traitent leurs

---

<sup>30</sup> Marx fait allusion à la *Garantie Diskanto Verein* (Association de garantie des effets escomptés) qui fut créée pendant la crise monétaire à Hambourg, fin novembre 1857 « dans le but d'assurer la circulation des traites et effets de commerce portant le cachet de l'Association ».

ouvriers avec la même brutalité que s'il n'y avait jamais eu de révolution en France <sup>31</sup>. Cela produira un bon effet. Par ailleurs, M. Bonaparte fait de la Banque l'entrepreneur de ses constructions ferroviaires interrompues. La prochaine mesure sera, sans doute, dès que l'hémorragie aura commencé, l'émission d'assignats. Si le gaillard a du courage et tant qu'il aura de quoi payer correctement son armée, nous pourrons assister à un très joli prélude aux événements.

Tes renseignements sur la situation à Manchester sont pour moi d'un intérêt extrême, puisque les journaux y jettent un voile épais.

Je travaille comme un dément, des nuits entières, à la synthèse de mes études économiques, de façon à en avoir au moins mis au net les linéaments essentiels (Grundrisse) avant le déluge.

Puisque Wolff a tenu constamment un compte écrit de nos prévisions sur la *crise*, raconte lui que l'*Economist* de samedi dernier déclare que, pendant les derniers mois de 1853, durant toute l'année 1854 et l'automne 1855 et du fait des changements subits en 1856, l'Europe n'a pu échapper que d'un cheveu à l'irruption de la crise.

Engels à Marx, 11-XII-1857.

... Dans cette crise, la surproduction a été plus générale que jamais. Elle est indéniable aussi bien dans les produits coloniaux que dans les céréales. Voilà qui est fameux et doit avoir des conséquences énormes. Tant que la surproduction se limitait à la seule industrie, ce n'était que demi-mal, mais dès lors qu'elle frappe l'agriculture dans les tropiques aussi bien que dans la zone tempérée, l'affaire prend un tour magnifique.

La forme sous laquelle la surproduction se cache c'est toujours plus ou moins l'extension du crédit, mais, cette fois-ci, c'est tout spécialement les *traites de cavalerie*. Sur le continent et dans les firmes anglaises qui commercent avec le continent, c'est devenu une *règle*, sinon une manie, de faire de l'argent en tirant des traites sur un banquier ou une maison spécialisée dans le « courtage de traites », avec la possibilité de couvrir celles-ci avant l'échéance, ou à ne pas le faire, selon l'arrangement pris. L'usage s'en est répandu dans toutes les maisons de commission ici. Cette manie a été poussée à son comble à Hambourg, où plus de cent millions de marks de traites bancaires étaient en circulation. Mais même ailleurs, la cavalerie des traites a été bon train - et c'est ce qui a conduit à leur perte Sieveking, Sillam, Karr, Josling & Cie, Draper, Pietroni & Cie et d'autres maisons londoniennes. Sur ce plan, ces firmes étaient *celles sur qui étaient principalement tirées* les traites. Voilà comment on procédait dans le milieu d'affaires manchestérien et dans le commerce intérieur : les gens, au lieu de payer au comptant dans le mois, faisaient virer au compte de leur débiteur trois mois après échéance, et payaient les intérêts. Dans l'industrie de la soie, le procédé gagna à mesure que haussait le prix de la soie. En somme, tout le monde a travaillé au-dessus de ses moyens, en forçant les

---

<sup>31</sup> Dans l'article sur la *Situation financière de la France* du 27-VII-1857 que nous ne reproduisons pas ici, Marx signalait que des soulèvements révolutionnaires s'étaient déjà produits à la périphérie de l'Europe - comme cela s'était passé en 1848 : « C'est précisément la situation précaire de l'Empire français qui éclaire de son véritable jour les récentes émeutes d'Espagne et d'Italie, ainsi que les troubles en cours dans les pays scandinaves. » Or tout cela, « comme les élections, les arrestations et les persécutions policières à Paris ne - s'expliquent vraiment que par rapport à la situation désastreuse de la Bourse ». Et Marx d'énoncer l'une des règles fondamentales des révolutions modernes, à savoir qu'elles sont suscitées par le capital lui-même. « Le nom sous lequel commence une révolution n'est jamais celui qu'elle portera sur ses bannières le jour de la victoire. Pour s'assurer des chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs au début, à ces éléments de la population qui, tout en s'opposant au gouvernement en place, vivent en totale harmonie avec la société existante. En somme, les révolutions doivent obtenir leur billet d'entrée sur la scène officielle des mains des classes dominantes elles-mêmes. »

affaires. Or, si étendre ses affaires au-delà de ses possibilités n'est pas synonyme de surproduction, il lui est identique quant au fond. Une association mercantile au capital de vingt millions de livres sterling mesure en quelque sorte à ce chiffre sa capacité de production, de trafic et de consommation. Si, par le jeu des traites, elle fait avec ce capital un volume d'affaires qui implique un capital de trente millions, elle a accru sa production de 50%. Certes la consommation augmente aussi avec cet essor, mais il s'en faut qu'elle augmente dans les mêmes proportions, disons qu'elle s'accroît de 25%. À la fin d'une période donnée, il y a nécessairement une accumulation de marchandise excédant de 25% les besoins réels, c'est-à-dire les besoins moyens *même de la période de prospérité*. Ce seul fait devrait faire éclater la crise - même si le marché monétaire, boussole du commerce, ne l'annonçait déjà auparavant. Dès lors que se produit le krach, en plus de ces 25%, il y aura au moins encore 25% d'objets de nécessité courante qui seront invendables. La crise actuelle nous permet d'étudier, dans tous les détails, comment naît la surproduction, par l'extension du crédit et le fait de forcer les affaires. La chose elle-même n'est pas nouvelle, mais la forme sous laquelle elle se déroule est à présent étrangement claire.

### *Crise reportée sur les satellites et l'Etat*

Marx à Engels, 25-XII-1857.

Comme notre première tâche est maintenant de nous faire une idée claire sur la situation en France, j'ai retravaillé tous mes extraits et notes sur le commerce, l'industrie et les crises en France, et je suis parvenu à quelques résultats que je voudrais brièvement te communiquer :

1. Les crises qui ont éclaté en Angleterre, dans les pays nordiques et en Amérique, n'ont jamais provoqué DIRECTEMENT de « crise française » ; elles n'ont eu dans ce pays que des effets passifs - marasme chronique, restriction de production, stagnation des affaires et malaise général ; La raison en est que - la France a une balance commerciale excédentaire vis-à-vis des Etats-Unis, des villes hanséatiques, de l'Angleterre, du Danemark. Elle est négative vis-à-vis de la Suède et de la Norvège, mais cela est plus que compensé par Hambourg. En conséquence, ces crises ne peuvent jamais produire en France de fuite du métal précieux, ni donc à proprement parler de panique dite monétaire. Si cependant la Banque de France relève le taux d'escompte, cela ne vise qu'à empêcher les capitalistes d'investir avantageusement leur argent dans ces autres pays. Aussi longtemps que l'exportation de métal précieux n'est pas la conséquence nécessaire de l'état de la balance commerciale, mais seulement de l'avidité des chasseurs de profit, on peut arriver à l'enrayer par quelques mesures de police, comme Bonaparte vient à nouveau de le montrer. Tant que ce pays, disposant d'une balance commerciale excédentaire, n'aura pas accordé de crédits à long terme, ni accumulé de produits en vue de les exporter dans les centres qu'affectent : les crises - et ces deux choses répugnent à l'esprit de colporteur des fabricants et commerçants français -, ce pays subira des pertes, etc., mais ne connaîtra pas de crise aiguë. Louis-Philippe s'était, lui aussi, laissé prendre au bonheur apparent avec lequel la France s'en tire au cours de la première phase d'une crise générale. Dans son discours du trône adressé aux Chambres avant la révolution de Février, il félicite la « belle France » de ce privilège.

2. Cela étant, la première phase de la crise a déjà eu sur l'industrie et le commerce français des effets plus graves que jamais auparavant en pareille circonstance.

3. La première conséquence de la crise en France - conformément à la nature des crapauds - a été la limitation la plus timorée des dépenses et des affaires, d'où l'accumulation des capitaux dans les coffres de la Banque de France en même temps qu'une chute énorme de la circulation des effets à escompter. D'où - en liaison avec le fait que les crises surviennent toujours en

*automne* et que n'importe quel gouvernement craint des désordres politiques en fin d'année si, au moment du règlement des comptes, le taux d'intérêt est élevé - la décision en décembre d'abaisser le taux de l'escompte. Louis-Philippe l'avait ramené à 4% par la Banque en décembre 1847.

4. La libération du capital (en excès) dans le commerce et l'industrie suscite en même temps une plus forte remontée à la bourse. C'est encore plus le cas sous Bonaparte que sous Louis-Philippe, parce qu'il a forcé la Banque par décret de 1852 à faire des avances sur les valeurs des chemins de fer, les fonds d'Etat et les titres du *Crédit foncier*, à réescompter les traites de cavalerie déjà escomptées par le Comptoir *national d'Escompte* et à refaire à celui-ci des avances sur les valeurs sur lesquelles il avait lui-même consenti des avances. C'est ce qui explique, par exemple, les cours élevés des actions et obligations de chemin de fer, bien que les recettes des chemins de fer français soient tombées bien plus bas que celles des chemins de fer anglais depuis que la crise a éclaté en Angleterre. Les recettes du chemin de fer d'Orléans ont baissé de 24% entre le 29 octobre et le 26 novembre, et encore plus depuis cette date. Les actions d'Orléans n'en étaient pas moins cotées à 1 355 le 22 décembre, alors qu'elles étaient à 2 995 le 29 octobre. Dans son bulletin mensuel, la Banque de France rapporte aussi que les avances sur les titres de chemin de fer ont monté tandis que les effets escomptés avaient baissé en décembre de 94 236 520 francs par rapport à octobre, et de 49 995 500 par rapport à novembre.

5. La crise française proprement dite n'éclatera que lorsque la crise générale aura atteint un certain développement en Hollande, en Belgique, les pays allemands regroupés dans l'Union douanière, en Italie (y compris Trieste), au Levant et en Russie (Odessa), du fait que la balance commerciale y est extrêmement *défavorable* pour la France si bien que leur pression provoquera directement une panique monétaire en France. Dès que la France se trouvera frappée, cela se répercutera d'une manière vraiment admirable sur ces pays. La France a la même position vis-à-vis de la Suisse que l'Angleterre vis-à-vis des Etats-Unis. La balance commerciale temporaire est toujours en faveur de la France, mais comme elle est terriblement *endettée* envers la Suisse, celle-ci - est toujours en mesure de tirer largement sur la France en temps de crise.

6. Si la véritable crise éclate en France, ce sera le chaos sur le marché des valeurs et pour l'Etat qui assure la garantie de ce marché. Le phénomène se répercutera également sur l'Angleterre qui se remet à jouer de plus belle - sur les valeurs étrangères. Les spéculations auxquelles les capitalistes privés s'adonnent à Hambourg, en Angleterre et aux Etats-Unis en France, c'est l'Etat lui-même qui les pratique, - et les Français qui exercent le commerce au niveau mesquin du colportage ont toujours été par ailleurs des joueurs en bourse, Cependant le contrecoup de la crise anglo-américaine a, pratiquement acculé les chemins de fer à une impasse. Qu'a fait M. Bonaparte ? Il oblige la Banque à devenir pratiquement adjudicataire des chemins de fer et à faire à ces gaillards des avances sur les obligations...

Karl Marx

*La crise commerciale en Angleterre*

New York Tribune, 15-XII-1857.

...Si vers la fin d'une période commerciale déterminée la spéculation apparaît comme le prodrome immédiat de l'effondrement, il ne faudrait pas perdre de vue que la spéculation a été engendrée elle-même par la phase précédente du cycle, de sorte qu'elle n'est qu'un résultat et un phénomène, et non la cause profonde et la raison. Les économistes qui prétendent expliquer les secousses régulières de l'industrie et du commerce par la spéculation, ressemblent à l'école désormais morte de la philosophie de la nature qui, considérait la fièvre comme la véritable raison de toutes les maladies.

Jusqu'ici le centre de la crise européenne est resté en Angleterre et, comme nous l'avons vu, elle a changé son mode d'apparition en Angleterre même. Si les premiers effets des secousses américaines sur la Grande-Bretagne, ont pris la forme d'une panique monétaire qui s'accompagna d'une dépression générale sur le marché des produits, laquelle fut suivie un peu plus tard par la misère et la détresse dans l'industrie, c'est à présent la crise industrielle qui se tient à l'avant-scène et les difficultés financières viennent en tout dernier. Si pour un instant le foyer de l'incendie fut Londres, c'est à présent l'industrielle Manchester. L'ébranlement le plus grave auquel l'industrie anglaise ait jamais été soumise, et le seul qui ait suscité de grands changements sociaux, à savoir la crise industrielle de 1838 à 1843, avait été accompagné d'un resserrement momentané du marché financier en 1839, tandis que le taux de l'escompte est demeuré pendant longtemps à un bas niveau au cours de cette période, voire a baissé de 2,5% à 2%.

Nous ne faisons pas cette remarque, parce que nous considérons l'amélioration relative sur le marché financier de Londres comme le symptôme de sa guérison complète, mais simplement parce que nous enregistrons le fait que, dans un pays aussi industrialisé que l'Angleterre, les oscillations du marché monétaire n'ont pas - et de loin - l'intensité et l'extension d'une crise marchande. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les journaux à la même date de Londres et de Manchester. Tandis que les Londoniens n'ont d'yeux que pour le flux et le reflux des métaux précieux et sont pleins de joie lorsque la Banque d'Angleterre a « renforcé sa position » par un nouvel achat d'or. Les journaux de Manchester s'attristent à l'idée que cette force est achetée à leurs dépens et entraîne un relèvement du taux d'intérêt et une baisse des prix de leurs marchandises. C'est ce qui explique que M. Tooke, l'auteur de *History of Prices* qui a si bien traité des phénomènes du marché monétaire londonien et des marchés coloniaux, ne s'est pas seulement montré incapable de décrire les compressions au cœur de la production anglaise, mais encore n'a pas pu les comprendre...

La Banque d'Angleterre, dit-on, a augmenté ses réserves de métal précieux d'environ 700 000 L.st., cet afflux de métaux précieux étant dû en partie à l'arrêt de l'hémorragie vers l'Ecosse, en partie aux envois d'Amérique du Nord et de Russie, et finalement aux expéditions australiennes. Cette évolution ne donne pas d'éléments significatifs, puisqu'il est tout, à fait clair qu'en relevant fortement le taux de l'escompte, la Banque d'Angleterre veut effectuer des coupes sombres dans les importations et forcer les exportations, retirer une partie du capital britannique investi à l'étranger et, en conséquence, renverser la balance commerciale et obtenir un afflux de certaines quantités de métal précieux. Il n'est pas moins certain qu'à l'occasion du moindre relâchement des conditions de l'escompte l'or se remettra à s'écouler vers l'étranger. La seule question qui se pose, est de savoir combien de temps la Banque sera

en mesure de maintenir en posture ces conditions.

Le rapport officiel du Ministère du Commerce pour le mois d'octobre, mois où le, taux minimum de l'escompte a été successivement relevé de 6, 7 à 8%, démontre à l'évidence que le premier effet de cette opération n'a pas été d'arrêter la production, mais d'imposer leurs marchandises aux marchés étrangers et de diminuer l'importation de produits étrangers.

Malgré la crise américaine, l'exportation d'octobre 1857 donne par rapport à octobre 1856 un excédent de 318 838 L.st. ; cependant le recul considérable que mentionne le même rapport pour ce qui est de la consommation de moyens de subsistance et d'articles de luxe, témoigne que cet excédent n'est absolument pas rentable ou constitue un effet naturel d'une industrie florissante. Le contrecoup de la crise sur l'industrie anglaise sera tout à fait apparent dans les prochains rapports du Ministère du Commerce. Une comparaison des rapports pour les différents mois de janvier à octobre 1857 montre que la production anglaise a atteint son apogée en mai, les exportations dépassant alors de 2 648 904 L.st. ceux de mai 1856.

À l'annonce du soulèvement indien, toute la production tomba en juin en-dessous du niveau du mois correspondant de 1856 et l'on enregistra un recul relatif des exportations d'un montant de 30 247 L.-st. En dépit de rétrécissement du marché indien, la production n'avait pas seulement atteint de nouveau en juillet le niveau du mois correspondant de 1856, mais le dépassait même d'une somme de rien moins que 2 233 306 L.st. En conséquence, il est clair que ce mois-là les autres marchés ont dû absorber un pourcentage d'exportations bien supérieur à leur consommation normale de marchandises non seulement afin de compenser les exportations qui s'effectuaient normalement vers l'Inde, mais encore afin de produire cet important excédent pour l'Angleterre.

C'est pourquoi ce mois-ci, les marchés extérieurs semblent sursaturés au point que l'excédent des exportations doit baisser progressivement : de 2,33 millions de L.st. à 885 513 en août, à 852 203 en septembre et à 318 838 en octobre. L'étude des rapports du commerce anglais offre la seule clef sûre des mystères de l'ébranlement actuel que subit ce pays.

Engels à Marx, 15-IX-1857.

La crise évolue, cette fois-ci, de façon assez singulière. La spéculation sur les actions en France et en Allemagne se trouvait déjà en état de crise latente depuis presque un an, et c'est maintenant seulement que les principales affaires de filouterie sur les actions se sont effondrées, ce qui a donné le coup décisif à tout le reste. Le plus remarquable, c'est que les Yankees ont certes, comme toujours, filouté avec des capitaux étrangers, mais cette fois surtout avec des capitaux du continent. Les bureaucrates et les rentiers qui, en Allemagne, ont acheté tout ce qui était américain, vont y laisser beaucoup de plumes. La pré-crise des filouteries continentales sur les actions, et le fait qu'elles n'avaient que peu de points de contact directs avec les américaines, ont différé quelque peu la réaction ruineuse des affaires de filouteries américaines sur celles du continent, mais cela ne saurait tarder.

La spéculation n'a pas seulement gagné les actions, mais encore toutes les matières premières et les denrées coloniales, donc aussi tous les produits manufacturés dans lesquels le prix de la matière première se répercute fortement - or, moins le produit est élaboré, plus y compte la matière première, et plus la spéculation s'y répercutait. Elle pesait donc plus sur les filés que sur les tissus écrus, et plus sur ces derniers que sur les tissus imprimés ou de couleur. Dans la soie, nous avons un état de pré-crise à peu près depuis août. Quelque vingt fabricants ont fait banqueroute, laissant un découvert que j'estimerais à au moins 200 000 List. et qui, dans le meilleur des cas, ne pourra être comblé qu'à 35 ou 40%, Nous y sommes engagés pour 6 000 l. st., ce qui fait pour ma part 300 L.st. !!! ou, dans la meilleure hypothèse, il me restera, après paiement des dividendes, quelque 180 L.st. Dans ces conditions, je vais certainement être



obligé de conclure un nouvel accord avec mon vieux. Ceci dit en passant...

### *La crise financière en Europe*

Marx, *New-York Tribune*, 22-XII-1857.

La poste qui est arrivée hier matin avec le *Canada* et l'*Adriatic* nous a mis en possession d'une chronique hebdomadaire de la crise financière européenne. Cette histoire peut être résumée en quelques mots. Hambourg a toujours constitué le centre fébrile de la crise qui se répercute ensuite avec plus ou moins de violence sur la Prusse et replonge par réaction le marché financier anglais dans le marasme dont il semblait sur le point de sortir. Un écho plus lointain de l'ouragan vint d'Espagne et d'Italie <sup>32</sup>. La paralysie de l'activité industrielle et la misère qui s'ensuit pour la classe ouvrière gagna rapidement toute l'Europe. Par ailleurs, la relative résistance que la France a opposée jusqu'ici à la contagion pose une énigme à ceux qui s'occupent de politique économique, énigme qui serait plus difficile à résoudre que la crise générale elle-même.

On avait pensé que la crise de Hambourg aurait dépassé son apogée le 21 novembre lorsque fut fondée l'Association de Garantie de l'Escompte <sup>33</sup> qui bénéficia d'un fonds d'un total de 12 millions de marks liquides afin de garantir les traites et valeurs circulant sous l'estampille de cette Association. Diverses banqueroutes et des faits tels que le suicide de l'agent en courtage Gowa montrent cependant que le mal progressait encore dans les journées qui suivirent. Le 26 novembre, la panique était de nouveau à son comble - et si l'Association de l'Escompte était montée d'abord sur scène pour l'arrêter, c'était à présent au tour du gouvernement d'y faire son apparition. Le 27, le Sénat fit le projet - et obtint aussi l'accord et la caution des citoyens héréditaires de la ville - d'émettre des valeurs susceptibles de porter des intérêts d'un montant de 15 millions de marks pour faire des avances sur des marchandises durables ou sur les papiers d'Etat, les avances devant se monter à 50-60% de la valeur correspondante des marchandises gagées. Cette seconde tentative de normalisation du commerce échoua comme la première - toutes deux ressemblaient à l'appel au secours qui précède l'instant où le navire coule. La garantie de l'Association d'Escompte avait elle-même besoin - comme on le vit bientôt - d'une nouvelle garantie ; en outre, les avances de l'Etat qui étaient limitées tant pour ce qui est de leur montant que pour ce qui est des variétés de marchandises pour lesquelles elles pouvaient s'appliquer, s'avérèrent inutiles, précisément en raison des conditions dans lesquelles elles étaient consenties, et ce, dans la mesure où les prix tombaient.

Or, pour tenir les prix et repousser de la sorte la cause proprement dite du mal, l'Etat eût dû les maintenir tels qu'ils étaient avant que la panique commerciale éclate, et escompter des traites qui ne représentaient plus rien d'autre que des maisons étrangères en banqueroute. En d'autres termes, la richesse de toute la société représentée par le gouvernement aurait dû compenser les pertes des capitalistes privés. Cette sorte de communisme, où la réciprocité est tout à fait à sens unique, semble exercer un grand attrait sur les capitalistes européens.

Le 29 novembre, vingt grandes firmes commerciales de Hambourg s'effondrèrent en même temps que de nombreuses maisons de commerce d'Altona. On suspendit l'escompte des

---

<sup>32</sup> Marx a utilisé les données qu'Engels lui avait fournies dans cette lettre dans l'article du 22-II-1857 que nous reproduisons dans le corps de ce recueil sous le titre *la Crise financière en Europe*.

<sup>33</sup> Marx cite ici presque littéralement Engels, dont on trouvera la lettre du 17-XII-1857 dans *Correspondance*, t. V, p. 87 des Editions Sociales.

traites ; les prix des marchandises et des valeurs n'étaient Plus que nominaux, et le monde des affaires était dans l'impasse. Il ressort de la liste des banqueroutes que cinq d'entre elles effectuaient des opérations bancaires avec la Suède et la Norvège, et l'on voit, par exemple, que les dettes de la firme Ulberg & Cramer se montent à 12 millions de marks. Il y eut cinq faillites dans le commerce d'articles coloniaux, quatre dans le commerce avec la Baltique, deux dans l'exportation de produits industriels, deux dans les sociétés d'assurance, une à la bourse, une dans la navigation. La Suède dépend ainsi entièrement, de Hambourg pour ce qui est de ses exportateurs, de ses agents de change et banquiers : on peut dire même que le marché de Hambourg est aussi celui de la Suède. De fait, deux jours après le krach, un télégramme annonçait que les banqueroutes de Hambourg en avaient provoqué à Stockholm et que, là aussi, un soutien du gouvernement s'était avéré inutile. Ce qui compte pour la Suède en ce domaine, compte à plus forte raison pour le Danemark, dont le centre commercial est Altona, un simple faubourg de Hambourg. On y enregistra de nombreuses suspensions de paiement, de la part notamment de deux très vieilles firmes - de la maison Conrad Warneke faisant commerce colonial, notamment de sucre, au capital de 2 millions de marks liquides dont les ramifications s'étendaient à l'Allemagne, au Danemark et à la Suède, et la maison Lorent am Ende & Cie qui commerçait avec la Suède et la Norvège. Un armateur et gros marchand se suicida à la suite de ses difficultés d'argent.

On peut se faire une idée de l'extension du commerce de Hambourg d'après le simple chiffre suivant : des marchandises d'une valeur d'environ 500 millions de marks se trouvent actuellement en dépôt dans les entrepôts et le port au compte des négociants de Hambourg. La république recourt maintenant au seul moyen anticrise, en décrétant qu'il est du devoir des citoyens de payer leurs dettes. Il édictera sans doute une loi accordant un moratoire d'un mois à toutes les traites venues à échéance <sup>34</sup>.

Pour ce qui concerne la Prusse, les journaux n'apportent aucune nouvelle sur la situation précaire des districts industriels de la Rhénanie et de la Westphalie, étant donné qu'elle n'a pas encore conduit à des faillites en chaîne. Les banqueroutes sont restées limitées aux exportateurs de céréales de Stettin et de Dantzig et à une quarantaine de fabricants berlinois. Le gouvernement prussien est intervenu, en habilitant la Banque de Berlin à faire des avances sur les marchandises en stock et en abolissant la législation sur l'usure. La première mesure se révélera tout aussi inopérante à Berlin qu'à Stockholm et à Hambourg, et la seconde ne fait que hisser la Prusse au même niveau que les autres pays marchands.

Le krach de Hambourg apporte une réponse probante à ces esprits à l'imagination fertile qui voient l'actuelle crise découler artificiellement des hauts prix suscités par la monnaie de papier. Pour ce qui concerne la circulation - monétaire, Hambourg constitue le pôle opposé aux États-Unis. L'argent métal y a seul cours. En effet, on n'y trouve pas de circulation monétaire de papier, mais on se vante au contraire de n'avoir comme moyen de circulation

---

<sup>34</sup> Ce n'est pas par hasard que la France - napoléonienne - ouvre la voie aux méthodes anticrise modernes. On peut dire que ce pays - déjà passé maître dans l'art de parcellariser le grand capital dans l'agriculture, au cours même de sa révolution bourgeoise, puis de contenir l'essor de la grande industrie par la conquête, très féconde aussi de richesses, d'un vaste Empire colonial, est le virtuose de la *stérilisation du capital* - ce qui lui permet d'éviter les inconvénients de la surproduction, donc les crises, en restant dans le cadre mesquin du « bon sens », du « juste milieu », fortement teinté de malthusianisme, de centralisme au service de la parcellarisation.

L'État et la bourse où l'on dissipe l'argent (qui « dort ») dans des œuvres « grandioses », mais inutiles, sont le moyen par excellence de maintenir le capital dans le bon ordre. Quelques guerres de « conquête » ne sont pas plus dilapidatrices que les crises de l'excessive production capitaliste. Tout le système de la spéculation instauré par le *Crédit mobilier* - auquel Marx a consacré de longues études que nous ne pouvons pas reprendre ici - s'explique Par cette « sage, administration du capital Individuel (parcellaire) avec la complicité de l'État Central.

que de l'argent purement métallique. La panique monétaire n'y sévit pas moins violemment qu'ailleurs ; qui plus est, Hambourg est devenue - depuis le début de la crise générale, dont la découverte n'est pas aussi vieille que celle des comètes - sa scène favorite. Au cours du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle offrit deux fois le même spectacle qu'aujourd'hui, et si elle se distingue de tous les autres grands centres mondiaux du monde par un signe distinctif caractéristique, c'est que les oscillations du taux d'intérêt y sont plus fréquentes et plus violentes.

Tournons-nous de Hambourg vers l'Angleterre, et nous constaterons que l'atmosphère sur le marché monétaire de Londres s'est continuellement améliorée du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre - jusqu'à ce qu'il y eut un contrecoup. Le 28 novembre, le prix de l'argent était effectivement tombé, mais il remonta après le 1<sup>er</sup> décembre et continuera vraisemblablement de grimper, étant donné que Hambourg en a besoin de quantités considérables. En d'autres termes, on retirera de l'or de Londres pour acheter de l'argent sur le continent, et cette hémorragie renouvelée de l'or exigera que la Banque d'Angleterre serre encore la vis. Outre la demande subite de Hambourg, il y a aussi la perspective pas très éloignée de l'emprunt indien auquel le gouvernement doit nécessairement consentir, même s'il déploie tous ses efforts pour différer la venue de ce jour affreux. Le fait que de nouvelles banqueroutes se sont produites depuis le premier de ce mois, a contribué à dissiper l'erreur selon laquelle le marché monétaire aurait surmonté le pire. Lord Overstone (le banquier Loyd) observait dans la séance d'ouverture de la Chambre Haute :

« La prochaine tension sur la Banque d'Angleterre se produira vraisemblablement avant que les cours de change soient épurés, et alors la crise sera plus violente que celle à laquelle nous venons d'échapper. De graves et périlleuses difficultés menacent notre pays. »

La catastrophe de Hambourg n'a pas encore été ressentie à Londres. L'amélioration de la situation du marché du crédit avait favorablement influencé le marché des produits, mais, abstraction faite de la nouvelle diminution de la masse monétaire, il est manifeste que la chute des prix de Stettin, Dantzig et Hambourg fera nécessairement baisser la cotation des prix à Londres. Le décret français qui abolit l'interdiction d'exporter les céréales et la farine, a forcé les grands meuniers londoniens à baisser aussitôt leurs prix de 3 shillings par 280 livres afin d'endiguer les importations de farine française. On cite quelques faillites dans le commerce des céréales, mais elles sont restées limitées à quelques petites firmes et des spéculateurs en grains qui étaient liées par des contrats de livraison à long terme.

On n'apprend rien de nouveau des districts industriels anglais, sinon le fait que les produits cotonniers adaptés aux besoins de l'Inde et les filés fabriqués spécialement pour ce marché ont pour la première fois depuis 1847 bénéficié de prix favorables en Inde. Depuis 1847, les profits réalisés par les fabricants de Manchester dans cette branche d'activité, ne proviennent pas de la vente de leurs marchandises en Indes Orientales, mais uniquement de la vente en Angleterre des marchandises importées des Indes Orientales. La diminution draconienne des exportations en direction de l'Inde depuis juillet 1857, à la suite du soulèvement, permit au marché indien de vider le stock des marchandises accumulées, et de réclamer de nouveaux approvisionnements à des prix supérieurs. Dans des conditions normales, un tel événement eût produit un effet d'animation extraordinaire sur le commerce de Manchester. Comme nous l'apprenons de lettres privées, cela a à peine fait augmenter le prix des articles les plus demandés ; en revanche, on peut appliquer de telles quantités de forces productives à la fabrication de ces articles particuliers qu'elles sont suffisantes à inonder dans les plus brefs délais trois Inde avec un flot de marchandises. L'augmentation générale des forces productives a été telle au cours de ces dix dernières années que même le travail réduit aux deux-tiers de son volume dans les fabriques ne peut être maintenu qu'en accumulant

d'énormes excédents de marchandises dans leurs entrepôts. La firme Du Fay & Cie rapporte, dans son bulletin commercial mensuel de Manchester, que « ce mois-ci il y a eu une pause dans les affaires, que peu de fabriques n'ont eu assez de travail et qu'en général les prix ont été bas. Jamais auparavant le montant global des affaires effectuées en un mois n'a été aussi faible qu'en novembre ».

Ce n'est pas le lieu ici d'attirer l'attention sur le fait que, pour la première fois en 1858, l'abolition des lois céréalières britanniques a été mise à l'épreuve de manière sérieuse. Tant par l'influence de l'or australien et de la prospérité industrielle que par les résultats naturels de mauvaises récoltes, le prix moyen du blé a été plus élevé de 1847 à 1857 que de 1826 à 1836. Une vive concurrence de l'agriculture étrangère et de ses produits devra être supportée, tandis que baisse la demande intérieure, et nous aurons probablement de nouveau une crise agraire qui semblait avoir été enterrée dans les annales de l'histoire britannique de 1815 à 1832. Il est vrai que le relèvement des prix du blé et de la farine en France qui a suivi le décret impérial, n'aura que des effets momentanés et disparaîtra même avant que l'Angleterre ait importé de grandes quantités de céréales d'ailleurs. Mais s'il se produit une nouvelle pression sur le marché monétaire, la France sera obligée de jeter son blé et sa farine sur le marché anglais qui est en même temps pris d'assaut par la vente frénétique de produits allemands. Enfin, de pleines cargaisons arriveront des Etats-Unis au printemps et porteront l'ultime coup au marché des céréales britannique. Si, comme toute l'histoire des prix nous le laisse supposer, il y aura une succession de plusieurs bonnes récoltes, nous aurons l'occasion de suivre jusque dans le détail les conséquences véritables de l'abolition des lois céréalières - en première ligne sur les journaliers agricoles, en seconde ligne sur les fermiers, et enfin sur tout le système britannique de la propriété foncière.

### *La crise en Europe*

Marx, *New York Tribune*, 5-1-1858.

La poste du *Niagara* est arrivée hier, et un examen attentif de notre paquet de journaux britanniques n'a fait que confirmer l'opinion que nous avons émise récemment sur le cours probable de la crise en Angleterre. Le marché financier de Londres connaît une nette amélioration, autrement dit, l'or s'accumule dans les caves de la Banque d'Angleterre, la demande de traites à escompter par la Banque diminue, des traites de premier rang peuvent être escomptées rue Lombard depuis 9 1/2 à 9 3/4, les valeurs d'Etat restent stables, et le marché des actions participent dans une certaine mesure à ce mouvement.

Cet aspect agréable des choses est toutefois très assombri par de grandes faillites qui se sont produites il y a deux ou trois jours à Londres, par des dépêches de Hiob sur des catastrophes dans les provinces et par le tonnerre du Times de Londres qui fulmine de plus en plus contre la corruption générale et sans espoir des milieux d'affaires britanniques. De fait, la facilité relative avec laquelle on peut escompter des traites irréprochables semble plus que compensée par la difficulté croissante de trouver des traites qui puissent valoir comme irréprochables. C'est pourquoi, nous apprenons des articles les plus récents de Londres sur les questions financières, que l'activité de la Banque d'Angleterre est extraordinairement « limitée » et qu'on ne fait que très peu d'affaires rue Lombard. Cependant comme l'offre de la part de la Banque d'Angleterre et des maisons d'escompte augmente, tandis que la pression sur celles-ci - la demande de la part de leurs clients, diminue, il faut dire que le marché financier est assez calme. Il n'en reste pas moins que les directeurs de la Banque d'Angleterre n'ont pas osé baisser le taux d'escompte, étant convaincus selon toute apparence que la reprise de la crise monétaire n'est pas une question de temps, mais de taux de pourcentage, et qu'en conséquence la crise risque de s'aggraver de nouveau dès que le taux d'escompte sera abaissé.

Alors que le marché monétaire de Londres, d'une manière ou d'une autre, est devenu calme, la situation déjà tendue sur le marché anglais des produits s'aggrave sensiblement, étant donné qu'une baisse des prix n'est pas en mesure de surmonter la réserve croissante des acheteurs. Même des articles tels que le talc qui constituaient auparavant une exception à la règle, en raison des ventes forcées, sont devenus moins chers. Si l'on compare la liste des prix de la semaine qui finit le 18 décembre avec celles de novembre, on constate que le niveau le plus bas des prix qui était marquant pour le mois de novembre, est de nouveau atteint, mais cette fois ce n'est pas à la suite d'une panique, mais sous la forme méthodique d'une échelle mobile. En ce qui concerne les marchés des produits finis, on a eu un avant-goût de la crise industrielle que nous avons déjà prévue en novembre dernier, avec les faillites d'une demi-douzaine de filatures et de tissanderies du Lancashire, de trois fabriques les plus en vue de l'industrie lainière du West Riding et d'une importante firme de tapisserie.

Comme les phénomènes de cette double crise sur le marché des produits et au sein des milieux de fabricants deviennent de plus en plus sensibles, nous nous contenterons aujourd'hui de reproduire ici l'extrait suivant d'une lettre privée qui a été adressée de Manchester à notre journal :

« On ne peut avoir idée de la tension de plus en plus grande sur les cours et ses effets terribles. Personne ne peut vendre. Chaque jour, on entend parler de prix plus bas. On en est au point que des gens respectables préfèrent ne plus offrir leurs marchandises à la vente. Les filateurs et les tisseurs sont dans une situation atroce. Il n'y a plus de courtier qui vende du fil aux fabricants, sinon contre paiement au comptant ou une double garantie. Cet état de choses ne peut durer sans finir par un terrible effondrement <sup>35</sup>. »

La crise de Hambourg vient à peine de finir. Elle fournit l'exemple le meilleur et le plus classique qu'il y ait jamais eu d'une crise monétaire. Tout est devenu sans valeur, hormis l'argent et l'or. De vieilles firmes font faillite parce qu'elles ne sont plus en mesure de payer au comptant la moindre traite venue à échéance, bien qu'elles avaient dans leurs comptoirs des traites d'une valeur bien supérieure qui étaient, devenues momentanément sans valeur, non parce qu'elle « n'étaient pas honorées, mais parce qu'elles ne pouvaient être escomptées. C'est ainsi que nous apprenons la banqueroute de la vieille et riche firme Ch.M. Schroeder à laquelle L.H. Schroeder, de Londres, le frère du propriétaire hambourgeois, lui avait offert deux millions, cependant il lui télégraphia en retour : « Trois millions, ou rien du tout. » Les trois millions n'arrivèrent pas, et Ch.M. Schroeder fit banqueroute. Un autre exemple est celui de Ulberg & Cie, une firme, dont la presse européenne a beaucoup parlé ; elle avait des obligations pour 12 millions de marks, y compris des traites valant 7 millions et possédait, comme on s'en aperçut ensuite, un capital de seulement 300 000 marks comme base de transactions aussi énormes.

En Suède et notamment au Danemark, la crise a relativement augmenté de violence. La reprise du mal, après qu'il semblait déjà passé, s'explique par les échéances auxquelles les traites à Hambourg, Stockholm et Copenhague sont soumises. En décembre par exemple, dès

---

<sup>35</sup> Ce phénomène d'augmentation des prix – inflation – qui est « normal » en période de grande prospérité, peut donc se poursuivre sans se transformer en déflation au moment de la crise aiguë qui prélude à un assainissement de l'économie, *si la crise se prolonge*, devient chronique ou si l'économie dégénère. Ce qui est nouveau pour Marx, ce n'est pas le phénomène de la « stagflation », mais le fait que le système capitaliste ne présente pas seulement des points de dégénérescence particuliers, mais universels.

Si tous les économistes français qui ont déclaré que la « stagflation » est un phénomène nouveau, étaient renvoyés pour incompetence, le chiffre des chômeurs grossirait considérablement. A cette occasion, on pourrait aussi donner ce bon conseil à ceux qui prétendent parler au nom de Marx (pour ruiner son autorité) : il ne faut pas dire que Marx ignorait tel ou tel phénomène, ou qu'il faut le « compléter » et le « réviser », avant d'avoir lu ce qu'il a écrit.

traites venues à échéance de 9 millions et tirées sur des firmes de café de Rio de Janeiro sur Hambourg furent protestées, et cela causa une nouvelle panique. En janvier, les traites pour les cargaisons de sucre de Bahia et de Pernambuco subirent vraisemblablement, le même sort, et causeront un semblable rebondissement de la crise.

Engels à Marx, 31-XII-1857.

Pour autant que je puisse en juger, tu as raison jusque dans les détails à propos de la France. La crise s'y déroule normalement jusqu'à présent. Ici c'est sur le marché intérieur que l'affaire s'étend à présent : les deux maisons de Londres impliquées dans les affaires de Manchester, appartiennent à cette catégorie. Mais ce n'est qu'un début ; cette catégorie d'entreprise n'y sera vraiment entraînée que si la pression persiste encore 8 à 10 mois. Il me semble que cette crise ressemble le plus à celle de 1837-42, mis à part qu'elle a un caractère plus universel et plus étendu. Pour l'heure, les gens se bercent ici de l'illusion que la crise est passée, parce que la première phase - la crise monétaire avec ses conséquences immédiates - est terminée. Au fond, chaque bourgeois continue de croire encore dans son for intérieur que sa branche d'activité particulière, et notamment sa propre affaire, est restée parfaitement saine. Or, comme ils prennent des escrocs tels que Montheith, Macdonald, etc., comme point de comparaison, ils ont naturellement l'impression d'être eux-mêmes des anges de vertu. Or, tout cela ne compensera pas le fait que Mr Troost a perdu les 2/3 ou 3/4 de sa fortune avec ses 35 000 sacs de café, que M. le Sénateur Merck a englouti tout son capital dans les cargaisons et autres opérations qui se montent à 22 millions de marks. L'Écossais John Pondou, champignon ayant démesurément grandi ici en 5 ans, a, lui et 5 autres négociants, 7 000 baffes de soie sur l'eau - ce qui correspond à une perte de 300 000 L.st. Ce n'est qu'en mars ou avril que tout cela se liquidera, et les pénibles efforts que l'on fera pour faire redémarrer le marché : des produits seront régulièrement contrecarrés par l'arrivée des navires dans ces conditions. Il semble qu'il y ait maintenant le gel et le vent d'Est, de sorte que les navires n'arrivent pas. Si cela dure encore 8 ou 15 jours, tous les produits ne manqueront pas d'augmenter, pour redégringoler de plus belle au premier souffle de vent d'Ouest qui amènera toute une flotte. Voilà ce que l'on appelle, l'offre et la demande en temps de crise. Les stocks de coton commencent aussi à s'accumuler à Liverpool - 400 000 balles à l'inventaire aujourd'hui, un stock plutôt supérieur à la moyenne. Ils vont encore gonfler, et le coton baissera certainement encore au printemps. Pour l'heure, il est remonté de 1/2 d. du fait que Jersey & Cie de Manchester qui fournit presque tout le marché russe, a été avisé, la semaine dernière de toutes ses commandes passées en Amérique était arrivée à temps, si bien qu'il a pu acheter environ 6 000 balles à Liverpool. C'est ce qui a ranimé le marché, et les filateurs qui disposaient de fonds, sont allés en acheter un peu pour assurer leur couverture à ces bas prix. C'est ce qui a fait prendre peur quelques firmes qui ont ainsi trouvé le courage de ne pas manquer le moment où les cours étaient au plus bas pour acheter leurs filés et tissus. Cela ne peut durer longtemps. Je crois que nous aurons ici, d'abord, de légers hauts et bas avec une tendance globale à la baisse, ou peut-être légèrement à la hausse, on ne saurait le dire exactement, jusqu'à ce que la foudre tombe de nouveau quelque part. En tout cas, c'est une méchante année qui s'ouvre pour les filateurs et les fabricants, ne serait-ce qu'en raison de la faiblesse de la demande et du surcroît d'offres. Une crise stagnante, tel est le plus grand péril pour les bourgeois d'ici. Les crises financières n'ont pas un grave effet à Manchester du fait que les crédits sont en général à très court terme (2 à 6 semaines).

Engels à Marx, 6-1-1858.

Au demeurant, la crise marque en ce moment un temps d'arrêt, et prend un tournant nouveau - du moins pour ce qui est de Manchester et de l'industrie cotonnière. Un grand nombre de filateurs se sont rendus lundi à Liverpool et ont acheté 12 000 balles pour se réapprovisionner un peu, étant donné que beaucoup étaient complètement démunis de matières premières. Cela a fait monter les prix. Au même moment, des Grecs sont arrivés sur le marché et ont pas mal acheté ce qui a entraîné ici une hausse correspondante : Comme à Liverpool, nous sommes donc remontés ici aussi de 3/4 d. au-dessus du cours le plus bas (par livre). D'ores et déjà, les acheteurs ont repris peur, mais si le vent d'Est se maintient, le coton et les filés baisseront encore plus jusqu'à l'arrivée des pleines cargaisons vers février et mars. Quelle idée de faire hausser, le coton lorsque les fabriques travaillent à temps partiel ! Le seul résultat en est de restreindre pour de bon cette fois, la demande, dont la diminution n'agit pas sur les prix uniquement parce que la production monte et baisse avec la demande. Le coton de qualité moyenne oscille de nouveau de 6 1/4 à 6 3/8 et aujourd'hui peut-être même à 6 1/2 d., mais je n'ai pas encore vu le cours de clôture.

Dans les produits fabriqués, il semble que, par suite de la difficulté de placer de l'argent, les gaillards aient réalisé le tour de force de provoquer une petite hausse qui durera jusqu'à ce que le vent d'Ouest se lève.

La masse énorme de capital additionnel qui se trouve sur le marché est absolument stupéfiante, et cela montre une fois de plus quelles dimensions colossales tout cela a pris depuis 1847. Je ne serais pas du tout étonné que cette pléthore de capital flottant suscite une nouvelle spéculation sur les actions, avant même que les autres phases de la crise se soient déroulées. Il ne fait pas de doute que cette surabondance de capital disponible a contribué pour sa part à soutenir les spéculations françaises, en faisant que le Crédit Mobilier se targue d'être parmi les institutions les plus solides du monde, maintenant que la panique a été surmontée.

Engels à Marx, 7-X-1858.

Les affaires marchent formidablement ici, depuis 6 semaines : pour les qualités grossières et moyennes, les filateurs gagnent 1 à 1 1/4 d. de plus par livre qu'ils n'ont gagné il y a 3 ans, et l'on vient d'assister au fait extraordinaire que le cours des fils a augmenté de 1 d. avant que les gens de Liverpool aient pu obtenir 1/4 de d. de plus pour le coton. Un léger coup d'arrêt à la hausse est perceptible depuis 10-12 jours, mais les filateurs ont des commandes pour un bon moment, et la demande est encore assez forte pour maintenir entièrement les prix. Si cela continue encore quelque temps de la sorte, il y aura des mouvements pour une hausse des salaires. En France, les ouvriers des filatures de coton gagnent également un peu plus que ces dernières années depuis quelque temps (le fait est certain, je le tiens d'un représentant en coton qui était lui-même sur le continent). Je ne sais pas quelle est la situation dans les autres branches d'affaires, mais les cours de la Bourse indiquent une amélioration sensible. Tout cela pousse sacrément à l'optimisme, et le diable seul peut savoir combien de temps cela peut encore durer, si l'on ne se met pas à surproduire avec ardeur en direction de l'Inde et de la Chine. En Inde, le commerce doit être bigrement florissant à l'heure qu'il est, l'avant-dernière malle de Bombay a amené - pour 15 jours - une cargaison de 320 000 pièces de cotonnade vendues, et la dernière encore 100 000. Les gaillards ont déjà vendu d'avance ce qu'ils viennent tout juste d'acheter à Manchester et qui n'est pas encore embarqué. D'après les discours des bourgeois d'ici et l'état du marché, l'Inde et la Chine me semblent devoir fournir

le prochain prétexte à la surproduction. Si l'hiver est bon, on peut être assuré qu'au printemps le crédit sera consenti de manière désordonnée, et rémission de traites de cavalerie reprendra bon train...

Le fait est que le mouvement prolétarien anglais est appelé à disparaître complètement, sous sa forme chartiste traditionnelle, pour pouvoir renaître sous une forme nouvelle et viable. Quoiqu'il en soit, on ne peut encore prévoir quelle en sera cette forme nouvelle. Il me semble du reste que la dernière manœuvre de l'ancien chef chartiste en pleine décomposition qu'est Jones se relie avec ses tentatives antérieures plus ou moins fructueuses pour réaliser une alliance avec la bourgeoisie. Or tout cela est déterminé par le fait que le prolétariat anglais s'embourgeoise effectivement de plus en plus, de sorte que la plus bourgeoise de toutes les nations veut finalement en arriver à posséder une aristocratie (terrienne) bourgeoise et un prolétariat bourgeois à côté de la bourgeoisie. Cela s'explique d'ailleurs dans une certaine mesure pour une nation qui exploite le monde entier. Seules quelques années foncièrement mauvaises peuvent y remédier, mais il semble qu'elles ne soient pas proches depuis les découvertes de l'or. Au reste, je dois convenir que la manière dont la surproduction massive qui a été à l'origine de la crise, a été résorbée ne m'est pas claire du tout. On n'a encore jamais vu un tel raz-de-marée s'écouler aussi rapidement.



## I. Partie descriptive

### 3. LA CRISE SURMONTÉE, MAIS GÉNÉRALISÉE

#### *La crise française*

Marx, *New York Tribune*, 12-1-1858.

La baisse progressive du taux d'escompte, par la Banque de France (10%, le 12 novembre ; 9%, le 26 novembre ; 8%, le 5 décembre, et 6% le 17 décembre), est naturellement présentée par les organes de presse impériaux comme la - preuve irréfutable de ce que la secousse commerciale est en train de s'atténuer et que « la France a surmonté la pénible épreuve sans subir de catastrophe ». Le système financier de Napoléon III aurait créé « cette supériorité momentanée de la situation commerciale de la France par rapport à celle des autres nations » et donné la garantie que la France, aujourd'hui et demain aussi, « sera moins touchée en temps de crise que les pays qui sont en concurrence avec elle ». Or, 6% est un taux d'escompte bancaire que l'on n'a jamais vu en France depuis le début de ce siècle, hormis dans la période critique de 1855 et de 1856 « sous le règne de Napoléon III - si l'on fait abstraction de, février 1800, pendant quelques jours, lors de la fondation de la Banque par l'Oncle. Mais si la Banque de France continuait à baisser son taux d'intérêt, mettons jusqu'à 4%, qu'en serait-il ? Le taux d'escompte a été abaissé à 4% le 27 décembre 1847 au moment même où la crise universelle battait son plein et où la crise française n'avait pas encore atteint son paroxysme. Alors comme aujourd'hui, le gouvernement français se félicitait de son privilège de s'en tirer à chaque fois dans les crises universelles avec quelques égratignures seulement qui restaient tout à fait superficielles. Deux mois plus tard, le raz-de-marée financier balayait le trône et le sage qui l'occupait.

Nous ne contestons certainement pas le fait que la crise a eu sur le commerce français un effet moindre que celui qu'on attendait. La raison en est tout à fait simple : le bilan commercial avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les villes hanséatiques est positif pour la France, et ce, depuis longtemps. Si les crises surgies dans ces pays eussent dû avoir un effet direct sur la France, celle-ci aurait dû leur accorder des crédits considérables ou accumuler pour leur compte des marchandises d'exportation à une échelle spéculative. Or, il n'y a eu rien de tel. C'est pourquoi les, événements américains, anglais et hanséatiques n'ont pas provoqué en France un écoulement de son or, et si la Banque de France a relevé pendant quelques semaines le taux d'intérêt au niveau anglais, ce ne le fut que par crainte que des capitaux français eussent pu chercher à l'étranger des placements avantageux.

Mais on ne saurait nier que la crise générale ait fait sentir ses effets en France même dans sa phase présente, et pour ce qui est de ses relations commerciales avec les Etats-Unis, l'Angleterre et les villes hanséatiques, elle a pris une forme correspondante, à savoir la dépression chronique. Elle a forcé Bonaparte qui déclarait dans sa lettre du 11 novembre que « le mal n'existait que dans l'imagination », à faire sortir un communiqué officiel selon lequel « malgré la prudence du commerce français et la vigilance du gouvernement, la crise commerciale a obligé de nombreuses branches de l'industrie, sinon à arrêter la production, du moins à diminuer le temps de travail ou à baisser les salaires », de sorte que « de nombreux ouvriers sont condamnés à l'oisiveté » (le *Moniteur Universel*, 12-XII-1857).

En conséquence, il a ouvert un crédit d'un million de francs pour soutenir les nécessiteux et pour créer des possibilités de travail, en même temps qu'il a ordonné des mesures militaires de prévention à Lyon et en a appelé dans ses journaux à la bienfaisance privée. Les prélèvements auprès des caisses d'épargne ont commencé à dépasser de loin les dépôts. De nombreuses fabriques ont subi de lourdes pertes à la suite des banqueroutes en Amérique et en Angleterre ; la production baisse à Paris, Lyon, Mulhouse, Roubaix, Rouen, Lille, Nantes, Saint-Etienne et d'autres centres manufacturiers, et ce, dans des proportions effrayantes, tandis que de graves difficultés sont apparues à Marseille, au Havre et à Bordeaux.

La stagnation générale du commerce dans tout le pays est particulièrement mise en relief dans le dernier rapport mensuel de la Banque de France qui fait état d'une baisse de la monnaie en circulation de 7 304 000 frs en décembre par rapport à octobre, et de 48 955 900 frs par rapport à novembre, tandis que la somme totale des traites escomptées a chuté d'environ 100 millions de francs par rapport à octobre et de 77 067 059 francs par rapport à novembre. Etant donné l'état de choses actuel dans la presse française, il n'est pas possible naturellement de déterminer le nombre exact des banqueroutes dans les villes de province, mais les banqueroutes parisiennes indiquent, même si le phénomène n'est pas encore catastrophique, une tendance à l'augmentation, non seulement quantitative, mais encore qualitative pour ce qui est de l'importance des entreprises concernées. Dans les deux semaines du 17 novembre au 1<sup>er</sup> décembre, il y a eu 24 banqueroutes à Paris, dont pas moins de 24 fripiers, laitiers, tailleurs, fabricants de fleurs artificielles, ébénistes, coffretiers, doreurs, marchands de cuir, joailliers, dentelliers, vinaigriers, bonnetiers, fruitiers, etc. Du 1<sup>er</sup> au 8 décembre, il y avait déjà 31 banqueroutes, et du 9 au 15 ce chiffre atteignit 34, parmi lesquelles certaines de plus grande importance, par exemple la banqueroute de la banque Bourdon, Dubuch et Cie, la Société Générale des voitures de remise, une société de métiers à tisser Jacquard, une huilerie, etc. Par ailleurs, Bonaparte cherche à freiner la chute fatale du prix du blé et de la farine en révoquant les décrets d'interdiction. Or ces tentatives ont échoué, car les prix n'ont cessé de baisser du 26 novembre au 21 décembre, et malgré une marge de profit tout à fait restreinte sur le marché londonien, il n'y a guère plus de 3 000 sacs de 110 kg chacun qui ont été expédiés en Angleterre jusqu'au 22 décembre.

Même si la balance commerciale avec les Etats-Unis, l'Angleterre et les villes hanséatiques est positive pour la France elle est négative pour son commerce avec la Russie méridionale, l'Union douanière allemande, la Hollande, la Belgique, les pays du Levant et l'Italie. En ce qui concerne la Suisse, sa balance commerciale est depuis longtemps passive et la France est lourdement endettée vis-à-vis d'elle - étant donné que la plupart des fabriques alsaciennes fonctionnent avec du capital suisse - de sorte que la Suisse peut toujours exercer une forte pression sur le marché financier français en temps de pénurie monétaire. Au cours de cette période, comme dans toutes les périodes précédentes, il n'y aura pas de crise française grave tant que les difficultés économiques n'auront pas atteint un niveau déterminé dans les pays cités ci-dessus. Le fait que la Hollande, par exemple, ne puisse surmonter la tourmente actuelle provient de ce que son commerce, pourtant déjà étendu, se limite néanmoins à des espèces d'articles dont le prix est tombé de manière fatale et continuera de tomber. Dans les centres industriels de l'Union Douanière allemande apparaissent déjà les symptômes avant-coureurs de la crise. Les journaux de Trèves expriment à haute voix la crainte d'un krach dans le commerce avec la Mer Noire et les pays du Levant, et les premiers éclairs qui annoncent l'orage ont suffi à mettre en faillite plusieurs grandes firmes de Marseille. Enfin, en Italie, la panique monétaire a éclaté au moment précis où elle a commencé à s'apaiser dans le Nord de l'Europe. C'est ce qui ressort de l'extrait suivant de *l'Opinione* milanais du 18 décembre :

« Les difficultés actuelles sont extrêmement graves. Les banqueroutes prennent des proportions terribles, et après celles des Palleari, Ballabio et Cie, Cighera, Redaelli, Wechler

et Mazzola, après le contrecoup des villes étrangères, après la suspension des paiements de la part des meilleures maisons de Vérone, Venise, Udine et Bergame, les entreprises les plus puissantes commencent elles aussi à chanceler et à déposer leur bilan. Or ces bilans sont attristants. Il suffit d'observer que, parmi nos grandes firmes de soie, il n'en est pas une qui ait moins de 50 000 livres de soie en dépôt, ce qui permet de calculer facilement qu'au niveau des prix actuels chacune doit perdre d'un demi à deux millions. Certaines n'ont-elles pas en réserve plus de 150 000 livres de soie ? La firme des frères Brambilla a été soutenue par un prêt d'un million et demi de francs ; Battista est en faillite ; d'innombrables patrimoines sont perdus, et d'autres sont réduits de moitié ; d'innombrables familles qui vivaient sous peu encore dans de bonnes conditions, sont rainées, et nombreux sont les ouvriers qui n'ont plus de travail, ni de moyens de vivre. »

Si la crise française a mûri en raison de la pression croissante de ces pays, elle se déroulera dans une nation de boursicotiers et de spéculateurs, sinon d'aventuriers commerciaux purs et simples, ainsi que sous un gouvernement qui en France a joué le même rôle que le commerce privé aux États-Unis, en Angleterre et à, Hambourg. Elle touchera durement le marché des actions, et mettra en péril son pilier principal l'État lui-même.

Le résultat logique de la traditionnelle restriction du commerce et de l'industrie français est de mettre des fonds à la disposition de la bourses <sup>36</sup>. Ainsi la Banque de France est-elle obligée d'accorder des avances sur les valeurs d'Etat et les actions des chemins de fer. Cependant, au lieu de modérer les spéculations en bourse, la stagnation actuelle de l'industrie et du commerce français n'a fait que l'exaspérer. Le dernier rapport mensuel de la Banque de France mentionne que les avances sur les actions de chemins de fer se sont accrues à mesure que diminuaient l'escompte des traites et la circulation monétaire. De même, malgré une forte diminution de leurs recettes, la plupart des chemins de fer français voient augmenter la cotation de leurs actions ; ainsi, les recettes de la ligne d'Orléans ont baissé de 22 1/20 vers la fin novembre par rapport à la même période de l'année précédente, cependant que ses actions étaient cotées à 1 355 francs le 22 décembre contre 1 310 le 23 octobre.

Lorsque commença le marasme économique en France, certaines sociétés de chemins de fer furent aussitôt obligées de suspendre leurs activités, et ce sort les menace toutes. Pour y parer, l'Empereur imposa à la Banque de France une convention avec ces sociétés qui fit pratiquement de la Banque un véritable associé des chemins de fer. Elle doit, en effet, avancer des fonds sur les nouvelles reconnaissances de dettes que ces sociétés peuvent émettre en vertu de la convention du 30 novembre 1856 pour l'année 1858, ainsi que sur les reconnaissances de dettes qui ont déjà été émises en 1857, l'émission accordée pour 1858 se montant à 42 millions de francs. Le Crédit mobilier semblait condamné à succomber à la première secousse, et le 3 décembre à perdre une partie de son gigantesque stock de valeurs. Il circule maintenant le projet de le faire fusionner avec le Crédit Foncier et le Comptoir d'Escompte, afin qu'il puisse participer au privilège accordé à ces deux institutions, dont la Banque de France escompte les traites et prend les valeurs en charge. Ce plan sert manifestement à surmonter la tempête, en rendant responsable la Banque de France de toutes ces entreprises - une manœuvre qui menace la Banque elle-même de naufrage. Mais ce à quoi Napoléon II ne pense même pas, c'est de faire financer par la Banque de France les appels de fonds des actionnaires qui n'ont pas encore payé entièrement leurs actions. Abstraction faite

---

<sup>36</sup> Ces « espiègleries » ne doivent pas cacher l'utilisation d'un autre remède à la crise et à la révolution qui peut s'ensuivre : la *préparation de la guerre*. Sans déborder du thème de la « crise économique », signalons ici que la révolution qui menaçait sérieusement en 1858, comme Marx-Engels l'avaient prévu, fut déviée par la canalisation des « forces révolutionnaires » vers des « tâches nationales » bourgeoises. Comme la guerre de Crimée avait bien arrangé les affaires de la bourgeoisie européenne en proie à des difficultés économiques en 1853, la guerre d'Italie de 1859 sortit Napoléon III d'un bien mauvais pas.

de, petites entreprises les appels suivants sont arrivés, à échéance, fin décembre : la Société commerciale et industrielle de Madrid (firme Rothschild avec 30 dollars par action ; la Compagnie franco-américaine de Navigation avec 10 dollars par action ; les Chemins de fer Victor Ernmanuel avec 30 dollars par action ; les. Forges Herserange, la compagnie et Cie avec 20 dollars par action, des chemins de fer de la Méditerranée avec » dollars par action ; les Chemins de fer autrichiens avec 15 dollars ; la Compagnie de Saragosse avec 10 dollars ; les Chemins de Fer Franco-Suisse avec 10 dollars ; la Société générale, de Tanneries avec 10 dollars ; la Compagnie de la Carbonisation des Houilles avec 10 dollars, etc.

Le début de l'année coïncide avec l'échéance pour le paiement de 20 dollars par action pour le Chemin de fer de Chimay à Mariembourg, de 12 1/2 dollars pour les Sociétés de Navigation belges et sud-américaines. En vertu de la convention du 30 novembre 1856, les appels des chemins de fer français s'élèveront à eux seuls à quelque 50 millions de dollars pour 1858. Il y a certes le grand risque que la France échoue en 1858 devant ces lourdes obligations comme l'Angleterre a échoué en 1846-47. En outre, des capitalistes allemands, suisses et hollandais possèdent d'importantes quantités de valeurs françaises, dont ils lanceront une grande partie, sur le marché boursier français, en cas de prolongation de la crise, afin de se procurer de l'argent pour parer à toute éventualité.

*Crise chronique en France : inflation et stagnation*Marx, *New York Tribune*, 12-111-1858.

Point n'est besoin de démontrer que le pouvoir précaire de Louis Napoléon qui s'intitule encore Empereur des Français, devra se mettre à vaciller dès lors que la crise économique, en voie de reflux dans les autres parties du monde, aura atteint son point culminant en France. Les symptômes de cette exaspération se manifestent principalement dans la situation de la Banque de France et des marchés français pour les produits agricoles. Les rapports de la Banque signalent - dans la seconde semaine de Février par rapport à la dernière semaine de Janvier - les caractéristiques suivantes :

Diminution de la circulation monétaire	8 766 400 P
Diminution des dépôts	29 018 024 -
Diminution des traites escomptées par la Banque	47 746 640 -
Diminution des traites escomptées par les filiales	23 2642 71 -
Diminution totale des traites escomptées	71 010 911 -
Augmentation des traites échues	2 761 435 -
Augmentation des réserves de métal précieux	31 500 308 -
Augmentation de l'agio sur les achats d'or et d'argent	3 284 691 -

Pour l'ensemble du monde des affaires, les réserves métalliques des banques augmentaient tandis que l'activité économique diminuait. À mesure que la vie industrielle faiblit, la situation des Banques en général se consolide, de sorte que l'augmentation des réserves de métal précieux dans les caves de la Banque de France n'est qu'un exemple de plus pour un phénomène économique, constaté à New York, aussi bien qu'à Londres et à Hambourg. Il y a cependant une caractéristique spécifique pour le mouvement des métaux précieux en France, à savoir que l'accroissement est de 3 284 691 frs pour l'agio sur l'or et l'argent achetés, alors que la somme dépensée dans ce but par la Banque de France en Février se montait à 4 438 549 frs. La gravité de cette évolution se lit dans la comparaison des chiffres suivants :

*Agio payé par la Banque de France**l'achat de l'or et de l'argent*

Février 1858	4 438 549 F
Janvier 1858	1 153 848 -
Décembre 1857	1 117 029 -
Novembre 1857	1 327 443 -
Octobre 1857	949 656 -
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 1856	3 100 000 -

Du 1 <sup>er</sup> juillet au 11 décembre 1856	3 250 000 -
Du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1855	4 000 000 -

On voit que l'agio que la Banque a payé en Février en vue d'obtenir un afflux artificiel de réserve métallique, atteint une somme qui est presque égale à celle que la Banque avait dépensée dans le même but au cours des quatre mois d'Octobre 1857 à Janvier 1858, qui déjà dépassait l'agio de tout un semestre. En face de cela, l'ensemble de l'agio payé par la Banque, d'Octobre 1857 à Février 1858, atteint la somme de 9 045 535 frs et dépasse de près de la moitié l'agio payé pour l'année entière de 1856. Malgré cet excédent apparent, les réserves métalliques de la Banque sont en conséquence moindres qu'au cours des trois dernières années. La Banque est loin d'être surchargée de réserves métalliques ; l'approvisionnement n'est à son niveau indispensable qu'au moyen d'artifices. Ce seul fait démontre que la crise économique n'est pas encore entrée en France dans la phase que les Etats-Unis, l'Angleterre et le Nord de l'Europe ont déjà surmontée. Il règne en France une dépression économique générale que l'on constate dans la diminution parallèle de la circulation monétaire et de l'escompte des traites. Le krach est toujours tout proche. C'est ce que démontre la baisse des dépôts tandis qu'augmentent simultanément l'agio sur les métaux précieux achetés et les traites échues.

La Banque a dû aussi rendre public la vente d'une grande partie de ses propres actions nouvelles pour lesquelles les arrrages n'avaient pas été payés à terme. La Banque de France a été contrainte par le gouvernement de devenir l'associé principal des chemins de fer français, d'accorder aux sociétés ferroviaires des avances considérables dans, des délais échelonnés préalablement. Or ces avances se montèrent à 50 millions pour les seuls mois de janvier et de février. Certes, elle a obtenu des reconnaissances de dettes des sociétés pour ces avances qu'elle pourra vendre lorsqu'elle leur trouvera acquéreur. Mais le moment actuel est particulièrement défavorable à de telles transactions, et les rapports hebdomadaires des chemins de fer témoignent de la baisse constante de leurs recettes et sont donc loin de garantir de grandes perspectives à ce système. En janvier, par exemple, par rapport aux recettes correspondantes de 1857, celles du chemin de fer d'Orléans reculaient de 21%, celles du réseau de l'Est de 18%, celles de la ligne Paris-Lyon de 11% et celles du réseau de l'Ouest de 14%.

C'est un fait notoire que l'acheteur résiste vivement à l'élévation des prix tandis que le vendeur s'oppose plus violemment encore à leur, baisse, et que l'on assiste à des périodes plus ou moins longues, où les ventes se font difficiles et les prix, deviennent simplement nominaux - jusqu'à ce que la tendance du marché décide, avec une force irrésistible, de l'évolution dans un sens ou dans un autre. Cette lutte temporaire entre ceux qui détiennent les marchandises et ceux qui les achètent n'a rien d'extraordinaire. Ce qui l'est, c'est plutôt que cet éternel conflit entre commerçants et consommateurs traîne sous cette forme de début novembre à ce jour en France. Apparemment, c'est un fait sans précédent, dans l'histoire, des prix. En effet, *tandis que l'industrie française stagne* et qu'un grand nombre d'ouvriers sont privés de leur travail et, de leurs moyens de subsistance matériels, *les prix - restent toujours encore en France au niveau élevé de la période de spéculation qui précède la crise générale*, alors qu'ailleurs ces prix ont chuté en moyenne de 30 à 40% <sup>37</sup>. Si l'on nous demande à quoi ce miracle

<sup>37</sup> Ce phénomène d'augmentation des prix – inflation - qui est « normal » en période de grande prospérité, peut donc se poursuivre sans se transformer en déflation au moment de la crise aiguë qui prélude à un assainissement de l'économie, *si la crise se prolonge*, devient chronique ou si l'économie dégénère. Ce qui est nou-

économique est dû, nous répondrons simplement que la Banque de France a été contrainte par deux fois sous la pression du gouvernement à prolonger les traites et les effets échus. Cela a été obtenu, en utilisant des expédients qui ont permis de prélever sur les ressources accumulées par le peuple français dans les caves de la Banque de France, afin de maintenir à un niveau élevé les prix contre ce même peuple.

Le gouvernement semble se figurer que, par le procès extrêmement simple de distribution des billets de banque là où chaque fois ils sont nécessaires, il pourra parer définitivement à la catastrophe. Cependant le résultat pratique de ce procédé, est d'une part, d'aggraver la misère des consommateurs (et les moyens moindres de la grande masse ne peuvent être compensés même par des prix moindres à la fin) et, d'autre part, d'accumuler dans les entrepôts des douanes des masses énormes de marchandises qui se dévalorisent à mesure qu'elles s'amoncellent et qui doivent tout de même à la fin être jetées sur le marché, conformément à leur destination. Nous avons extrait d'un journal officiel français le tableau suivant sur la fluctuation des masses de marchandises entreposées dans l'« entrepôts douaniers fin Décembre des années 1851, 1856 et 1855. Ces chiffres ne laissent aucun doute sur l'autorégulation catastrophique des prix qui se produit en France :

	1851 <i>quintaux métriques</i>	1856 <i>quintaux métriques</i>	1855 <i>quintaux métriques</i>
Cacao	19 419	17 799	10 188
Café	210 741	100 758	57 644
Coton	156 006	76 322	28 766
Cuivre	15 377	1 253	3 197
Étain	4 053	1 853	1 811
Fonte	132 924	102 202	76 337
Oléagineux	253 596	198 982	74 537
Talc	25 299	15 292	11 276
Indigo	5 253	2 411	3 783
Laine	72 150	31 560	38 146
Poivre	23 448	18 442	10 682
Sucre (des colonies)	170 334	56 735	55 387
Sucre (de l'étranger)	89 607	89 807	71 913

Dans le commerce des céréales, la lutte s'est achevée avec des conséquences terribles pour les

---

veau pour Marx, ce n'est pas le phénomène de la « stagflation », mais le fait que le système capitaliste ne présente pas seulement des points de dégénérescence particuliers, mais universels.

Si tous les économistes français qui ont déclaré que la « stagflation » est un phénomène nouveau, étaient renvoyés pour incompetence, le chiffre des chômeurs grossirait considérablement. À cette occasion, on pourrait aussi donner ce bon conseil à ceux qui prétendent parler au nom de Marx (pour ruiner son autorité) : il ne faut pas dire que Marx ignorait tel ou tel phénomène, ou qu'il faut le « compléter » et le « réviser », avant d'avoir lu ce qu'il a écrit.

détenteurs de marchandises. Cependant, leurs pertes sont d'importance bien moindres que celles, bien plus larges, de la population rurale de France dans l'actuel moment critique. Lors d'une récente assemblée d'agriculteurs français, on a constaté que le prix moyen du blé était de 31,94 frs par hectolitre fin Janvier 1854 dans toute la France, contre 27,24 frs à la même période en 1855, de 32,46 frs en Janvier 1856, de 27,9 en Janvier 1857 et de 17,38 frs en Janvier 1858. Voici la conclusion unanime de cette assemblée : « Ce niveau des prix doit se révéler, destructeur pour l'agriculture française, et l'actuel prix moyen de 17,38 frs ne laisse au producteur dans certaines parties de France qu'une marge de profit extraordinairement étroite, tandis qu'il provoque des pertes sérieuses dans d'autres parties de France. »

On pourrait penser que, dans un pays comme la France où la plus grande partie du sol appartient aux paysans eux-mêmes et où une toute petite partie seulement de la production totale prend le chemin du marché, l'excédent de blé devrait être considéré comme une bénédiction et non comme une malédiction. Il en va cependant comme Louis XVIII le déclarait dans son discours du trône le 26 novembre 1821 : « Nulle loi ne peut empêcher la misère qui résulte d'une récolte trop riche. » C'est un fait que la grande majorité de la paysannerie française n'est propriétaire que de nom, les créanciers hypothécaires et le gouvernement en étant les véritables maîtres. Ce n'est, pas la quantité, mais le prix, de ses produits qui décidera si le paysan français est en mesure de remplir les lourdes obligations pesant sur son petit lopin de terre.

La misère dans l'agriculture, combinée à la dépression économique, la stagnation de l'industrie et la catastrophe encore à venir du commerce doivent mettre le peuple français dans l'état d'esprit où il est prêt à se lancer dans de nouveaux coups d'audace politiques. Avec la fin du bien-être matériel et de son appendice habituel, l'indifférence politique, disparaît aussi tout prétexte pour laisser survivre le second Empire.

### *Moyens dilatoires de la crise*

Marx, *New York Tribune*, 30-IV-1858.

... Les ridicules conférences de Louis Bonaparte avec les spéculateurs en bourse les plus considérables sur les expédients à utiliser pour le commerce de l'industrie n'ont évidemment apporté aucun résultat. La Banque de France se trouve elle-même dans une mauvaise passe, étant donné qu'elle n'est pas en mesure de vendre les reconnaissances de dette des compagnies de chemins de fer qu'elle doit approvisionner en argent pour pouvoir exécuter leurs travaux. Nul ne veut acheter ces assignations à un moment où tous les biens des chemins de fer se dévalorisent rapidement et où les rapports hebdomadaires indiquent une baisse constante de leurs recettes.

Le correspondant parisien de l'*Economist* de Londres note : « La situation du commerce français reste comme elle était, c'est-à-dire *montre une tendance à l'amélioration, mais ne s'améliore pas.* »

Dans l'intervalle, Bonaparte continue de suivre ses vieilles méthodes : fourrer du capital dans des travaux improductifs. Comme monsieur Haussmann, le préfet du département de la Seine, l'a affirmé crûment, ceux-ci sont néanmoins importants du « point de vue stratégique », étant conçus pour prévenir « les événements imprévus qui peuvent mettre la société en péril ». En conséquence, Paris est voué à édifier de nouveaux boulevards et rues, dont le coût est estimé à 180 millions de F pour se protéger contre ses soulèvements. L'inauguration du boulevard Sébastopol prolongé était tout à fait en harmonie avec ce « point de vue stratégique ». Considérée d'abord comme cérémonie purement civile et municipale, elle fut soudain transformée en démonstration militaire sous le prétexte de la découverte d'un nouveau



complot pour assassiner Bonaparte. Pour écarter ce quiproquo, le *Moniteur* déclare : « Il est tout à fait juste de signaler l'inauguration d'une telle artère de la capitale par une parade militaire : nos soldats doivent être les premiers, derrière l'Empereur, à fouler le sol qui porte le nom d'une victoire si glorieuse <sup>38</sup>. »

---

<sup>38</sup> Ces « espiègleries » ne doivent pas cacher l'utilisation d'un autre remède à la crise et à la révolution qui peut s'ensuivre : la *préparation de la guerre*. Sans déborder du thème de la « crise économique », signalons ici que la révolution qui menaçait sérieusement en 1858, comme Marx-Engels l'avaient prévu, fut déviée par la canalisation des « forces révolutionnaires » vers des « tâches nationales » bourgeoises. Comme la guerre de Crimée avait bien arrangé les affaires de la bourgeoisie européenne en proie à des difficultés économiques en 1853, la guerre d'Italie de 1859 sortit Napoléon III d'un bien mauvais pas.

*Crises économiques et circulation monétaire en Angleterre*

Marx, *New York Tribune*, 28-VIII-1858.

Il n'y a certainement pas de point en économie politique où il règne une incompréhension aussi largement répandue que sur l'effet de la circulation monétaire, à savoir qu'au travers de l'expansion ou de la contraction du moyen de circulation, on pourrait influencer sur tout le niveau des prix, cette influence étant exercée par les banques d'émission dans l'opinion courante. Penser que les banques ont étendu au-delà de toute mesure la circulation monétaire et, partant, ont engendré une poussée inflationniste des prix qui, à la fin, a eu un contrecoup violent dans le krach, n'est qu'un procédé facile pour expliquer une crise dont on n'a pas vraiment envie de connaître les causes profondes. Soit dit en passant, il ne s'agit pas de savoir si les banques peuvent contribuer à développer un système fictif de crédit, mais s'il est en leur pouvoir de déterminer le montant des moyens de circulation qui passe dans les mains de la population.

Ce qui ne sera sans doute pas contesté, c'est la thèse selon laquelle chaque banque d'émission a intérêt à maintenir en circulation le montant le plus élevé possible de ses propres billets. Si l'on peut admettre qu'il est une banque qui puisse associer la puissance à sa volonté, c'est certainement la Banque d'Angleterre. Si l'on considère, par exemple, la période de 1844 à 1857, nous trouverons qu'en dehors des périodes de panique, la Banque n'a jamais été capable d'étendre sa circulation monétaire jusqu'à la limite légalement fixée, bien qu'elle disposait du privilège de jeter ses billets sur le marché en lançant des emprunts publics ou en abaissant à plusieurs reprises le taux de l'intérêt. Mais il y a encore ici un autre phénomène, bien plus significatif. Au cours de la période de 1844 à 1857, le commerce général du Royaume-Uni a pratiquement triplé. Comme on le sait, les exportations britanniques ont doublé au cours de la dernière décennie. Mais parallèlement à cet accroissement gigantesque du commerce, la circulation monétaire de la Banque d'Angleterre a effectivement, diminué, et continue de diminuer encore. Que l'on considère les données suivantes :

	<i>Exportations</i>	<i>Billets en circulation</i>
1845	60 110 000 l. st.	20 722 000 l. st.
1854	97 184 000 –	20 709 000 –
1856	115 826 000 –	19 648 000 –
1857	122 155 000 –	19 467 000 –

Ainsi, à un accroissement des exportations de 62 045 000 L.st., correspond une baisse de la circulation de 1 225 000 L.st., bien qu'au cours de cette même période en raison de la législation bancaire de 1844 le nombre des filiales de la Banque d'Angleterre ait augmenté et que les banques d'émission concurrentes de province aient diminué, tandis que leurs propres billets ont été convertis en moyens de paiement légaux pour les banques de province. On pourrait peut-être admettre que les monnaies en or ont jailli de riches sources nouvelles et ont contribué à évincer une partie des billets de la Banque d'Angleterre, en remplissant les canaux de la circulation où les billets passaient auparavant. En fait, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Monsieur Weguelin, constatait en 1857, devant la commission de la Chambre basse, que les personnalités les plus compétentes ont estimé l'accroissement de la circulation

d'or de 30% au cours des six dernières années. On estime à 50 millions de L.st. l'ensemble de la circulation d'or. Cet accroissement des monnaies d'or avait cependant si peu de rapport avec la diminution de la circulation des billets de banque qu'au contraire le nombre des petites coupures de 5 et 10 L.st. – les seules qui, dans le petit commerce et dans la circulation – de marchandises entre détaillants et consommateurs, puissent être remplacées par des pièces de monnaie – ont pratiquement augmenté en même temps que la circulation métallique. Le tableau suivant reproduit les proportions de cet accroissement :

	<i>Coupures de 5 et 10 l. st.</i>	<i>Pourcentage de toute la circulation de billets</i>
1845	9 698 000 l. st.	46,9
1854	10 565 000 –	51,0
1855	10 628 000 –	53,6
1856	10 680 000 –	54,4
1857	10 659 000 –	54,7

La diminution s'est donc limitée aux grands billets de banque, ceux de 200 à 1000 L.st. qui exercent les fonctions de la circulation intérieure, que ne peuvent exercer les pièces de monnaie proprement dites. L'économie réalisée sur ces billets était si forte qu'en dépit de l'extension du commerce, de l'augmentation générale des prix et de l'accroissement de la circulation des petites coupures, l'ensemble de la circulation des billets a continué de diminuer. La quantité des billets de banque de 200 à 1000 L.st. était de 5 856 000 L.st., soit ce qu'elle comportait en 1852, et avait diminué de 3 241 000 L.st. en 1857. Alors que, par rapport à la circulation totale, elle représentait encore 26% en 1844, elle ne s'élevait plus qu'à 20,5% en 1854, à 17,5% en 1855, à 16,9% en 1856, et à 16,7% en 1857.

Ce phénomène nouveau dans la circulation de papier en Grande-Bretagne est né de la concurrence croissante des banques d'actions londoniennes avec les banques privées, ainsi que de l'accumulation de sommes gigantesques dans leurs mains en raison de leur pratique qui consiste à accorder des intérêts aux dépôts. Le 8 juin 1854, les banquiers privés de Londres se sont vus contraints après une longue, mais vaine résistance – d'admettre les banques par actions au système du *clearing* <sup>39</sup>, et peu après on régla le *clearing* final dans le cadre de la Banque d'Angleterre. Comme on renonçait désormais à régler les soldes quotidiennement en les reportant sur les comptes existants des différentes banques auprès de cette institution, les grosses coupures qui avaient été utilisées autrefois par les banquiers pour compenser leurs comptes réciproques et avaient un vaste champ d'application, furent en conséquence pratiquement écartés de la circulation. Dans l'intervalle, les nouvelles banques par actions de Londres avaient augmenté leurs dépôts de 9 850 774 L.st. en 1847 à 43 100 724 L.st. en 1857, comme l'indiquent les bilans d'affaires publiés par elles. Quel que soit donc l'effet exercé par ces banques sur la tendance générale des affaires et sur les prix, il doit s'opérer au moyen de l'utilisation des dépôts, c'est-à-dire d'opérations de crédit, et non pas au moyen d'émission supplémentaires de billets qui, de surcroît, n'ont même pas atteint la limite ancienne de la

<sup>39</sup> *Clearing* est une expression bancaire pour la comptabilisation centrale des obligations réciproques entre les diverses banques au cours de laquelle on calcule le solde au-delà de ce qui se compense afin de le mettre en paiement. Avant l'introduction de ce système, les obligations se réglaient en solide de jour en jour d'une banque à l'autre.

circulation <sup>40</sup>...

L'analyse des émissions des banques new-yorkaises – mettons, des six dernières années – nous amène aux mêmes résultats que celles des banques anglaises – le montant des billets en circulation hors du contrôle des banques elles-mêmes a effectivement diminué, précisément à une époque où le commerce s'est élargi et où les prix en général ont subi un procès d'inflation qui provoqua le krach.

La conception vulgaire selon laquelle la dernière crise et les crises en général proviennent de l'émission exagérée de billets de banque doit donc être repoussée comme étant entièrement erronée.

---

<sup>40</sup> En d'autres termes, il ne s'agit pas de manipulations relevant purement et simplement de la technique monétaire ou financière. Marx explique tous ces trucs par un fait tout à fait simple : l'extension de la production à une échelle toujours plus insensée va de pair avec la création d'assignations futures sur le produit du travail humain ; le capital qui anticipe et spéculé sur une production future, dont il s'appropriera lorsqu'elle sera prête. C'est un moyen de développer aussi bien que de droguer la production. Tout est une question de quantité, car à un certain point le crédit se mue en inflation.

Marx, *New York Tribune*, 21-VI-1858.

... Il apparaît que les exportations britanniques au mois d'avril 1858 ont non seulement dépassé le niveau de 1856, mais se rapprochent nettement de celui de 1857, quelques mois avant qu'éclate la crise économique aux États-Unis. On pourrait en conclure que les dernières séquelles de la crise sont en voie de disparition rapide et que le commerce britannique entre pour le moins dans une nouvelle phase d'expansion. Une telle conclusion serait cependant totalement erronée. D'abord, il faut considérer que les statistiques officielles, puisqu'elles portent sur la valeur déclarée, n'indiquent pas les recettes réelles, mais les recettes qu'escomptent les exportateurs. Ensuite, un examen plus précis des statistiques de l'exportation révèle que l'apparente réanimation du commerce britannique est due principalement à l'exportation outrancière vers les Indes Orientales - ce qui doit provoquer une forte contraction ultérieure de ce marché...

En plus des Indes, les pays d'Europe et d'Outre-mer qui n'ont pas encore été gagnés par la crise économique, sont d'ores et déjà submergés par des marchandises britanniques - et ce, à la suite non d'une demande accrue, mais d'un procédé commercial nouveau. Les heureux bénéficiaires en étaient la Belgique, l'Espagne et ses colonies, certains États italiens - principalement le Royaume des Deux-Siciles -, l'Égypte, le Mexique, l'Amérique Centrale, le Pérou, la Chine et quelques petits marchés. Au moment même où les nouvelles les plus désastreuses arrivaient du Brésil où toutes les exportations étaient brutalement arrêtées, certaines branches de l'industrie britannique - devant la nécessité absolue de trouver un débouché à leur production excédentaire - non seulement n'ont pas restreint leurs expéditions de marchandises vers ce marché, mais encore les ont accrues. En avril, ces augmentations ont porté sur le lin, la poterie et la porcelaine destinés au Brésil - tant pour la quantité que pour la valeur déclarée. On ne saurait considérer cela comme de l'exportation solide. La même chose s'applique à l'Australie qui, durant les premiers mois de la crise, a agi, comme un centre d'absorption élastique. L'Australie était, alors comme aujourd'hui encore, submergée de marchandises. Soudain, ce fut le contrecoup : toutes les exportations devaient être restreintes. Cependant, certaines branches de l'industrie britannique ont non seulement refusé de diminuer leur approvisionnement, mais l'ont encore élargi - de manière spéculative naturellement - en dépit des avertissements de tous les journaux locaux australiens. Les statistiques des exportations d'avril ne doivent donc pas être considérées comme un baromètre solide de l'animation de l'industrie britannique, mais comme de simples ballons d'essai lancés pour constater quelle pression les marchés du monde peuvent de nouveau supporter...

Marx, *New York Tribune*, 24-VI-1858.

Tout dépend de la France, car ici la crise dans le commerce et dans l'agriculture, le coup d'État financier et l'instauration du règne de l'armée à la place du règne *au moyen de l'armée* accélèrent l'explosion. Même la presse française reconnaît à la fin qu'il faut abandonner actuellement l'espoir d'un retour de la prospérité. Le *Constitutionnel* écrit : « Nous croyons qu'il serait insensé de tourmenter le public avec l'espoir chimérique d'une réaction immédiate. » La *Patrie* écrit : « La stagnation se poursuit et malgré les éléments encourageants qui existent nous ne devons attendre aucun changement dans l'immédiat. » Dans les colonnes de *l'Union* et de *l'Univers*, nous trouvons l'écho de ces lamentations. « On reconnaît en général que, depuis la révolution de 1848, on n'a pas vécu à Paris de crise économique aussi grave qu'actuellement », écrit le correspondant parisien du *Times* de Londres. Et les actions du *Crédit mobilier* sont tombées à environ 550 F, c'est-à-dire au-dessous de leur prix nominal auquel elles ont été vendues au grand public. Par ailleurs, le vide des caisses impériales pousse Napoléon à exécuter son plan de confiscation. Dans ces

conditions, un journal clérical, paraissant en Anjou, déclare : « La seule chose qu'il faut se demander, c'est si la Propriété sera respectée ou non ? » Il s'agit bien de propriété ! La seule chose qu'il faut se demander actuellement, répond Bonaparte, c'est comment s'assurer de l'appui de l'armée - et il répond à cette question de la manière qui lui est habituelle. Il faut de nouveau acheter l'armée et il a ordonné une hausse générale des soldes. Dans l'intervalle, l'Angleterre est alarmée, et l'Autriche apeurée. On croit partout que la guerre est imminente. Louis-Napoléon n'a pas d'autres moyens pour échapper à une ruine prochaine. Le commencement de la fin est proche.

### *Crise et crédit fictif*

*Marx, New York Tribune, 4-X-1858.*

Nous en arrivons à la question de savoir quelles ont été les véritables causes de la crise ? La Commission parlementaire chargée du rapport sur la crise de 1857-58 affirme qu'elle a constaté « avec satisfaction que la récente crise économique en Angleterre comme en Amérique et en Europe septentrionale est due surtout à l'excès de la spéculation et à l'abus de crédit <sup>41</sup> ». La signification de cette constatation ne sera certainement pas diminuée du fait que le monde, pour la découvrir, n'a pas attendu la Commission parlementaire, et que toute l'utilité que la société aurait pu éventuellement tirer de cette découverte, est à présent complètement hors de propos. Si l'on admet que cette constatation est exacte - et nous sommes loin de la contester -, le problème social se résout-il ou ne fait-on que changer la formulation de la question ?

Pour qu'un système de crédit fictif puisse naître, il faut toujours deux parties - débiteurs et créanciers. Que la première partie ait toujours tendance à faire des affaires avec le capital d'autrui et s'efforce de s'enrichir à ses dépens, cela semble si parfaitement clair que le contraire nous étonnerait. La question est plutôt comment il arrive que, dans toutes les nations industrielles modernes, les hommes, comme saisis par une rage périodique et sous l'influence d'illusions parfaitement transparentes, se séparent de leur fortune, et ce, malgré des avertissements pressants qui se répètent tous les dix ans ? De quelle nature sont donc les rapports sociaux qui suscitent presque régulièrement ces périodes d'automystification, de surspéculation et de crédit fictif ? Dès lors qu'on l'a découverte, on en arriverait à une alternative toute simple : Ou bien la société peut contrôler les conditions sociales de la société, ou bien celles-ci sont immanentes à l'actuel système de société. Dans le premier cas, la société peut éviter les crises, dans le second, elle doit les subir comme le changement naturel des saisons, tant que subsiste le système.

Nous considérons comme une lacune essentielle, non seulement du dernier rapport parlementaire, mais encore du « Rapport sur la crise économique de 1847 » et de tous les autres rapports qui leur ont précédé, le fait que toute crise nouvelle y est étudiée comme un phénomène isolé qui apparaît pour la première fois à l'horizon de la société et, en conséquence, doit être expliqué seulement par ces faits, mouvements et facteurs qui lui sont caractéristiques ou sont considérés tels que pour une période qui se situe uniquement entre l'avant-dernière et la dernière secousse. Si les naturalistes procédaient selon la même méthode scolaire, la réapparition d'une comète surprendrait chaque fois tout le monde. Si l'on cherche à découvrir les lois qui commandent les crises du marché mondial, alors il faut expliquer non

---

<sup>41</sup> Cf. *Report from the Select Committee on the Bank Acts, together with the Proceedings of the Committee, Minutes of Evidence, Appendix and Index*, Londres, 1858. Dans le livre III du *Capital*, Marx a largement utilisé ce document pour ses démonstrations théoriques, notamment au chapitre xxiii sur *les moyens de circulation dans le système du crédit*, où il analyse longuement la crise de 1858, p 181-206 (Edit. Sociales, t. VII).

seulement leur caractère périodique, mais encore les dates exactes de leur retour *périodique*. En outre, les caractéristiques distinctives, propres à chaque nouvelle crise économique, ne doivent pas masquer les aspects qui leur sont communs à toutes. Nous dépasserions les limites et le but du présent article, si nous essayions d'effectuer une telle étude, ne serait-ce que dans ses contours les plus approximatifs. Toutefois il est incontestable que la Commission de la Chambre des Communes, loin de résoudre ce problème, ne l'a même pas formulé correctement.

Les faits sur lesquels s'attarde la Commission pour illustrer le système du crédit fictif manquent évidemment du charme de la nouveauté. Le système lui-même fonctionnait en Angleterre d'après un principe très simple. Le crédit fictif fut créé avec l'aide de traites de complaisance. Celles-ci furent essentiellement escomptées par le truchement des banques par actions qui, à leur tour, les faisaient réescompter par des agents escompteurs. Les escompteurs de Londres qui ne se préoccupaient que de l'endossement de la banque et non de la traite elle-même, se fiaient pour leur part, non pas à leurs propres réserves, mais aux privilèges qui leur avaient été accordés par la Banque d'Angleterre.

La Borough Bank de Liverpool, la Western Bank of Scotland de Glasgow et la Northumberland and Durham District Bank, dont les affaires ont été soumises à un examen très précis par la Commission, semblent avoir remporté la palme de la victoire dans la course à l'impéritie économique. La Western Bank de Glasgow qui avaient 101 filiales en Ecosse et de nombreuses relations en Amérique, permettait que l'on tire une traite sur un tiers simplement pour toucher une commission ; elle augmenta ses dividendes en 1854 de 7 à 8%, en 1856 de 8 à 9% et publia en juin 1857 un dividende de 9% alors qu'elle ne détenait plus la majeure partie de son capital. Ses escomptes qui se montaient en 1853 à 14 987 000 L.st. étaient de 20 691 000 L.st. en 1857. Les réescomptes de la Banque de Londres qui se montaient à 407 000 L. st. en 1852 atteignaient 5 407 000 L.st. en 1856. Alors que tout le capital de la Banque n'était que de 1 500 000 L.st., lors de sa banqueroute de novembre 1857 on s'aperçut que les quatre établissements financiers MacDonald, Montheith, Wallace et Pattiton lui devaient à elles seules la somme de 1 603 000 L.st. L'une des principales opérations de la banque consistait à donner des avances contre des « intérêts ». C'est-à-dire que des fabricants étaient fournis en capital, dont la garantie consistait en une éventuelle vente des marchandises produites grâce à une avance d'argent. La facilité avec laquelle on opérait lors des affaires d'escompte se voit dans le fait que des traites de MacDonald étaient acceptées par 127 parties différentes ; 37 seulement d'entre elles furent contrôlées, et le rapport indique que 21 en étaient insuffisantes, voire franchement mauvaises... Ces exemples extraits du rapport de la Commission éclairent d'un jour sombre la moralité et le comportement général des entreprises d'actions commerciales. Il est manifeste que ces institutions, dont l'influence croissante sur l'économie des peuples ne saurait être surestimée, sont encore bien loin d'avoir élaboré leur code de déontologie. Bien qu'elles soient le puissant levier de développement des forces productives de la société moderne, elles n'ont pas encore élaboré – comme les corporations du moyen âge – une conscience professionnelle – à la place de la responsabilité individuelle, dont elles cherchent à se débarrasser de par toute leur structure.

### *Prolongement de la crise*

Marx, *New York Tribune*, 10-VI-1859.

... Considérons d'abord la base sociale sur laquelle se tiendront les princes allemands, lorsque la force des circonstances les forceront de décider à la fin d'une forme commune d'action <sup>42</sup>. On sait que dans la période de 1849 à 1859, l'Allemagne a connu un développement économique sans précédent. Durant cette période, elle s'est pratiquement transformée d'un pays agraire en pays industriel...

La paysannerie et la petite bourgeoisie qui constituaient encore récemment la majorité écrasante de la nation, s'en tenaient avant la révolution de 1848 à la vieille méthode asiatique de thésauriser de l'argent solide ; or, à présent, elles l'ont remplacé par toutes sorte de papiers et de valeurs portant intérêt. La crise de Hambourg de 1857 avait un peu secoué cet édifice d'une prospérité d'un genre nouveau, mais ne l'avait même pas sérieusement endommagé alors qu'au tout premier coup de canon sur le Pô et le Tessin, il s'est mis à chanceler. On se souvient sans doute encore de cet effet de la crise économique autrichienne qui avait suivi rapidement celle du reste de l'Allemagne et les banqueroutes de Leipzig, Berlin, Munich, Augsburg, Magdebourg, Cassel, Francfort et autres centres commerciaux. Or, ces effondrements ne sont que l'expression de catastrophes périodiques dans les sphères économiques supérieures.

Pour se faire une idée de la situation réelle, il est utile de considérer la récente circulaire publiée par le gouvernement prussien. Faisant allusion aux conséquences périlleuses du licenciement d'armées industrielles entières en Silésie, à Berlin, en Saxe et en Rhénanie prussienne, il déclare qu'il *ne* peut pas donner suite aux pétitions des chambres de commerce de Berlin, de Breslau, de Stettin, de Dantzig et de Magdebourg qui lui recommandent le douteux expédient d'émettre encore plus de monnaie de papier, et repousse encore plus énergiquement la proposition selon laquelle il devrait occuper les ouvriers à des travaux publics uniquement pour qu'ils aient du travail et touchent un salaire. Cette dernière affirmation a un son étrange à un moment où le gouvernement est contraint, faute de ressources monétaires, d'interrompre subitement les travaux publics en cours. Le simple fait que le gouvernement prussien a été obligé au commencement de la guerre de faire une telle proclamation en dit long. Si l'on ajoute à ce trouble soudain de la vie industrielle une levée générale de nouveaux impôts dans toute l'Allemagne et une désorganisation générale de toutes les entreprises économiques par la mobilisation de l'armée de réserve, on peut se faire une petite idée de l'ampleur atteinte par la misère sociale dans ces derniers mois. Le temps est cependant passé où la masse du peuple allemand considérait les catastrophes terrestres comme des fléaux inéluctables venus du Ciel. On commence à entendre dans le peuple une voix encore faible mais déjà perceptible disant : « Responsabilité ! Si la révolution de 1848 n'avait pas été battue par la force et la tromperie, la France et l'Allemagne ne se feraient pas face de nouveau en armes. Si ceux qui ont brutalement vaincu la révolution allemande n'avaient pas baissé leur tête couronnée devant un Bonaparte et un Alexandre, il n'y aurait pas de guerre aujourd'hui. » Tel est le sourd grondement de la voix du peuple qui parlera à la fin d'une voix de tonnerre.

---

<sup>42</sup> Dans cet article intitulé *une Opinion prussienne sur la guerre*, Marx explique que la guerre voulue et déchaînée par Napoléon III en Italie en 1859 (pour dévier l'attention de l'intérieur vers l'extérieur et pour compenser les difficultés économiques par des succès militaires suivis d'annexions) risquait fort de s'étendre à l'Allemagne – ce que nul ne put empêcher dix ans plus tard. Comme toujours, Marx déchiffre exactement le tracé de l'histoire, qui peut suivre un rythme plus ou moins lent.



### *Guerre civile américaine et crise anglaise*

Marx, *Die Presse*, 6-XI-1861.

Comme il y a quinze ans, l'Angleterre se trouve devant un séisme qui menace d'attaquer à la racine tout son système économique. La *pomme de terre* constituait – comme on le sait – la denrée alimentaire exclusive de l'Irlande et d'une fraction non négligeable de la population ouvrière anglaise, lorsque la maladie de la pomme de terre gangrena la racine même de la vie irlandaise en 1845 et 1846. Les résultats de cette grande catastrophe sont connus. La population irlandaise diminua de deux millions, dont une partie mourut de faim, et l'autre émigra Outre-Atlantique. En même temps, ce gigantesque malheur facilita la victoire du parti libre-échangiste anglais ; l'aristocratie foncière anglaise fut contrainte de sacrifier l'un de ses monopoles le plus rentable, et l'abolition des lois céréalières assura une base plus large et plus saine pour la reproduction de la survie des millions d'ouvriers.

Or, le coton est à la prédominante industrie de la Grande-Bretagne ce que la *pomme de terre* a été pour l'Irlande. De sa transformation dépend la subsistance d'une masse de population supérieure à celle de l'Ecosse, soit les deux tiers de l'actuelle population de l'Irlande. D'après le recensement de 1861, la population de l'Ecosse s'élevait en effet à 3 061 117 têtes, celle de l'Irlande à seulement 5 764 543, tandis que plus de 4 millions de personnes vivent plus ou moins directement de l'industrie cotonnière en Angleterre et en Écosse. Certes, nous n'avons pas affaire à une maladie du coton, et sa production n'est pas non plus le monopole de quelques territoires. À l'inverse, il n'est pas une seule plante fournissant le tissu de l'habillement qui pousse sur des superficies aussi étendues en Amérique, en Asie et en Afrique. Le monopole cotonnier des États esclavagistes de l'Union américaine est un monopole non pas naturel, mais historique. Il naquit et se développa en même temps que le monopole de l'industrie cotonnière anglaise sur le marché mondial. En 1793, peu après l'époque des grandes découvertes mécaniques en Angleterre, un quaker du Connecticut - Ely Whitney – inventa la *cotton-gin*, la machine à hacher le coton et d'en séparer la fibre de la graine. Avant l'invention de cette machine, la journée de travail la plus fatigante d'un nègre suffisait à peine pour séparer une livre de fibre de la graine du coton. Après l'invention de la *cotton-gin*, une vieille négresse peut aisément fournir quotidiennement 50 livres de fibre de coton, et des améliorations progressives ont encore doublé par la suite la capacité productive de cette machine. Dès lors, les entraves à la culture du coton avaient sauté aux États-Unis. Elle augmenta rapidement, main dans la main avec l'industrie cotonnière anglaise, pour devenir une grande puissance commerciale. Au cours de l'évolution, l'Angleterre fit, mine, ici et là de reculer comme effrayée par le monopole américain du coton <sup>43</sup>, comme s'il s'agissait d'un spectre menaçant. C'est ce qui se produisit, par exemple, au moment où l'émancipation des nègres pouvait être achetée avec 20 millions de L.st. dans les colonies anglaises. On trouva scabreux que l'industrie du Lancashire et du Yorkshire reposât sur la souveraineté du fouet esclavagiste en Géorgie et en Alabama, alors que le peuple anglais s'imposait de si grands sacrifices pour éliminer l'esclavage de ses propres colonies. Mais, on sait que la philanthropie n'est pas la mère de l'histoire, et encore moins la mère de l'histoire économique. On eut les mêmes scrupules à chaque fois qu'il y avait une mauvaise récolte de coton aux

---

<sup>43</sup> Tandis que la crise économique poussait Napoléon III dans des aventures impérialistes, les contradictions de l'industrie cotonnière anglaise qui avaient développé l'esclavagisme dans le Sud de sa colonie nord-américaine, ont fini par susciter une révolution qui détacha les États-Unis de l'influence de la métropole anglaise en une guerre commerciale indirecte. La crise, loin de s'apaiser, se prolonge dans des conflits militaires, des guerres, dont la portée économique est évidente. Marx le dévoile dans ses textes sur la *Guerre civile aux États-Unis* (Éditions 10/18, 318 p.).

États-Unis, d'autant qu'un tel fait naturel était de surcroît exploité par les esclavagistes pour accroître encore artificiellement le prix du coton par une action concertée. Les filateurs et tisseurs de coton anglais menaçaient alors de se rebeller contre le « roi Coton ». Divers projets pour s'approvisionner en coton à des sources asiatiques et africaines virent le jour. Par exemple, en 1850. Mais dans l'intervalle, une bonne récolte aux États-Unis battait victorieusement en brèche de telles velléités d'émancipation. Qui plus est, le monopole cotonnier américain atteignit dans les dernières années une ampleur pratiquement insoupçonnée auparavant, en partie à la suite de la législation sur le libre-échange qui abolit la taxe différentielle existant jusqu'alors sur le coton cultivé par les esclaves, en partie en raison des progrès de géant réalisés tout autant par l'industrie cotonnière anglaise que par la culture cotonnière américaine au cours de la dernière décennie. Dès 1857, l'Angleterre consommait presque un milliard et demi de livres de coton.

Or voilà que la guerre civile américaine menace subitement cet important pilier sur lequel repose l'industrie anglaise. Tandis que l'Union bloque les ports des États esclavagistes du Sud, afin d'empêcher l'exportation de la récolte de coton de l'année en cours et donc de couper la source principale des revenus des sécessionnistes, la Confédération confère à ce blocus une force de contrainte grâce à sa décision de ne pas exporter librement une seule balle de coton, ce qui revient à forcer l'Angleterre à aller chercher elle-même son coton dans les ports du Sud. De la sorte, on pousse l'Angleterre à rompre le blocus par la violence, à déclarer la guerre à l'Union, en jetant en conséquence son épée dans la balance des États esclavagistes.

Depuis le début de la guerre civile américaine, le prix du coton n'a cessé d'augmenter en Angleterre. Dans l'ensemble, le monde des affaires anglais semblait considérer avec flegme et condescendance la crise américaine. La raison de cette conception altière et de ce beau sang-froid était d'une évidence cristalline. Les navires ne transportent jamais le produit de la nouvelle récolte avant fin novembre, et ce, transport atteint rarement une grande ampleur avant fin décembre. Jusque-là il semblait donc relativement indifférent que les balles de coton restent dans les plantations ou qu'elles soient, tout de suite après leur emballage, expédiées vers les ports du Sud. Si le blocus cessait à un moment quelconque avant la fin de l'année, l'Angleterre pouvait compter avec certitude sur le fait qu'en mars ou en avril elle recevrait son approvisionnement de coton habituel – comme si le blocus n'avait jamais eu lieu. Induite en erreur en grande partie par la presse anglaise, les milieux d'affaires anglais se laissèrent gagner à l'idée insensée qu'*une parade militaire d'environ six mois s'achèverait par la reconnaissance de la Confédération du Sud par les États-Unis.*

Cependant, vers la fin du mois d'août, des Américains du Nord firent leur apparition sur le marché de Liverpool pour y acheter du coton, soit pour des spéculations en Europe, soit pour retransport en Amérique du Nord. Cet événement inouï ouvrit les yeux aux bourgeois anglais. Ils commencèrent à se rendre compte de la gravité de la situation. Depuis lors, le marché cotonnier de Liverpool se trouve en proie à une agitation fébrile : les prix du coton dépassèrent rapidement 100% de leur prix moyen, et la spéculation sur le coton prit la même physionomie sauvage que les spéculations sur les chemins de fer en 1845. Les filatures et les tissages du Lancashire et d'autres centres de l'industrie cotonnière anglaise ramenèrent leur temps de travail à trois jours par semaine, et une partie de ces entreprises arrêtaient même complètement de travailler. Par contrecoup, d'autres branches d'industrie furent durement frappées, et toute l'Angleterre tremble maintenant à l'idée qu'éclate la plus grande crise économique qui l'ait menacée jusqu'ici.

La consommation de coton *indien* croît naturellement, et les prix plus élevés assureront un approvisionnement encore plus rapide à partir de la patrie originelle du coton. Cependant, il est impossible de révolutionner pour ainsi dire par résiliation de contrat en quelques mois les

conditions de production et le cours de l'économie.

En fait, l'Angleterre est en train de payer maintenant sa longue impéritie dans l'administration de l'Inde. Ses présentes tentatives désespérées pour remplacer le coton américain par de l'indien se heurtent à deux obstacles importants : le manque de moyens de communication et de transport en Inde, et la condition devenue misérable du paysan indien qui l'empêche d'utiliser en ce moment l'occasion favorable qui se présente à lui. Mais, abstraction de cela et de ce que la culture du coton aurait encore à parcourir tout un procès d'amélioration en Inde pour être en mesure pour prendre la place de l'américain, il faudrait, même dans les circonstances heureuses, un an pour que l'Inde puisse produire la quantité de coton nécessaire à l'exportation. Or, les statistiques démontrent que d'ici *quatre mois* les réserves de coton seront épuisées à Liverpool. Et cela ne durera qu'aussi longtemps que le temps de travail restera limité à trois jours par semaine et que la paralysie totale d'une, partie des machines continuera à prendre une extension encore plus grande qu'aujourd'hui chez les filateurs et tisseurs britanniques. Ce processus soumet d'ores et déjà les districts manufacturiers à de grandes souffrances sociales <sup>44</sup>.

---

<sup>44</sup> C'est à ce moment-là que Marx cesse de décrire en détail les crises économiques auxquelles il assiste ; il est lancé maintenant à fond dans la rédaction du *Capital* et sera absorbé ensuite par les luttes politiques. Comme la plupart des textes que nous avons reproduits jusqu'ici dans ce recueil étaient inédits, nous les avons donnés dans toute leur longueur. Les crises postérieures à 1858 n'ont pas fait l'objet d'études particulières, contrairement aux précédentes. Le lecteur trouvera éparses dans l'œuvre de Marx-Engels les allusions et les évaluations théoriques de ces crises. Pour lui faciliter la tâche, nous avons établi la liste des passages sur la crise dans les textes traduits en français et parfois non traduits. Nous la publions en annexe de ce recueil.

**LA CRISE**

**II**

---

**PARTIE EXPLICATIVE**

## SECONDE PARTIE

« Dans la forme développée du capitalisme, il existe encore d'autres facteurs que les crises pour freiner ce mouvement [de la baisse du taux de profit]. Ainsi, par exemple, la constante dévalorisation d'une partie du capital existant, la transformation d'une grande partie du capital en capital fixe ne servant pas directement d'agent à la production, le gaspillage improductif d'une large portion de capital, etc.

« Comme nous l'avons vu, le capital productivement utilisé est toujours doublement remplacé, puisque la valorisation du capital productif suppose un équivalent. La consommation improductive du capital le remplace d'un côté, mais le détruit de l'autre.

« La baisse du taux de profit peut, en outre, être freinée grâce à la suppression de certains prélèvements effectués sur le profit, par exemple, une diminution des impôts, de la rente foncière, etc. » (Marx, *Grundrisse*, t. IV. P. 18.)

## II. Partie explicative

### PRÉLIMINAIRE

#### *Les crises du capitalisme drogué*

Alors que l'économie n'a connu de son temps que des « crisettes », Marx en a déduit une théorie de la crise qui explique jusques et y compris les guerres, les révolutions et la mort même du capitalisme. S'il a pu le faire, c'est qu'un organisme jeune, mieux qu'un vieux, laisse prévoir le cours de sa vie. Sa vive croissance est d'emblée en forte baisse et ne cesse de diminuer vers le point zéro en une évolution régressive : Plus un organisme croît vite et fort, moins sa vie est longue. Ainsi, le capitalisme n'est qu'un bref intermède parmi les formes de production de l'humanité ; avec lui, l'histoire s'accélère au maximum.

Au siècle dernier, la production mondiale a crû fortement et sans oscillations notables ; l'indice de 7 en 1859 devenait 100 en 1913, année qui précède le séisme de sa phase sénile, pathologique et dégénérative que Marx a pu aisément prévoir –comme le montrent clairement les textes de cette anthologie. Sous le souffle haletant des moteurs à vapeur, la production mondiale était multipliée par quatorze – *CE QUI NE SE REPRODUIRA PLUS* dans les 54 années suivantes, même si de jeunes capitalismes nationaux sont venus ravigoter les vieux **45**.

On pourrait penser que les oscillations marquant les crises étaient les plus vives, lorsque les rythmes de croissance étaient les plus élevés. Or, à en croire les statistiques, l'indice général de la production ne chutait jamais alors, il stagnait seulement çà et là. Ainsi, l'Angleterre du siècle dernier pour laquelle les économistes admettent – toujours au passé seulement – qu'elle connaissait les classiques cycles décennaux de crise, a vu son rythme de croissance industrielle diminuer, une première fois en 1847 comme Marx nous l'apprend, et en 1867 où les statistiques bourgeoises annoncent que son indice passe de 32 en 1866 à 31 – une paille, si l'on pense que l'indice 100 de 1913 a dégringolé en 1921 à 57, au niveau de la production de 1888, 33 ans auparavant. Ce cours serein n'est pas dû à la position hégémonique de la Grande-Bretagne sur le marché mondial. Celui de la France et de l'Allemagne est à peine moins égal et les États-Unis n'ont reculé que deux, fois entre 1859 et 1900 : de 10 à 9 en 1874, et de 29 à 27 de 1892 à 1894- (en somme, assez tard).

Cela s'explique par le fait que l'accumulation procédait à une échelle fortement élargie. Chez

---

<sup>45</sup> Nous extrayons les données chiffrées de caractère historique de cette introduction de l'étude sur le Cours du capitalisme mondial dans l'expérience historique confrontée à la doctrine de Marx, cf, *Programma Comunista* de 1957 à 1960. Les statistiques sur l'évolution de l'industrie au siècle dernier dans les, principaux pays industriels du monde y ont été établies à partir des monographies de Jürgen Kuczynski (par exemple *Studien zur Geschichte des Kapitalismus*, Akademie-Verlag, Berlin). Pour la suite, elles ont été complétées par les données extraites des annuaires statistiques de la Société des Nations, de l'O.N.U., des différents autres-instituts nationaux (italiens, russes, allemands, anglais, français), de *The Economist* et plusieurs autres revues spécialisées.

Dans *Programma Comunista*, 1957, n° 16, chap. xxi sur *l'Histoire mondiale de l'industrie*, toutes ces données statistiques ont été rassemblées en un vaste tableau qui reproduit l'indice de « la production industrielle d'année en année depuis 1850 pour l'Angleterre (et de décennie en décennie de 1761 à 1849), pour la France, l'Allemagne et les États-Unis qui y figurent dans l'ordre de leur apparition sur le marché mondial.

un organisme en pleine croissance, un recul ou une chute dans un secteur de la production est compensé par la forte progression dans un secteur nouveau, de sorte que l'indice *moyen* reste soutenu, même s'il tend à baisser historiquement. Lorsque la manufacture textile se mit à décliner, on développa l'industrie mécanique qui produit ses propres machines - de la vapeur, on passe au gaz et à l'électricité, etc.

En somme, les crises du capitalisme juvénile ont eu surtout une incidence commerciale. Elles révèlent son caractère fondamentalement *mercantile*. Marx parle de crises d'affaires (*trade*), de crises de caractère essentiellement monétaire, bancaire, boursier. *La crise faisait croupir sur le marché l'excédent des marchandises produites* – et la surproduction apparaissait d'autant plus brutale que l'on ignorait les capacités d'absorption d'un marché souvent très éloigné de la métropole et que l'on ne disposait pas de moyens de transport et de communication efficaces.

Les crises liées surtout au commerce international, restaient *limitées* à l'Angleterre et aux rares pays capitalistes ou précapitalistes qui dépendaient d'elle. Elles affectaient essentiellement les quelques branches d'industrie travaillant pour le marché mondial [46](#).

Dans l'industrie, au siècle dernier, on avait à faire tout au plus à des « crises de chômage ». On licenciait massivement à la suite d'une simple stagnation, voire d'un léger recul de la production, puisque cela suffit à rendre inutile une bonne partie des ouvriers du fait que leur productivité s'accroît, bon an mal an, de 5% en moyenne. Ainsi, un recul de, mettons, 5% de la production dans une branche jette 10% de l'effectif ouvrier sur le pavé. Le capitalisme a-t-il appris depuis lors à maîtriser ses mécanismes mercantiles ? Pas du tout, ses crises se manifestent toujours sur le marché d'abord, dans la production ensuite.

Dans le capitalisme sénile, *les crises attaquent l'appareil productif* : des pans entiers de l'économie s'effondrent, et d'innombrables entreprises ferment alors que leur potentiel productif est encore en bon état de marche. Depuis 1913, de véritables tremblements de terre ébranlent toute la planète : le capitalisme est devenu mondial et résolument impérialiste.

Les maladies d'enfant ont des effets *spectaculaires* la coqueluche provoqué une très forte fièvre, le petit alité est abattu, mais il se, remet sans dommage corporel et poursuit sa croissance, alors que la pathologie sénile diminue les capacités du corps, voire les paralyse, s'il ne faut pas recourir finalement à la chirurgie : l'organisme se dégrade et régresse [47](#).

En fait, le capital est un organisme vicié, souffrant de maladies congénitales, de tares fondamentales - par exemple, sa contradiction entre bourgeoisie et prolétariat, capital et travail, l'inégalité de développement entre ses forces productives et son mode de distribution, l'opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange, industrie et agriculture, etc. – bref : « L'évolution de la maladie sociale dont souffre l'Angleterre [le monde entier aujourd'hui.

---

<sup>46</sup> La masse de la population, anglaise qui était largement en dehors du circuit capitaliste, n'était guère affectée alors par les crises qui frappaient surtout les salariés. Le gouvernement, formé essentiellement par les propriétaires fonciers et leurs représentants (Palmerston, par exemple), et la petite, bourgeoisie (Carlyle) s'en prenaient, alors violemment aux capitalistes de l'industrie pour dénoncer les méfaits de « leur » industrie - d'où les sombres descriptions des crises du siècle dernier. Pour donner une idée des limites de ces crises du passé, disons qu'au plus, fort de la crise de 1932, le Japon, par exemple, n'avait que 485 7001 chômeurs sur une population totale de 63,9 millions d'habitants, alors que, pour une population totale moindre, l'Angleterre en comptait près de 3 millions, et l'Allemagne plus de, 5,5 (chiffres, bien sûr, officiels).

<sup>47</sup> La bourgeoisie joue sur une équivoque banale, mais efficace : elle identifie à l'humanité, malade du capitalisme, le capitalisme tout court, en faisant croire que la mort de ce Moloch entraînera tous les hommes avec lui. En fait, le capital n'est qu'une forme de la production et des rapports sociaux humains, et l'humanité peut parfaitement s'en passer, si elle se hausse à une forme supérieure, mieux adaptée à l'essor actuel des forces productives.

N.d.Tr.] est la même que celle d'une maladie physiologique. Cette maladie évolue selon des lois déterminées, elle a ses *crises*, dont l'ultime et la plus violente décidera du sort du patient. C'est pourquoi, on ne peut que se réjouir de tout ce qui porte la maladie à son paroxysme, puisqu'il est impossible que la nation anglaise [ou l'humanité] succombe dans cette ultime crise, mais tout au contraire en sortira nécessairement régénérée et renouvelée » [grâce à un mode de production supérieur, le communisme, déjà développé au sein du capitalisme par le travail socialisateur du prolétariat. N.d.Tr.] 48.

Nous sommes aujourd'hui en plein dans cette crise pathologique du capitalisme sénile. La richesse des quelques nations de parvenus s'est édifiée sur les ruines des continents de couleurs et des pays pauvres de l'Est et de l'Ouest. Qui plus est du fait de l'accélération de la concentration, les pays capitalistes développés moins puissants perdent leur substance au profit de rares élus : l'Allemagne, le Japon et les U.S.A. (qui accaparent, à eux seuls, chaque fois qu'il y a guerre, la moitié de la production mondiale).

Un indice permet d'établir quantitativement la santé - la jeunesse ou la sénilité, les phases de flux ou celles de reflux - de Sa Majesté le Capital - *le pouvoir d'achat de la monnaie*. Considérons la livre sterling. Son pouvoir d'achat n'a cessé de progresser de 1800 à 1870, abstraction faite de quelques oscillations mineures dans les deux sens. L'indice 150 en 1800 tombe à 100 dans la décennie de 1867-1877, ce qui signifie que les prix anglais ont diminué d'un tiers (de 150 à 100), et que la valeur d'échange de la livre a augmenté de moitié (de 100 à 150) : *l'accroissement de la productivité du travail profite à tous ceux qui travaillaient*. Après la période de flux de 1850 à 1873, c'est le reflux 181J à 1894. Cependant la baisse des prix se poursuit, à peine ralentie par les troubles dus aux crises cycliques et à la... prospérité qui tend depuis toujours à susciter l'inflation - et on a l'indice 60 en 1900. Nous sommes au sommet de la puissance anglaise. Or, en 1922, le pouvoir d'achat de la livre a dégringolé des trois quarts ! Et on connaît la suite 49.

### *Croissance et cycle des crises*

Le marxisme n'a jamais considéré comme un mode d'être invariable le cycle décennal des crises du début du capitalisme, avec sa succession de phases de marasme, de réanimation, d'activité moyenne, de franche reprise, d'accélération, de prospérité, de surchauffe (boom), d'effondrement, et de nouveau le marasme, etc. Le temps et la croissance ont une valeur toute différente chez un enfant, un adulte ou un vieillard.,

Dans sa note de 1885 du Livre III du Capital, chap. 30, Engels explique que le capitalisme a une vie et un développement organiques, si bien que les crises changent selon son âge - comme la coqueluche diffère de l'artériosclérose. La crise comme les diverses phases du cycle sont des produits *historiques* du capitalisme. En Angleterre, « la grande industrie sortait tout juste de son enfance, comme le prouve déjà le fait que c'est seulement avec la crise de 1825 qu'elle inaugure le cycle périodique de sa vie moderne... C'est seulement en 1830 qu'il y eut une crise qui fin, *une fois pour toutes*, caractéristique 50. C'est la crise pléthorique, de surproduction, dont Engels parle dans l'*Antidühring*.

La forme cyclique n'a surgi qu'à un niveau de développement déjà considérable du capital.

---

<sup>48</sup> Cf. Engels, *la Situation des classes laborieuses en Angleterre*, in MEGA 1/4, p. 99-100.

<sup>49</sup> Ces données sont extraites de *Statistical Abstract* du Département du commerce américain de 1953. Elles ont été commentées dans *Structure économique et Cours historique de la société capitaliste*, in *Programma Comunista*, n° 4 de 1957.

<sup>50</sup> Cf. Marx, *Postface* à la seconde édition du *Capital I*, in *Werke* 23, p. 20.



Sans une capacité de surproduction, d'une part, et une importante main-d'œuvre en surnombre, d'autre part, il ne pourrait y avoir de stagnation, de moyenne activité, ni surtout de boom. C'est cette double « élasticité » qui permet de « jeter soudainement des grandes masses humaines aux points décisifs sans léser le niveau de production dans les autres branches » (*Capital I*, p. 661). Les convulsions de la production augmentent donc avec l'essor du mode de production capitaliste : « Ce cycle vital, caractéristique de l'industrie moderne - à savoir son cycle décennal, interrompu par de minimes oscillations, de périodes d'activité moyenne, de production à haute pression, de crise et de stagnation – dépend de la présence d'une armée industrielle de réserve ou surpopulation. Celle-ci doit se former sans cesse à nouveau, puis se trouver plus ou moins absorbée, et se reformer de nouveau. À leur tour, d'autres phases du cycle industriel créent la surpopulation et deviennent les agents les plus énergiques de sa reproduction.

« Cette marche singulière de l'industrie moderne, que nous ne rencontrons à aucune époque antérieure de L'humanité, était également impossible dans la période d'enfance de la production capitaliste au cours de laquelle la composition organique du capital changeait très lentement. » (*Ibid.*)

Une première révolution s'amorce, lorsque s'est renversé le rapport entre la production et le marché (demande) : « Jusqu'en 1825 – époque de la première crise universelle –, on peut dire que les besoins de la consommation en général allaient plus vite que la production, et que le développement du machinisme était la conséquence forcée des besoins du marché <sup>51</sup> », et pas encore du mode de *production* lui-même.

On le sait, le marché mondial a été la condition préalable du capitalisme. De commerciales et monétaires, les crises tendent, au fur et à mesure, à devenir industrielles – ce qui modifie leur rythme et leur nature. Au début, leur incidence était réduite : leur terrain d'élection était Londres (centre financier), Liverpool (port marchand, lié à l'exportation) et Manchester (complexe industriel du textile), tous trois étant liés au marché mondial et aux colonies. Il s'agit de crises de croissance, de solutions violentes pour ouvrir de nouveaux débouchés, adapter la machine productive à un marché fluctuant et augmenter encore son rendement. Le capital balaie devant lui les obstacles à son essor et aggrave la dépendance des peuples coloniaux (notamment les États-Unis, la Chine et l'Inde). Les premières convulsions et crises sont, pour une bonne part, une réaction aux conditions précapitalistes sur le marché mondial, « Entre 1825 et 1857, les deux foyers des grandes crises – l'Amérique et l'Inde – se sont rapprochés de 70 à 90% des pays industriels de l'Europe grâce à la révolution des moyens de communication, et ont donc perdu une grande partie de leur force explosive, le temps de circulation s'étant réduit. » (*Capital III*, chap. iv.)

« C'est seulement depuis 1847, à cause de la production d'or en Californie et en Australie, que le marché mondial est achevé, si bien que le cycle décennal s'est clairement développé <sup>52</sup>. » « Pour la période de l'industrie anglaise (1815-1870) qui évolue au rythme des cycles décennaux, on voit chaque fois que le maximum de la dernière phase de prospérité *avant* la crise se présente de nouveau comme le minimum du cycle suivant qui atteint alors un nouveau maximum encore plus élevé <sup>53</sup>. » En somme, la surproduction proprement dite ne se manifeste vraiment que dans la phase ultime du cycle, celle de la surchauffe.

En décembre 1857, Engels écrit à Marx : « Dans la crise actuelle, le développement de la surproduction, due à l'extension du crédit et à la surexploitation des marchés, peut être étudiée

---

<sup>51</sup> Cf. Marx, *Capital III*, in *Werke* 25, p. 81.

<sup>52</sup> Cf. Engels à A. Bebel, 10-11-V-1883.

<sup>53</sup> Cf. Marx, le *Capital III*, in *Werke* 25, p. 517.

dans ses moindres détails. Il n'y a rien de neuf dans le contenu, mais jamais la forme n'est apparue aussi clairement que cette fois-ci. En 1847 et 1837-42, c'était loin d'être aussi net. »

Engels signale que, dans les années 1870, la régularité du cycle dans lequel évoluait le capital se brisait déjà pour l'Angleterre vieillissante. Tant qu'elle fut le seul pays industriel du monde, le cycle était périodique et le mouvement pur : « La suppression du monopole anglais sur le marché mondial et les nouveaux moyens de communication ont contribué à mettre en pièces les cycles décennaux de la crise industrielle. » et de tirer une conclusion que vérifient les catastrophes de l'étape impérialiste du capitalisme : « Nous sommes entrés dans une période qui est infiniment plus périlleuse pour l'existence de la vieille société que le cycle des crises décennales **54** » : celle des guerres économiques.

Cependant, Marx constatait en 1880 que la crise anglaise était « escomptée » par l'évolution divergente des économies allemande, française et surtout américaine, les capitalismes les plus jeunes apportant du sang frais au vieux, sans pouvoir en faire pour autant un bébé frais et rose. Londres leur doit d'avoir évité la crise financière : « La forte hémorragie de métaux précieux anglais de 1879 a été compensée dans une large mesure par la collaboration de la Banque de France et de la Banque Impériale d'Allemagne et, par ailleurs, la reprise soudaine aux États-Unis a agi au printemps 1879 comme un *deus ex machina* **55**. »

Le capitalisme n'est pas parvenu pour autant à éliminer les crises décennales pour ne plus subir – à la rigueur – que les crises générales qui, à intervalles toujours plus longs, préludent à une guerre ou à une révolution. Engels souligne, au contraire, que le cycle de 10 ans est passé à 9, à 8, voire à 6 dans la dernière période de sa vie. Désormais, le capital se débat contre une surproduction chronique et prend des mesures permanentes pour la combattre. Et on appelle « récessions » les crises que le capital peut surmonter pour redémarrer, en se droguant de plus en plus. En fait, ce sont des crises de chômage et de recul de la production bien plus graves que celles de l'époque de Marx, même si elles apparaissent mineures à une humanité ballottée de catastrophe en catastrophe. Ces « crissettes » sont moins fréquentes durant la phase de reconstruction dans les pays ravagés par la guerre de surproduction. Cependant, elles s'amplifient dès la fin de la guerre, dans le pays capitaliste hégémonique qui n'a pas « bénéficié » des dommages de la guerre et dans tous les autres pays, dès que les ruines sont relevées : on les subit alors toutes les 4, voire toutes les 3 années, et la stagnation économique devient pluriannuelle avant même qu'éclate la crise générale **56**.

En 1866, pour la dernière fois, Marx analyse le cours concret d'une crise, au moment où elle se produit. Sa théorie est maintenant définitive – et plus rien ne la changera, même si les manifestations peuvent en varier.

Dans les *Classes laborieuses* (1844), Engels soulignait que la crise provoquait de graves pénuries, disettes et épidémies qui frappaient presque exclusivement les masses ouvrières. Aujourd'hui, la surproduction provoque aussi bien les dévastations de la guerre et les hécatombes pacifiques sur les routes que la faim et la misère, le diabète, l'artériosclérose et les dépressions nerveuses en série. Dans le capitalisme dégénéré, les conséquences de la crise sont plus « démocratiques » : elles touchent tout le monde – et c'est aussi un progrès.

### *Les prolongements de la crise*

---

<sup>54</sup> Cf. Engels à A. Bebel, 18-III-1886.

<sup>55</sup> Cf. Marx à N.F. Danielson, 12-IX-1880

<sup>56</sup> « Le phénomène vraiment remarquable, c'est le raccourcissement de la durée périodique des cycles généraux de crise. Je n'ai jamais tenu ce chiffre pour une constante, mais au contraire pour une grandeur décroissante. » Marx à P. L. Lavrov, 1 S-VI-1875).

Après 1866, la théorie de Marx se confirme spectaculairement. Il peut cesser de scruter les nouvelles crises économiques et s'occuper de leurs prolongements : il se voue à l'organisation du prolétariat de tous les pays dans la 1<sup>re</sup> Internationale, tandis que l'Europe bascule dans la *crise politique et militaire* de 1870-1871.

Les difficultés économiques de la France et de l'Allemagne suscitent le conflit franco-prussien, couronné par l'acte de piraterie impérialiste de Bismarck, d'Une part, et la révolution socialiste de la Commune, d'autre part. Les solutions classiques à la crise économique – l'une bourgeoise, la guerre, l'autre prolétarienne, la révolution - s'opposent l'une à l'autre. La victoire de l'un des protagonistes – la bourgeoisie ou le prolétariat – décidera du sort des générations suivantes.

Le capitalisme devenu « idyllique » (toujours entre guillemets pour les marxistes) est secoué par des crises plus violentes que jamais. Marx – et plus encore Engels qui lui survit – se préoccuperont désormais de la *super crise*, à savoir la guerre mondiale, à laquelle ils opposent la révolution. Ce n'est pas par hasard que le quart de leur œuvre est militaire !

Cette guerre (parfaitement prévue et décrite dans des dizaines de textes avant qu'elle n'éclate) est inscrite dès 1870 à l'ordre du jour de l'histoire de par la dialectique de toute l'abominable société économique du capitalisme : « Une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi nécessairement que la guerre de 1870 est née de celle de 1866. Je dis *fatalement*, sauf le cas peu probable où une révolution éclaterait en Russie., En dehors de ce cas peu probable, la guerre entre l'Allemagne et la Russie, peut, d'ores et déjà être considérée comme un *fait accompli* 57. »

Cette guerre naîtra de l'accumulation de toutes les crises et surproductions successives et – paradoxe qui n'en est pas un – de *tous les « remèdes » découverts* par les économistes et hommes d'État, soi-disant pour la « retarder » et la « différer », en fait pour gonfler à l'extrême – droguer – l'appareil de production déjà pléthorique. Le premier remède est l'abrégé de tous les autres : la *course aux armements* qui fait le bonheur des capitalistes à l'âge de l'acier et du T.N.T.

---

<sup>57</sup> Cf. Marx au Comité exécutif du Parti ouvrier démocrate-socialiste, 5-IX-1870, in *Ecrits militaires*, p. 521.

### *La drogue du militarisme*

Dans les textes de Marx-Engels postérieurs à 1870, nous trouvons la clé de tous les facteurs qui aboutissent à la supercrise mondiale de 1914, et du même coup l'anticipation – et la théorie – du capitalisme drogué, prétendument sans crises, de cet après-guerre.

En 1868, les rivaux continentaux de l'impérialisme anglais, la France et l'Allemagne, sont en proie à la crise : l'indice de la production industrielle française stagne pratiquement de 1864 à 1868 : 25, 25, 26, 26. Mais la préparation de la guerre le fait monter à 27, puis à 29 en 1869 et 1870. La défaite fera chuter l'indice à 23, mais les dévastations le feront bondir jusqu'à 45 en 1884 sans qu'aucune crise n'arrête cette vive progression. L'Allemagne régresse, de 1867 à 1870, de 15 à 13, et la préparation de la guerre ne la tire pas de l'ornière. Cependant, les dommages de guerre - les fameux cinq milliards - la feront bondir jusqu'à l'indice 18 en 1873 au krach qui lui permet d'adapter son économie à la demande du marché mondial : « A Présent, l'Allemagne n'était pas seulement un « Empire unifié », mais apparaissait encore sur la scène mondiale comme un grand pays industriel. Les milliards avaient donné un puissant essor à sa juvénile industrie lourde. Ils furent à l'origine de la brève période, pleine d'illusions, de prospérité consécutive à la guerre ainsi que du grand krach de 1873-1874 au cours duquel l'Allemagne confirma qu'elle était un pays industriel capable d'affronter le marché mondial 58. »

Les économistes et les hommes d'État tireront de riches enseignements de cette loi économique des guerres *modernes* : celui qui prépare la guerre voit ses indices s'envoler vers des sommets radieux et celui qui subit les destructions massives par suite de la guerre voit son économie se redresser encore davantage. C'est le jeu « à qui perd gagne » de Sa Majesté le Capital qui spéculé sur le dos des masses non seulement exploitées systématiquement, mais encore massacrées périodiquement. Le prolétariat des métropoles et les peuples des pays coloniaux et dépendants en feront l'amère expérience.

L'Angleterre, impuissante à empêcher par les armes un rival capitaliste de surgir sur le continent manqua la *grande affaire* de la guerre. Elle resta en proie à la surproduction : « En Angleterre l'industrie a pris un autre caractère. Le cycle décennal semble rompu depuis que la concurrence allemande et américaine a mis fin dès 1870 au monopole anglais sur le marché mondial. Depuis 1868, c'est le marasme dans les principales branches d'affaires anglaises, la production ne croit que lentement - et il semble maintenant que nous soyons, en Amérique et en Angleterre, devant une nouvelle crise, sans que l'Angleterre ait connu auparavant une période de prospérité 59. »

Le « remède » s'impose de lui-même au capital pour survivre à la crise chronique de surproduction qui menace toujours plus les économies bourgeoises développées et surtout l'anglaise : l'*impérialisme*, à l'intérieur, avec le militarisme et la course aux armements ; à l'extérieur, avec le colonialisme et les guerres locales.

L'intrusion du militarisme dans la production fera passer le capital à ce que l'on appelle l'« étape de l'impérialisme » (Lénine). Il ne s'agit pas d'une phase d'un capital de nature autre, puisqu'il est né colonialiste et agresseur des autres peuples. L'Irlande, où Cromwell s'est illustré dès la révolution bourgeoise, est, selon l'expression de Marx, la première colonie de

---

<sup>58</sup> Engels, 10-I-1887, préface à la seconde édition de *la Question du Logement*, in Werke 21, p. 325.

<sup>59</sup> Cf. Engels à A. Bebel, 18-I-1884.

l'Angleterre. De même, la création du marché mondial avec l'assujettissement des peuples de couleur au cours de l'accumulation dite primitive est la base préalable du mode de production bourgeois.

La militarisation d'une partie de la production signifie, en outre, l'entrée en force de la *politique* dans l'économie. La crise, due à l'excès de forces productives, fait maintenant partie intégrante de l'économie. Divine panacée !

Ces interventions dans l'économie renforcent la seule institution capable d'exercer un rôle à la fois politique et économique. : l'*Etat*, violence organisée et concentrée au service d'une classe. Enfin, la politique appliquée à l'économie diffuse, selon l'expression moderne, le totalitarisme dans la société. À présent, la crise économique, devenue « permanente », se manifeste virtuellement avec ses prolongements politiques et militaires, la guerre ou la révolution.

Dans l'*Antidühring*, Engels décrit ces mécanismes impérialistes - « La guerre franco-allemande représente un tournant plus important que tous les précédents... Désormais l'armée est le but principal de l'État, voire un but en soi, et les peuples ne sont plus là que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre ruine... Il périt de la dialectique de son propre développement <sup>60</sup>. »

Il cite d'abord des exemples techniques de la dégénérescence croissante de l'*art* militaire. Dans le *capitalisme* mûr, la tactique et les généraux - et tout l'héroïsme ou la couardise des troupes - ne sont plus d'aucun effet : « La victoire et la défaite dépendent des conditions matérielles, c'est-à-dire économiques. » En effet, « non seulement la production, mais encore le maniement de l'instrument de la violence - le vaisseau de guerre sur mer, par exemple, sont devenus une branche de la grande industrie moderne ». Enfin, « un vaisseau coûte maintenant autant qu'auparavant toute une petite flotte, et l'État - que cela plaise ou non - doit se résigner à ce que ces coûteux navires soient déjà vieilliss, donc *dévalorisés*, avant même d'avoir pris la mer » (*ibid.*).

L'armement devient inefficace au plan militaire, mais ô combien efficace au plan économique ! Le pays bourgeois le plus développé, comme la France ou les États Unis, n'est-il militairement battu par un adversaire bourgeois même cent fois plus faible – si celui-ci est révolutionnaire, comme l'Indochine ? Ou bien – ce qui démontre encore la même chose – un pays développé ne gagne-t-il pas la guerre simplement parce qu'il dispose d'une économie plus forte que son rival, abstraction faite de tous les généraux et de leurs tactiques, l'« art » économique du « management » se substituant à l'art militaire : Eisenhower contre Rommel. Pourquoi cela ? parce que la guerre n'a pas pour but l'écrasement de l'ennemi héréditaire, elle est purement économique : la résorption de la surproduction créée par le prolétariat. Elle vise donc directement ce dernier, en gâchant et détruisant le produit de son travail et de ses peines.

Une invention technique ruine l'autre dans le domaine militaire ; par exemple, dit Engels, le blindage des navires grossit à mesure de l'efficacité des torpilles : dans cette course, ils deviennent de plus en plus pesants et coûteux – donc de moins en moins efficaces. Ce fait militaire met à jour une loi fondamentale de l'économie moderne, guettée par la surproduction en raison du développement monstrueux des forces productives : le *capital constant doit se dévaloriser pour ne pas trop diminuer le taux, de profit*. La grande « astuce » est de prévenir la surproduction en détruisant au fur et à mesure le produit des gigantesques forces productives et de freiner la croissance du capital productif de capital. Cependant, outre qu'il développe encore une branche nouvelle de production, l'armement permet à toutes les autres

---

<sup>60</sup> Cf. MEGA, p. 174.

industries de prospérer... jusqu'à la crise qui impose alors la guerre avec les horribles dévastations correspondant à la surproduction poussée à son comble par une économie mercantile, assoiffée de produire pour faire des profits.

Que « le militarisme meurt de par sa propre dialectique » ne veut pas dire qu'il s'éteint tout seul, mais pousse les crises économiques du capital vers la guerre, où des économies et des États bourgeois s'effondrent politiquement et militairement, tandis qu'il a armé le prolétariat exaspéré et capable de s'opposer aux abus atroces du régime capitaliste et de changer de forme de société : « Ce sera le chaos, et la seule certitude, c'est une boucherie et un massacre d'une ampleur sans précédent [à la mesure chaque fois de la surproduction. N.d.Tr.] ; épuisement de toute l'Europe à un degré inouï jusqu'ici - et enfin effondrement de tout le vieux système. » Et alors, « la meilleure solution serait la révolution russe que l'on ne peut escompter cependant qu'après de très lourdes défaites de l'armée russe <sup>61</sup> ». Selon l'expression de Lénine, la guerre est la mère de la révolution.

Combien de camarades de parti, fort nombreux alors en Europe, ont ajouté foi à cette prévision que tentèrent de réaliser les communistes russes, hongrois, allemands, etc. Au fond, rares ont été ceux qui ont eu l'occasion de la connaître avant qu'elle se réalise, car les dirigeants social-démocrates l'avaient escamotée dans la presse et les discours du parti – « mise sous le boisseau », selon l'expression de Lénine. Ces espèces de prévisions n'étaient que des jeux pas très sérieux d'astrologues, aux yeux de ces esprits forts, de ces réalistes qui font montre d'être toujours réservés et « objectifs » dans leurs évaluations – surtout quant à la force du capital.

### *Économie de guerre en permanence*

Il n'est pas du pouvoir des bourgeois de changer le cours de l'économie parfaitement *déterminée* par les lois inexorables du capital. Si Marx parle néanmoins de *tendance* historique de la baisse du taux de profit, et admet qu'elle puisse être *freinée*, ce n'est pas pour laisser sa petite place à l'indéterminisme et au libre-arbitre chers à nos contemporains dégénérés au plan idéologique autant que physique. C'est pour souligner que cette loi – comme toute loi – est une moyenne certes « abstraite », mais inexorable qui, étant donné les contradictions infinies du capitalisme, se réalise au milieu des pires disparités. En l'occurrence, au lieu d'aplanir les inégalités, le capital fait tout pour les susciter. Ainsi, *freiner* la baisse du profit ne signifie pas changer son rythme moyen de baisse ; mais renverser la *tendance* au profit de l'un et aux dépens de l'autre, durant un temps, dans un secteur, un pays donné, ce qui provoque une chute ultérieure plus grave encore, puisque la moyenne baisse inexorablement : chaque « intervention » ici aggrave la situation là.

C'est ce qui arrive, par exemple, quand le capital accumule une *masse* croissante de profits à mesure que son *taux* décroît : il est poussé à surproduire. Cela ne diffère évidemment pas les crises. L'industrie de destruction en est l'exemple le plus clair. La surproduction y devient explosive. La violence cinétique ne se transforme en violence potentielle que jusqu'à un point déterminé de son accumulation, où elle éclate de la main du premier imbécile venu – banal assassinat en 1914 dans un coin perdu « Europe, par exemple.

La violence potentielle reste violence réelle, Et la période de paix du capitalisme manifeste des crises qui sont à peine moins graves qu'en périodes de guerre. L'Angleterre qui n'a pas subi les dévastations de la première guerre mondiale, mais en est sortie victorieuse, a vu sa production chuter de près de la moitié en... 1921. Par rapport à 100 en 1913, l'indice était

---

<sup>61</sup> Cf. Engels à Bebel, 13-IX-1886.

encore à 91 en 1920, mais à 57 en 1921. Elle n'a dépassé l'indice 100 qu'en 1929-30 pour retomber aussitôt au-dessous une fois de plus par une crise de temps de paix ! De même, les U.S.A. ont plus souffert de la crise de 1929 (chute de l'indice de 205 à 116 en 1934), que la Russie ravagée par l'invasion (indice 1140 en 1940 contre 862 en 1946 <sup>62</sup>).

Cette opposition entre paix et guerre ne nous sert qu'à illustrer notre démonstration. En fait, les deux états ne se distinguent plus vraiment pour le capital impérialiste qui les confond de plus en plus étroitement. La paix est celle du surarmement et des guerres locales incessantes - la France n'a-t-elle pas mené d'une seule traite les hostilités de 1939 à la fin de la guerre d'Algérie en 1962, et n'est-elle pas anxieuse de renouer avec les expéditions coloniales ?

Pour le capitalisme hégémonique - les États-Unis, de nos jours - la plus grosse affaire, c'est la guerre. Lorsque la guerre éclate, au lieu de stagner ou de chuter comme leurs rivaux bourgeois, les Yankees voient s'emballer leur production : *ils engrangent les résultats des autres*.

Durant les deux guerres mondiales, ils livrent à l'Europe non seulement des montagnes d'armes pour qu'elle s'entre-déchire, mais encore des flots de denrées alimentaires pour nourrir ses soldats et, à la fin, un océan de capitaux pour relancer son industrie sous contrôle yankee. Les États-Unis disposent alors de près de la moitié du potentiel industriel mondial d'où leur puissance après-guerre. Si l'on part de l'indice général de 100 en 1913, l'Allemagne sera à 99 en 1950, la France à 100 et la Grande-Bretagne à 163 contre 430 aux États-Unis qui lui ont ravi le primat mondial.

Une paix trop longue exerce ensuite ses ravages sur l'économie américaine : de 1950 à 1975, l'accumulation du capital aux États-Unis mêmes s'est dangereusement ralentie : les investissements n'y sont plus que de 13% au PNB contre 25% en Allemagne, 30% en France et 40% au Japon (capitalismes rajeunis par la guerre et irrigués par l'américain). Dans le même temps, la productivité par heure d'ouvrier dans l'industrie n'a fait que doubler aux U.S.A., alors qu'elle quadruplait dans les autres pays industriels, voire se multipliait par neuf au Japon. Le standard de vie américain qui était le double de celui des autres pays industriels, s'est amenuisé, voire a été rejoint par celui de ses concurrents les plus efficaces. Le monstre américain est de nouveau assoiffé d'une guerre... chez les autres !

Car la guerre n'est « very exciting » qu'à deux conditions : d'abord, qu'elle n'entraîne pas chez soi plus d'horreurs et de ravages que les week-ends sur les routes, et ensuite qu'elle ne se transforme pas – chez les autres (ou chez soi) – en guerre civile.

Voici comment Engels voit ce péril qui guette le militarisme : « Une guerre ? Rien n'est plus facile que de la commencer. Mais ce qui suivra défie tout calcul préalable. Si Guillaume passe le Rhin comme Crésus passa le Halys, *un grand Empire sera assurément détruit* - mais lequel ? Le sien ou celui de l'ennemi ? La paix ne dure d'ailleurs que grâce au révolutionnement continu de la production et de la technique des armes, qui fait que personne ne peut jamais se dire prêt à la guerre, et grâce à la peur de tout le monde devant les chances absolument imprévisibles d'une guerre qui ne peut plus maintenant se faire qu'à l'échelle du monde entier <sup>63</sup> ». Personne n'en veut peut-être. Cependant elle ne dépend pas de

---

<sup>62</sup> Une étude systématique de la crise de l'entre-deux-guerres de 1929 confrontée à la récession de 1957-1958 a été publiée dans *Programma comunista*, n<sup>os</sup> 6-9 de 1957. Les annuaires statistiques russes n'ont pas fourni les données des années de la guerre, de sorte que nous n'avons pu confronter que les chiffres de 1940 à 1946.

<sup>63</sup> Cf. Engels, *Et maintenant ?* in *Der Sozialdemokrat*, 8-III-1890 (trad. fr. in Marx-Engels, *la Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 244-248).

la volonté des individus, mais de l'aggravation inévitable des contradictions de l'économie capitaliste.

L'Empire allemand se trouva ruiné, et ce fut la révolution dans plusieurs pays du continent européen. Mais, dira-t-on, aucune révolution n'a éclaté après la seconde guerre ! C'est oublier Sétif, le 8 mai 1945 et la révolution des peuples de couleur qui a secoué trois continents durant tout cet après-guerre, avant de susciter les premiers sursauts prolétariens en Belgique, en France, au Portugal et aux États-Unis mêmes durant la guerre du Vietnam <sup>64</sup>.

### *La drogue de l'impérialisme*

Ce qui distingue la sénilité de l'enfance du capitalisme, ce n'est donc pas la guerre ou la paix, qui se combinent toujours « subtilement », mais le ralentissement inquiétant de la croissance due à la fameuse baisse tendancielle du taux de profit : la production industrielle du capitalisme juvénile croît rapidement, et celle du capitalisme mûr et sénile de plus en plus lentement. L'impérialisme est, en somme, la réaction de la forme capitaliste à sa sénescence. C'est la *TENTATIVE d'accélérer artificiellement la course à la production*.

Marx explique que le capital dispose d'un moyen pour redresser momentanément les taux de profit et de croissance, à savoir : *les guerres qui détruisent des pans entiers de l'appareil productif qu'il faut ensuite reconstruire*. Dans la phase impérialiste, le capital se régénère ainsi périodiquement, *mais la baisse moyenne du taux de profit et de croissance de la période historique n'en changera pas pour autant*. Pour l'Angleterre, le rythme moyen d'augmentation annuelle de la production était de 3,6% pour la période de 1859 à 1877, de 2% seulement de 1878 à 1899, et de 1,5% de 1900 à 1959. Cependant, alors que l'oscillation maximale au-dessus de la moyenne de la période antérieure à 1900 était de + 11% et de - 4% d'une année à l'autre, l'oscillation maximale au-dessous de cette moyenne était de - 37% en 1921 par rapport à 1920 et de + 61% en 1927 par rapport à 1926. En somme, moins la moyenne de croissance de la période est élevée, plus fortes en sont les oscillations au-dessus et au-dessous. Les pays dépendants - notamment quand ils sont ravagés par la guerre - subissent les pires fluctuations. Les pays hégémoniques, eux, souffrent plus des crises du temps de paix où l'on ferme les usines, mais on les rouvre éventuellement avec la reprise des affaires. Les pays les plus atteints sont les concurrents directs dans la course à l'hégémonie mondiale - l'Allemagne et ensuite la Russie. Un pays ravagé par la guerre ne se reconstruit que lentement son appareil productif étant ruiné et anéanti dans de larges secteurs - et cela peut permettre à l'impérialisme hégémonique d'empêcher ses indices à lui de tomber après la guerre, en « aidant » les pauvres sinistrés. Sous les dehors patelins de la philanthropie, les U.S.A. ont ainsi investi les pays ruinés, en profitant, eux aussi, du relèvement momentané du taux de profit : leur surproduction se déverse alors sur le monde, aux dépens des autres rivaux. La concurrence entre nations s'accroît encore et devient guerre économique qui contient la guerre tout court. Si l'impérialisme dominant parvient à freiner la baisse de ce taux chez lui, il l'accélère chez les autres. Ses coups de force expriment simplement, en régime de concurrence impitoyable, les lois déterminées du capital. Ils ne peuvent empêcher chaque

---

<sup>64</sup> Marx a étudié l'effet en retour des révolutions bourgeoises sur la révolution prolétarienne au cours même des événements de 1848-1850 : cf. *la Contre-partie révolutionnaire en Europe centrale et méridionale*, in *Ecrits militaires*, p. 221-261. C'est dans cette perspective que c'est située la lutte anti-impérialiste des peuples de couleur tout au long de cet après-guerre, cf. *l'Incandescent réveil des peuples de couleur*, in *Perspective révolutionnaire de la Crise (Fil du Temps, n° 12)*. Cette révolution de nos frères jaunes et noirs imprima un formidable mouvement d'accélération à la reprise et à la crise dans les pays développés ; cf. *la crise de Mai 1968 (Fil du Temps, n° 3)*.



période successive d'avoir une moyenne plus basse.

En somme, l'impérialisme n'est qu'un moyen de modifier – par l'énorme force et masse de l'économie du plus fort – la *distribution* des forces productives et des masses de profit, aux dépens des plus faibles. Il exprime la loi *capitaliste de la concentration et de la centralisation croissantes* qui s'imposent avec d'autant plus de force que baisse le taux de profit et, partant, la possibilité globale de croissance. La concurrence est la plus violente entre capital sénile des métropoles et le capital juvénile des pays de couleur.

Ainsi, la naissance de nouveaux capitalismes en 1870 n'a pu accroître ni la force du capitalisme, ni ses taux de croissance : « A présent que l'Amérique, la France et l'Allemagne commencent à battre en brèche le monopole anglais sur le marché mondial et qu'en conséquence, la surproduction se fait sentir, comme avant 1847, mais plus rapidement, voilà que resurgissent aussi les crises intermédiaires quinquennales. C'est la démonstration que le mode de production capitaliste s'épuise. La période de prospérité n'arrive plus à son épanouissement : c'est déjà la surproduction après 5 années. Mais cela ne signifie absolument pas que nous n'aurons pas de nouveau, de 1884 à 1887, une période économique tout à fait dynamique. » (Engels à Bebel, 10-V-1883.)

Marx était parfaitement au courant du sens économique – impérialiste – des guerres de son époque. Déjà pour éviter que la France ne supplante l'Angleterre, au début du XIX<sup>e</sup> siècle après la grande révolution de 1789-1815, la Sainte-Alliance des puissances féodales et bourgeoises avait privé le rival de la capitaliste Angleterre de sa partie la plus industrialisée – la Belgique - qui restait la 5<sup>e</sup> puissance industrielle du monde en 1931. La France fut ainsi, en partie frustrée des fruits économiques de sa révolution politique, alors que la masse de ses habitants et de son revenu national jouait en sa faveur dans sa rivalité séculaire avec l'Angleterre. De même, pour dépasser l'industrie française et rattraper l'Angleterre, Bismarck, annexa en 1871 l'autre partie industrielle de la France, la Lorraine <sup>65</sup>

Notons que, dans la phase « idyllique », la conquête des colonies par les puissances blanches n'a pas relevé leurs taux de croissance, mais a permis à certains impérialismes - notamment français - de résister à d'autres. Elle n'a pas non plus empêché la surproduction et les crises. Au demeurant, les métropoles ne tentèrent pas d'étendre leur mode de production aux colonies, elles y cherchaient simplement un débouché à leur surproduction et une source d'approvisionnement en matières premières bon marché pour relever momentanément leur taux de profit. Dans ces conditions, les pays de couleur ont dû lutter les armes à la main pour se libérer du colonialisme. Cependant, ils accéderont à l'indépendance quand le taux de profit sera encore plus bas et la composition organique si élevée que leur industrialisation sera infiniment difficile. La même loi de l'inégalité du développement des pays capitalistes dominants et dépendants s'applique à l'industrie lourde par rapport à l'agriculture et dans le capitalisme sénile au secteur de pacotille de luxe par rapport au secteur des moyens de subsistance. Ces disparités s'amplifient à l'intérieur de chacune de ces sections antagoniques, jusque dans les entreprises où l'une profite des malheurs de l'autre : c'est la guerre économique généralisée même entre bourgeois. Comment éviter la crise dans m conditions ?

---

<sup>65</sup> Cf. Marx-Engels, la Belgique, État constitutionnel modèle, édité par le Fils du Temps, 1977, p. 233-234, ainsi que p. 97-1.02, l'Ere impérialiste des annexions.

### *La supercrise de l'impérialisme*

L'arme suprême, dont dispose l'impérialisme pour modifier la distribution, afin d'écrémer momentanément la production et les profits à son avantage, c'est la guerre et ses destructions. Il en use avant tout là où le guette le danger l'une révolution qui pourrait renverser le capitalisme. Le général Engels observait, que la guerre était pour la bourgeoisie un moyen de prévenir la révolution : « Nous menons une guerre de siège contre notre ennemi, et tant que nos tranchées ne cessent de progresser et de resserrer l'étau, tout va bien. Nous sommes maintenant tout près du second parallèle, où nous dresserons nos batteries démontables et pourront bientôt faire taire l'artillerie adverse. Or, nous sommes déjà assez avancés pour que les assiégés ne puissent être dégagés momentanément de ce blocus que par une guerre mondiale 66. »

Mais même de cela l'impérialisme fait une affaire - s'il l'emporte. Après le conflit, il empêche le pays de tradition révolutionnaire d'accroître ses indices de production et de regonfler au maximum ses contradictions de classe - et il accumule à sa place pour augmenter la puissance de la forteresse de la conservation bourgeoise. C'est ainsi que l'Allemagne a vu ses forces productives stagner au-dessous de l'indice 100 de 1913 à 1950, jusqu'au moment où le danger révolutionnaire fut passé. En effet, les U.S.A. ne permirent la relance économique qu'à une Allemagne dépecée et solidement ligotée, investie et exploitée par les impérialismes américain, d'une part, et russe, d'autre part.

Mais, rien ne peut empêcher la fatale baisse historique. À l'heure actuelle, l'impérialisme américain souffre de se freiner et de se brimer lui-même. L'Allemagne, dont la « puissance » économique est vantée comme modèle, s'efforce de stagner depuis 1973 et espère - en vain - conserver son potentiel du sommet précédent et éviter toute secousse désagréable. Cependant, elle a renvoyé quantité de force de travail dans leur pays d'origine - ce qui témoigne d'une forte baisse de production que *masquent les indices* officiels de plus en plus truqués partout 67. Les États-Unis ont vu chuter leur production d'acier, par exemple, de 136 millions de tonnes en 1973 à 1,14 en 1977, tandis que leur production automobile tombait de 9 687 200 unités en 1973 à 6 717 200 en 1975. La baisse catastrophique de ces deux secteurs-clés de la production américaine montre combien les statistiques sont truquées et ce qu'il faut penser des rapports officiels sur l'état de l'économie qui prétendent que cette fois-ci il n'y a pas eu de chute de la production comme après 1929. C'est le cas de le dire : la fabrication en série de bobards et de mensonges des ministères de l'Information des démocraties occidentales atteint un rendement à faire pâlir d'envie les ministères de la Propagande fascistes !

### *La drogue de l'étatisation*

---

<sup>66</sup> Cf. Engels à H. Schlüter, 19-III-1887, ainsi que le chapitre intitulé la Future guerre mondiale et la révolution, in Mark-Engels, *la Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 212-218, 221-222.

<sup>67</sup> Un autre pays modèle est la balourde Suisse, qui ressemble à sa voisine allemande. Sa devise est ultra forte et sa balance commerciale largement excédentaire. Qui plus est, un taux de chômage de 0,5%. Les Dieux bourgeois ont cependant des recettes très simples : vider 27% des étrangers, au point que la population active a diminué de 9% (c'est comme si la France avait un taux de chômage de 9,5%, mais ne versait d'indemnités qu'à 0,5%). Avec l'augmentation de la productivité qui résulte de cette économie de main-d'œuvre, les exportations ont augmenté de + 6% en 1977 : encore un exploit inouï. Seulement le taux de chômage en Italie, au Portugal et en Espagne a subi le contrecoup de ces sages mesures suisses.

L'État bourgeois moderne est ce *deus ex machina* qui permet de gonfler artificiellement l'appareil de production en une éléphantiasis gigantesque – à l'image de la crise actuelle.

Le moyen en est archi-connu : la centralisation. L'État s'ingère partout et diffuse le totalitarisme ou mieux le fascisme dans l'économie, la politique, le juridique et, l'idéologique. Il ne manque jamais à l'appel.

Un excellent indice pour mesurer le degré d'étatisation de l'économie est le rapport entre les dépenses de l'État et celles de toute la nation (revenu national). Il nous permet de distinguer nettement la phase libérale de la phase monopolistique. La *guerre* et la *crise* ont le même effet : gonfler cet indice. Aux États-Unis, par exemple, il était de 1% en 1880 et ne dépassait pas encore 1,7% en 1916. La guerre le fit progresser d'année en année : 3,7%, 20,1%, 27,2% ; en 1919, l'État accaparait presque un tiers du mouvement économique. La paix fit retomber l'indice, sans jamais le ramener à son niveau d'avant-guerre : le minimum fut atteint avec 2,3% en 1925, mais la crise le fit remonter à 4% en 1929, et 9,4% en 1932. De 1934 à 1941, l'indice se fixait autour de 12%, mais le nouveau conflit provoqua un nouvel envol : en 1942 : 27,4%, en 1943 : 55% ; en 1944 : 58,5% ; et en 1945 : 61,2%. En 1948, à tomba à un nouveau minimum : 15,8%. La crise qui aboutit à la guerre de Corée, le fit remonter à 26%. Il oscilla ensuite autour de 23%, et atteint déjà dans l'actuelle crise 30% en 1976.

Les interventions de l'Etat ont un effet inévitable : l'inflation. Elles font, en effet, baisser le *pouvoir d'achat de la monnaie*. De 100 en 1913, il n'était plus que 51,1 en 1920. Avec la déflation de la crise de 1930 à 1934, cet indice remonte cependant : 60,6, 62,7, 69,8 et 88,2. En faisant baisser le prix de gros (141, 118, 90, 74) pour la nourriture du prolétariat, il augmentait même d'autant le pouvoir d'achat des ouvriers, même si l'on divise la masse des salaires par les nombre d'ouvriers occupés et non occupés. Les travailleurs disaient alors - cela va bien pour nous, quand cela va mal pour le patron !

Les préparatifs de la guerre, et plus encore la guerre elle-même, font chuter le dollar : de 72,4 en 1939 à 56,7 en 1944 – et en pleine prospérité d'après-guerre, il est à... 36,3 en 1958. On connaît la suite, le dollar ne cesse de dégringoler.

La panacée de l'État-providence est l'inflation qui lui permet de peser plus durement sur les masses salariées, enchaînées par le crédit et droguées par sa camelote et, à la fin, précipitées dans – le chômage massif et les massacres de la guerre où le capitalisme dopé débouche sans même s'en apercevoir. À l'époque du capitalisme « idyllique », les crises éclataient quand se manifestait la surproduction avec l'impossibilité de vendre les produits de la grande industrie. La pénurie d'argent des salariés et des capitalistes provoquait aussitôt une chute des prix. L'alarme était donnée par les prix en dégringolade affichés dans les boutiques et, en conséquence, la chute effarante des titres en bourse, qui expriment la valeur des moyens de production des bourgeois.

Depuis l'époque des grandes guerres qui entraînent dans leur tourbillon les États les plus puissants et les plus peuplés, et même un peu avant la première guerre mondiale, les crises ont pris l'aspect à première vue opposé à celui des crises classiques : les prix et la demande de marchandises augmentent – même pour ce qui concerne la grande industrie pourtant si productive. La guerre (et sa préparation) crée un énorme consommateur, car toutes les variétés de marchandises sont demandées en masses énormes par les armées – depuis le canon à l'agrafe de bureau. Toutes les industries sont invitées à produire et à vendre au maximum pour le client de l'État qui sait trouver l'argent et l'encaisser, surtout en temps de guerre et de crise. La production s'en trouve follement stimulée : les valeurs, des plus grandes branches de l'industrie montent, au lieu de baisser. Toutes les marchandises se font rares pour la consommation de la population - et tous les prix grimpent. Même au cours de cet après-guerre, le *pouvoir d'achat de la monnaie américaine*, mesuré en prix de gros ou de détail, a en

moyenne baissé alors que la production augmentait. En Amérique, le chômage était moins élevé en temps de guerre qu'en temps de prospérité ou de surchauffe !! On en vient même à transformer – et ce aux États-Unis pourtant si riches – la paix en temps de sous-production, de chômage et de bas salaires réels pour les masses afin de surproduire d'autant plus pour le capital dans ses branches droguées.

Si la crise de la production classique signifie crise du capital et du travail, la prospérité peut parfaitement signifier crise du travail. Le dirigisme d'État avec ses interventions économiques a montré, depuis le New Deal, que le capital parvient non pas à éviter les crises, mais à obtenir que celles-ci pèsent plus durement sur les classes mal payées que sur les classes, dont les bénéfices élevés sont garantis par le mécanisme complexe des contrôles étatiques. Si les ouvriers américains semblaient gâtés aux yeux des Européens ruinés par la guerre, leur pouvoir d'achat n'a cessé de décliner, depuis quinze ans, cependant qu'une fraction énorme de la population ouvrière se transformait en une bande d'assistés.

Toute cette évolution, confrontée à l'analyse classique de Marx, faisait dire à notre parti dès 1958 : « La crise de 1929 était encore celle du chômage et des bas prix. Or la *grande crise droguée* que nous attendons aura les malédictions de la surproduction insensée et de la menace de guerre avec le chômage et la hausse impitoyable des prix. Aujourd'hui, ce n'est encore qu'une plaisanterie, mais déjà les théories du plein-emploi et du bien-être tremblent sur leurs bases en Amérique 68. »

### *La drogue de l'inflation*

La production de luxe est une solution du capitalisme dégénéré que guette la surproduction. D'abord, par son inutilité, elle démoralise l'humanité et les malheureux ouvriers qui produisent le luxe : vanité des vanités, vide du vide. Ensuite, sa consommation est un moyen de corrompre et de débiliter par excellence – et en sont le plus affectées en Europe les classes ouvrières des pays où elles sont le plus concentrées, et les plus nombreuses, voire où elles ont des traditions révolutionnaires les plus fortes – Allemagne, France, Angleterre, Italie, etc. Enfin, ces articles sont produits avec toute la frénésie propre au capital développé à la chaîne. Si la matière première coûtait un bon prix, ou mieux si elle était transformée dans ses pays d'origine pour et par ses habitants, on ne pourrait pas créer tant de camelote inutile dans les métropoles – par exemple, l'automobile qui tourne en rond stérilement avant d'être mise au « cimetière des voitures ». Et le snobisme veut toujours la voiture du modèle de la dernière année, ce qui permet une rotation et un amortissement ultra-rapide du capital.

Pour faire ce gâchis, il faut que les forces productives, soient pléthoriques et elles aussi dévalorisées – ce qui implique une composition organique extrêmement élevée du capital. Les Européens n'y sont venus qu'après la guerre qui a dévalorisé une masse énorme d'installations productives. Les Russes et le bloc oriental ne sont pas encore à ce niveau. Pour y accéder, ces pays, dont l'industrie lourde est pléthorique, *ont soif d'une crise énorme* qui dévaloriserait massivement le capital constant et bouleverserait complètement la composition organique de leur capital social, c'est-à-dire la distribution et la répartition des capitaux entre les diverses branches de la production.

La demande « solvable » pour ces produits de la surproduction dégénérée du capitalisme sénile se forme par de gigantesques transferts de richesse des classes productives aux classes

---

<sup>68</sup> Cf. L'Économie des États-Unis : Cours de la production et récession in Programma Comunista, n° 12 de 1958, chap. sur l'Emploi et les salaires.

parasitaires ; l'inflation en est le meilleur moyen - et le plus moderne.

Dans ses articles sur le *Crédit Mobilier* <sup>69</sup>, Marx dénonce *l'inflation* comme source principale de transfert de plus-value par toutes sortes de spéculations pour stériliser le capital en le plaçant, par exemple, dans des constructions ou marchandises inutiles. C'est ce qui ressort aussi du passage que nous avons cité dans la première introduction : la participation momentanée du prolétariat aux miettes du festin bourgeois (produits de luxe), dans la phase de surchauffe, provoque *une flambée supplémentaire des prix* (p. 22), car l'exaspération de la consommation et de la demande solvable ne fait que susciter la surproduction elle n'éloigne donc pas la crise, au contraire.

L'inflation monétaire de la période de la prospérité croissante de cet après-guerre en Occident est indubitablement liée, pour une grande part, à l'éléphantiasis de la section II b. La preuve a *contrario* vient de l'Est, encore immergé dans le culte de l'industrie lourde. Une masse énorme de monnaie fluctuante reflète la valeur éphémère de ces marchandises créées inutilement ou pour être détruites.

L'inflation systématique du capitalisme drogué a provoqué un *renversement de l'évolution historique de la valeur monétaire des produits industriels*. Ceux-ci épousent désormais l'allure des prix des moyens de subsistance qui vont aux ouvriers et sont en augmentation constante du fait de la rente qui les surcharge. Le mécanisme n'est pas nouveau, mais il ne s'appliquait jusque-là qu'aux seuls produits de la terre.

Nous avons vu qu'au siècle dernier, le pouvoir d'achat de la monnaie augmentait, tandis que les prix baissaient. Cela correspond au développement capitaliste *normal*, où les forces productives augmentent sans cesse, en multipliant pour une même valeur d'échange les valeurs d'usage produites, puisque l'heure de travail devient toujours plus féconde. Cette évolution *bénéfique pour tous ceux qui travaillent* a été renversée... par la théorie du bien-être et la loi mercantile du capitalisme, selon laquelle il faut une demande « solvable » pour assurer l'écoulement de toute marchandise produite. L'économie politique sénile a sanctionné cette évolution dans sa *théorie de la « formation des prix »*. Les coûts de production doivent augmenter sans cesse, afin de *créer les revenus pour résorber les produits*. La préoccupation est claire : lutter contre la surproduction et l'engorgement du marché.

On ne calcule plus le prix de la masse produite, en divisant la somme du capital constant + salaire + profit moyen par le nombre des produits, ce qui faisait diminuer le prix lorsque le nombre d'articles produits devenait plus nombreux à coûts égaux par suite de l'accroissement de la productivité. Ce n'est plus *la production, et ses facteurs, qui déterminent les prix, mais le marché*. Dans le nouveau calcul, *l'utilité* de l'école marginaliste raillée par Engels <sup>70</sup> est

---

<sup>69</sup> Dans sa série d'articles consacrés au *Crédit Mobilier* en 1857 pour la *New York Tribune*, Marx explique de quelle manière cet institut financier s'y prenait pour stériliser le capital, en évitant de toucher à la composition organique existante du capital, et donc au taux de profit. Bien sûr, disait Marx il opérait à l'inverse des banques d'affaires qui rendent fluides le capital fixe dans les entreprises industrielles. Le *Crédit Mobilier*, lui, transformait le capital fluide en capital fixe pour entreprendre des travaux somptuaires, inutiles. Il spéculait en Bourse, par exemple, avec des actions de chemins de fer (qui ne sont que du papier, n'étaient les installations fixes ferroviaires), en donnant « un air solide à ce capital fictif » qu'il appliquait à son genre de travaux. En somme : « l'opération consiste à détourner une grande partie de *l'activité productive* du capital national en *spéculations* improductives. (1-VI-1857). L'astuce, c'est, *par un transfert fictif de titres*, d'assignations sur le produit futur du travail, *de détourner pour soi du travail créateur*. L'infamie, c'est de lui faire exécuter des œuvres stériles.

<sup>70</sup> Cf. lettre d'Engels à Danielson, le 5-1-1888 : « ici la mode est à la théorie de Stanley Jevons, selon lequel la valeur se détermine, d'une part, par l'utilité (de sorte que valeur d'échange égale valeur d'usage) et, d'autre part, par la grandeur de l'offre, (c'est-à-dire les coûts de production). Tout cela n'est qu'une façon confuse de

confondue avec la valeur d'échange : la marge de l'excédent produit (la surproduction) est adaptée au prix pour lui assurer un débouché. En conséquence, les prix sont fixés en fonction de la consommation, du marché, et non par la production, les facteurs effectifs qui produisent. On invente alors mille raisons de créer ou d'augmenter certains revenus. Si les rentiers justifiaient leurs revenus par le titre de propriété de la terre, les capitalistes le font en s'appuyant sur la propriété du capital constant <sup>71</sup>, et les petits-bourgeois se mettent à exhiber mille titres nouveaux, dont la propriété intellectuelle, littéraire et industrielle, universitaire et professionnelle est la plus invoquée, et nous avons alors les experts en mille trucs, les années d'ancienneté, la hiérarchie avec les grilles de salaire plus élargies que jamais – 360 indices pour une même industrie - les zones et abattements de salaires, l'âge, le, sexe qui fait des différences moyennes de salaire de 30% le gain se « personnalise ».

Les ouvriers qui font directement partie des facteurs ou coûts de production sont les plus lésés dans le nouveau partage ; cette création de revenu favorise – par définition – les secteurs improductifs (services, tertiaires, etc.) et autres parasites. En somme, on assigne, par d'énormes transferts gratuits, des montagnes de marchandises aux classes moyennes, afin de réaliser sur le marché la production pléthorique. Leur revenu augmente pour cette unique raison : le besoin de placer les marchandises de luxe que l'on produit frénétiquement.

Au fond, l'inflation des prix, suscitée et amplifiée par la pénurie dramatique des produits de première nécessité durant la dernière guerre, s'impose durablement avec la théorie du bien-être. En somme, rien n'est changé : le nécessaire est hors de prix. Mais si la camelote est bazarde d'abord à vil prix, à la fin – dans une nouvelle crise plus grave que jamais – elle coûte, elle aussi, de plus en plus cher, mettant un terme à toute cette merde.

---

dire en somme que ta valeur est déterminée par l'offre et, la demande. Encore et toujours l'économie vulgaire ! ».

<sup>71</sup> Au début du capitalisme les industriels expliquent leur profit par l'activité de direction, l'esprit d'innovation et d'entreprise dont ils font preuve, bref par une sorte de travail ; l'économie vulgaire le motive ensuite par la possession d'instruments de production qui créeraient aussi de la richesse - à l'image de la propriété de la terre qui crée des richesses et justifie les revenus des propriétaires fonciers : dégringolade de l'économie, vulgaire du plan de la production au juridisme le plus creux, tandis que se noue l'alliance entre les deux fractions naguère antagoniques des classes dominantes capitalistes.

### *La sous-consommation et l'art des profits*

Au cours de cette crise, les économistes et les politiciens poussent à son comble l'art de combiner les profits maxima et la sous-consommation des masses. C'est proprement l'inflation croissante en pleine crise de surproduction qui permet ce petit jeu.

C'est l'industrie-clé de l'automobile qui a appliqué en virtuose le « remède » : pour faire face à la surproduction, elle a augmenté ses prix de plus de 50%, ce qui restreint fortement la « consommation », mais accroît considérablement son chiffre d'affaires, et donc ses profits. Ces messieurs se sont appropriés les secrets du mécanisme de la rente dans l'acculture : *une légère pénurie est source de surprofits*. Ils ont fait le calcul : 100 articles à 5 frs chacun donnent une recette de 500 frs ; mais une légère pénurie, artificiellement créée à l'époque des monopoles ou des ententes, avec 90 articles, fait monter le prix de chacun d'eux à 7 frs, soit une rentrée d'argent de 630 frs et *un surprofit de 130 frs*. Une suroffre de 110 articles ferait, en revanche, chuter le prix unitaire à 3 frs, avec une minable recette de 330 frs seulement. C'est ainsi que l'agriculture, à force de produire toujours moins d'aliments, réalise un chiffre d'affaires toujours plus gros. Comment les fabricants d'automobiles créent-ils une pénurie ? En vendant tous cher, tandis que le besoin d'autos est devenu « pressant », maintenant que les transports en commun pratiques ont été supprimés, que les domiciles ont été éparpillés dans la nature loin du centre des villes, du lieu de travail, des marchés, etc. Et le gouvernement donne son petit coup de pouce, en augmentant le prix du métro, des chemins de fer, etc. Il participera même à l'opération en faisant hausser le prix de l'essence, etc. L'expérience a montré que l'usager n'est pas prêt de renoncer à son auto : il préfère sacrifier des articles de consommation – les plus essentiels – pour satisfaire cette « priorité ». On peut donc y aller.

Marx lui-même explique ce mécanisme des surprofits fondé sur la sous-consommation. D'abord, dit-il, on mettrait fin à la folle « production pour la production » et la recherche frénétique des surprofits et rentes, si le travail nécessaire pour créer tel ou tel article était distribué rationnellement entre les diverses branches de la production conformément aux besoins de la société : « Si cette répartition était proportionnée, les produits des diverses branches *seraient vendus à leur valeur* ou à des prix qui sont obtenus à partir de ces valeurs ou de ces prix de production sous l'effet des lois générales. Nous entendons ici la loi de la valeur telle qu'elle régit, non point les marchandises ou articles isolés, mais à chaque fois l'ensemble des produits de chaque branche particulière de la production sociale que la division du travail a rendue autonome. Cette loi de la valeur fait non seulement que l'on consacre à chaque marchandise particulière *uniquement le temps de travail* nécessaire, mais que l'on emploie encore dans les différentes branches *uniquement la proportion nécessaire de l'ensemble du temps de travail social* <sup>72</sup>. »

Tout le mouvement de la société capitaliste tend en fait à contourner la loi de la valeur et de la production proportionnée, en produisant non pour les besoins, mais pour la production. On surproduit pour accroître la masse de profits. Et on vend même le plus cher possible en vue d'augmenter le *taux* du profit. Dans sa lettre à Engels du 22-IV-1868, Marx explique ainsi que le taux de profit peut hausser avec la dépréciation de l'argent (inflation) dans une mesure qui dépend du volume relatif des branches particulières de la production.

À partir de ces prémisses sur la production proportionnée aux besoins et au travail nécessaire employé à chaque fois, Marx explique que tout l'excédent sur la quantité déterminée qui

---

<sup>72</sup> Cf. Marx, *le Capital* III, chap. xxxvii, in *Werke* 25, p. 648.

satisfait le besoin social, est dévalorisé : « La totalité des tissus ne se vendra que s'ils avaient été produits dans la proportion nécessaire. » Cela a aussi pour corollaire que si le tissu est *produit au-dessous des besoins* de la société, le mécanisme mercantile fait qu'il se *vendra au-dessus de sa valeur*, un transfert de valeur (argent, richesse ou capital) s'opérant des autres branches au bénéfice de celle qui ne satisfait pas toute la demande. L'exemple classique en est l'agriculture, dont les conditions particulières empêchent la péréquation des profits et s'opposent à la concurrence qui fait baisser les prix quand la production augmente. Comme la production agricole n'est pas proportionnée aux besoins, « la valeur des marchandises produites par le capital dans l'agriculture se trouve par définition *au-dessus* de leur prix de production (de leur valeur), d'où la rente qui est l'excédent de valeur sur le prix de production <sup>73</sup> ».

Le capitalisme sénile drogué s'efforce de transférer à l'industrie aussi le parasitisme de l'agriculture. Toute branche de la production qui est en retard sur les autres, qui n'arrive pas – Ou ne tient pas, grâce à un monopole ou protection – à satisfaire les besoins de la société, touche une prime, voit une partie du profit ou capital des, autres branches transférée chez elle. Dans ces conditions, qui n'organiserait pas, avec tous les moyens dont il dispose, la sous-consommation dans le secteur des biens qu'il fabrique ? Pour y parvenir, il suffit d'arriver au monopole ou de former un cartel, une association et une entente en vue d'escroquer une rente ou des subventions à l'État ou à la C.E.E., etc., etc. - et nous savons que tout capitaliste moderne se débrouille pour en bénéficier et il trouve la complicité de l'État. On développe alors chez soi la sous-consommation, source de hauts profits.

Mais on pourrait penser que les capitalistes ne peuvent pas tous utiliser cette méthode, ne serait-ce que parce qu'il n'y aurait plus de transfert de surprofits à l'avantage des uns et au détriment des autres. C'est oublier que nous sommes dans une société de classe, où ces transferts s'opèrent, non aux dépens des capitalistes de quelque section que ce soit, mais de la masse énorme des travailleurs. Autrement dit, le transfert ne s'effectue pas de capital à capital, mais de salaire à capital. Et cette « politique économique » se fait de plus en plus actuelle, à mesure que nous nous enfonçons dans, la crise où le taux de profit est au plus bas et où le capital tend à grignoter les salaires pour maintenir un profit pour lui. C'est le couronnement de l'inflation, c'est tout le sens de la politique actuelle de Barre qui donne aux entreprises la liberté de fixer leurs prix de vente (de puiser dans la poche des autres).

Mais objectera-t-on, sous-consommation signifie sous-production. Ce serait vrai, si la production de la société tout entière formait une seule et même branche. Or, la société capitaliste - surtout si elle est sénile, donc concentrée et organisée –peut fort bien *sous-produire* en vue de faire sous-consommer les masses et faire d'énormes profits grâce à ce déséquilibre tout en *surproduisant* follement dans toutes *les autres* branches de la production : l'armement, l'industrie lourde, la production de luxe, dont les prix peuvent être abordables aux hauts salaires. On a, ainsi, côte à côte, sous-consommation et surproduction, ces deux frères siamois de la société mercantile du capital. De fait, plus la sous-consommation sera forte ici, plus la surproduction sera énorme là. Mais qui financera cette énorme surproduction ? Le truc est tout simple, ce seront les richesses enlevées aux masses, dont on tire des surprofits en ne satisfaisant pas leurs besoins les plus fondamentaux (moyens de subsistance). Le capital y gagne doublement : il fait des surprofits dans les branches où il *sous-satisfait* la demande urgente des masses, et il peut développer ses affaires dans les branches où il *surproduit* pour le capital et ses laquais et où sont dépensés les surprofits faits dans la section des moyens de

---

<sup>73</sup> Cf. *ibid.*, chap. xxxv, in *Werke* 25, p. 770.



subsistance : il crée ainsi une demande artificielle pour des articles inutiles, voire nocifs. On arrive alors au paroxysme du déséquilibre, de l'opposition entre surproduction (du capital) et sous-consommation (des masses).

On aurait pu penser que le capital pourrait tenter d'accroître ses profits, en diminuant les dépenses improductives ou la consommation stérile des classes moyennes dont la seule fonction est de consommer. Mais cela suppose que le capital cesse de susciter l'inflation et d'augmenter encore la production, voire la surproduction, pour se lancer dans la déflation en assainissant l'économie. Or nous sommes en capitalisme *drogué*, définitivement drogué – et si le capital éliminait les secteurs improductifs, inutiles, parasites, voire nocifs, il se dégonflerait complètement ; des pans entiers de la production s'effondreraient les uns après les autres, comme dans les crises décrites par Marx. Des millions de salariés improductifs, de luxe, de guerre, etc. seraient sans pain, ni voiture, ni pointes Bic : ce serait la cascade des fermetures non pas seulement d'entreprises, mais de branches entières de la production. Cela n'arrivera pas, car le capitalisme drogué débouche hagar dans la guerre. Le cancer du capital est donc condamné à grossir encore, et le cadavre de cheminer, sur les forces vitales du travailleur productif qui sera sucé jusqu'à ce qu'il s'insurge contre l'ignoble capitalisme. C'est toujours lui qui paie. Il n'y a donc plus de limites à la perversion de la production qui satisfait les besoins factices avec ses drogues et ses marchandises rutilantes, mais inutiles, avant le besoin fondamental de la vie : surproduction égale sous-consommation.

### *Théorie du capitalisme drogué*

Avant d'expliquer – par Marx – le mécanisme et la théorie de ce que nous avons appelé le CAPITALISME DROGUÉ, considérons quelles en sont les principales manifestations. Nous avons le coût croissant des facteurs de production, les interventions massives de l'État et de l'impérialisme dans les rapports économiques, le gouvernement gigantesque, les dépenses improductives, la gabegie bureaucratique, la spéculation immobilière parasite, l'économie du bien-être frelaté et du gaspillage, la folle déprédation des richesses de la nature, les fluctuations désastreuses du prix des matières premières, la dégradation ou minéralisation croissante de la production et de la consommation, l'éléphantiasis des dépenses militaires, les énormes destructions de capital par les guerres incessantes, le gonflement monstrueux des secteurs inutiles de la pacotille de ce que l'on appelle la société de consommation, etc. etc.

Le comble, c'est que tout cela est présenté comme la prospérité~ et la marque d'une société de progrès. Une telle mystification ne peut être faite qu'aux dépens d'une humanité bafouée et droguée.

Pour expliquer ce renversement effarant de toutes les lois de l'économie et de la vie ainsi que la perte de toute sensibilité aux écarts ou dévoiements de la production, il faut abandonner le terrain bourgeois, et partir du point de vue purement marxiste.

Il nous faut faire ici une longue digression pour expliquer le mécanisme économique par lequel le capitalisme sénile est devenu homicide et destructeur non seulement des richesses produites qu'il dévalorise et jette au rebut pour pouvoir recommencer un nouveau cycle de production, mais encore destructeur de la nature et des réserves de matières premières accumulées pendant des millénaires. Nous sommes ici au centre de la question : en raison des gigantesques forces productives accumulées, la crise catastrophique et la rage de destruction font désormais partie intégrante du capital lui-même.

Ricardo est incapable d'expliquer en quoi que ce soit les entorses modernes à l'économie classique, car implicitement son système les renferme. Cependant il était cohérent sur un point : il défendait avec acharnement tout ce qui favorisait la production et considérait comme

un crime contre l'accumulation croissante du capital ce qui est devenu vertu pour l'économie droguée et dégénérée d'aujourd'hui : la destruction massive de richesses déjà produites en vue de détourner des capitaux du *procès de reproduction* qui s'élargit progressivement, en faisant une affaire de la dévalorisation et du gaspillage de capital.

Ce qui pousse inéluctablement les bourgeois à cette pratique diabolique, c'est la baisse du taux de profit contre laquelle ils n'ont d'autre remède que la stérilisation ou la destruction du capital pléthorique de nos jours.

Aux yeux de Marx, le taux de profit détermine en effet : 1. la croissance du capitalisme (c'en est aussi la mesure) et 2. la vie ou la mort des capitaux particuliers. Il en règle les rapports quantitatifs Qu'un achetant chez l'autre le capital constant ou les moyens de subsistance), donc le degré de sa force en même temps que sa capacité plus ou moins grande de se reproduire et de s'imposer dans la concurrence universelle. Pour ce qui est du capital global, général – par exemple, le capital qui est nationalisé –, il s'en soucie moins, il lui suffit de survivre : « Le taux de profit, c'est-à-dire l'accroissement proportionnel de capital, est essentiel à tous les nouveaux surgons de capitaux qui se regroupent de manière autonome [et doivent pouvoir, à leur tour, se valoriser, c'est-à-dire produire avec profit N. de Tr.]. Or, si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de capitaux déjà établis, pour lesquels la masse du profit compense son taux, le feu vivifiant de la production s'éteindrait progressivement <sup>74</sup>. »

Le taux de profit est un étalon d'autant plus coercitif pour l'entreprise particulière qu'elle est de petite dimension et que les échanges se font entre capitaux concurrents, nombreux, qui sont soumis le plus rigoureusement à toutes les nécessités de la loi bourgeoise du profit privé. Il y a compensation et nivellement des gains et pertes, quand le capital est concentré, l'un de ses secteurs ou départements d'activité pouvant faire du profit et l'autre non. Le besoin de calculer les rapports entre profit et capital à avancer se fait moins pressant pour les éléments particuliers, bien qu'il subsiste toujours pour l'unité globale qui doit se reproduire avec profit : la masse compense ici le mieux le taux de profit. L'État est le moyen par excellence de compenser les pertes de l'un par les gains de l'autre. Il est capable même, quand le taux de profit tend à zéro, de prélever de la valeur sur le capital variable pour en faire du profit – par le moyen de l'impôt, de la taxation des prix, de la politique de hausse des prix alimentaires, qui grèvent les salaires, et par son moyen préféré : l'inflation et le crédit. Représentant la confiance de tous en l'avenir de l'économie nationale, l'État peut avancer du capital fictif qui ne *deviendra réel* qu'au moment où il se sera assigné une production déterminée, surgie dans l'intervalle.

Le *capital* s'aperçoit qu'il pourrait fort bien fonctionner en dépit des lois d'appropriation privée, qu'il reprend à son compte uniquement pour justifier que le capital s'approprie tout le produit créé par l'ouvrier salarié. Il dispose alors des meilleurs moyens pour hausser le taux de profit, en dévalorisant même le capital constant par rapport auquel le taux de profit se détermine pour bonne part. Un premier moyen est de mettre en veilleuse, voire d'éteindre les parties du capital social qui ne donnent pas de profit – les autres travailleront à leur place. *L'ensemble n'y perd rien, bien que des masses considérables de capital constant (installations productives, machines, etc.) soient anéanties dans l'opération.*

Le capital applique alors à une échelle colossale la loi que le marxisme met en relief : *le capital ne peut se valoriser* (se reproduire en faisant des profits) *qu'en se dévalorisant de plus en plus*. Cette loi implique cette autre : ce n'est pas le capital constant, (les installations

---

<sup>74</sup> Cf. *ibid.*, p. 269. Nous avons reproduit dans ce recueil tout le chapitre fondamental sur la baisse du taux de profit, cf. section 2, p. 339-357.

productives, les machines, les matières premières, la technologie, etc.) qui crée la moindre parcelle de valeur, c'est seulement et uniquement le capital variable, le travail de l'ouvrier. De cette constatation pratique, l'économie vulgaire de cet après-guerre a tiré une conclusion vicieuse qui montre à l'évidence que le capitalisme est en crise violente et dégénérative : pour que le travail produise frénétiquement, il faut dévaloriser – anéantir au plan de la valeur – toutes les richesses déjà produites, celles-ci pouvant limiter le terrain de demande.

L'économie vulgaire bourgeoise repose sur l'hypothèse selon laquelle la propriété du capital constant donne droit à tout le produit <sup>75</sup> (y compris le capital variable que l'ouvrier doit acheter, – en vendant de nouveau sa force de travail). Ce n'est pas une loi abstraite de l'économie, ce sont les rapports de classe, qui expliquent que l'ouvrier produit tout et le capital possède tout. Ces rapports sociaux sont nés avec la prétendue accumulation primitive qui, en fait, a arraché au producteur ses moyens de production devenus la propriété juridique d'autrui. Une fois que l'ouvrier est dépouillé de tous ses instruments de travail, il suffit de lui donner simplement des moyens de subsistance pour qu'il travaille autant que l'exige le capitaliste auquel il vend sa force de travail pour pouvoir manger : dès lors le produit tout entier appartient au capital. La propriété bourgeoise repose fondamentalement sur l'expropriation et dérive de la faim et des besoins physiologiques incoercibles qu'éprouve l'organisme de l'ouvrier la richesse se fonde sur la misère.

Voilà comment le capitaliste « avance », par exemple, la partie constante. Historiquement, le capital constant (machines, etc.) est le produit du travail de l'ouvrier, et économiquement l'ouvrier crée à chaque fois dans le procès de travail la valeur de la partie constante usée qui se trouve dans le produit que le capitaliste s'approprie gratuitement. En fait, cette partie constante est détruite au cours du procès de production par le travail de l'ouvrier et donc réduite à zéro, et il la reproduit gratuitement pour son patron. En un mot, dans le procès de production, l'ouvrier doit créer de nouveau toute la valeur avancée, en y ajoutant le profit ou travail non payé : « Le capitaliste obtient gratuitement le surtravail ainsi que la conservation de la valeur des matières premières et des instruments. En ajoutant une valeur nouvelle à l'ancienne, le travail conserve et éternise le capital <sup>76</sup>. »

Et Marx de conclure : « L'ouvrier non seulement ne sort pas plus riche du procès de production, mais en sort plus pauvre qu'il n'y est entré : Il n'a pas seulement réalisé les conditions pour que le travail nécessaire appartienne au capital, mais la possibilité, subsistant dans [les forces physiques de] l'ouvrier, de créer de la valeur existe maintenant dans la valeur additionnelle, le surproduit, bref dans le capital qui domine, la force de travail de l'ouvrier. Il n'a pas seulement produit la richesse pour autrui et le dénuement pour lui-même, mais encore le rapport de cette richesse à la pauvreté de l'ouvrier » (t. 2, p. 271). En effet, il se trouve sans moyens de subsistance qu'il a consommés pendant qu'il travaillait et, s'il en veut de nouveaux, il est obligé de recommencer à produire pour le capital. Par conséquent : « En s'appropriant le travail présent, le capitaliste détient déjà une assignation sur le travail futur » (p. 159).

Or, qu'est-ce que cette assignation sur le travail futur du prolétariat ou ce droit permanent de soustraction du produit à l'ouvrier qui l'a créé ? C'est, en somme, Sa Majesté le Capital en action. Il suffit qu'il se présente comme de l'argent que n'importe quelle banque peut fabriquer avec le crédit : « Pour autant qu'elle existe pour elle-même, la plus-value – l'excédent du travail matérialisé – est de l'argent. Mais cet argent est en soi déjà du capital et, en tant que tel, assignation sur du travail nouveau (qu'il achète). À ce niveau, le capital n'entre plus

---

<sup>75</sup> Cf. Marx, *Grundrisse* ; t. II, p. 159.

<sup>76</sup> Cf. Marx, *Grundrisse* ; t. II, p. 159.

seulement en rapport avec le travail existant, mais encore avec le travail futur... Pour représenter une telle assignation, son existence matérielle d'argent est indifférente et peut être remplacée par n'importe quel autre titre ou papier. À l'instar du créancier de l'Etat, chaque capitaliste possède, dans sa valeur nouvellement acquise, une assignation sur du travail, futur : en s'appropriant le travail présent, il s'approprie le travail futur » (*ibid.*, p. 162).

C'est là, poursuit Marx, tout le *fondement du système du crédit*. Ainsi l'inflation – et, avec elle, la « drogue » pour doper le capital et la consommation – se glisse dans le procès de production lui-même et provoque une surproduction monstrueuse. Elle crée des assignations sur un produit de plus en plus lointain, de plus en plus inutile, voire nocif, en engageant des travaux dès à présent et en accroissant au maximum la tension de la force ouvrière.

L'économie bourgeoise fait dériver le profit du capital constant qui est là, mais ne peut se mouvoir, voire irait au diable si le travail de l'ouvrier ne le conservait pas. L'économie marxiste, au contraire, fait découler le profit du seul capital variable, travail vivant. En effet, le travail est la seule source et mesure de la valeur. C'est pourquoi, Marx *pose la valeur du capital constant comme égal à zéro* - et ce, sans que le capitalisme n'en meure, au contraire. Cette hypothèse scientifique pour analyser les lois réelles du capital est une opération courante dans l'analyse mathématique de toutes les questions où jouent des grandeurs variables. La partie constante et fixe du capital n'a jamais créé de valeur. A ses débuts, le capitalisme admettait - avec la loi de la valeur - que la force de travail la créait et l'heure de ce travail lui servait de mesure <sup>77</sup>. Les machines et la matière première n'avaient de valeur que pour autant que du travail vivant y était incorporé, car la matière naturelle dont on fait les machines est gratuite, sans valeur. Dans la matière première ou dans le ter semi-élaboré, par exemple, l'ouvrier ne fait que greffer son travail sur le travail humain précédemment incorporé. Entre deux applications de ce travail nouveau, l'ancien travail d'extraction, puis celui du transport de la matière première sont devenus du travail mort, dévalorisé. En effet, sans cet apport nouveau de l'ouvrier qui le ressuscite par un double travail – d'animation qui le reproduit, selon l'expression de Marx, puis d'adjonction d'un travail nouveau – il n'aurait ni valeur d'échange ni même de valeur d'usage : Que faire de la ferraille, si l'on a besoin d'un poêle ? Par exemple : « le travail du tissage conserve l'utilité. Le travail sous forme de produit, ou la valeur d'usage de ce produit du travail, se conserve du fait que la matière première subit un travail nouveau et devient l'objet du travail vivant utile » (p. 156). Selon l'expression de Marx, le travail de l'homme vivifie le travail mort : « Dans le procès de production, le travail vivant fait de l'instrument, et de la matière le corps de son âme et les éveille d'entre les morts » (p. 159). En somme. « La matière du travail se conserve sous une forme déterminée en étant transformée et soumise à la finalité du travail. Le travail est un feu vivant qui façonne la matière. Il est ce qu'il y a de périssable et de temporel en elle, c'est le façonnage de l'objet par le temps vivant » (p. 154).

Cette hypothèse du *capital constant égal à zéro* s'applique directement à l'actuelle réalité du capitalisme d'État. C'est alors que *toute la mécanique* de l'extorsion du Profit capitaliste est sur pied, voire s'emballe. L'entrepreneur n'a plus la charge juridique du patrimoine de l'entreprise : nous avons Volkswagen à la Hitler et à la Schmidt ou Renault dans sa forme

---

<sup>77</sup> Cependant, à la fin du capitalisme, avec l'automatisation, par exemple, la dévalorisation frappe l'ouvrier lui-même : le capital fixe l'énorme efficacité des machines et procédés technologiques - prétend alors devenir, mais en vain, la source de la richesse, le travail vivant étant devenu dérisoire en comparaison : « Le mode déterminé du travail est donc ici transféré de l'ouvrier au capital sous la forme de la machine, et la force de travail vivante se trouve dévalorisée du fait de ce transfert » (p. 340).

Ce ne sont donc plus seulement les machines, les matières premières, mais encore la force de travail vivante, source et mesure de la valeur du capital, qui ont perdu toute valeur : Déchéance de l'aristocratie ouvrière qui coûte (? ! ?) tant et tant de millions par poste de travail au... capital !

d'après-guerre. Point n'est besoin d'un capitaliste *propriétaire* du capital constant ou de l'usine, pour qu'il y ait *entreprise*. Il suffit que l'ouvrier doive se vendre – et n'importe quel imbécile peut lui donner accès à l'usine, dont la propriété, si elle est impersonnelle, n'en crée que mieux des richesses. En effet, l'entreprise atteint ses meilleurs rendements, précisément lorsque le capitaliste n'a plus à se casser la tête pour préserver le capital constant dans ses biens. À la fin du capitalisme, les capitalistes privés sont déjà expropriés - et l'ouvrier, trahi par ses organisations, n'a pas encore pris possession des moyens de production.

Le fait que le capital constant est ramené à zéro s'impose même aux statisticiens bourgeois. Le revenu national, la masse du capital, ce sont les marchandises produites en un an, bref rien d'autre que de *la valeur ajoutée en un an* par le travail. ,

Mais, dira-t-on, il faut bien produire les matières premières et les machines ! Certes, mais il ne faut pas leur attribuer une double valeur : *une fois qu'elles sont produites, et une nouvelle fois quand elles sont usées*. Comme le dit l'étude sur la *Méthodologie*, publiée par les *Etudes Statistiques*, n° 3 de 1962 : « Retenir la valeur de l'équipement au stade de sa fabrication et de *nouveau* par le biais de l'amortissement, c'est créer des doubles emplois. C'est pour éviter cet inconvénient que pour construire l'indice français on retient en définitive la *valeur ajoutée nette* au. coût des facteurs » (p. 244).

Cependant, le système adopté depuis 1962 en France pour calculer ses indices de la production est celui de la valeur ajoutée brute du reste de l'Europe. En calculant deux fois le même équipement, etc., on gonfle évidemment les indices de croissance de la production au moment où ils tendent de plus en plus à baisser dramatiquement. Pour faire son apologie, l'économie bourgeoise ne peut que devenir de plus en plus vulgaire !

### *Homicide des morts*

En posant systématiquement le capital constant à égalité avec zéro, le capitalisme moderne devient *l'économie des désastres et de la ruine* qui caractérisent l'étape de l'impérialisme. Les cataclysmes s'abattent d'abord sur *l'homme qui travaille et la nature qui crée*. Eux-mêmes sont pressurés comme des citrons, tandis que leur produit se dévalorise au plus vite : il est consommé ou gaspillé, voire purement et simplement anéanti – et l'ouvrier famélique et la terre épuisée sont relancés dans une nouvelle production, absurde et insensée, qui minéralise de plus en plus notre monde, voire qui fabrique la bombe pour le détruire. Comment ce cercle vicieux de la production et de la reproduction serait-il possible, si la loi fondamentale de l'économie ne dictait pas à une humanité (dont le seul instinct est d'avoir au lieu de *vivre et se développer en créant*) que les richesses produites hier ne doivent plus avoir de valeur aujourd'hui pour que les ouvriers et la terre puissent reproduire demain le maximum de valeurs nouvelles. D'où le vrai sens du plein emploi et des horaires de travail à n'en plus finir... en pleine prospérité. Ce cercle vicieux prépare la crise catastrophique.

Le capital pratique – selon la formule de notre parti – *l'homicide des morts* <sup>78</sup>. Le capital fixe, créé par toute l'humanité passée – depuis les installations productives aux procédés de fabrication et à la fécondité incorporée à la terre par des races zélées de cultivateurs grâce à une culture intensive sur une terre limitée – est dévalorisé même s'il peut encore fonctionner utilement. La seule raison en est qu'il faut faire place nette à une nouvelle valorisation maximale en exploitant frénétiquement la terre et le travailleur. Selon l'expression bourgeoise, le capital doit s'amortir le plus rapidement possible.

L'expression *Homicide des Morts* peut être interprétée platement au sens où les morts sont enterrés définitivement – ce qui ne fait de mal à personne. En fait, les morts des générations passées continuent de vivre dans le travail, les produits, les arts, la science, la technique, la terre améliorée qu'ils nous ont transmise, etc., etc. – et c'est cette vie là de l'humanité passée que le Capital assassine, en n'attribuant de valeur qu'à *l'immédiat*.

Au lieu que les forces productives, créées laborieusement dans le passé, aident et appuient le travail vivant d'aujourd'hui, on les détruit autant que faire se peut pour créer de la valeur nouvelle en la plus grande quantité possible : le *capital tue ainsi toute l'humanité active du passé* et empêche son travail de continuer à vivre et à se développer encore par une jonction féconde avec celui des ouvriers d'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle le capital ne peut enrichir la terre et la transmettre plus fructueuse aux générations futures, en réduisant au minimum l'effort du travail actuel – seul moyen pour ne pas surproduire. Il ne peut que l'exploiter au maximum pour faire la plus grande masse de profits possibles *aujourd'hui même* – et ce, de plus en plus frénétiquement à mesure que baisse le taux de profit.

L'effet s'en observe le mieux dans les cataclysmes naturels qui s'abattent périodiquement sur le monde. L'économie de catastrophe du capital, s'avère impuissante à y remédier efficacement pour une solution organique. Elle ne peut trouver de réponse que dans la *frénésie* des rythmes de travail actuels. Un glissement de terrain à la suite d'une trombe d'eau, par exemple, ne trouve pas de solution rationnelle avec les camions, les tuyaux, les pompes hydrauliques et les pelleuses mécaniques, etc., qui remettent la terre à sa place. Toutes les opérations *productivistes sont plus ou moins destructives de la nature* : l'eau entre d'un côté et

---

<sup>78</sup> Cette formule que nous explicitons dans ce chapitre en l'appuyant sur des textes de Marx est tirée de l'éditorial de *Battaglia Comunista*, n° 24 de 1951.

s'échappe de l'autre. Il faut rétablir l'équilibre - marier l'eau et la terre - avec des procédés naturels qui exigent des dizaines, voire des centaines d'années. C'est dire que le capital ne peut s'y amortir.

Le problème est insurmontable en économie capitaliste. S'il s'agissait d'un plan en vue de doter le Pentagone de l'armement de cent divisions nouvelles, la solution serait facile : Il s'agit d'opérations de cycle bref. La commande de dix mille chars est l'affaire d'un an, et non de cent, et l'État s'arrange toujours pour trouver - dans les impôts ou l'inflation - de quoi payer, puisque tout bon citoyen adore extraire dix francs de sa poche pour arriver à la fin du mois à « soutirer un franc à l'administration ». L'État intervient, et on fait marcher la fibre patriotique ou – ce qui revient au même - la défense du haut revenu de la nation, donc du citoyen moyen, pour payer cette marchandise qui, dans l'immédiat, est moins meurtrière que l'automobile privée. On a créé pour cela le pool du charbon et de l'acier. Et puis la production des chars peut être planifiée, rationalisée, systématisée avec des procédés à la chaîne d'une folle productivité, alors que la sublime science de l'ère bourgeoise ne réussit pas à provoquer en série, comme les bombardements et guerres organisés, des glissements de terrains et des alluvions. Le capital ne peut y appliquer à la chaîne sa production droguée, dont les indices gonflent au fur et à mesure et pour de longues années, avec de riches assignations sur le futur. Car ce qu'il faudrait c'est une lente et séculaire transmission de forces passées au travail présent, l'œuvre de générations entières sans folle accélération, au contraire, les fruits naturels du travail des morts étant tutélaire du travail des vivants. Ce dont il s'agit, c'est du procès de la vie des hommes qui n'a pas de prix, et de son rythme le plus lent possible de production, et non de sa dépense maximale, comme dans la frénésie productiviste, avec ce que Marx appelle la *soif ardente* (Heisshunger) de travail vivant.

### *La drogue de la consommation et du luxe*

Dès lors que les massacres et la destruction font partie des affaires et constituent un formidable débouché à la surproduction chronique et croissante, on en arrive — et cela n'a rien de paradoxal — à la société *de consommation*. À côté du grand « remède » militaire d'anéantir les forces productives, il y a le moyen, sans doute encore plus efficace, de dissiper au fur et à mesure le *produit* des forces productives, trop dangereusement développées pour la survie du capital, grâce au gaspillage, à la dilapidation, afin de tenir la demande en harmonie avec la pléthorique production. Ce que la société de consommation exprime en premier, c'est qu'il faut liquider ce qui vient d'être produit pour que l'exploitation frénétique du travail se poursuive : la montagne de marchandises d'aujourd'hui ne doit pas faire obstacle à celle de demain, etc.

Il faut consommer, non pas au vu du prolétariat productif qui mange pour produire plus, puisque son organisme, comme la nature vivante, croît et crée, contrairement aux matières et instruments qui, en eux-mêmes, sont inertes. On consomme au sens de l'idéologie dominante d'une bourgeoisie devenue rentière pour laquelle consommer le produit, c'est l'avalier et le fourrer dans la poubelle de l'individu viveur, c'est en somme le détruire.

Et devenant purement consommatrice, l'économie capitaliste montre qu'elle gère la catastrophe. Or, de nos jours, celle-ci est partout. Il s'agit de planifier les faillites des entreprises, voire la banqueroute d'industries entières. Le prétexte en est même de rationaliser et de concentrer » les forces productives. Ainsi, lorsque le pétrole s'est substitué au charbon dans les années 1960, il s'en est suivi la ruine de la moitié d'un pays —, la Wallonie — qui vivait et prospérait jusque-là sur le charbon, qui était utile avant comme après et animait toutes les

autres industries du pays ; le centre industriel nouveau fut transféré dans l'autre partie, la Flandre où la main-d'œuvre est moins chère et donne donc une marge supérieure de profit <sup>79</sup>.

Le modèle de la société de consommation ne se distingue guère de celui de l'économie de guerre. Il faut faire marcher à toute force la production, en exploitant frénétiquement le travail humain avec une portion congrue pour le prolétariat productif et grasse – à vous en écœurer – à l'industrie lourde ou au luxe. Le Dr. Schacht avait à redresser un pays ravagé par la catastrophe de la guerre, Staline une production ruinée par la guerre civile, et Keynes une économie frappée de la surproduction chronique.

Lorsqu'un monstre capitaliste – comme l'américain – a accumulé, en pleine guerre de destruction de la surproduction mondiale, aux dépens de l'économie des plus faibles que lui, la moitié du capital productif de la terre entière, qu'il s'est armé jusqu'aux dents pour préparer le massacre suivant, qu'il a déversé son excédent de capital sur tous les autres pays capitalistes – que lui reste-t-il à faire pour ne pas étouffer encore et toujours sous la masse de sa propre production ? Il lui faut trouver un *truc* qui détruise les capitaux et les empêche de fructifier, en supprimant dans l'œuf la surproduction. Il met encore plus d'ouvriers productifs au chômage... en les occupant à faire des articles vains et inutiles, de « jouissance <sup>80</sup> ». Le remède est vieux – et Marx le citait déjà dans le *Capital* : développer l'industrie de luxe, en dilapidant le produit créé par l'ouvrier, au lieu de le réinvestir dans la production et la gonfler encore.

Les méthodes capitalistes deviennent ici carrément criminelles. En effet, l'humanité a besoin de toutes ses forces productives pour vivre, et celles qui sont dépensées inutilement dans les métropoles surdéveloppées pour résoudre leurs problèmes de surproduction, sont enlevées aux pays où les hommes ont faim et se multiplient d'autant plus rapidement que leur misère est atroce : la masse sans cesse croissante de la misère à un pôle de la société est tout naturellement liée à la concentration de plus en plus monstrueuse des richesses à l'autre pôle. Or là, on détruit purement et simplement la richesse, et plus encore par les principes du « bien-être » que par l'industrie de l'armement – si l'on peut dire. Engels expliquait en son temps de capitalisme non dégénéré, que la surpopulation, la masse de misère ou la sous-consommation correspondait exactement à la masse de la surproduction, mais il notait qu'avec l'essor du capitalisme la surproduction portait sur des marchandises de moins en moins capables de satisfaire les besoins de l'humanité et, donc de la surpopulation de miséreux qui sous-consomme. Aujourd'hui, le capitalisme est dégénéré et corrompu, voire anti-social et criminel, parce qu'il surproduit des masses de marchandises parfaitement impropres à la consommation humaine, de sorte qu'il ne sera pas possible de déplacer demain les richesses en excédent pour couvrir l'excès de misère – et la perspective devient sombre, car même la révolution ne pourra rétablir l'équilibre avant très longtemps en dépit du fait que les forces productives sont extraordinairement développées. Lester Brown, « grand commis du Capital américain, enregistre froidement maintenant qu'un million d'humains puissent mourir de misère chaque année dans la seule Inde, et la seule France dispose de plus de tracteurs que

---

<sup>79</sup> Ainsi, au plan économique, le secret de la naissance et de la désagrégation de la Belgique, est en un mot *charbon*. C'est pour arracher les fruits économiques des luttes politiques de la révolution de 1789, que la Belgique a été créée, et l'État belge s'est désagrégé lorsque le pétrole a remplacé le charbon, en enlevant à la bourgeoisie wallonne la direction de l'État unitaire. Cf. Marx-Engels, *la Belgique. Etat constitutionnel modèle, Fil du Temps*, p. 234-237 : *le Poids de la propriété foncière*.

<sup>80</sup> Dans son article intitulé *Capitalism for Worse* in : *Monthly Review*, février 1974, P. M. Sweezy notait que les U.S.A. n'ont réussi à résorber le chômage, qui atteignait le taux de 19% en 1938 qu'en engageant plus de 25% des forces de travail dans l'armement qui dilapide, en outre, des masses gigantesques de matières premières, d'installations et de machines qu'il faut produire – ce qui occupe encore une forte proportion de la main-d'œuvre. Mais ce calcul est plus qu'incomplet, il faudrait y ajouter, tous les travailleurs des services, de l'industrie du luxe, des employés de l'État, etc.



toute l'Asie et dilapide les forces productives à fabriquer des millions de véhicules à moteur pour les automobilistes.

### *Moyens de subsistance et industries de mort*

La priorité accordée aux revenus et aux productions allant au Capital et à ses créatures sur les revenus et subsistances allant aux ouvriers exploités se déduit de l'ensemble des rapports sociaux et économiques bourgeois.

Dans les *Théories sur la plus-value*, Marx souligne le sens de classe de ces transferts de richesses qui dépassent les plus folles entreprises spéculatives des banques : « L'anticipation du futur – si elle se réalise, – se fait uniquement aux dépens des producteurs de richesse, c'est-à-dire de l'ouvrier et de la terre. C'est là seulement que l'avenir peut effectivement être anticipé et compromis par des efforts excessifs et par l'épuisement avec ses ravages, en troublant le métabolisme entre dépenses et recettes... Toute la sagesse des hommes d'Etat débouche sur un gigantesque transfert de propriété d'une classe de personnes à une autre, en créant un énorme fonds pour financer les spéculations et les escroqueries 81. »

« Il faut recourir, dit Marx, à des MOYENS ARTIFICIELS. Ils consistent en de lourds impôts, des dépenses pour toutes sortes de postes de sinécure dans l'État et l'Église, de grosses armées, des pensionnés, des dîmes pour les curés, une dette publique considérable [source de dépréciation de la monnaie N. d. Tr.] et, de temps en temps, des GUERRES ruineuses » (*ibid.*, p. 45).

Voyons rapidement quel est le mécanisme de ces transferts de richesse. Selon Marx, les ouvriers qui produisent les moyens de subsistance sont doublement exploités : leurs heures non payées donnent un surprofit, une rente outre la plus-value normale, et avec leur salaire, ils paient les aliments (et logement) plus chers que les articles industriels qui sont exempts de la redevance d'une rente pour le sol. Les capitalistes et les rentiers tirent de cette première sphère de la production une première source de revenus (profit normal plus rente) qui sont soustraits à la production et à la consommation de subsistance et vont aux produits de luxe pour la plus grande part 82. Mais ce n'est pas tout. Il se trouve que les ouvriers produisant les moyens de subsistance sont la source de toutes les autres sections de la production sociale, parce qu'ils fournissent les moyens de mettre en action tous les autres ouvriers, ceux de la production des moyens de production aussi bien que des articles de luxe. Les ouvriers de ces deux sphères de la production sociale créent certes des richesses, mais il suffit de les approvisionner en moyens de subsistance, pour que les capitalistes disposent de leurs produits. En d'autres termes, les heures de travail payées aux ouvriers de ces deux autres sections leur permettent de payer leurs moyens de subsistance, tandis que leurs heures non payées servent à créer une demande solvable supplémentaire au profit des capitalistes pour des productions souvent accessoires, voire inutiles.

On peut dire, en conséquence, que les ouvriers improductifs des secteurs de luxe comme ceux de l'armement font du surtravail, de la plus-value, mais leur produit – contrairement aux moyens de subsistance ou aux machines fabriquées dans les autres sections de la production sociale – ne retourne plus dans le cycle ultérieur de la reproduction – c'est du luxe, du travail inutile, du gaspillage de forces de travail autant que de matières naturelles. L'automobile, par

---

81 Cf. *Werke* 26/3, p. 303, 330.

82 Ce point est développé au plan théorique dans Marx-Engels : *la Critique de Malthus*, PCM, 173-177 et 233-240 sur *la production de luxe*.

exemple, est pire que les armes. On en fabrique bien plus, et les armes servent au moins à résorber la surproduction lorsque la crise sera devenue générale et qu'une guerre sera nécessaire pour détruire l'excédent produit, afin de pouvoir redémarrer un nouveau cycle – sans parler de ce que les prolétaires, qui auront enfin compris, pourront les retourner contre leur bourgeois, afin de briser une fois pour toutes le cercle vicieux de l'économie capitaliste en putréfaction.

Si nous voulons compléter la liste des revenus grâce auxquels les bourgeois et leur appendice sous-bourgeois des classes moyennes dévient la production de la satisfaction des sains besoins élémentaires de l'humanité pour satisfaire des caprices le plus souvent vicieux et bestiaux, nous devons nous tourner vers les pays dépendants qui sont vidés de leur substance par l'impérialisme des métropoles blanches. Nous y trouvons un bon exemple de transfert de revenus au bénéfice des classes stériles ou improductives.

Les chiffres donnés par les statistiques des prix confirment, eux aussi, que c'est uniquement la valeur ajoutée (travail) qui crée des revenus et établit les coûts de production, donc la valeur des produits. Or de par la concentration historique de l'industrie dans les pays blancs, les nations développées se sont arrogé le monopole de la distribution et de l'appropriation de la valeur ajoutée. En créant le pouvoir d'achat, cette valeur ajoutée (raflée aux pays dépendants) suscite aussi le marché qui sert de but et de débouché non seulement aux matières premières destinées à l'industrie, mais encore aux productions vivrières, commercialisées par les pays de couleur. Dans ces conditions, la dispersion et l'anarchie de la production jouent aux dépens des continents de couleur, tandis que la centralisation – avec les bourses marchandes qui fixent les prix – bénéficie à l'impérialisme blanc. En conséquence, les pays développés peuvent établir un « barème » qui permet aux prix d'augmenter quand ils exportent, et de baisser quand ils importent. Quelques exemples permettront de mieux saisir le mécanisme grâce auquel l'impérialisme ôte le pain de la bouche du plus grand nombre pour le fourrer dans les poubelles de la surproduction des grandes métropoles. Les matières premières sont pratiquement gratuites ou, comme on le voit, payées symboliquement – pour masquer le pillage. De 1954-55 à 1965-66, bien que la production de cacao au Ghana et au Nigéria ait triplé, passant de 290 000 t à 900 000, les deux pays n'en ont retiré que 117 millions de Lst. contre 125 millions. Ce qui compte c'est la valeur ajoutée pour créer le produit aussi bien que des revenus. Or le travail ajouté par les peuples de couleur est dérisoire. Il ne fait que masquer le pillage qui augmente à mesure que se développe la production mercantile et monétaire. En 1974, Sam Cole indiquait que la matière première n'intervient pratiquement pour rien dans le prix de revient des produits finis : « une tonne de minerai de fer coûte 12 dollars, tandis qu'une tonne de fer revient à environ 700 dollars ; pour le bauxite et l'aluminium, les coûts sont respectivement de 8 et 1 000 dollars. Les matières plastiques ont, elles aussi, une structure de coût du même genre » (Cérès, n° 42, p. 26, *le Bilan de la dépendance*).

Tout le mécanisme des prix joue pour mettre au chômage les masses du Tiers monde et favoriser la gigantesque surproduction des pays développés, en y concentrant le travail ajouté dans l'industrie de transformation, et le marché solvable. Faut-il s'étonner à la fin que crise de misère et crise de pléthore aboutissent à une même catastrophe ?

La structure des prix de détail de la banane illustre de quelle manière et dans quelle proportion la richesse est transférée dans les pays blancs qui, à l'âge de capitalisme sénile, peuvent devenir de purs et simples rentiers parasites. En 1971, les recettes brutes du pays producteurs représentaient seulement 11,5% de prix de vente final dans les métropoles autrement dit les entreprises étrangères qui ne font que commercialiser et apporter les bananes sur la table des Blancs percevaient 88,5% de la valeur du produit. C'est dire qu'un pouvoir d'achat correspondant était transféré aux métropoles aux dépens des *producteurs* de bananes.

Or, même dans ces 11,5% pour les pays de couleur, il faudrait considérer encore la part qui revient à l'État policier local aux propriétaires fonciers, aux multinationales, et l'on s'aperçoit alors que les salariés *producteurs* ont un taux d'exploitation de 1000 pour 100 au moins, avec l'infime pouvoir d'achat correspondant. Mais voyons le détail des 88,5% touchés par les pays développés Pour découvrir la variété des parasites qui gonflent la surproduction : 11,5% vont aux capitalistes des transports et aux... assureurs des bananes, la marge brute des mûrisseurs (ceux qui remplacent le soleil par des artifices ont les dents longues) est de 19%, et il y a 26,1 % de t, Divers » (spéculateurs, intermédiaires, douanes, Etats, etc.), puis le gros morceau pour les voraces et innombrables classes moyennes des métropoles : 31,9% de marge brute pour la vente de détail. En Suisse, par exemple, les pourcentages de Migros et Coop sont passés de 32% en 1963 à 65% en 1971. Il fut le dire, ces braves commerçants suisses sont étroitement liés à United Fruit qui sévit en Amérique Centrale, comme chacun sait.

Voyons de l'autre côté comment cette richesse engendre une masse de misère. Si l'on fait des comptes de classe, on s'aperçoit : 1. que la valeur de la banane, créée par le journalier de couleur, fait vivre celui-ci dans l'oppression et la misère. Face à lui dans son pays, les 11,5% de revenu créé par lui font vivre trois indigènes, mettons, dont chacun reçoit trois fois plus que lui de cette part, tandis que les classes parasitaires des pays blancs touchent près de neuf fois plus encore que ces derniers pris ensemble ; 2. et c'est le pire sans doute, pour maintenir ce malheureux salarié de couleur dans sa situation d'oppression, il est mis en concurrence avec vingt autres prolétaires expropriés *et sans travail*. Et cette prolétarisation a d'abord permis de leur voler les meilleures terres avant de les envoyer croupir, sous bonne garde, dans les immenses bidonvilles suburbains des pays de couleur. Cette prolétarisation sème la faim dans les pays de couleur, en faisant même diminuer – et c'est un comble – le rendement de la terre. Ainsi, lit-on dans « Cérès », p. 26, n° 58 : « Une étude menée en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Equateur et au Guatemala, a montré que les petits agriculteurs produisent 3 à 14 fois plus par hectare que les grands. »

La hausse des prix des matières premières tirées des pays dépendants n'a pas amélioré le sort des masses indigènes. Par exemple, quand le prix du sucre a été multiplié par quatre en 1974-75, le salaire réel d'un coupeur de canne en République Dominicaine a reculé et est tombé au-dessous de ce qu'il était dix ans plus tôt, tandis que les profits accrus des propriétaires terriens les ont incité à exproprier encore plus de paysans pauvres.

Lorsque le prix des matières premières a subitement gonflé la valeur du capital constant des métropoles blanches, en faisant chuter le taux de profit, il y eut un juste retour des choses : le flot de misère des continents de couleur s'est engouffré par une brèche dans les pays capitalistes développés, en y creusant les écarts entre pays forts et pays plus faibles au sein desquels les antagonismes de classe s'aggravent nettement.

### *Dévalorisation et banqueroute*

Le capitalisme d'État qui prédomine aujourd'hui dans le monde est l'antichambre du socialisme. La bourgeoisie s'avère désormais incapable de diriger ses propres forces productives sociales ; les moyens de production sociaux échappent de ses mains, selon la formule d'Engels de l'*Antidühring*. La faillite est complète. Toutes les richesses accumulées, par les générations passées – ce que l'on appelle aujourd'hui le capital fixe – sont dévalorisées. En conséquence, la loi fondamentale de la valeur du capitalisme est elle-même niée : « l'appropriation du temps de travail d'autrui cesse de représenter ou de créer la richesse 83 ». Le capital entre alors en crise plus grave encore, après avoir sapé sa propre base et ses propres lois de fonctionnement.

Le capital a désormais fait son temps, et doit céder la place au mode de production communiste qui dans sa lancée, extirpera définitivement la loi de la valeur avec le profit l'argent, le salaire, et donc le capital lui-même 84.

Que le capital soit dévalorisé complètement, la théorie nous le disait depuis longtemps, mais aujourd'hui la crise le traduit dans les faits à l'échelle universelle. C'est si évident que nous l'entendons même de la bouche de l'un des plus grands capitaines d'industrie d'Europe, G. Agnelli de la FIAT interviewé par une journaliste du *Monde* (la bourgeoisie française, préfère informer son public des catastrophes par le truchement d'un étranger qui explique que la même crise sévit des deux côtés des Alpes et que la France est au moins aussi endettée que sa sœur latine). La nouvelle est énorme, et l'on a peine à y croire : « Je ne sais pas combien vaut le capital des titres cotés à la Bourse française, mais certainement pas grand-chose. Songez que toute la Bourse italienne, on l'achète avec l'équivalent d'une semaine nationale de salaires 85. » De fait les 757 principales entreprises italiennes (pour les entreprises moindres, la situation est sans doute encore pire) avaient en 1975 (il y a donc 3 ans) 44 000 milliards de lires de dettes, soit à peu près leur chiffre d'affaires annuel qui correspond à la « valeur du capital ». Et, avec l'inflation, le service de cette dette mange plus que les profits réalisés 86.

C'est dire que le capital est *complètement dévalorisé* : les 40% de l'Italie qu'ils détiennent, les Américains auraient pu les avoir à meilleur compte encore à la fin de l'actuelle époque de prospérité où l'appareil de production est au moins 7 fois plus gros qu'au moment où son industrie était ruinée par la guerre.

Comment cette dépréciation inouïe s'explique-t-elle ? Par tes sombres perspectives de la croissance future, dirait Agnelli, ou mieux par la surproduction, le chômage massif et la chute consécutive du taux de profit. L'arrêt prononcé par la Bourse confirme directement la loi de Marx : la richesse capitaliste ne dérive pas du capital constant, mais du profit présent et futur que *peut produire le travail vivant en action*. En effet, le calcul de la valeur du patrimoine des entreprises ne se fait pas à partir de l'imbécile point de vue de la *propriété* juridique, du stérile *avoir ou détenir*, mais de la valeur *économique* donnée par *l'efficacité de la production*.

Les actions étant du profit *capitalisé* de, mettons, vingt ans pour tel taux de profit, une forte chute de ce taux dans la production réelle a des effets qui *se multiplient* de façon

---

83 Cf. Marx, *Grundrisse*, t. III, p. 349.

84 Cf. Marx, *ibid.*, t. IV, p. 17.

85 Cf. *le Monde*, 25-1-1978, Interview de G. Agnelli par Jacqueline Grapin, *Grilles du temps*.

86 Cf. H. Askenazy, Italie, l'heure des décisions approche, in Euroépargne de janvier 1977.

spectaculaire. Ainsi suffit-il que le profit baisse de moitié (de 10 à 5%) pour qu'une action en bourse chute de 2 000 à 1000. Dans ces conditions, la baisse du taux de profit à zéro transforme toutes les valeurs en bourse en chiffon de papier. Ici encore, on voit que la crise peut toucher plus durement les capitalistes que les ouvriers : les premiers y étant ruinés, et les seconds ne pouvant y perdre que leurs chaînes, s'ils reprennent la lutte.

La valeur dépendant de la production, elle se dévalorise au maximum en période de pléthore. C'est proprement la catastrophe : plus rien n'a de valeur, tout est bon à être jeté au rebut. La destruction des valeurs étant déjà faite au plan économique, il ne reste plus qu'à amener l'artillerie lourde pour faire place nette dans la guerre.

### *Bilan de faillite*

Il convient maintenant d'établir comment la crise peut éclater par suite de surproduction, dès lors que les secteurs les plus gonflés de l'actuel capitalisme Oroguë sont les industries de l'armement et de la pacotille de luxe, où l'on stérilise les forces productives en détruisant leur produit à mesure qu'elles le fabriquent. En fait, le gonflement du secteur des articles de luxe et de l'armement aboutit par une autre voie au même déséquilibre que l'éléphantiasis de l'industrie lourde en Russie : la section qui fournit les moyens de subsistance immédiats au capital variable, seule source de la richesse, ne peut plus être mise en accord, avec la surproduction gigantesque des autres sections. « L'économie politique courante est incapable de dire quoi que ce soit de sensé – même du point de vue capitaliste – sur les limites de la production de luxe. Cependant, la question devient très simple, si l'on analyse correctement les éléments du *procès de reproduction*. Du point de vue capitaliste, le luxe devient condamnable dès lors que le processus de reproduction – ou son progrès exigé par la simple progression naturelle de la population – trouve un frein dans l'application *disproportionnée* de TRAVAIL PRODUCTIF à LA CRÉATION D'ARTICLES QUI NE SERVENT PAS À LA REPRODUCTION, de sorte qu'il y a reproduction insuffisante des moyens de subsistance et des 'moyens de production nécessaires 87 ».

C'est la crise fatale de surproduction : le faible taux de profit ne peut plus produire la masse suffisante pour reproduire l'himalaya, des produits : accumulés et le « standard de vie » des pays développés chute à son tour. Les couches les plus touchées sont d'abord la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière, les troupes de choc du fascisme, maniaques de l'Ordre et d'une « politique » de répression.

Le capitalisme sénile est drogué jusqu'à la moelle : Sa dégénérescence est pire que celle des sociétés de l'antiquité qui avaient fait leur temps et ne satisfaisaient plus les besoins élémentaires des hommes. C'est la déchéance, la pleine pathologie sociale. Même les règles normales du capitalisme sont viciées : « Naturellement nous supposons que la société suive son instinct normal. Mais elle peut aussi manger les semences, laisser les terres en friche pour construire des routes. Mais elle n'aurait pas mis en œuvre alors le travail nécessaire ; par conséquent celui-ci ne se serait pas reproduit et la force vivante du travail ne serait pas davantage conservée. Il arrive, en effet, qu'on assassine purement et simplement la force de travail vivante 88. »

Les immenses destructions de marchandises, dues à la dévalorisation massive du capital, montrent déjà que le phénix de la *loi de la valeur* avec la baisse du taux de profit rendit de ses cendres –, au moment de la crise. La super-vulgaire économie du bien-être conjugué à la

---

<sup>87</sup> Cf. Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 235-236.

<sup>88</sup> Cf. Marx, *Grundrisse*, t. III, p. 40-41.

guerre a été incapable de balayer les lois classiques. Certes, elle les a corrompues, viciées, mais non abolies, car pour cela il eût fallu éliminer le capital avec tout son mécanisme de fonctionnement qui exige que soit produite une plus-value.

Pour contourner les effets désastreux pour lui de la loi du taux de profit décroissant, le capital a surproduit tout au long de cet après-guerre des masses de marchandises, donc de profits, en droguant l'économie par des productions inutiles, l'armement, le luxe, le gaspillage. Or, tout cela forme une industrie, doit être... produit et consomme des masses croissantes de forces de travail, d'outillage, de matières premières, etc. Ainsi donc – ô ironie – de moyen qu'elle était de lutter contre la baisse du taux de profit en gonflant sa masse, cette industrie tombe au moment de la crise sous le coup de cette loi inexorable – et le capitalisme, assoiffé de capitaux pour reproduire son corps éléphantiasque, ne peut plus se reproduire : tout l'édifice pourri s'effondre et, en premier lieu, l'industrie lourde et son annexe, celle de luxe, où les drogues avaient fait merveille.

Les bourgeois et sous-bourgeois sont le plus durement touchés par définition, lorsque la surproduction de capitaux tourne en pénurie, parce que la plus-value ne suffit plus à faire tourner toute l'économie. Dès lors le profit devient l'unique préoccupation et ambition des capitalistes. Et à quoi servent alors toutes ces entreprises et ces industries, d'où le profit a disparu et dont la valeur diminue donc de plus en plus ? Le capital révèle alors au maximum son caractère de classe : il ne produit pas pour nourrir l'humanité, mais pour faire du profit pour les capitalistes. Or, à quoi bon produire, là où il n'y a plus de profits ? On met alors les ouvriers au chômage massif et on ferme les usines – ne serait-ce que pour préserver le profit qui se fait encore dans telle branche particulière ou dans telle entreprise chanceuse.

Et c'est la réalité dramatique d'aujourd'hui. Les nations les plus concentrées et les plus productives enlèvent les débouchés aux autres ; on ferme les entreprises situées dans les pays à productivité moindre pour maintenir en activité celles qui rapportent encore, tandis que l'on *augmente* les prix pour sauver les profits qui sont épargnés – ce qui bouche encore plus le marché. Des pays entiers ont déjà été ruinés et leur production plus ou moins stoppée : les pays développés d'Amérique du Sud, le Chili et l'Argentine, ont vu, leur production chuter dans une proportion insensée. Demain d'autres pays « faibles » – c'est-à-dire, en langage bourgeois, « subversifs », parce qu'il faut se méfier de ceux qui ne prospèrent pas – seront ruinés à leur tour insidieusement, et les candidats ne manquent pas, même en Europe, où l'on trouve déjà plusieurs nations galeuses.

Mais, dira-t-on, ces pays ne se laisseront pas faire ; ce sont des nations autonomes et souveraines qui ont leur propre gouvernement ! Foutaise, car les nations situées hors des Etats-Unis ont perdu depuis belle lurette leur autonomie, et leur capital, pour la partie décisive de l'économie, ne, leur appartient plus. De par son développement inexorable, il est concentré aux Etats-Unis, et ceux-ci ont entre leurs mains la direction de l'économie mondiale. Kissinger ne rappelait-il pas que les gouvernements européens avaient été mis en place par la soldatesque yankee en 1944, et n'avaient qu'à obéir au Pentagone ? Et Carter ne continue-t-il pas cette même politique, en investissant – solution de rechange pour demain – Mitterrand (le Schmidt français) et Giscard ? Il n'est pas question de changer de gouvernement, car les ministres et l'Etat sont achetés par le grand capital et l'Amérique, envers laquelle la Russie et la Chine elles-mêmes s'endettent pour éviter la chute de leur rythme de production. L'économie française est dépendante de l'américaine, et aucun gouvernement ne peut changer ce fait. Pour rompre le cercle vicieux et changer les lois de l'économie, il faut une révolution.

En attendant, la dévalorisation du capital – devenu inutile dès lors qu'il ne produit plus de profit, voire qu'il empêche du capital d'en produire encore – appelle la destruction d'immenses masses déjà existantes de capitaux. En fait, tout le capital de l'industrie française n'est-il pas

dévalorisé, et la Finance américaine – le F.M.I. qui a sévi au Chili et au Portugal – ne va-t-elle pas la déclarer en faillite ? C'est ce fait *économique* qui détermine la servilité sans nom des gouvernements de l'Europe et d'ailleurs, la vanité des élections, ainsi que la dégradation inouïe des mœurs politiques quotidiennes : délation, trahison des plus faibles pour se faire bien voir des plus forts, l'argent permettant et justifiant n'importe quoi.

Le gouvernement ne peut avouer franchement qu'il traque et réprime, parce qu'il est l'huissier qui exécute les ordres du grand capital et touche sa commission pour ces basses œuvres. D'ores et déjà, la banqueroute est là – non seulement l'industrie française est dévalorisée, mais encore pourrie de dettes. La sidérurgie avec un passif supérieur à son chiffre d'affaires annuel, qui correspond en gros à la valeur de ses installations, est à l'image du reste de l'économie française et européenne, voire – comble de la déchéance – à celle des malheureuses économies des pays du Tiers monde. L'endettement gigantesque des entreprises, des banques, des collectivités locales et publiques, des personnes privées et morales sont là pour témoigner que le passif dévore l'actif, que le capital a déjà fait banqueroute, et qu'il s'effondre pan après pan. Selon les termes du *Manifeste*, il ne peut exister qu'en révolutionnant sans cesse ses propres conditions de production. Bien travaillé, vieille taupe !

Dans la tragédie qu'il suscite, il faut reconnaître au capitalisme ses mérites comme ses péchés. Ainsi, la révolution elle-même ne peut empêcher l'effondrement et le drame qui en résultent pour l'humanité entière. Nul ne peut sauver la merde que représente, par exemple, la folle production des automobiles, les machines ménagères stupides, liées à la dérisoire appropriation privée – le réformisme est mort. Ce bilan est nécessaire tant pour parer à la manœuvre de la bourgeoisie qui cherchera à mettre au compte de la subversion les malheurs accablant et torturant les masses, que pour proclamer que notre solution tourne le dos à ce que le capital a édifié : entreprises géantes à côté des économies naines de la parcelle ; socialisation de la production et privatisation de la consommation dans les cuisines et arrières-cuisines de la famille, bourgeoisie augmentée par les supermarchés et le commerce de détail ; concentration de la richesse dans les gratte-ciel gigantesques et grouillement de la misère dans les bidonvilles immenses des masses expropriées ; ville étouffante et tentaculaire, entourée des villages d'ilotes ; transports individuels avec les files d'automobiles qui sont le second domicile privé ambulante, et transports en commun où l'on s'entasse et se contamine en payant les yeux de la tête ; antagonisme de l'agriculture et de l'industrie qui aboutit à la minéralisation de l'alimentation des hommes, robotisés et dégradés au niveau cochon des actuelles mœurs politiques et affairistes – par l'image de la télé, le son de la radio et la lecture de la presse vénale.

L'or et les richesses du capitalisme ne sont plus que clinquant et tape à l'œil ; ses valeurs sont en pièces ; le bourgeois drogué, vocifère, danse, bouffe et fornique par-devant et par-derrière, et réprime à contresens de l'histoire : il est devenu fou et s'acharne à sa propre perte. Dans cet effondrement, l'énorme rire homérique du vieux Marx.

### *Crise mortelle du capitalisme*

Il apparaît clairement que l'actuelle crise clôt toute une période historique, et la question qui se pose maintenant est de savoir si le capitalisme pourra résoudre la grave, surproduction à laquelle il fait face pour recommencer – comme après la première et la seconde guerre mondiale – un nouveau cycle historique de croissance.

Toute notre analyse et nos conclusions sur le capitalisme drogué de l'étape sénile et parasitaire nous amènent à penser que le capital a désormais achevé son sinistre cours et que la révolution qui s'annonce longue, douloureuse et infiniment complexe, devrait l'emporter cette

fois-ci.

Et pourquoi donc sommes-nous « optimistes » ? Non pas simplement, parce qu'il est de mise pour les révolutionnaires d'avoir foi en leur cause, car ce qui apparaît dans la crise historique de 1975, c'est que le capital a terminé sa course à travers le monde et domine l'humanité entière, en ayant accumulé au maximum la richesse ici, et la pauvreté là, sans parler de ce qu'il s'est dilaté en une éléphantiasis de marchandises si énorme qu'il ne peut plus la reproduire. Or, c'est précisément dans cette démesure qu'il a perdu toute sève et toute vie : en produisant une masse gigantesque de profits, la source en est tarie – le taux du profit est tombé à zéro.

C'est pourquoi les crises ne deviennent vraiment générales et graves que lorsqu'elles frappent le cœur même du système capitaliste, les métropoles hautement développées. Au XX<sup>e</sup> siècle, elles ont secoué avant tout les capitalismes les plus mûrs. La première guerre mondiale, provoquée par l'énorme crise de surproduction générale qui conclut le long essor de sa phase « idyllique », démontra que le capitalisme est désormais une économie de mort, et a besoin de massacrer et d'anéantir pour survivre. Sans ces dévastations, les forces productives eussent fait sauter dans les métropoles l'enveloppe des rapports sociaux et économiques bourgeois qui les enserrant. Les États-Unis qui avaient d'abord profité de la guerre en Europe, furent bientôt touchés eux-mêmes par une violente crise qui fit chuter la production de manière spectaculaire. Toutes ces destructions n'ayant pas résolu la surproduction chronique, la seconde guerre mondiale éclatait bientôt – des villes et des industries entières furent anéanties, sans parler des 15.7 millions de surnuméraires tués. L'Angleterre, première née des nations industrielles, fut déchue de l'hégémonie sur le monde bourgeois, et sa chute symbolise la caducité du mode de production capitaliste tout entier.

La paix qui suivit ne pouvait avoir que les mêmes caractéristiques morbides et dégénérées : la folle course aux armements, engagée dès la fin de la seconde guerre mondiale pour préparer la troisième guerre de destruction générale, avait entre autres buts de maintenir l'appareil de production à un niveau pléthorique. Mais cette drogue ne suffit pas. La nouvelle théorie économique du bien-être et de la société de consommation vint à la rescousse pour aggraver encore son caractère parasitaire et dilapidateur, en robotisant la demande humaine et en orientant une production, démentielle Par sa démesure, vers la satisfaction de besoins factices, frelatés et vicieux.

Mais, dira-t-on, le capitalisme n'a pas seulement surmonté une, mais deux guerres mondiales, et pourquoi pas trois ? Qui plus est, jamais après une guerre mondiale la phase de prospérité n'a été aussi longue et le capitalisme ne s'est autant développé qu'après la dernière. En effet, les immenses continents de couleur se sont ouverts à son exploitation. Et c'est ce fait-là qui nous fait penser que désormais le capitalisme, qui a fait le plein, est historiquement condamné et qu'une victoire de la révolution ne peut plus être compromise, comme elle l'a été en Russie, par un, essor plus grand que jamais du capitalisme. L'histoire a apporté la réponse à la question angoissante que se posait Marx à savoir « sur le continent la révolution est imminente et prendra un caractère socialiste, mais ne sera-t-elle pas forcément étouffée dans ce petit coin du monde, puisque sur un terrain beaucoup plus vaste le mouvement de la société bourgeoise est encore ascendant <sup>89</sup> ».

En effet, les métropoles blanches sont condamnées depuis que le capital a achevé son cours progressif qui justifiait encore sa survie, grâce à la diffusion massive de rapports bourgeois

---

<sup>89</sup> Cf. Marx à Engels, 8-X-1858.



aux immenses continents de couleur, où les masses durent s'arracher de haute lutte à une stagnation millénaire dans des formes précapitalistes que l'impérialisme blanc prétendait maintenir de force – démontrant encore qu'il était résolument hostile à toute manifestation de vie, fût-elle bourgeoise. Ces ultimes révolutions étant réalisées, le Capital a accompli sa « mission progressive » et épuisé du même coup ses potentialités historiques.

Que le mécanisme très moderne, *de la ruine et de la régénération du capitalisme sénile qui provoquera au moment déterminé la chute du capitalisme tout entier* ait été théorisé par Marx, c'est ce dont témoigne le passage qui suit : « Les contradictions capitalistes provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés de travail et la destruction d'une grande partie des capitaux ramèneront, *par la violence*, le capitalisme à un niveau d'où il pourra reprendre son cours. Les contradictions créent des explosions, des crises, au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps, tandis qu'une partie importante du capital est détruite, ramenant le capital par la force à un point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive.

« Cependant, ces catastrophes qui le régénèrent régulièrement, se répètent à une échelle toujours plus vaste, et *elles finiront par provoquer son renversement violent* <sup>90</sup>. »

La tâche de la bourgeoisie est, en fait, d'élargir sa sphère, en introduisant des rapports de production nouveaux, modernes, en expropriant les producteurs parcellaires ou les communautés archaïques, bref, en prolétarisant des masses toujours plus considérables – ce qui va de pair avec un essor tout aussi énorme des forces productives qui ne se réalise pas dans les continents de couleur, étant donné la concentration et la centralisation croissante du capital, mais dans les centres dominants du monde. Dans ces conditions, l'industrialisme des grandes métropoles des parvenus blancs bénéficiait d'un essor inouï au cours de ces trente dernières années. Le capital a même pu éviter cette fois-ci la succession de deux guerres mondiales de surproduction en deux décennies et, qui plus est, il s'épargna une crise d'entre-deux-guerres du genre de celle de 1929 : il dilapidait les forces productives dans les guerres coloniales.

Nos déductions sont toutes tirées de l'expérience historique, théorisée en lois de manière tout à fait objective et inexorable par Marx. L'énorme surproduction de ce long après-guerre n'est pas due à des faits nouveaux – même sa détermination géographique est « familière » au marxisme, tout comme ses causes, la dévalorisation croissante du capital : « La forme de production (précapitaliste) a été finalement écrasée par la concurrence anglaise en Inde. La dernière crise de ce pays, ainsi que la forte dévalorisation des produits anglais qui lui fut liée, y ont largement contribué. Cette élasticité nouvelle du marché indien, la Californie, l'Australie, ainsi que les prix peu élevés de la plupart des matières premières en l'absence de toute grande spéculation pour les faire monter, permettent de conclure que *la prospérité sera extraordinairement longue* » (Marx à A. Cluss, 22-IV-1852).

Il s'agissait alors d'une prospérité commerciale, puisque l'Angleterre était le seul atelier industriel du monde. La prospérité de ce long après-guerre reposait, elle, sur un *élargissement*

---

<sup>90</sup> Cf. Marx, *Grundrisse*, 10/18, t. IV, p. 17-18. La baisse du taux de profit étant tendancielle, il peut y avoir des renversements momentanés ou locaux du taux de profit, bien que la moyenne baisse inexorablement d'une période historique à l'autre. Une loi se réalise toujours au travers d'écarts qui en dévient sans cesse, mais sont ramenées inmanquablement à la moyenne. Les « améliorations », obtenues à un point ne font qu'aggraver les choses ailleurs : « Ainsi, plus les crises intermédiaires sont aplaties, plus la crise générale sera profonde. Je souhaite que la panique américaine ne prenne pas de dimensions trop grandes et n'ait pas de contrecoup sur l'Angleterre et, par là, sur l'Europe. Les crises périodiques générales sont toujours précédées de telles crises partielles. Si elles sont trop violentes, elles escomptent simplement la crise générale et en brisent la pointe » (Marx à Sorge, 27-IX-1873, in *Werke* 33, p. 607).

*du marché universel, ainsi que sur la production industrielle du monde entier* – ce qui devint possible lorsque le verrou colonialiste des démocraties d'Europe occidentale sauta sous les assauts d'abord des Allemands, puis des Russes et des Américains qui, pourtant, ne cherchaient qu'à occuper l'Europe et à se partager le monde. Les pays coloniaux déblayèrent les obstacles au développement de rapports sociaux et économiques modernes, et le capital, désormais concentré dans les métropoles blanches, et notamment aux U.S.A., fit face avec un avantage écrasant aux faibles pays de couleur qui accédaient les uns après les autres au niveau bourgeois et s'avéraient impuissants à résister au plan économique à l'impérialisme plus centralisé que jamais. Celui-ci put donc piller à loisir les ressources énergétiques, les matières premières et les productions vivrières de tous ces continents.

Loin de se rajeunir au contact de cette source de jouvence, le capitalisme sénile des grandes métropoles en devint encore plus parasitaire, prédateur et destructeur. Les guerres coloniales qu'il mena sans discontinuer contre les peuples coloniaux insurgés, lui permirent de gonfler son appareil de production avec toutes sortes d'industries de mort qui engloutissaient des montagnes de matières premières précieuses. Il put multiplier, en outre, pathologiquement des branches de production d'un luxe de pacotille qui croissaient d'autant plus monstrueusement que les matières premières et l'énergie ne lui coûtaient pratiquement rien, et que le travail humain avait acquis un pouvoir productif inouï. C'est ce qui fait que le capitalisme développé, dont la vie s'était retirée depuis longtemps, ne put que se droguer et se dilater monstrueusement.

L'industrialisation qui se développa dans les parties du monde révolutionnairement conquises au capitalisme, se distingua elle-même de celle qui caractérisait les nations bourgeoises dans leur phase juvénile : le capital y est né vieux, c'est-à-dire avec la technologie dégénérée de sa phase sénile et, le plus souvent, sous le diktat des capitalismes blancs impérialistes. À nos yeux, cela laisse mal augurer des perspectives de développement futur en sens capitaliste du Tiers monde, c'est-à-dire des possibilités économiques d'une nouvelle période historique d'essor capitaliste. Au reste, une ère technologique nouvelle imposerait une centralisation encore plus formidable des capitaux.

Déjà après la première guerre mondiale, rares avaient été les pays nouveaux qui purent accéder à l'industrialisme : la Russie révolutionnaire mit près de dix ans à dépasser le niveau de l'économie tsariste et fut bientôt de nouveau ravagée par la guerre. Elle ne connut un essor gigantesque comparable à celui des pays occidentaux qu'après la vague de révolutions dans les pays de couleur. Désormais, faute d'espaces nouveaux, plus gigantesques encore, à révolutionner, le capitalisme semble donc bel et bien avoir épuisé ses possibilités ultérieures de développement. Même l'industrie du Tiers monde commence à faire concurrence à celle des métropoles blanches développées. Elle a fait, elle aussi, le plein ; les usines ultra-modernes s'étirent du Japon, aux deux Corées, à Taïwan, certaines régions de la Chine, à Hong-kong, Singapour, au chapelet des zones industrielles franches des multinationales pour arriver au Brésil et au Chili, en passant par le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud. En somme, cet immense terrain défriché pour un développement capitaliste a certes prolongé le cycle économique de cet après-guerre, mais n'a pas empêché la monstrueuse surproduction d'éclater, comme prévue, en 1975, en une gigantesque crise mondiale.

Le taux élevé de croissance de ces capitalismes juvéniles n'a pas pu inverser le faible taux moyen des vieilles métropoles blanches, de même que la Russie n'a pas pu dépasser et supplanter les hégémoniques Etats-Unis, pourtant moins vastes et moins peuplés ; et d'emblée la Chine a renoncé à ce rêve, longtemps caressé par les staliniens. La production des capitalismes séniles est, et demeure, déterminante au plan mondial, et la crise descend, en piqué, les capitalismes les plus jeunes, tels que le Brésil, l'Espagne, la Turquie, la Corée, dont

le taux de croissance est de 10%, et, au rase-mottes les capitalismes un peu moins jeunes de Russie et d'Europe et d'Amérique. Loin d'être l'avenir du capitalisme, ces pays sont tenus en laisse par l'impérialisme sénile, et là crise les entraîne dans la chute générale.

Les Etats-Unis qui ont supplanté l'hégémonique Angleterre au cours de cet après-guerre, ont profité de manière parasitaire de l'essor des pays de couleur qui se sont émancipés du joug du colonialisme européen, et notamment anglais : ils ne leur ont apporté aucune aide dans leur lutte de libération, mais une fois accédés au niveau bourgeois, ils guident leurs premiers pays, centralisent leurs capitaux, tandis que la bourse américaine, fixe le prix de leurs matières premières et produits alimentaires commercialisés. Si l'Amérique n'a été pour rien dans l'acte de leur naissance, elle détermine néanmoins leur vie, leur production et leur croissance – comme celles de la vieille Europe. En somme, la force écrasante du capital américain lui vient – parce qu'il est capital – de la dépendance des autres, dont il suce le sang. Et nulle puissance révolutionnaire bourgeoise – il n'y en a plus désormais – et nul adversaire impérialiste – le capitalisme sénile étant incapable de susciter des rivaux puissants – ne pourra battre économiquement, donc militairement, les Etats-Unis pour leur ravir l'hégémonie dans le monde, afin d'inaugurer une nouvelle période d'essor capitaliste, en étendant l'industrialisation des pays blancs au Tiers monde. La Roumanie et la Pologne se sont glissées sous l'aile américaine – de même que la Chine, et la Russie en meurt d'envie. C'est un très mauvais présage pour la survie ultérieure du capitalisme.

Mais, il est encore une autre raison pour douter de la possibilité d'un nouveau cycle. C'est que le capital est en train de dilapider à une vitesse folle la substance et les réserves vitales, accumulées depuis des millions d'années par la Nature – au point que l'on a peine à imaginer que le capital puisse continuer, comme il l'a fait et doit le faire conformément à sa nature, à se gonfler encore pendant tout un cycle nouveau.

On sait que notre prévision de la crise de 1975 a été corroborée, entre autres, par les recherches d'un institut américain sur les réserves de matières premières dans le monde <sup>91</sup>. Les résultats en ont été confirmés depuis par la publication du Club de Rome sur les perspectives de pénurie, à échéance historique assez brève, des principales matières premières et ressources pour l'industrie. La bourgeoisie riposta en soulignant quelques « exagérations », imprécisions et inexactitudes, toutes relatives d'ailleurs, et en évoquant des sources de richesses négligées par les Cassandre – et cela suffit à soulager une opinion qui ne demandait rien d'autre.

L'argument est particulièrement spécieux. Les sordides matérialistes bourgeois font abstraction du contenu... matériel de la valeur d'usage de la marchandise ! Marx a montré, dès les premières pages du *Capital*, que la marchandise est unité entre valeur d'usage et valeur d'échange, et il explique que la surproduction est aussi due au fait que la valeur d'échange évolue en sens opposé à la valeur d'usage, celle-ci se multipliant bien plus vite que la première et exigeant donc des matières en quantités croissantes puisque les marchandises sont de plus en plus faciles à produire par la fécondité grandissante du travail.

---

<sup>91</sup> « Une récente étude d'économistes bourgeois américains (du Research Institute Inc. de New York) sur la dynamique mondiale des échanges calcule que la course actuelle à la conquête des marchés (qui après le second conflit mondial s'est dissimulée derrière le louche puritanisme de la secourable Amérique) atteindra un point critique en 1977. Vingt années nous séparent encore de la nouvelle flambée de la révolution permanente conçue dans le cadre international, ce qui coïncide tant avec les conclusions du lointain débat de 1926 qu'avec le résultat de nos recherches de ces dernières années » (cf. *7 novembre 1917 et novembre 1957*, in *Programma Comunista*, n° 21 de 1957).

Dans le même article, on lisait, en outre la profession de foi suivait sur l'issue de cette crise historique : « Dans cette troisième vague historique de la Révolution, l'Europe continentale deviendra communiste politiquement et socialement – ou bien le dernier marxiste aura disparu. »

Marx a donc répondu d'avance à l'argument des contradicteurs du Club de Rome pour lesquels l'avenir du capitalisme ne serait pas déterminé tant par la valeur d'usage (les ressources physiques) que par les rapports sociaux, parmi lesquels les capitalistes seraient les plus élastiques et les plus susceptibles d'adaptation. Or, ce qui précisément est le moins souple dans tout cela, ce sont les rapports sociaux et économiques bourgeois. Même si demain le capitalisme réussissait à se maintenir, en battant le prolétariat, il finirait par s'étioler et dégonfler pour des raisons simplement matérielles. Il ne pourrait plus être lui-même, puisqu'il est condamné à produire toujours plus, quitte à gaspiller, à détruire et à surproduire. Il ne peut avoir de croissance zéro, car il se priverait alors de sa *plus-value*, c'est-à-dire de sa raison d'être, de son existence même. Cette nécessité est de plus pressante à l'âge sénile où la faiblesse de son taux de profit l'oblige à accroître vertigineusement la *masse* de ses profits, et donc de sa production. Le capitalisme, gigantesquement gonflé par l'exploitation du monde entier, devrait gonfler plus monstrueusement encore – à moins que le capital ne soit plus du capital. Et, s'il est une démonstration qui est faite aujourd'hui, c'est qu'il ne puisse se réformer.

Considérons cependant l'hypothèse, bien qu'elle soit absurde, selon laquelle l'industrialisation atteinte en Europe occidentale, au Japon et puis en Europe orientale se poursuivrait dans le Tiers monde. Prenons, à titre d'illustration, le cas le plus favorable – celui de la Chine qui a fait sa révolution bourgeoise de façon radicale il y a vingt ans et remplit, en outre, les meilleures conditions économiques et naturelles en raison de sa masse physique considérable de ressources humaines et naturelles. Or, si ce pays voulait rejoindre le niveau des capitalismes blancs d'aujourd'hui, il manquerait d'abord de terre (à gaspiller) : il ne dispose que de 0,15 hectares par habitant contre 1,2 aux Etats-Unis. Avec les méthodes traditionnelles qui nécessitent une nombreuse main-d'œuvre et utilisent les ressources mises gratuitement à la disposition par la nature (énergie solaire, eau, etc.), l'agriculture précapitaliste tirait *d'une calorie seize* autres. Par exemple, dans la culture du maïs, à fallait 1 144 heures de travail plus 52 762 calories pour les instruments, de travail pour récolter 6 765 120 calories. En revanche, il ne faut que dix-sept heures de travail aux Etats-Unis pour le même résultat <sup>92</sup>, mais ce formidable accroissement de la productivité – le but suprême du Capital étant d'évincer l'homme par la machine – exige un accroissement vertigineux d'énergie qui se substitue au travail de l'homme ET de la nature. En somme, pour produire ces 6 765 120 calories, il faut à présent « investir » 108 241 920 calories. En conséquence, de 1945 à 1970, la consommation d'énergie a triplé aux U.S.A. pour l'agriculture. En outre, si l'on voulait manger bourgeoisement du bœuf, il faudrait, pour avoir une calorie de cet animal, dépenser huit fois plus encore que pour obtenir le même nombre de calories en céréales. Ce n'est pas nous qui l'écrivons, « dans les pays riches, la conversion de l'énergie prend les proportions d'une épidémie <sup>93</sup> ».

<sup>92</sup> Cf. Georg Borgstrom, le Coût d'un tracteur. L'industrialisation de la production alimentaire est si onéreuse que les pays pauvres ne peuvent se le permettre, in : *Cérès*, n° 42, p. 16-19.

<sup>93</sup> Cf. Amory Bloch Lovins, *l'Energitisis*, in *Cérès*, n° 42, p. 42-46. La contradiction fatale au capital, c'est qu'il est marchandise, c'est-à-dire unité de la valeur d'usage : et de la valeur d'échange, et ne peut donc cesser de produire une masse plus énorme de matières, d'où un colossal gâchis de ressources et de matières. Il ne pourra donc recommencer un nouveau cycle historique que s'il trouve à transformer et à gâcher un volume encore plus gigantesque de ressources naturelles. Certes, il, parvient à économiser du travail et à diminuer le nombre d'ouvriers, puisqu'il tire la plus-value essentiellement de l'accroissement de la productivité, mais il lui, faut une matière première toujours plus considérable, à moins de cesser d'être production pour la production, production de plus-value, d'excédents. Il doit donc épuiser la terre de plus en plus, et créer une masse croissante de population surnuméraire. Il ne croit qu'en l'efficacité des machines qui sont le corps du capital – d'où surproduction de richesse ici, et surproduction de la masse de pauvreté là.

Dans le volume de Marx-Engels sur le *passage au communisme*, en préparation, nous examinerons les prolongements de la crise au plan économique avec la dissolution de capitalisme et de ses lois, selon le principe la

Si l'on appliquait donc demain cette agriculture dégénérée du capitalisme développé à la Chine, celle-ci, simplement pour se nourrir, consommerait, à elle seule, en quelques décennies, toute l'énergie existant encore dans la croûte terrestre, et libérerait un demi-milliard de bras pour l'industrie qui en exploserait. C'est trop absurde.

Mais dans tout cela, on fait encore abstraction de l'essentiel – de la loi tout à fait élémentaire du capital, à savoir qu'il développe, à un pôle, une masse toujours plus grande de richesses qui se concentrent entre des mains de moins en moins nombreuses – les U.S.A. et les multinationales – et à l'autre pôle, d'une masse au moins aussi fantastique de misère, le capital étant l'unité de cette contradiction. C'est cette masse de pauvres du Tiers monde que le capital a produite dans cet après-guerre, et c'est elle qui a permis aux métropoles développées d'accumuler chez elles des masses fantastiques de richesses matérielles. Cette loi n'a rien d'abstrait, c'est celle de l'expropriation, sans précédent dans l'histoire, de la fraction la plus nombreuse de l'humanité, à laquelle les métropoles privilégiées ont enlevé la nourriture de la bouche <sup>94</sup> et qu'elles ont dépouillé de ses matières premières, de son énergie et de ses débouchés, pour les transférer chez elles.

Que le Tiers monde fût à l'origine de cette longue « prospérité », c'est ce que démontre *a contrario* le fait qu'en l'absence de ce gigantesque pôle de misère et d'expropriation qu'est le Tiers monde, le capitalisme blanc avait étouffé dans ses limites entre la première et la seconde guerre mondiale. Mais si la conquête du Tiers monde aux rapports bourgeois a bel et bien permis au capitalisme de cet après-guerre de se développer aussi monstrueusement, c'est elle aussi qui a épuisé toutes ses potentialités ultérieures de développement. Car si demain Sa Majesté le Capital voulait rééditer son exploit d'aujourd'hui, il lui faudrait trouver un nouveau Tiers monde, plus vaste encore que celui qu'il vient de dévorer. Or, il n'en est plus sur la terre, et il n'y en a pas sur la Lune ni dans les étoiles.

Ce n'est pas tout : le capitalisme est aujourd'hui sénile, et le plus sénile dans ses centres de décision robotisés. Moins que par le passé, cette immense accumulation de richesses peut être utilisée pour subvenir aux besoins de l'humanité. Elle est engloutie par des capitalismes plus assoiffés que jamais de profits, en mal de produire pour produire, de produire n'importe quoi, car la production a dégénéré, et les *forces productives en excédent* ici ne peuvent plus être accordées aux besoins des *bouches là*. Les marchandises produites par le Capital sont déviées

---

dissolution de la forme inférieure est production de la forme supérieure qui la remplacera. Nous y examinerons les problèmes qui deviennent aigus dans la crise comme effet de celle-ci – la dévalorisation et la destruction de capital qui correspond à la dissolution de la loi de la valeur

<sup>94</sup> Ainsi lit-on dans *Cérès* no 58, p. 24, les Huit mythes de *la faim* : « Les exportations des pays du Sahel ont augmenté de façon spectaculaire au début des années 1970, alors qu'empirait la sécheresse et que s'étendait la famine. Quinze millions de kilos de légumes environ étaient exportés du Sahel, principalement en Europe, pendant la sécheresse de 1971. Les enquêtes de la F.A.O. ont montré que chaque pays sahélien, sauf peut-être la Mauritanie, produisait en réalité assez de céréales pour nourrir l'ensemble de sa population, même durant les pires années de sécheresse. Si donc la famine a frappé aussi durement, ce n'était pas à cause d'une pénurie de production agricole ou même de nourriture. » Et de conclure : « la faim est beaucoup moins fonction de la quantité de terre que de son contrôle, car ceux qui ont le contrôle de la terre déterminent si, ou comment, elle sera utilisée, et qui profitera de ses fruits » (p. 25).

Si l'on fait le bilan de la société capitaliste de cet après-guerre, une conclusion s'impose. La *surproduction* et la *surconsommation* perverses et dégénérées ici, entraîne là une surpopulation monstrueuse pour lu peuples de couleur qui croupissent dans une misère atroce et subissent les guerres et la répression en série. Ce monde devenu dément, parce qu'il préfère l'argent à la vie, le profit au travail, le parasitisme à la production, le luxe au nécessaire, s'écroule déjà dans des convulsions terribles. La Production des hommes de demain, ne serait-ce que pour leur permettre de survivre, partira de l'essentiel, des moyens de subsistance pour tous – ce qui implique le transfert du pouvoir à « la classe la plus nombreuse et la plus misérable de la société ».

de leur utilité pour l'homme : on ne mange pas des canons, des motos, des autoroutes, on les consomme inutilement, voire destructivement.

Or, cette surproduction ravageuse et morbide épuise, en une génération ou deux, la terre et les disponibilités en eau, en air, en flore, en faune et en matières premières que la nature a accumulées en des centaines de millions d'années. Le capital, ne pouvant plus reproduire ses cellules saines, ne développe plus que son cancer, et celui-ci dévore la nature et em peste l'humanité. Le capital est mort, et ne tient plus qu'en se droguant, en détruisant et en assassinant la vie de l'humanité passée, présente, et en compromettant même celle de l'humanité future. C'est pourquoi la révolution ne peut manquer de vaincre, même si c'est en un processus infiniment long et douloureux.

## II. Partie explicative

### 1. EXPLICATION DES CRISES À PARTIR DES DIVERSES FORMES QUI CONSTITUENT LA BASE ÉCONOMIQUE DU SYSTÈME CAPITALISTE

#### *Le problème des crises : remarques d'ordre général. Destruction de capital par les crises*

Marx, *Théories sur la plus-value*

(*Werke* 26.2, p. 492-535)

Tout le procès de l'accumulation se résout avant tout en une *surproduction* qui, d'une part, répond à la croissance naturelle de la population et, d'autre part, constitue la base immanente des phénomènes qui apparaissent dans les *crises* <sup>95</sup>. La mesure de cette surproduction est le capital lui-même, le niveau atteint par les conditions de production et le penchant démesuré des bourgeois à s'enrichir et à capitaliser. Ce n'est en aucune façon la *consommation* qui, d'emblée, est mise à mal, puisque la majeure partie de la population – la population ouvrière – ne peut accroître sa consommation que dans les limites très étroites et qu'en outre la demande de travail diminue *relativement*, même si elle croît de façon *absolue*, à mesure que le capital se développe. À cela s'ajoute que tous les réajustements ou péréquations sont *fortuits*. Bien que la proportion de capital à appliquer à telles sphères particulières s'équilibre en un procès constant, la continuité de ce procès implique une perpétuelle disproportion qui est constamment – souvent de façon brutale – réajustée.

Nous n'avons à considérer ici que les formes par lesquelles le capital passe au cours de ses évolutions successives. Nous laisserons donc de côté les conditions réelles dans lesquelles se déroule le procès de production effectif. Nous supposerons toujours que la marchandise est vendue à sa valeur. Nous ne tiendrons compte ni de la concurrence entre capitaux, ni du crédit, ni de la structure réelle de la société qui n'est pas constituée uniquement d'ouvriers et de capitalistes industriels, puisque consommateurs et producteurs ne se recouvrent pas. La première catégorie, celle des consommateurs (dont les revenus ne sont pas primaires, mais en

---

<sup>95</sup> Dans ce texte ardu, Marx part des rouages essentiels de la base économique du capital pour expliquer la genèse des foyers de crise avec – pour ainsi dire – leur jaillissement, leur gonflement et leur conjugaison avec les autres points de crise qui sont partiels ou potentiels, latents ou explosifs. Il fait la part belle au capital, puisqu'il ne considère que le système théorique pur, sans nulle intervention perturbatrice de la politique et du militaire pour remédier aux déséquilibres, on les aggravant encore. Il fait une distinction fondamentale entre crise *potentielle* et *réelle* (ou *effective*) Le point de crise potentiel dérive, par exemple, de la séparation entre l'acte de vente et celui d'achat. Leur unité peut s'effectuer – et s'effectue – journalièrement, sans qu'il y ait crise. Mais elle peut fort bien se dissocier au moindre accroc dans les échanges – et c'est la crise. Pour la résoudre, il faudra réunir *de force* les deux actes dissociés. En somme, la crise est solution de violence, intervention despotique dans les rapports économiques, expropriation des petits et des moyens, raison du plus fort.

Cette première partie met en relief le caractère éminemment mercantile du mode de production capitaliste, et c'est sans ironie que Marx souligne que ce n'est finalement que dans l'acte productif, le procès de production, où le travail est associé, que tout tourne rond, puisque la production est déjà pratiquement socialisée. En somme, la crise éclate quand la marchandise-capital doit effectuer une métamorphose que lui impose son caractère mercantile. La crise exprime la contradiction entre le caractère mercantile et privé de la distribution, et le caractère social de la production. C'est dire que la surproduction qui engendre les crises modernes, provient des limitations que l'appropriation privée, le marché solvable et la valeur d'échange imposent à la production associée.

Après cette première partie théorique sur les causes mercantiles générales des crises, nous avons repris lca explications de Marx sur la *baisse tendancielle du taux de profit* qui régit de manière fondamentale, la mécanique capitaliste, et nous trouvons les causes fatales à la production capitaliste dans la composition organique qui gonfle de plus en plus monstrueusement à mesure que le taux de profit diminue.

partie secondaires, dérivés du profit et du salaire) est bien plus étendue que la seconde, celle des producteurs, de sorte que la manière dont elle dépense son revenu et le volume de ce dernier déterminent des modifications considérables dans la structure de l'économie et particulièrement dans le procès de circulation et de reproduction du capital. Cependant, l'analyse de la monnaie <sup>96</sup> nous a montré qu'elle implique déjà la possibilité de crises pour autant qu'elle se distingue de la forme naturelle de la marchandise, ou qu'elle revêt la forme du moyen de paiement. C'est encore plus le cas du capital en général, et de ses structures internes réelles qui constituent toutes des conditions préalables du procès de production effectif.

D'après l'opinion du fade Say, reprise par Ricardo, mais appartenant en fait à James Mill, il ne peut y avoir de *surproduction* ou du moins *saturation générale du marché*, en raison de l'idée que les *produits s'échangent contre les produits* <sup>97</sup> ou – comme l'énonçait James Mill – qu'il y a « équilibre métaphysique entre vendeurs et acheteurs », ce qui conduit finalement à la formule que la demande est déterminée par la production et que la demande est identique à l'offre. Ce principe, Ricardo l'énonçait comme suit : n'importe quelle quantité de capital peut être productivement utilisée n'importe où...

Comme Ricardo se réfère à Say, nous ferons plus tard aussi la critique des inepties de Say.

Observons simplement en passant le fait suivant : Dans la reproduction du capital tout comme dans son accumulation, il ne s'agit pas seulement de reconstituer sur une échelle égale ou supérieure la même masse de valeurs d'usage dont se compose le capital, mais encore de remplacer la *valeur* du capital anticipé au taux habituel de profit (plus-value). Ainsi donc, si par suite d'une circonstance ou d'un concours de circonstances quelconques, les prix courants des marchandises (de toutes ou de la majeure partie d'entre elles, peu importe) tombent très au-dessous de leurs prix de production, la reproduction du capital se contracte d'autant, tandis que l'accumulation se bloque encore davantage. La plus-value accumulée sous forme d'argent (or ou billets) ne pouvant être convertie en capital qu'avec perte, elle reste en friche dans – les coffres des banques, voire sous forme de monnaie de crédit – ce qui, au fond, revient au même. La même chose pourrait se produire pour, des raisons inverses, si les *conditions réelles de la reproduction* venaient à manquer (par exemple, lorsque le blé renchérit ou que l'on n'a pas accumulé suffisamment de capital constant en nature). Il s'ensuit un blocage dans la reproduction, et donc dans le flux de la circulation. Achat et vente se figent l'un en face de l'autre, et du capital inemployé apparaît sous forme d'argent en friche. Le même phénomène (et il précède le plus souvent les crises) peut encore se vérifier, lorsque la production d'excédent de capital, s'effectue trop rapidement et que sa reconversion en capital productif fait monter la demande de tous les éléments qui le composent au point que la production réelle ne peut plus tenir le pas, d'où hausse du prix de toutes les marchandises qui entrent dans la formation du capital. Dans ce cas le taux de l'intérêt baisse considérablement même si le profit peut croître – et cette baisse du taux d'intérêt porte alors aux plus aventureuses spéculations. Le blocage de la reproduction entraîne une diminution du capital variable, une baisse des salaires et de la masse de travail employé. D'où une nouvelle chute des prix.

Il ne faut pas perdre de vue que le capital ne produit plus directement de la valeur d'usage,

---

<sup>96</sup> Marx fait allusion à son ouvrage de 1859 sur, la *Contribution à la critique de l'économie politique* (Éditions sociales, 1957, p. 65-66, 105, 108-109).

<sup>97</sup> Cf. Say, *Traité d'économie politique*, 2<sup>e</sup> édition, vol. 2, Paris, 1814, p. 382 : « Les produits s'échangent contre les produits. » Ricardo reprend littéralement cette formule. Marx critique par ailleurs, cette conception dans le chapitre sur les *Possibilités des crises à partir des Contradictions entre marchandise et argent*, in *Werke* 26/3, p. 116 dans le chapitre intitulé *incompréhension des contradictions qui suscitent les crises dans la production capitaliste* (trad. fr. *Histoire des Doctrines Economiques*, Ed. Costes, VI, p. 178-189).



mais de la valeur d'échange, et plus précisément accroît sa plus-value. Telle est la cause motrice de la production capitaliste – et c'est une idée saugrenue que d'en faire abstraction pour escamoter les contradictions de la production capitaliste convertie en une économie réglée par la consommation immédiate des producteurs.

En outre, le procès de circulation ne s'accomplit pas en un jour, mais s'étend bien plutôt sur une longue période avant que le capital effectue son retour. À l'époque de ce retour, ses prix de production doivent s'ajuster aux prix de marché. Or, comme dans ce laps de temps, le marché a subi de grands bouleversements et des modifications, que la productivité du travail a varié, et donc aussi la *valeur réelle* des marchandises, il est clair qu'entre le point de départ – l'investissement du capital – et le moment du retour, a survient maintes catastrophes où s'amassent et se développent des éléments de crise que l'on ne saurait éliminer avec la piètre formule selon laquelle des produits s'échangent contre des produits. La *confrontation* de la valeur d'une même marchandise à deux époques successives, que Mr. Bailey <sup>98</sup> tient pour un préjugé scholastique, constitue plutôt le principe fondamental du procès de circulation du capital.

Quand nous parlons de *destruction de capital* par les crises, il importe de distinguer deux choses.

Dans la mesure où le procès de reproduction se bloque et que le procès de travail est réduit, voire totalement arrêté en certains points, il y a destruction de *capital réel*. Les machines, inutilisées ne sont pas du capital. Le travail inexploité équivaut à une perte de production. Les matières premières en friche ne sont pas du capital. Les installations (tout comme des machines nouvellement construites) qui restent ou bien inutilisées ou bien inachevées, les marchandises qui pourrissent dans les magasins, tout cela constitue une destruction de capital. C'est à quoi se résout un blocage du procès de reproduction : les moyens de production, *existants* n'agissent pas effectivement, ne remplissent pas leur rôle de moyens de production. Leur valeur d'usage et leur valeur d'échange sen vont à vau-l'eau

Deuxièmement, cette *destruction de capital* par les crises signifie dépréciation de *masses de valeurs*. Cette dépréciation empêche de renouveler ensuite le procès de reproduction du capital à la même échelle, C'est l'effet ruineux de la chute du prix des marchandises. Il n'y a pas pour autant destruction de valeurs d'usage. Ce que l'un perd, l'autre le gagne <sup>99</sup>. Mais des masses de valeurs opérant comme capital sont empêchées de se renouveler comme capital entre les mêmes mains. Certains des capitalistes en place font faillite.

Supposons, que la valeur de us marchandises, dont la vente lui permet de reproduire son capital, soit égale à 12 000 L.st., y inclus 2 000 de profit, et qu'elle tombe à 6 000, le capitaliste ne pourra plus faire face aux obligations qu'il a contractées ou, s'il n'avait pas, il ne pourra plus reprendre ses affaires à la même échelle, dès lors que le prix des marchandises

---

<sup>98</sup> Bailey avait critiqué les idées de James Mill sur l'équilibre « nécessaire et constant » entre production et demande, entre offre et demande, ainsi qu'entre somme des ventes et somme des achats (cf. *Elements of Political Economy*, London, 1821, p. 186-195). Marx lui-même s'en était pris à Mill sur ce point dans *la Contribution à la critique de l'économie politique, 1.c.*, p. 66.

Marx développe à présent le fait, imposé par la baisse du taux de profit au capital, d'accroître toujours plus sa masse, en faisant des rotations rapides – d'où sa frénésie de la production qui s'aggrave à son âge sénile où il exerce ses plus grands ravages contre l'humanité et la nature. A ce point, Marx aborde la question de la *destruction* et la *dévalorisation* du capital à une échelle toujours plus grande.

<sup>99</sup> Ce simple fait explique que la crise peut accroître le pouvoir d'achat de l'argent (et de ceux qui le détiennent, voire des ouvriers qui continuent de toucher leur salaire), puisque la chute des prix accroît la valeur de la monnaie (déflation). C'est ainsi qu'en 1929-1932, la classe ouvrière américaine a vu augmenter sa capacité d'achat si elle est appliquée aux moyens de subsistance fondamentaux.

égale de nouveau leur prix de production. Il y a donc destruction d'un capital de 6 000 L.st., bien que l'acheteur de ces marchandises, pour les avoir acquis à la moitié de leur prix de production, s'en tire avantageusement et puisse même en tirer profit quand les affaires reprendront. Une large part du capital nominal de la société, c'est-à-dire de la *valeur d'échange* du capital existant, est à tout jamais anéantie, bien que cette destruction qui n'affecte pas la valeur d'usage, puisse favoriser considérablement la nouvelle reproduction. C'est l'époque où le capitaliste financier s'enrichit aux dépens du capitaliste industriel.

En ce qui concerne la chute du capital purement fictif, les bons d'État, actions, etc. – dans la mesure où elle ne provoque pas la banqueroute de l'État, des sociétés par actions, etc. ou l'arrêt complet de la reproduction en ébranlant le crédit des capitalistes industriels qui détiennent ces valeurs – elle ne fait que transférer la richesse d'une main à une autre et, en somme, aura un effet bénéfique sur la reproduction, du fait que les *parvenus* aux mains desquelles, tombent ces actions ou bons au moment où leur cours est le plus bas, sont généralement plus entreprenants que les détenteurs précédents...

### ***Surproduction de marchandises et surabondance de capitaux***

Qu'aurait dit Ricardo de l'absurdité de ses successeurs qui nient la surproduction sous une forme (engorgement du marché par les marchandises) pour l'admettre – et c'est même le point essentiel de leur doctrine – sous forme de surproduction, pléthore, surabondance de capital ?

Il n'est pas d'économiste sérieux de l'époque post-ricardienne qui nie la pléthore de capital. Tous y trouvent, au contraire, l'explication des crises, à moins qu'ils n'en voient l'origine dans le crédit. Tous admettent donc la surproduction sous une forme, mais la nient sous une autre. Il faut donc se demander quel est le rapport entre ces deux formes de surproduction – l'une sous laquelle elle est née, et l'autre sous laquelle elle est admise ?

Ricardo n'a pas connu lui-même de crises, du moins des crises générales, mondiales, dues au procès de la production elle-même. Il pouvait expliquer les crises de 1800 à 1815 par la hausse des prix du blé à la suite de mauvaises récoltes, par la dépréciation du papier monnaie et des produits coloniaux, etc., parce que le blocus continental avait contracté violemment le marché, pour des raisons non pas économiques, mais politiques. Les crises qui survinrent après 1815, il pouvait encore les expliquer soit par la disette et la pénurie de blé, soit par la chute des prix du blé, quand bien même les causes qui – selon sa propre théorie – avaient fait hausser le prix du blé durant la guerre (l'Angleterre étant coupée du continent) avaient cessé d'agir, car la transition de la guerre à la paix avait suscité « de soudains changements dans les canaux du commerce » (cf. dans ses *Principes* le chapitre XIX qui porte ce titre).

Les phénomènes historiques ultérieurs – et en particulier la périodicité quasi régulière des crises du marché mondial – ne permirent plus aux successeurs de Ricardo de nier les faits ou de les interpréter comme de simples accidents. Nous faisons abstraction ici de ceux qui expliquent tout par le crédit... puisqu'ils doivent admettre pour cela qu'il y a surabondance de capital. Nous ne considérerons que ceux qui inventèrent la jolie distinction entre *surabondance de capital* et *surproduction*. Pour nier cette dernière, ils continuèrent d'utiliser les formules et les bonnes raisons de Ricardo et de Smith, tandis qu'ils s'efforçaient de tirer de la première des phénomènes qui autrement leur resteraient inexplicables. Wilson, par exemple, explique certaines crises par la surabondance de capital fixe, d'autres par la surabondance de capital circulant. Les meilleurs économistes, tels que Fullarton, admettent la surabondance de capital – et ce préjugé est déjà tellement répandu qu'on en retrouve l'affirmation comme allant de soi jusque dans le compendium du docte M. Roscher. Pour être juste notons que d'autres économistes – tels que Ure, Corbet, etc. – expliquent que la

*surproduction* est l'état normal de la grande industrie vis-à-vis du marché intérieur. Elle n'amène donc à des crises que dans certaines conditions – si le marché extérieur se contracte lui

Il faut donc se demander ce qu'est la surabondance de capital, et en quoi elle se distingue de la surproduction ? Selon ces mêmes économistes, le capital est identique à l'argent ou aux marchandises. La surproduction de capital est donc surproduction d'argent ou de marchandises. Or, ils nous disent que ces deux phénomènes n'ont rien de commun. Il n'y aurait même pas de surproduction d'argent, puisqu'il n'est pas, à leurs yeux, de la marchandise. En somme, tout le phénomène se résout en une surproduction de marchandises qu'ils admettent sous un nom et rejettent sous un autre. En outre, quand on dit qu'il y a surproduction de capital fixe ou circulant, on sous-entend l'existence des marchandises non plus comme telles, mais comme capital. C'est par conséquent admettre que, dans la production capitaliste et dans ses manifestations – la surproduction, par exemple – il ne s'agit pas du simple rapport où le produit se présente comme *marchandise*, mais encore du rapport social où le produit est quelque chose de plus et de différent de la marchandise.

En passant de l'expression « *surproduction de marchandises* » à celle de « *surproduction de capital* », on réalise un progrès, car les producteurs ne se font plus face comme simples possesseurs de marchandises, mais comme capitalistes. Mais ce que les économistes veulent dire par là, c'est simplement qu'ils distinguent le nom, mais non la chose, C'est faire preuve d'une curieuse déficience intellectuelle que d'admettre le phénomène comme existant et nécessaire, s'il est appelé *a*, mais de le nier dès lors qu'il est appelé *b*. C'est esquiver la difficulté de la crise, en rejetant la dénomination sous laquelle elle heurte les préjugés pour adopter seulement celle où elle ne pose pas de problèmes...

### ***Possibilité des crises à partir des contradictions de la marchandise et de l'argent***

C'est dans les crises du marché mondial qu'éclatent les contradictions et les antagonismes de la production bourgeoise. Or, au lieu de rechercher en quoi consistent les éléments opposés qui finissent par exploser dans la catastrophe, les apologistes se contentent de nier la catastrophe elle-même : même face au renouvellement périodique et déterminé des crises, ils s'obstinent à répéter que si la production se conformait aux règles de leurs manuels, elle n'arriverait jamais à la crise. Pour cela, ils tronquent les rapports économiques les plus simples, et ne voient qu'unité là où il y a contraste.

Ainsi, par exemple, si l'achat et la vente – c'est-à-dire le mouvement de métamorphose de la marchandise – représentent l'unité de deux procès, ou mieux le passage d'un seul procès par deux phases opposées, l'unité de ces deux phases est donc aussi essentielle que leur séparation et leur autonomisation l'une en face de l'autre. Or, comme elles vont tout de même ensemble, le fait qu'elles soient séparées et autonomes ne peut que témoigner d'une violence, d'un procès de désagrégation. Or, c'est précisément dans les *crises* que doit se réaliser leur unité, une unité de ce qui est divers. Il s'agit alors de détruire par la force l'indépendance d'éléments qui vont ensemble et doivent se compléter. La crise met ainsi en évidence l'unité d'éléments qui sont devenus indépendants l'un de l'autre. Il n'y aurait pas de crise, s'il ne fallait pas réaliser l'unité foncière de ce qui apparaît comme réciproquement indifférent. Notre apologiste dit au contraire : puisque l'unité se réalise, il n'y a pas de crise – ce qui revient à dire que l'unité de moments opposés exclut l'opposition.

Pour démontrer que la production capitaliste ne peut conduire à des crises générales, on en nie toutes les conditions et toutes les déterminations, tous les principes et les différences

spécifiques – en un mot, la production capitaliste elle-même. On démontre pratiquement que si le mode de production capitaliste, au lieu d'être une forme spécifique et développée de la production sociale, était un mode de production aussi rudimentaire qu'à ses débuts, ses contrastes typiques et ses contradictions ne pourraient pas éclater en crises.

« Les produits – écrit Ricardo à la suite de Say – sont toujours achetés par des produits ou des services ; l'argent n'est qu'un *moyen* grâce auquel s'effectue l'échange.<sup>100</sup> »

C'est transformer en simple produit (valeur d'usage) une *marchandise* qui implique l'opposition entre valeur d'échange et valeur d'usage, et l'échange de marchandises devient simple troc de produits, de valeurs d'usage. C'est retomber non seulement au début de la production capitaliste, mais même en deçà de la simple production marchande. Et le phénomène le plus complexe de la production capitaliste – la crise du marché mondial – est escamoté par le procédé qui consiste à nier la première condition de la production capitaliste, à savoir que le produit est marchandise, et doit donc prendre la forme de l'argent et parcourir tout un procès de métamorphoses. Au lieu de parler de salariat, on parle de « services », terme qui efface la caractéristique essentielle du travail salarié et de son utilisation – à savoir : augmenter la valeur des marchandises contre lesquelles il s'échange, en produisant de la plus-value ; du même coup on biffe le rapport spécifique par lequel l'argent et la marchandise se transforment en capital. « *Service* » est le travail conçu uniquement comme *valeur d'usage* – chose secondaire dans la production capitaliste ; de la même façon, le terme de « produit » élimine l'essence même de la *marchandise* et la contradiction qu'elle implique. Dès lors, il devient logique de concevoir l'argent comme simple intermédiaire de l'échange des produits, et non comme une forme d'existence essentielle et nécessaire de la marchandise, qui doit prendre la forme de la valeur d'échange – du travail social général. Dès lors que l'on transforme la marchandise en simple valeur d'usage (produit), on efface son caractère de valeur d'échange, et rien n'est plus facile ensuite que de nier que l'argent soit une forme essentielle et, dans le procès des métamorphoses, *autonome* vis-à-vis de la forme primitive de la marchandise.

On élimine donc ici les crises par un raisonnement qui oublie ou nie les conditions premières de la production capitaliste l'existence du produit comme marchandise, le dédoublement de la marchandise en marchandise et argent, les éléments opposés qui en résultent dans l'échange de marchandises, et enfin le rapport entre l'argent ou la marchandise et le travail salarié.

Soit dit en passant, des économistes – John Stuart Mill, par exemple – ne font pas mieux lorsqu'ils cherchent à expliquer les crises par ces simples *possibilités* de crise contenues dans la métamorphose des marchandises, la séparation de l'achat et de la vente. Ces déterminations expliquent bien la possibilité des crises, mais pas encore leur réalité. Elles ne nous apprennent pas *pour quelles raisons* les phases du procès de circulation du mode de production capitaliste doivent entrer dans un conflit tel qu'une crise seule, en un procès violent, puisse appliquer son unité intérieure. Cette *séparation* devient visible dans les crises, et en constitue la forme élémentaire. Vouloir *expliquer* la crise par sa forme élémentaire, c'est l'expliquer par sa forme la plus abstraite. Cela revient à expliquer la crise par la crise...

Aux époques où les hommes produisaient pour eux-mêmes, il n'y avait pas de crises, mais il n'y avait pas non plus de production capitaliste. Les Anciens – pour autant que nous le sachions – n'ont jamais connu de crises dans leur production esclavagiste, bien que certains producteurs dans l'Antiquité aient fait banqueroute. Aujourd'hui l'alternative est absurde quiconque produit n'a pas le choix entre vendre ou non – il doit vendre. Or c'est précisément lors des crises qu'il arrive qu'on ne puisse pas vendre, ou qu'on doive vendre au-dessous du

---

<sup>100</sup> Cf. Ricardo, *On the Principles of Political Economy*, London, 1818, p. 341

prix de production, voire avec une perte pure et simple. A quoi nous sert-il – à lui et à nous – de savoir qu'il a produit pour vendre ? Il importe plutôt de savoir ce qui empêche de réaliser sa louable intention.

En outre, Ricardo affirme : « Personne ne vend sinon dans le but *d'acheter une* autre marchandise qui puisse lui être « une utilité immédiate ou contribuer à la production future » Quelle sympathique annonce des rapports bourgeois ! Ricardo en oublie même que l'on puisse aussi *vendre* pour *payer*, et que ces ventes forcées prennent une place notable dans – les crises. Dans la vente, le but le plus immédiat du capitaliste est de convertir sa marchandise, ou mieux son capital-marchandise, en *capital-argent* afin de *réaliser* son profit. La consommation – le revenu – n'est donc pas le point central de ce procès. Au contraire, elle l'est indubitablement pour celui qui ne vend des *marchandises* que pour le transformer en moyens de subsistance, Mais cela ne correspond pas à la production capitaliste, où le revenu apparaît comme résultat, et non comme cause déterminante. Chacun y vend d'abord pour vendre, c'est-à-dire pour convertir sa marchandise en argent.

Durant la crise, un tel peut s'estimer heureux de vendre sans penser aussitôt à acheter. Certes, si la valeur réalisée doit agir de nouveau comme capital, il lui faut parcourir le procès de la reproduction, donc s'échanger de nouveau contre du travail et des marchandises. Mais la crise est justement le moment où le procès de reproduction est troublé et interrompu. Et on ne peut expliquer cette perturbation par le fait qu'elle ne se vérifie pas dans les périodes où il n'y a pas de crise. Sans aucun doute, personne « ne continue de produire des marchandises pour lesquelles il n'y a pas de demande » - mais qui parle donc d'une hypothèse aussi absurde ? Du reste, elle n'a rien à voir avec -la question. L'objectif premier de la production capitaliste n'est pas d' « acquérir d'autres biens », mais de s'approprier de la valeur, de l'argent, de la richesse abstraite.

Même Ricardo reprend, au fond, la formule de James Mill sur « l'équilibre métaphysique entre achats et ventes » équilibre qui ne porte que sur l'unité, et non la séparation dans le procès de l'achat et de la vente. D'où l'affirmation de Ricardo : « On peut produire une trop grande quantité d'une marchandise *déterminée*, dont il peut y avoir ensuite une telle pléthore d'offre sur le marché que le capital dépensé dans sa production ne peut être remboursé. Mais ce ne peut être le cas pour *toutes* les marchandises » (p. 341-342).

L'argent n'est pas seulement « le moyen d'effectuer l'échange », mais il est aussi le moyen par lequel l'échange d'un produit contre un autre se divise en deux actes qui sont autonomes et séparés dans le temps et l'espace. Chez Ricardo, cette idée fautive de l'argent provient de ce qu'il ne considère, en général, que le *côté quantitatif* de la valeur d'échange - le fait qu'elle correspond à un quantum déterminé de temps de travail - en oubliant, en revanche, le côté qualitatif, à savoir que le travail individuel, en s'aliénant, doit prendre la forme du *travail social, abstraitement général* 101.

C'est un piètre expédient que d'affirmer que seules certaines marchandises et pas toutes peuvent engorger le marché et que, par conséquent, la surproduction ne peut jamais être que partielle. D'abord, pour ce qui est de leur caractère marchand, rien ne s'oppose à ce que toutes les marchandises – à l'exception de l'argent – soient en excédent sur le marché si bien qu'elles tombent au-dessous de leur prix. Cela ne se produit évidemment qu'au moment spécifique de la crise quand toutes les marchandises sont en excédent sauf l'argent, Que la marchandise

---

<sup>101</sup> Ricardo efface tout caractère historique, donc transitoire et éphémère, de la production capitaliste dès lors qu'il considère l'argent, le moyen de circulation et la valeur d'échange comme de simples instruments utiles, et non comme des déterminations spécifiques qui conditionnent tout le mode de production dans sa forme nécessaire et particulière de capital

doive se transformer en argent, cela signifie simplement que cette nécessité s'applique à toutes les marchandises. Et comme cette difficulté existe pour une marchandise particulière, en existe aussi pour *toutes*. La nature générale de la métamorphose des marchandises – qui implique aussi bien la séparation de l'achat et de la vente que leur unité – loin d'exclure la possibilité d'un engorgement général, en contient bien plutôt les germes.

À l'arrière-plan des raisonnements de Ricardo et d'autres économistes, il n'y a pas seulement le rapport entre l'achat et la vente, mais aussi entre l'offre et la demande que nous aurons à considérer dans l'analyse de la concurrence entre les capitaux. Comme achat signifie vente pour Mill, offre signifie demande, mais ils peuvent tout aussi bien se rendre autonomes les uns par rapport aux autres. A un moment donné, l'offre de toutes les marchandises peut dépasser la demande de toutes les autres, parce que la demande de la *marchandise générale*, l'argent, la valeur d'échange, est supérieure à celle de toutes les marchandises particulières, ou parce que l'acte de la conversion de la marchandise en argent, c'est-à-dire de la réalisation de sa valeur d'échange, l'emporte sur l'acte de sa reconversion en valeur d'usage.

Si l'on approfondit et l'on détermine plus concrètement le rapport entre l'offre et la demande, on en arrive au rapport entre *production* et *consommation*. Il faudrait souligner d'ors l'unité fondamentale de ces deux actes qui se manifeste avec violence dans les crises face à leur *séparation* et à leur opposition non moins réelles qui sont spécifiques de la production bourgeoise.

En ce qui concerne la distinction entre la surproduction partielle et la surproduction universelle, les économistes n'admettent la première que pour mieux échapper à la seconde. Nous ferons les remarques suivantes à ce propos :

1. Les crises sont généralement précédées d'une inflation générale des prix de tous les articles de la production capitaliste. Tous participent donc au krach subséquent, et au prix qu'ils avaient auparavant, ils sont tous en excédent sur le marché. Celui-ci ne peut absorber qu'à des prix moindres, des prix inférieurs à leur prix de production, une quantité de marchandises qu'il ne peut absorber à leurs anciens prix de marché. L'excès de marchandises est toujours relatif ; en d'autres termes, il y a masse exagérée à tel prix déterminé. Mais les prix auxquels les marchandises sont alors absorbées sont ruineux pour le producteur ou pour le marchand.

2. Pour qu'une crise – et donc aussi la surproduction – soient générale, il suffit qu'elle porte sur les articles de commerce décisifs.

***Surproduction partielle et universelle, relative et absolue. Demande solvable et besoins absolus***

Peut-il y avoir un raisonnement plus puéril que celui de Ricardo pour démontrer qu'on peut produire une marchandise particulière en quantité plus grande que celle qu'on peut en consommer, étant entendu que cela ne peut s'appliquer à toutes les marchandises en même temps, parce que les besoins à satisfaire n'ont pas de limite et ne sont pas tous satisfaits en même temps ? Au contraire, la satisfaction d'un besoin en rend pour ainsi dire un autre latent. Il ne faut donc rien d'autre que les moyens de satisfaire ces besoins, et ces moyens ne peuvent être obtenus qu'en augmentant la production. En conséquence, une surproduction universelle est impossible.

À quoi cela rime-t-il ? Aux époques de surproduction, une grande partie, de la nation (spécialement la classe ouvrière) dispose moins que jamais, de blé, de chaussures, etc. – pour ne pas parler du vin et du mobilier. S'il ne pouvait y avoir surproduction qu'après que tous les habitants d'une nation aient satisfaits simplement leurs besoins les plus urgents, une

surproduction partielle et à plus forte raison générale eût été impossible jusqu'ici dans l'histoire de la société bourgeoise. Même si le marché est saturé de chaussures, de calicot, de vins ou de produits coloniaux, est-ce à dire que les deux tiers de la nation auront satisfait leurs besoins de ces articles ? En quoi la surproduction en général a-t-elle quelque chose à voir avec les besoins absolus ? Elle n'est liée qu'aux besoins solvables. Il ne s'agit donc pas de surproduction absolue, en soi, par rapport à une indigence absolue ou à un désir de posséder des marchandises. Dans ce sens, il n'y a surproduction ni partielle ni générale, non plus que d'opposition entre l'une et l'autre.

Mais, dira Ricardo, s'il y a tant de gens qui manquent de chaussures et de calicot, pourquoi ne se procurent-ils pas les moyens pour les obtenir en produisant quelque chose qui leur permettrait de les acheter ? Ne serait-il pas encore plus simple de dire : pourquoi ne produisent-ils pas eux-mêmes leurs chaussures et leur calicot ? Or, ce qui est encore plus curieux dans la surproduction, c'est que les vrais producteurs qui saturent le marché – les ouvriers – soient précisément ceux qui en manquent. On ne peut pas leur opposer qu'ils devraient produire pour obtenir puisqu'ils ont produit et n'ont cependant rien. On ne peut pas dire non plus que telle marchandise engorge le marché, parce qu'elle ne répond pas à un besoin. Si la surproduction partielle ne peut s'expliquer par le fait que les marchandises qui engorgent le marché sursaturent le besoin qu'on en a, alors la surproduction *universelle* ne peut être niée, en soutenant qu'il existe de grands besoins insatisfaits pour les nombreuses marchandises qui encombrant le marché.

Restons-en à l'exemple du calicot. Tant que la reproduction continuait sans encombre – c'est-à-dire dans la phase de cette reproduction où le produit existant comme marchandise vendable, le calicot, se retransformait en argent à sa valeur – la consommation durât aussi, nous voulons dire celle des ouvriers produisant le calicot. Ils en consommaient une partie – et avec l'élargissement de la reproduction – c'est-à-dire avec l'accumulation – ils en consommaient un peu plus, ou bien dans la production de calicot on occupait des ouvriers plus nombreux qui en même temps en étaient pour partie des consommateurs.

***Transformation de la possibilité de la crise en sa réalité. La crise comme manifestation de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise***

Avant de poursuivre, notons ceci :

La possibilité de la crise qui apparaît dans la simple *métamorphose* de la marchandise <sup>102</sup>, ne fait que se renforcer encore lorsque le procès de production immédiat se sépare du procès de circulation : la crise éclate dès que cesse le flux continu entre eux et que chacun d'eux devient autonome en face de l'autre.

Lors de la métamorphose des marchandises, la possibilité de la crise se présente comme suit :

Premièrement, la marchandise qui existe réellement comme valeur d'usage et idéalement dans le prix, comme valeur d'échange, doit être convertie en argent : M-A. Cette difficulté étant surmontée par la vente, il n'y a plus de difficulté pour l'achat, A-M, puisque l'argent peut s'échanger contre n'importe quoi. D'emblée, on implique la valeur d'usage de la marchandise, l'utilité du travail contenu en elle – autrement ce ne serait pas une marchandise. Il est, en

---

<sup>102</sup> Le lecteur peut se reporter aux explications de Marx sur les métamorphoses du capital, de marchandise en argent et de celui-ci en marchandise (force de travail, matières premières, etc.) dans la *Contribution* ou le *Capital* 1.

outre, supposé que la valeur individuelle de la marchandise est égale à sa valeur sociale, autrement dit, que le temps de travail matérialisé en elle est égal au temps de travail socialement *nécessaire* à sa production. La possibilité de la crise – telle qu'elle apparaît dans la forme simple de la métamorphose – dérive donc uniquement du fait que les différentes formes ou phases décrites par la marchandise dans son mouvement 1. se complètent nécessairement, et 2. malgré leur connexion interne nécessaire, sont des parties du procès ou des formes existant indifféremment l'une par rapport à l'autre, étant distinctes dans le temps et l'espace en tant que phases séparées et séparables l'une de l'autre. Cette possibilité de crise résulte donc déjà de la séparation entre la vente et l'achat. Ce n'est que son caractère de marchandise qui fait que la marchandise se heurte à cette difficulté. Dès qu'elle a pris la forme de l'argent, elle l'a surmontée. Tout cela se ramène bel et bien à la séparation entre la vente et l'achat. Si la marchandise ne pouvait – sous la forme de l'argent – se retirer de la circulation ou différer sa reconversion en marchandise, si – comme dans le troc immédiat – l'achat et la vente coïncidaient directement, la possibilité de crises disparaîtrait. En effet, on suppose dans tous ces cas que la marchandise a une *valeur d'usage* pour d'autres possesseurs de marchandises.

Pour que la marchandise ne soit pas échangeable dans les conditions du troc, il faudrait qu'elle n'ait pas de valeur d'usage ou qu'il n'y ait pas d'autres valeurs d'usage en face d'elle qui puissent s'échanger avec elle ; autrement dit, il n'y a que deux conditions : que d'un côté on ait produit quelque chose d'inutile, ou que de l'autre côté on n'ait rien d'utile à échanger contre la première valeur d'usage. Or, dans les deux cas, l'échange n'aurait même pas lieu. Mais dès lors qu'il y a *échange*, il ne pourrait y avoir disjonction des deux phases, ni autonomisation des deux actes : l'acheteur serait vendeur, et le vendeur acheteur. En conséquence, le moment *critique* résultant de la forme de l'échange (en tant que circulation) disparaîtrait. Or, lorsque nous disons que la forme simple de la métamorphose implique la possibilité de crises, nous disons simplement que cette forme suppose la possibilité de la dissociation et de la décomposition des éléments qui, par essence, se complètent l'un l'autre. Mais tout cela s'applique aussi au contenu.

Dans le troc, l'essentiel de la production tend, pour le producteur, à la satisfaction de ses propres besoins et, lorsque la division du travail est un peu plus avancée, à la satisfaction de besoins qu'il connaît chez ceux qui produisent comme lui. Ce qui peut s'échanger comme marchandise est du superflu – et peu importe au fond que cet échange se fasse ou non.

Dans la *production marchande*, en revanche, la conversion du produit en argent, la vente, est une condition *sine qua non*. La production immédiate pour ses propres besoins disparaît. Lorsque la vente s'avère impossible, il y a crise. La difficulté de transformer la *marchandise - produit* particulier d'un travail individuel – en son opposé, en *argent*, en travail social abstraitement général, provient de ce que l'*argent* n'est pas un produit particulier d'un travail individuel et que le vendeur qui possède la marchandise sous forme d'argent n'est pas forcé de racheter immédiatement, de reconvertir aussitôt l'argent en un produit particulier du travail individuel. Cette contradiction n'existe pas dans le troc où personne ne peut être vendeur sans être en même temps acheteur, et vice versa. La difficulté pour le vendeur – même si sa marchandise a une valeur d'usage – dérive simplement de la faculté qu'à l'acheteur de différer la reconversion de l'argent en marchandise. En somme, la difficulté de convertir la marchandise en argent, de vendre, provient simplement de ce que la marchandise doit être convertie en argent, tandis que l'argent n'a pas besoin d'être converti aussitôt en marchandise, autrement dit, de ce que la vente et l'achat peuvent être dissociés. Nous avons dit que cette *forme* renferme la *possibilité de la crise*, c'est-à-dire la possibilité que des moments qui vont ensemble et sont inséparables, se dissocient, et doivent être réunis par la force : il faut la violence pour ajuster en une unité leur autonomie réciproque. La *crise* n'est rien d'autre que la



réalisation violente de l'unité des phases du procès de production qui se sont rendus autonomes l'une vis-à-vis de l'autre.

La possibilité générale, abstraite de la crise n'est rien d'autre que sa *forme la plus abstraite*, sans le contenu ni le mobile concret qui la déterminent. La vente et rachat peuvent se dissocier ; ils contiennent la crise *en puissance*, et leur coïncidence reste toujours un moment critique pour la marchandise. Mais ils peuvent parfaitement bien se convertir l'un dans l'autre en un flux continu.

Il reste donc que la *forme la plus abstraite de la crise* (et donc sa possibilité formelle) est la *métamorphose de la marchandise* proprement dite qui, à l'apogée de son développement, révèle la contradiction, inhérente à l'unité de la marchandise, entre valeur d'échange et valeur d'usage, entre argent et marchandise. Mais ce qui fait que cette possibilité de la crise se réalise n'est pas contenu dans cette forme elle-même ; ce qu'elle contient, c'est seulement la *forme* pour une crise.

C'est là l'important lorsqu'on examine l'économie bourgeoise. Il faut voir dans les crises du marché mondial, la concentration réelle et rajustement violent de toutes les contradictions de l'économie bourgeoise. Les différents éléments qui éclatent dans ces crises doivent donc naître et se développer à partir de chacune des sphères de l'économie bourgeoise – et plus nous avançons dans son analyse, plus nous voyons de nouveaux aspects, de ce conflit se développer et les formes les plus abstraites revenir sans cesse, et dans les formes les plus concrètes qu'elles impliquent.

On peut donc affirmer que la crise, dans sa première forme, est la métamorphose même de la marchandise, la dissociation entre la vente et l'achat. La crise, dans sa seconde forme, dérive de la fonction de l'argent comme moyen de paiement, où l'argent figure à deux moments différents, séparés dans le temps. L'une et l'autre de ces formes sont encore tout à fait abstraites, bien que la seconde soit plus concrète que la première. Lorsqu'on examine le *procès de reproduction* du capital qui coïncide avec sa circulation, il faut donc démontrer d'abord que les formes mentionnées ne font que s'y répéter ou plutôt obtiennent ici un contenu, une base sur laquelle elles peuvent se manifester concrètement.

Considérons le mouvement que parcourt le capital depuis le moment où il sort du procès de production sous forme de marchandise. Si nous faisons abstraction de tous les autres facteurs déterminants de son contenu, le capital-marchandise total et chaque marchandise particulière qui le compose, doit parcourir le procès M-A-M, la métamorphose de la marchandise. La possibilité générale de la crise qui est contenue dans cette forme la séparation entre l'achat et la vente – se retrouve donc dans le mouvement du capital, dans la mesure où celui-ci est *également* marchandise et rien d'autre que marchandise. Il résulte de cette connexion réciproque des métamorphoses des marchandises que l'une des marchandises se convertit en argent parce que l'autre s'est reconvertie, de la forme argent en marchandise. En conséquence, la séparation entre achat et vente entraîne ici en outre, le fait qu'à la conversion d'un capital de la forme marchandise en celle de l'argent doit correspondre la reconversion de l'autre capital de sa forme argent en forme marchandise ; la première métamorphose doit correspondre à la seconde : un capital soit du procès de production tandis qu'un autre retourne dans le procès de production. Cet intercroissance et cet entrelacement des procès de reproduction ou de circulation des différents capitaux est, d'une part, la conséquence nécessaire de la division du travail, mais elle est, d'autre part, fortuite – et c'est ainsi que s'élargit le contenu déterminé de la crise.

Mais 2. en ce qui concerne la possibilité de la crise résultant de la forme de l'argent comme *moyen de paiement*, on voit que le capital fournit une base beaucoup plus effective pour réaliser cette possibilité. Par exemple, le tisserand doit payer tout le capital constant, dont les

éléments ont été fournis par le fileur, le cultivateur de lin, le constructeur de machines, le producteur de fer, de bois et de charbon, etc. Ces derniers éléments constitutifs du capital constant, qui n'entrent pas dans la marchandise finie – le tissu –, représentent les moyens de production dans l'échange de capital. Le tisserand vend son tissu pour 1000 l.st. au marchand, mais touche une traite où l'argent figure comme *moyen de paiement*. Le tisserand, lui, vend sa traite au *banquier*, en lui payant, mettons, ses dettes ou en se faisant escompter sa traite. Le cultivateur de lin a payé le fileur au moyen d'une traite – de même que tous les autres producteurs qui ont fourni le capital constant ont utilisé entre eux ce mode de paiement. Il suffit que le marchand ne paie pas pour que le tisserand ne puisse se faire payer par le banquier, et c'est le défaut de paiement en chaîne, et à tour de rôle tous ces producteurs sont hors d'état de réaliser la valeur de leur marchandise, et donc de remplacer la partie correspondante de leur capital constant. C'est ainsi qu'éclate la crise générale. Ce n'est rien d'autre que la *possibilité de la crise* suscitée par l'argent en tant que moyen de paiement : dans la production capitaliste, nous voyons ici déjà s'établir une connexion entre les créances et des obligations réciproques, les achats et les ventes – et la possibilité de la crise peut se développer en réalité.

*En tout cas*, si l'achat et la vente ne se figent pas l'un en face de l'autre, et n'ont donc pas besoin d'être ajustés par la force – si, d'autre part, l'argent, comme moyen de paiement, fonctionne de façon que les créances se compensent, donc que la contradiction renfermée dans l'argent, moyen de paiement, ne se réalise pas, si donc ces deux formes abstraites ne se concrétisent pas, il ne se produira pas de crise. Il ne peut y avoir de crise sans que l'achat et la vente se dissocient et se contredisent ou que se manifestent les contradictions renfermées dans l'argent, moyen de paiement. En somme, la crise se manifeste en même temps dans la forme simple de la contradiction entre achat et vente, et de la contradiction de l'argent, moyen de paiement. Mais ce ne sont là que de simples formes, des possibilités générales de crise, donc des formes abstraites de la crise véritable. L'existence de la crise y apparaît dans ses formes et dans son contenu les plus simples, pour autant que cette forme même est son contenu le plus simple. Mais son contenu n'est pas encore *fondé*. La circulation simple de l'argent et même la circulation de l'argent comme moyen de paiement – et tous deux existent bien *avant* la production capitaliste, sans qu'il y ait de crises – sont possibles et réelles sans crises. A elles seules, ces seules formes ne suffisent donc pas à expliquer pourquoi elles font apparaître leur côté critique, ni pourquoi la contradiction renfermée en elle *potentiellement* se réalise effectivement.

On voit l'énorme ineptie des économistes qui, ne pouvant plus nier, avec des mots creux, le phénomène de la surproduction et des crises se rassurent, en disant que ces formes ne donnent que la possibilité des crises, que leur absence n'est que fortuite et que la venue des crises elle-même n'est qu'un pur hasard.

Les contradictions nées dans la circulation des marchandises et développées dans la circulation de l'argent – et donc la possibilité des crises – se reproduisent d'elles-mêmes dans le capital, parce qu'en réalité ce n'est que sur la base du capital qu'il y a une circulation développée de marchandises et d'argent.

Il s'agit maintenant d'analyser le développement ultérieur des crises potentielles pour autant qu'elles résultent des déterminations de forme qui sont spécifiques au capital et ne sont pas impliquées dans son existence comme marchandise et argent. Notons en passant que la crise réelle ne peut être considérée qu'à partir du mouvement réel de la production capitaliste, la concurrence et le crédit.

Le simple procès de production immédiat du capital ne peut en soi rien ajouter de nouveau ici. Pour qu'il puisse exister, il faut en supposer les conditions. C'est pourquoi, aucun élément

nouveau concernant la crise n'entre dans la première section du capital – son procès de production immédiat <sup>103</sup>. Il contient en soi cet élément, parce que le procès de production est appropriation, et donc production de plus-value. Mais cela ne peut apparaître dans le procès de production lui-même, parce qu'il n'est pas le lieu où se *réalise* la valeur reproduite, mais où se crée la plus-value.

Cela ne peut apparaître que dans le procès *de circulation* qui est en même temps – en soi et pour soi – le *procès de reproduction*.

Il convient, en outre, de noter ici que nous devons décrire le procès de circulation ou procès de reproduction *avant* de traiter du capital achevé – *capital et profit* – puisque nous avons à montrer non seulement Comment le capital produit, mais aussi comment il est produit. Or, le mouvement réel part du capital existant, de la base déjà développée de la production capitaliste qui est son propre commencement et sa propre présupposition. Le procès de reproduction et ses potentialités de crise ne peuvent donc être traités qu'incomplètement ici ; nous ne complèterons le thème que dans le Chapitre sur *le Capital et le Profit* <sup>104</sup>.

Le procès d'ensemble de la circulation ou de la reproduction du capital constitue l'unité de ses phases de production et de circulation, le mouvement qui parcourt les deux procès comme autant de phases. Et nous avons là une possibilité plus développée, ou une forme abstraite, de la crise. Les économistes qui nient les crises, ne s'en tiennent donc qu'à l'unité de ces deux phases. Si elles étaient simplement séparées, sans constituer une unité, il n'y aurait pas lieu de rétablir par la violence leur unité – il n'y aurait pas de crise. Si elles formaient un tout, leur séparation violente serait impossible – ce qui signifie crise. Celle-ci est le rétablissement violent de l'unité entre des éléments devenus autonomes et la séparation violente d'éléments qui sont essentiellement unis.

### *Sur les formes de la crise*

Ainsi donc :

1. La *possibilité* générale des crises en est donnée lors du procès même de *métamorphose du capital*, et ce doublement : en premier lieu, au moment où l'argent fonctionne comme *moyen de circulation*, du fait de la dissociation entre *achat et vente* ; en second lieu, au moment où il fonctionne comme *moyen de paiement*, du fait qu'il agit à deux titres différents – comme *mesure des valeurs* et comme *réalisation de la valeur*. Or, ces deux moments sont dissociés. Si la valeur a changé *dans l'intervalle*, la marchandise, au moment de sa vente ne vaut pas autant qu'elle valait au moment où l'argent fonctionnait comme mesure des valeurs, donc des obligations réciproques, si bien que la somme touchée ne suffit pas à faire face aux obligations contractées, ni à solder toute la série de transactions liées les unes aux autres. Même si la marchandise ne change pas de valeur, il suffit qu'elle ne puisse être vendue dans les *délais déterminés* pour que l'argent ne fonctionne plus comme moyen de paiement, car il

---

<sup>103</sup> Marx analyse cette partie de la circulation bourgeoise – le procès de production capitaliste – dans le premier livre du *Capital* et le VI<sup>e</sup> *Chapitre du Capital*. On notera qu'aucune crise ne se produit dans cette « métamorphose » qui crée la plus-value, et les... surproductions. Elle éclate dans la sphère des métamorphoses mercantiles de la circulation, en raison des limitations de la demande solvable et des spécificités qu'imprime cette demande à la production capitaliste – le fait, par exemple, que l'on fabrique l'armement et le luxe avant de satisfaire les besoins élémentaires de l'humanité ou, en termes plus techniques le fait que la valeur d'échange – et non la valeur d'usage – détermine la qualité et la quantité des produits à créer. En effet, surproduction est synonyme de production de choses inutilisables, gaspillage, dilapidation, une destruction et dévalorisation des forces productives.

<sup>104</sup> Marx fait allusion ici au III<sup>e</sup> livre du *Capital* tout entier. Cf. sa lettre à Engels du 31-VII-1865.

ne peut exercer cette fonction que dans un *délai fixe et déterminé*. Or, comme cette même somme d'argent doit servir pour toute une série de transactions et d'obligations réciproques, il se produit une *insolvabilité*, non seulement en un point mais en de nombreux autres – d'où *crise*.

Ce sont, là des *possibilités formelles* de crise. La première peut s'appliquer sans la dernière, C'est dire qu'il y a des crises sans crédit, sans que l'argent fonctionne comme moyen de paiement. La seconde ne se réalise pas sans la *première* – qu'achat et vente soient dissociés. Mais dans ce dernier cas, il y a crise non seulement parce que les marchandises sont invendables, mais encore parce qu'elles *ne sont pas vendables* en un délai déterminé – et ici la crise surgit en raison de l'impossibilité, non seulement de vendre les marchandises, mais encore *de réaliser toute une série de paiements* fondés sur la vente de ces marchandises déterminées dans un délai précis. C'est la forme propre aux crises financières ou monétaires.

Ainsi donc, s'il y a crise parce que l'achat et la vente ne coïncide pas, elle se développe comme *crise monétaire* dès que l'argent est devenu *moyen de paiement* – et il va de soi que cette *seconde forme* de crise *éclate avec la première*. Quand nous recherchons pourquoi la possibilité générale de, la, crise devient une réalité et quand, nous examinons les conditions qui y conduisent il est donc absolument inutile de se préoccuper de la *forme* des, crises qui résultent du développement de l'argent comme moyen de paiement. C'est précisément la raison pour laquelle les économistes se plaisent à faire passer cette forme *évidente* pour la *cause* des crises. (Comme le développement de l'argent comme moyen de paiement est lié à celui du crédit et du surcrédit, il faut expliquer les, causes de ces derniers, mais nous n'en sommes pas encore, arrivés à ce point.)

2. Lorsque les crises résultent de *changements* ou de révolutions *dans les prix* qui ne correspondent pas à des *bouleversements de la valeur* des marchandises, elles ne peuvent naturellement être expliquées à partir du capital en général, qui implique que la valeur des marchandises coïncide avec son prix.

3. *La possibilité générale* des crises dérive de la *métamorphose* formelle du capital – la séparation dans le temps et l'espace de l'achat et de la vente. Mais ce n'est jamais la *cause* de la crise. Car ce n'est que *la forme la plus générale* de la crise, *l'expression la plus générale* de celle-ci. Mais on ne peut pas dire que *la forme abstraite de la crise* en soit la *cause*. Si l'on s'interroge sur ses causes, c'est précisément pour savoir pourquoi sa forme abstraite, sa forme de possibilité, devient *réalité*.

4. Les *conditions générales* des crises, pour autant qu'elles sont indépendantes des *fluctuations des prix* (liées ou non au crédit et distinctes des fluctuations de la valeur) doivent être expliquées à partir des conditions générales de la production capitaliste.

La crise peut se produire : 1. lors de la *reconversion de l'argent en capital productif* ; 2. lors de *changements dans la valeur* des éléments constitutifs du capital productif, notamment des *matières premières* – par exemple, lorsque la masse de coton récoltée ayant diminué, sa *valeur* monte en conséquence. Ce n'est pas encore avec des prix, mais avec des *valeurs*, que nous avons affaire ici.

*Première phase* : Considérons le premier de ces deux cas : la *reconversion de l'argent en capital* en supposant un degré déterminé de la *production* ou de la *reproduction*. On peut admettre que le capital fixe donné reste inchangé et n'entre pas dans le *procès de valorisation*. Comme la reproduction de la matière première ne dépend pas seulement du travail employé à la produire, mais de la productivité de ce travail liée à des *conditions naturelles*, il peut arriver même si le mode de production reste inchangé que le volume du produit diminue, pour une

même quantité de travail (en raison d'une mauvaise récolte, par exemple). *La valeur de la matière première augmente* alors, tandis que diminue son volume : on a une perturbation dans le rapport selon lequel l'argent devrait se reconvertir en les *divers éléments constitutifs* du capital pour continuer la production à l'ancienne échelle. Il faut dépenser davantage pour la *matière première*, et il reste moins pour *le travail vivant*, dont le capital ne peut plus absorber la même masse qu'auparavant – pour une raison *physique* d'abord : la pénurie de matière première. Ensuite, une partie plus grande de la *valeur* du produit doit être convertie en matières premières, si bien qu'il en reste moins pour le capital variable. La reproduction ne peut donc *se faire à la* même échelle. Une partie du capital fixe se trouve immobilisée, et une partie des ouvriers est jetée sur le pavé, *Le taux de profit* baisse, parce que la valeur du capital constant a augmenté par rapport au capital variable, dont la masse employée est moindre. Les charges fixes courantes – intérêt, rente – prélevées sur un *même* taux de profit et d'exploitation du travail restent les mêmes et *ne peuvent être* payées en totalité. D'où *crise – crise* de travail et crise du capital. Nous avons affaire *ici* à une *perturbation du procès de reproduction* par suite de l'accroissement de la valeur d'une partie du capital constant qu'il faut remplacer par celle du produit.

Qui plus est, bien que le *taux de profit* baisse, le *produit renchérit*. Si ce produit entre, comme moyen de production, dans d'autres sphères de production, son renchérissement y provoque le même trouble que dans la *reproduction*. S'il entre comme moyen de subsistance dans la consommation générale, il entre en partie dans celle des ouvriers, et il suscite alors les mêmes effets qu'une perturbation du *capital variable*, dont il sera question plus loin. Mais dans la mesure où il entre dans la *consommation générale*, il peut faire diminuer – si ce n'est la consommation elle-même, du moins – la demande d'autres produits – ce qui *empêchera leur reconversion* en argent dans des quantités correspondant à leur valeur. Cela perturbera *l'autre côté* de leur reproduction – non pas *la reconversion de l'argent* en capital productif, mais celle des marchandises en argent. Dans tous les cas, la *masse du profit* et *du salaire* diminuent dans cette branche de la production et, par suite aussi les recettes nécessaires à la vente des marchandises d'autres branches de la production.

Mais cette *pénurie de matière première* peut également survenir sans qu'il y ait influence des récoltes, ni de la productivité - liée aux conditions naturelles - du travail qui fournit la matière première. Par exemple, si une *partie excessive de la plus-value*, de *capital additionnel* a été reconvertie (investie) en machines, etc. dans une branche particulière de la production, alors que la matière première, suffisante pour *l'ancienne échelle de la production*, ne l'est plus pour *la nouvelle*. Cela découle d'une transformation *disproportionnée* de capital additionnel en ses divers éléments. C'est un cas de *surproduction de capital fixe* qui suscite les mêmes phénomènes que dans le premier cas – celui du renchérissement de la matière première.

[Dans le manuscrit, une partie de la page a été arrachée ici : des neuf premières lignes du texte il ne reste plus que le côté droit de six lignes. Le texte est donc difficile à reconstituer. Mais on peut savoir que Marx parle de crises qui naissent « de révolutions dans la valeur du capital variable » : le *renchérissement des moyens de subsistance nécessaires* à la suite d'une mauvaise récolte entraîne une hausse des coûts de la main-d'œuvre, du capital variable mis en mouvement. En même temps cette élévation fait diminuer la demande « de toutes les autres marchandises, même de celles qui n'entrent pas dans la consommation de l'ouvrier ». Comme il n'est plus possible de les vendre à leur valeur antérieure, la première phase de la reproduction – la conversion de marchandise en argent – se trouve perturbée ». En somme, le renchérissement des moyens de subsistance provoque « des crises dans d'autres branches de la production. Dans les deux dernières lignes, on trouve le résumé de ce qui précède, à savoir, que les crises, peuvent surgir comme résultat de l'augmentation de prix des matières premières « parce qu'elles entrent comme éléments constitutifs dans le capital constant ou le capital

variable (moyens de subsistance)].

En d'autres termes, la crise dérive de la *surproduction de capital fixe*, d'où sous-production relative du capital circulant.

Puisque le capital fixe aussi bien que de capital *circulant* consistent en marchandises, il est ridicule pour un économiste d'admettre la *surproduction de capital fixe* et de nier la *surproduction de marchandises*.

5. Des crises découlent de perturbations dans la première phase de la, reproduction, soit d'un trouble dans la conversion de marchandises en argent c'est-à-dire *dans la vente*. Dans le cas résultant de l'augmentation du prix des matières premières, la crise dérive de troubles dans le retour des éléments du capital productif.

***Surproduction et production « proportionnée ». Contradictions entre production et consommation dans les conditions capitalistes. Transformation de la surproduction d'articles décisifs de la consommation en surproduction générale***

Avant d'analyser directement les nouvelles formes de la crise, il faut reprendre la citation de Ricardo avec l'exemple qui l'illustre.

« On peut produire une trop grande quantité d'une marchandise déterminée dont il peut y avoir une telle, pléthore d'offre sur le marché que le capital dépensé dans sa production ne, peut être remboursé. Mais ce ne peut être le cas pour toutes les marchandises ».

Tant que le tisseur reproduit et accumule, ses ouvriers achètent une partie de, son produit, dépensent une partie de leur salaire en calicot : parce qu'il produit, ils ont des moyens d'acheter une partie de son produit, en lui donnant aussi dans une certaine mesure les moyens de vendre. Faute de valoriser son labeur pour lui-même, l'ouvrier ne peut acheter, constituer une demande que pour les marchandises entrant dans la consommation individuelle, car il ne valorise pas son travail et ne possède ni les conditions de sa réalisation, ni les moyens et matière de son travail. C'est pourquoi la plupart des producteurs (les ouvriers eux-mêmes, là où la production s'est développée sur des bases capitalistes sont exclus de la demande en tant que consommateurs, acheteurs. Ils n'achètent ni matières premières, ni moyens de travail ; ils n'achètent que des moyens de subsistances (marchandises entrant directement dans la consommation individuelle).

Il est donc parfaitement absurde de parler d'une coïncidence entre production et consommation, étant donné que, dans un nombre extraordinaire de branches d'industrie – toutes celles qui n'approvisionnent pas la consommation immédiate –, la masse de ceux qui participent à la production sont absolument exclus de l'*achat* de leurs propres produits. Ils ne sont jamais les consommateurs ou acheteurs *directs* de leurs propres produits, bien qu'ils paient une partie de la valeur de ceux-ci dans les moyens de subsistance qu'ils achètent. On constate dès lors que le terme de consommateur est ambigu, et qu'il est faux de l'identifier avec celui d'*acheteur*, Et pourtant, ce sont précisément les ouvriers, dans le procès du travail qui utilisent et consomment la machinerie et les matières premières pour produire les marchandises – mais ils ne les utilisent pas pour eux et n'en sont donc pas les acheteurs. Pour eux, ce ne sont pas des valeurs d'usage, ni même des marchandises, mais des conditions objectives d'un procès dont ils ne sont eux-mêmes que les conditions subjectives.

Mais, pourrait-on dire, l'employeur les représente dans l'achat des moyens de travail et des matières premières. Cependant il les représente autrement qu'ils ne se représenteraient eux-mêmes, puisqu'il passe sur le marché. En effet, il est tenu de vendre une masse de marchandises dans le but d'avoir une plus-value, une partie de ces marchandises devant donc

représenter du travail non payé. Quant aux ouvriers ils produiraient une masse de marchandises qui ne renfermerait que la valeur avancée pour leur production, la valeur des moyens et matières du travail et de leur rémunération. Le capitaliste a donc besoin d'un débouché plus étendu que celui dont ils auraient besoin. De plus, c'est à lui, et non à eux, d'évaluer quand et si les conditions du marché sont assez favorables pour commencer la reproduction <sup>105</sup>.

Producteurs sans être consommateurs – même si le procès de reproduction n'en est pas perturbé – les ouvriers n'ont aucune prise sur les articles consommés industriellement, et non individuellement. Aussi rien n'est-il plus absurde que de prétendre, en vue de nier les crises, que le consommateur « acheteur » s'identifie au producteur (au vendeur) dans l'économie capitaliste : ils sont totalement distincts. Eu égard au procès de reproduction, cette identité ne peut s'appliquer qu'au seul capitaliste, c'est-à-dire à un individu sur trois mille. Il est tout aussi faux d'affirmer que les consommateurs sont des producteurs. Le propriétaire qui jouit de la rente foncière ne produit rien, et consomme néanmoins. Il en est de même de ceux qui vivent de l'intérêt de leur argent.

Le fait que les apologistes nient la crise avec des mots nous intéresse pour autant qu'ils démontrent le contraire de ce qu'elles veulent prouver. Pour nier la crise, ils parlent de l'unité là où il y a antagonisme et contradiction. Ce qui nous importe, c'est qu'ils démontrent ceci ; si les contradictions – éliminées par leur ratiocination – n'existaient pas effectivement, il n'y aurait pas non plus de crise. Mais, en fait, il y a des crises, parce que ces contradictions existent. Chaque argument qu'ils opposent à la crise n'est en somme, qu'une contradiction résolue par leurs élucubrations, donc une contradiction réelle qui produit une crise non moins réelle. Le désir de se convaincre soi-même de l'inexistence de contradictions est du même coup le vœu pieux qu'elles ne *devraient* pas exister ; c'est-à-dire que des contradictions existent réellement

Ce qu'en fait les ouvriers produisent, c'est la plus-value. Tant qu'ils la produisent, ils peuvent consommer. Dès qu'ils cessent de travailler, ils cessent de consommer, parce que la production s'arrête. Mais ils n'ont en aucune façon à consommer parce qu'ils produisent l'équivalent de leur consommation [mais parce qu'ils créent de la plus-value]. S'ils n'en produisaient que le simple équivalent, ils cesseraient de consommer – et ils n'auraient plus d'équivalent du tout. Ou bien leur travail serait stoppé, ou bien serait-il réduit – et, en tout cas, leur salaire serait abaissé. Dans ce dernier cas – même si l'échelle de la production reste identique – ils n'en consomment pas l'équivalent. Dans ces conditions, s'ils manquent de moyens de subsistance, ce n'est nullement parce qu'ils ne produisent pas assez, mais parce qu'ils reçoivent une trop faible partie de leur produit.

En somme, si l'on réduit tout au simple rapport du consommateur au producteur, on oublie que le salarié et le capitaliste sont deux types de producteurs tout à fait différents, sans parler des consommateurs qui ne produisent rien du tout. On se débarrasse de nouveau de la *contradiction* en niant les conditions antagoniques qui existent réellement dans la production. Le simple rapport entre salarié et capitaliste implique :

1. que la majeure partie des producteurs (les ouvriers) ne participent pas à la consommation

---

<sup>105</sup> En opposant une société à rationnelle », communautaire, à la société capitaliste, Marx définit par opposition l'origine de la surproduction, des crises et des déséquilibres de l'économie actuelle. Mais il ne faut pas entendre cela au mm le plus banal – à savoir que la société future augmentera le pouvoir d'achat et les capacités de production et de consommation des pays développés, par exemple, en donnant « tout le produit de son travail à l'ouvrier », formule lassalléenne, critiquée par Marx dans le Programme de Gotha. Certes, la production de moyens utiles augmentera encore globalement, mais la plus grande partie de l'inutile et nocive production (surproduction) d'aujourd'hui sera éliminée, par sa propre dialectique de destruction.

(l'achat) d'une fraction considérable de leurs propres produits, à savoir les moyens du travail et les matières premières ; et 2. que la majeure partie des producteurs (les ouvriers) ne peuvent consommer l'équivalent de ce qu'ils produisent tant qu'ils sont obligés de produire au-delà de cet équivalent – la plus-value ou le surproduit. Ils doivent toujours surproduire ou produire au-delà de leurs besoins pour pouvoir consommer ou acheter dans les limites de leurs besoins.

*Pour cette* classe de producteurs, il apparaît donc, de prime abord, qu'il ne saurait être question d'identité entre production et consommation.

Quand Ricardo dit que l'unique limite à la demande est la production elle-même, et que celle-ci est limitée par le capital, cela signifie si l'on laisse de côté les présuppositions erronées que la production capitaliste trouve sa mesure au seul capital, ce terme incluant ici la force de travail incorporée (achetée) par le capital en tant que condition de la production. Or on peut se demander si le capital, en tant que tel, est également la limite de la consommation. Il l'est, en tout cas, au sens négatif, puisqu'il ne peut consommer plus qu'il ne produit. Or cette limite devient positive si l'on doit et peut consommer – sur la base de la production capitaliste – ce que l'on produit ! En fait, à le considérer de près, le principe de Ricardo dit exactement le contraire de ce qu'il veut dire – à savoir que la production s'effectue sans égard aux limites existantes de la consommation et n'est limitée que par le capital lui-même. Et c'est ce qui est justement caractéristique de ce mode de production.

Ainsi, dans notre hypothèse, le marché est saturé, par exemple, de cotonnades, dont une grande partie ne peut se vendre que très au-dessous de son prix (nous disons *valeur* parce que, dans l'examen de la circulation ou du procès de reproduction, nous avons affaire à la valeur, et pas encore au prix de revient et encore moins au prix de marché).

Tout montre qu'il peut y avoir surproduction dans certaines sphères particulières et *en conséquence* sous-production dans d'autres ; des crises partielles peuvent donc découler d'une production disproportionnée, (mais la production proportionnée n'est jamais que le résultat de la production disproportionnée sur la base de la concurrence), dont une forme générale pourra être la surproduction de capital fixe, d'un côté, et de capital circulant, de l'autre. Par exemple : lorsque les métiers à filer furent inventés, il y eut surproduction de filés par rapport au temps du tissage à main. Cette disproportion disparut, lorsque l'on introduisit les métiers à tisser mécaniques <sup>106</sup>.

C'est une condition pour les marchandises d'être vendues à leur valeur et de ne contenir que du temps de travail socialement nécessaire. De même c'est une condition pour toute sphère de production du capital que seule la partie nécessaire du temps de travail total de la société lui soit consacrée, à savoir le temps de travail exigé pour satisfaire le besoin social, la demande. Si l'on y consacre plus de temps, bien que chaque marchandise particulière ne contienne que le temps de travail nécessaire, au total elles contiennent plus que le temps de travail socialement nécessaire – tout comme la marchandise particulière a certes une valeur d'usage, même si la somme totale en perd une partie dans les conditions données.

Cependant nous ne parlons pas ici de la crise qui dérive de la production disproportionnée, c'est-à-dire d'une disproportion dans la répartition du travail social entre les diverses sphères de production. Nous ne pouvons en traiter qu'à propos de la concurrence entre les capitaux.

---

<sup>106</sup> Marx donne raison ici à Boukharine qui pensait que le capital pouvait créer ses propres débouchés (dans la mesure évidemment de la demande solvable) – ce qui complète les affirmations de Rosa Luxemburg. Dans les pays coloniaux, les débouchés sont nés spontanément, et créés artificiellement par le capital. Celui-ci continue donc de naître, et de gonfler – de lui-même et des conditions précapitalistes qui se haussent au niveau bourgeois. En ce double sens, le capital est création à une échelle élargie de plus-value.



Nous avons déjà dit que la hausse ou la baisse de la valeur marchande, par suite de cette disproportion entraîne le retrait du capital d'une sphère de production et son transfert dans l'autre, la migration du capital d'une branche d'affaires à l'autre. Or, cette compensation implique déjà son contraire, la crise qui peut servir de moyen de compensation. Mais cette sorte de crise, Ricardo l'admet lui aussi.

L'analyse du procès de production <sup>107</sup> nous a montré que la production capitaliste tend à accaparer le plus possible de surtravail, d'objectiver par conséquent avec un capital donné le maximum de temps de travail immédiat, soit en prolongeant le temps de travail, soit en réduisant le temps de travail nécessaire grâce au développement des forces productives du travail en leur appliquant la coopération, la division du travail, les machines, etc., bref, en produisant à une grande échelle, en masse. Par définition, la production capitaliste produit donc sans tenir compte des limites du marché.

La reproduction suppose d'abord que le mode de production reste le même un certain temps – ce qui est le cas d'ailleurs lorsque la production s'accroît. La masse des marchandises produites augmente alors parce qu'on emploie plus de capital, et non parce qu'il devient plus productif. Mais la simple augmentation quantitative du capital implique en même temps une augmentation de sa force productive. Si l'augmentation quantitative est la conséquence du développement de la force productive, celle-ci se développe, à son tour, à partir de la base plus large et plus étendue du capital. L'action est réciproque, la reproduction à une échelle plus large, l'accumulation – même si elle apparaît à l'origine comme une simple extension quantitative de la production au moyen d'un capital plus considérable à partir des mêmes conditions de production – se présente donc toujours à un certain point comme qualitative, comme fécondité plus grande des conditions de la reproduction. C'est pourquoi, l'accroissement de la masse des produits n'est pas seulement proportionnel dans la reproduction élargie, l'accumulation.

Revenons à notre exemple.

La stagnation du marché encombré de calicot perturbe la reproduction du tisserand – ce qui affecte d'abord ses ouvriers. Ceux-ci consomment donc en moins grande quantité, voire ne consomment plus du tout, sa marchandise – le calicot – et les autres qui entraînent jusque-là dans leur consommation. Ils ont, certes encore besoin de calicot, mais ils ne peuvent l'acheter parce qu'ils n'en ont pas les moyens – et ils n'en ont pas les moyens faute de pouvoir continuer à produire... parce qu'ils ont trop produit et encombré le marché. Il ne leur sert de rien de suivre le conseil de Ricardo d'« élargir leur production » ou de « produire autre chose ». Ils entrent dans la surpopulation temporaire, la surproduction en ouvriers, en l'occurrence des producteurs de calicot, puisqu'il y a surproduction de calicot sur le marché.

Mais en dehors des ouvriers directement employés par le capital investi dans le tissage de coton, toute une masse de producteurs est encore touchée par ce blocage. dans la reproduction du coton : fileurs, planteurs et marchands de coton, producteurs de broches et de métiers à tisser, fournisseurs de fer, de charbon, etc. La reproduction dans toutes ces sphères serait entravée, puisque la reproduction du coton est la condition de leur propre reproduction. Elle subirait ce contrecoup quand bien même elle n'aurait pas surproduit dans leurs propres sphères, c'est-à-dire ne produirait pas au-delà de ce qu'exigeait et justifiait une industrie cotonnière prospère. Toutes ces industries ont en commun quelles ne consomment pas leur revenu (salaire et profit, dans la mesure où ce dernier n'est pas accumulé, mais consommé comme revenu) dans leur propre produit, mais dans le produit des sphères qui produisent les

---

<sup>107</sup> Marx renvoie aux passages du Livre I du *Capital* sur la production de plus-value absolue et relative (Éditions Sociales, t. II, p. 183-192).

moyens de subsistance – parmi lesquels le calicot. En conséquence, la consommation et la demande de calicot diminuent précisément, parce qu'il y a trop de calicot sur le marché. Mais il en va de même de toutes les autres marchandises dans lesquelles le revenu de ces producteurs *indirects* de calicot est dépensé. Leur capacité d'acheter du calicot et d'autres articles de consommation se restreint, se contracte parce qu'il y a trop de calicot sur le marché. Cela touche également d'autres marchandises (moyens de consommation). Il se vérifie, pour elles aussi, subitement une surproduction *relative*, parce que les moyens pour les acheter et donc leur demande se sont contractés. Combien même on n'a pas surproduit dans ces sphères, elles connaissent maintenant la surproduction.

Si la surproduction de calicot a frappé aussi le lin, la soie et la laine, on peut penser que la surproduction de ces quelques articles décisifs provoque ; à son tour, sur tout le marché une surproduction plus ou moins générale (*relative*) : d'un côté, pléthore de toutes les conditions de reproduction et de toutes sortes de marchandises invendues, de l'autre côté, capitalistes en faillites et masses ouvrières dans le plus complet dénuement.

Toutefois, cet argument n'est pas péremptoire. S'il est facile de comprendre que la surproduction de quelques articles décisifs de la consommation puisse entraîner le *phénomène* d'une surproduction, plus ou moins générale, il reste encore à expliquer comment la surproduction affecte ces produits. En effet, le phénomène de la surproduction est lié à l'interdépendance non seulement des ouvriers occupés dans ces industries, mais encore dans toutes les branches « industrie qui produisent les conditions préalables – le capital constant – du produit des premières. Pour ces industries-ci, la surproduction n'est qu'un effet. Mais d'où provient-elle pour les premières ? En effet, les secondes continuent de produire tant que les premières ne s'arrêtent pas – et cette poursuite de la production semble assurer un accroissement général des revenus, et donc aussi de leur propre consommation.

***L'expansion du marché ne suit pas celle de la production. La conception ricardienne de l'expansion illimitée de la demande et de la consommation***

On nous objectera peut-être que la production s'accroît chaque année davantage pour deux raisons : premièrement, le capital placé dans la production augmente sans cesse ; deuxièmement, il est employé de plus en plus productivement. Au cours de la reproduction et de l'accumulation, il se produit continuellement de petites améliorations qui finissent par modifier toute l'échelle de la production – ce qui a pour effet cumulatif le développement des forces productives. Dire que cette production sans cesse croissante a besoin d'un marché de plus en plus étendu, mais qu'elle s'élargit plus rapidement que celui-ci, c'est exprimé sous une forme réelle et non plus abstraite – le phénomène à expliquer.

Le marché s'élargit moins vite que la production, cela signifie qu'il arrive un moment où le marché apparaît trop étroit pour la production dans le cycle que le capital parcourt durant sa reproduction, car dans ce cycle il ne se reproduit pas simplement, mais à une échelle élargie, il n'y décrit pas un cercle, mais une spirale. C'est ce qui apparaît à la fin du cycle, et cela signifie simplement que le marché est saturé, et que la surproduction est manifeste. Si l'expansion du marché allait du même pas que l'expansion de la production, il n'y aurait ni encombrement du marché, ni surproduction.

Il suffit d'admettre simplement que le marché doit s'élargir avec la production, pour admettre la possibilité d'une surproduction, puisque le marché est géographiquement limité, que le marché intérieur est plus restreint que le marché intérieur et extérieur à la fois, et ce dernier, à son tour, est plus restreint que le marché mondial qui, tout en ayant toujours des limites, peut néanmoins s'étendre. En admettant donc que le marché doive s'étendre pour éviter la surproduction, on admet qu'à peut y avoir surproduction, car il peut arriver – étant donné que le marché et la production sont deux moments distincts l'un de l'autre, – que l'expansion de l'un ne corresponde pas avec celle de l'autre, que les limites du marché ne s'élargissent pas aussi vite que l'exige la production, ou que de nouveaux débouchés – nouvelles extensions du marché – peuvent être rapidement comblés par la production, de sorte que le marché élargi apparaisse limité et trop étroit – comme auparavant le marché moins développé.

Ricardo nie donc logiquement la nécessité d'une *expansion du marché* simultanément à l'expansion de la production et à la croissance du capital. Tout le capital existant dans un pays peut être avantageusement employé sur le marché intérieur. Ainsi polémique-t-il contre A. Smith qui, d'une part, a soutenu la même idée que Ricardo, mais l'a contredit en même temps avec son habituel instinct intelligent Smith n'a pas ou l'occasion de connaître les phénomènes de la surproduction ni les crises qui en découlent. Ce qu'il connaissait, ce sont les simples crises de crédit ou d'argent qui surviennent inévitablement avec le système des banques et du crédit. En fait, il voit dans l'accumulation du capital l'accroissement absolu de la richesse générale et du bien-être de la nation. Par ailleurs, il considère le simple fait que le marché intérieur se dilate dans le ni marché extérieur, colonial et mondial comme la preuve d'une sorte de surproduction *relative* (potentielle) sur le marché intérieur...

*La contradiction entre l'essor irrésistible des forces productives et la limitation de la consommation entraîne la surproduction. La théorie apologétique de l'impossibilité d'une surproduction générale*

Le terme même de *surproduction* peut induire en erreur. Aussi longtemps que les besoins les plus urgents d'une grande partie de la société ne sont pas satisfaits ou que seuls le sont les besoins les plus immédiats, il ne saurait naturellement être question de *surproduction de produits* – au sens où la masse des produits serait excessive par rapport aux besoins que l'on en a. Il faudrait dire au contraire, que sur la base de la production capitaliste il y a toujours, en ce sens, *sous-production*, car la production y est limitée par le *profit des capitalistes*, et non par le *besoin des producteurs*. Mais surproduction de produits et surproduction de *marchandises* sont deux choses absolument différentes. Lorsque Ricardo affirme que la forme *marchandise* n'a pas de répercussion sur le produit, que la *circulation de marchandises* ne se distingue que formellement du troc, que la valeur d'échange n'est qu'un moment éphémère dans le métabolisme des échanges et que la monnaie est donc simplement un moyen formel de circulation – il ne fait qu'exprimer la thèse selon laquelle – le mode de production bourgeois est le mode absolu, dépourvu de toute détermination spécifique plus précise et que son caractère est donc purement formel. Aussi ne saurait-il admettre que le mode de production bourgeois renferme une limite quelconque au libre développement des forces productives, limite qui se manifeste dans les crises et, entre autres, dans la *surproduction* – le phénomène qui est à la base des crises.

Dans les citations de Smith qu'il reproduit, approuve et reprend lui-même à son compte, Ricardo est amené à conclure que le « désir » sans limites des valeurs d'usage les plus diverses peut toujours être satisfait, dès lorsque la masse des producteurs reste plus ou moins limitée à la portion congrue et plus ou, moins exclue de la consommation de richesse, dans la mesure où elle ne dépasse pas la sphère des moyens de subsistance.

Certes, il en était ainsi – et même dans une plus large mesure – dans la production antique, basée sur l'esclavagisme. Mais les Anciens ne songeaient même pas à convertir le surproduit en capital, ou du moins ne le faisaient-ils que dans une mesure fort limitée. (La grande extension prise chez eux par la thésaurisation montre combien de surproduit demeurait alors en friche.) Ils transformaient une grande partie du surproduit en dépenses improductives pour des œuvres d'art, des édifices religieux, des travaux publics. Leur production tendait encore moins à développer et à déchaîner les forces productives matérielles au moyen de la division du travail, du machinisme, de l'application de forces naturelles et de la science à la production privée. En somme, ils ne dépassèrent jamais vraiment les limites du travail manuel de l'artisan. La richesse qu'ils créèrent pour la consommation privée était donc relativement restreinte et ne paraît considérable que parce qu'elle se trouvait concentrée en quelques mains qui ne savaient d'ailleurs qu'en faire. En conséquence s'il n'y avait pas *surproduction*, il y avait *surconsommation* par les riches chez les Anciens, et dans les derniers temps de Rome et de la Grèce, elle s'étalait en une folle dissipation. Les rares peuples marchands qui se trouvaient dans leur sein, vivaient en partie aux dépens de toutes ces nations fondamentalement pauvres. La base de la surproduction moderne est le développement absolu des forces productives, donc la production effectuée en grande série par la masse des producteurs confinés au cercle étroit des moyens de subsistance, par les entraves et barrières posées par le profit des capitalistes.

Toutes les objections élevées par Ricardo, etc. contre la surproduction viennent, ou bien de ce que ces économistes voient dans la production bourgeoise un mode de production où l'achat ne se distingue pas de la vente, où l'échange est immédiat ; ou bien de ce qu'ils le considèrent comme une production *sociale*, comme si la société distribuait d'après un plan ses moyens de production et ses forces productives dans le degré et dans la mesure nécessaires à la satisfaction des besoins existants, chaque sphère de production recevant le quantum de capital social correspondant au besoin à satisfaire. Cette fiction a sa source dans l'incapacité de comprendre ce qui distingue de manière spécifique la production bourgeoise, et cette incapacité provient à son tour de ce que la production bourgeoise est considérée comme la production en général. C'est ainsi que l'adepte d'une religion donnée la tient pour la religion en soi, et ne voit en dehors d'elle que de fausses religions.

À l'inverse, étant donné la base de la production capitaliste où chacun travaille pour soi, où le travail particulier est en même temps son contraire puisqu'il doit se présenter sous la forme abstraitement générale du travail social, on peut se demander comment la compensation et l'interdépendance indispensables des diverses sphères de la production ainsi que leur mesure et leur proportion réciproque sont possibles, si ce n'est par la suppression perpétuelle d'une désharmonie incessante ? C'est ce que l'on admet d'ailleurs quand on traite des compensations par la concurrence, car ces ajustements impliquent toujours qu'il y a quelque chose à compenser, et que l'harmonie n'est donc que le résultat du mouvement de l'abolition des désharmonies existantes. C'est pourquoi Ricardo admet aussi que la saturation est possible pour quelques marchandises, mais ce qu'il tient pour *impossible* c'est la saturation générale et simultanée du marché. Il ne nie pas la possibilité de la surproduction dans quelque sphère particulière de la production. C'est la simultanéité de ce phénomène pour toutes les sphères de la production qu'il tient pour impossible, et donc il ne peut y avoir pour lui saturation générale du marché (Cette expression doit toujours être prise *cum grano salis*, aux périodes de surproduction générale, la surproduction dans certaines sphères n'est jamais que le résultat, la *conséquence* de celle qui se passe dans la sphère des articles de commerce décisifs ; il n'y a de surproduction que *relative*, due à l'existence de la surproduction dans d'autres sphères.)

Les apologistes renversent ces données en leur contraire. Il y aurait surproduction dans les articles de commerce décisifs, les seuls où se manifeste la surproduction active. Il s'agit là en général d'articles qui – même dans l'agriculture – ne peuvent être produits que massivement et industriellement, si bien que la surproduction n'est que relative ou passive. En somme, il n'y a surproduction que parce qu'elle n'est pas universelle.

La relativité de la surproduction – le fait qu'elle n'est réelle que dans quelques sphères qui la reportent sur d'autres – est énoncée comme suit : il n'existe pas, de *surproduction universelle*, parce qu'elle impliquerait que toutes les sphères de la production resteraient dans le même rapport réciproque – et la surproduction *universelle* ne serait donc qu'une production *proportionnée* – qui exclut celle-là. On liquide ainsi la surproduction universelle. Étant donné qu'une surproduction universelle au sens absolu n'en serait pas une, qu'elle serait simplement due à un développement de la force productive plus important ici que dans toutes les autres sphères de la production, la *véritable surproduction* – celle qui n'est pas cette surproduction non-existante, et négatrice d'elle-même – *n'existe pas*. En fait, elle n'existe que parce que celle-là n'existe pas.

Si l'on y regarde de plus près, cette misérable sophistique se ramène à ceci : s'il y a, par exemple, surproduction de fer, de cotonnades, de lin, de soie et de laine, on ne peut pas dire qu'elle soit due à une production insuffisante de charbon ; car cette surproduction de fer, etc., implique une surproduction de charbon, comme, par exemple, la surproduction de tissu implique celle de filés. (Ce qui serait possible, ce serait une surproduction de filés par rapport

au tissu, du fer par rapport aux machines, etc. Ce serait toujours une surproduction relative de capital constant.) On ne saurait donc parler de sous-production des articles dont la surproduction est implicite, parce qu'ils entrent comme éléments, matières premières, matières instrumentales ou moyens de production dans les articles (la « marchandise déterminée dont on a trop produit, dont le marché connaît ensuite une sur-offre telle que le capital ne puisse en retirer ce qu'elle lui a coûté »), dont la surproduction positive est précisément ce qu'il s'agit d'expliquer. Mais on parle d'autres articles qui n'appartiennent pas directement à la sphère de production et ne peuvent être rangés dans les articles de commerce décisifs, dont, par hypothèse, il y a eu surproduction ; ils ne rentrent pas non plus dans les sphères *préliminaires* où la production doit avoir atteint au moins le degré des phases de finition du produit – encore que rien ne s'oppose à ce qu'elle puisse l'avoir dépassé – une surproduction ayant alors eu lieu dans la surproduction.

Par exemple, bien qu'on ait produit assez de charbon pour faire marcher toutes les industries où il entre comme condition nécessaire de la production, si bien qu'il y a eu *surproduction* de charbon au sein de la *surproduction* de fer, de filés, etc. (autrement dit, que l'on a produit du charbon en quantité proportionnée à celle de la production de fer et de filés), il est possible *également* qu'on ait produit plus de charbon que n'en exigeait la surproduction du fer, des filés, etc. Ce n'est pas seulement possible, mais encore fort probable. En effet, la *production de charbon et de filés* et de tous les autres produits qui ne sont que la condition ou le préliminaire d'un article à achever dans une autre sphère, ne se règle pas d'après la demande, la production ou la reproduction immédiates, mais d'après le *degré, la mesure, le rapport* (proportion) dans lesquels celles-ci continuent, de se développer. Et il est pour ainsi dire évident que, dans ce calcul, on dépasse le but. Mais on nous dit que cette surproduction provient du fait que l'on n'a pas produit assez de pianos, de pierres précieuses, etc., par exemple. (Quoi qu'il en soit, à est des cas où la surproduction d'articles non décisifs n'est pas le résultat de la surproduction, mais où, au contraire, la sous-production est la cause de la *surproduction* – par exemple, la disette de blé ou de coton à la suite d'une mauvaise récolte, etc.)

L'absurdité de cette affirmation devient évidente lorsqu'elle se donne un vernis d'internationalisme – comme c'est le cas chez Say [108](#) et d'autres économistes après lui. Ainsi, l'Angleterre n'a pas *surproduit*, mais l'Italie a *sous-produit*. Si l'Italie avait en premier lieu, assez de capital pour reconstituer le capital anglais qui a été exporté en Italie sous forme de marchandises, et, en second lieu, si elle avait placé ce capital de façon à produire les articles particuliers dont le capital anglais avait besoin, soit pour se reconstituer lui-même, soit pour reconstituer le revenu auquel il donne naissance – il n'y aurait pas eu de surproduction. Ainsi n'y aurait-il pas en Angleterre cette surproduction *réelle* en relation avec une production tout aussi *réelle* en Italie, mais seulement une *sous-production imaginaire* en Italie – et nous disons imaginaire pour deux raisons : parce que 1° on suppose en Italie un capital et un développement des forces productives qui n'y existent pas, et 2° on suppose de manière tout aussi fantaisiste que ce capital qui n'existe *pas* en Italie y est justement employé de façon que l'offre de l'Angleterre et la demande de l'Italie, la production anglaise et la production italienne se complètent. En d'autres termes, il n'y aurait pas de surproduction, si l'offre et la demande correspondaient l'une à l'autre, si le capital était réparti entre toutes les sphères de production de façon si proportionnée que la production d'un article impliquât la consommation d'un autre, donc la sienne propre. Il n'y aurait pas de surproduction, s'il n'y

---

<sup>108</sup> Marx fait allusion aux considérations de Say (cf. Lettres à M. Malthus, Paris, Londres, 1820, p. 15), selon lequel la cause de l'engorgement du marché italien provenait de ce que l'Italie ne produisait pas assez de marchandises susceptibles d'être échangées contre des marchandises anglaises. Cf. également le volume I des Editions Sociales de Marx, *Théories sur la plus-value*, p. 304.

avait pas de surproduction. Or, comme la production capitaliste ne peut se donner libre cours que dans certaines sphères et dans des conditions déterminées, aucune production capitaliste ne serait en somme possible, si elle devait se développer *simultanément* et *également* dans toutes les sphères. Dès lors qu'il y a surproduction absolue dans une sphère, il y a surproduction *relative* dans d'autres, même si l'on n'y a pas surproduit.

Expliquer la surproduction dans un domaine par la sous-production dans un autre, revient donc à dire qu'il n'y aurait pas surproduction, s'il y avait production proportionnée. Il en serait de même si l'offre correspondait à la demande, et si toutes les sphères de la production offraient les mêmes possibilités d'expansion à la production capitaliste – division du travail, machinisme, exportation vers des marchés lointains, etc., production en grande série – ; ou encore si tous les pays commerçaient entre eux et disposaient de la même capacité de production, en fabriquant, des articles différents et complémentaires. Or s'il y a tout de même surproduction, c'est que tous ces vœux pieux ne se réalisent pas. Ou enfin – et de façon plus abstraite – il n'y aurait pas de surproduction d'un côté, si la surproduction se faisait uniformément de tous les côtés. Mais le capital n'est pas assez grand pour surproduire aussi universellement – et c'est pourquoi il y a surproduction partielle.

Considérons cette élucubration de plus près.

On admet que l'on puisse surproduire dans chaque *branche particulière*. La seule circonstance qui, d'après l'hypothèse, pourrait empêcher la surproduction simultanée dans *toutes* les branches, c'est que la marchandise s'échange contre de la marchandise – ce qui suppose le recours au troc. Mais cet expédient échoue précisément parce que, dans les conditions capitalistes où le commerce n'est pas du troc, le vendeur d'une marchandise n'est pas nécessairement en même temps l'acheteur d'une autre. Tout cela revient donc à faire abstraction de l'argent et du fait qu'il ne s'agit pas d'un échange direct de produits, mais de la circulation des marchandises dans laquelle la dissociation de l'achat et de la vente est essentielle.

La circulation du capital renferme ces possibilités de perturbation. Par exemple, lors de la reconversion de l'argent en ses conditions de production, il ne s'agit pas seulement de transformer l'argent en la même espèce de valeurs d'usage, mais il est essentiel, pour la répétition du procès de reproduction, que ces valeurs d'usage puissent être achetées à leur ancienne valeur (ou mieux, au-dessous). Mais une partie très importante de ces éléments de la reproduction – celle qui consiste en matières premières – peut augmenter pour deux raisons : 1. parce qu'on peut accroître : les instruments de production dans une proportion si forte que les matières premières ne peuvent pas suivre en temps voulu ; 2. à cause du caractère variable des saisons. Comme le note fort justement Tooke, le climat (le temps) joue un rôle essentiel dans l'industrie moderne. (Cela vaut également pour les salaires qui sont liés aux moyens de subsistance.) La reconversion de l'argent en marchandises peut donc se heurter à des difficultés et créer des possibilités de crise, tout autant que la conversion de marchandises en argent. Ces difficultés n'apparaissent pas tant qu'il ne s'agit que de la circulation simple, et non de la circulation, du capital.

Il existe, en outre, toute une série de facteurs, de conditions, de possibilités de crise, dont nous ne pourrions nous occuper qu'en examinant les conditions concrètes – notamment la concurrence des capitaux et le crédit.

Enfin, on nie la *surproduction de marchandises* mais on admet *celle du capital*. Or, le capital lui-même consiste en marchandises ou, s'il se compose d'argent celui-ci doit d'une manière ou d'une autre être reconverti en marchandises pour qu'à puisse fonctionner comme capital. Que signifie donc *surproduction de capital* ? Surproduction de masses de valeur destinées à produire de la plus-value ou, si l'on ne considère que le contenu matériel, surproduction de

marchandises destinées à la reproduction, donc *reproduction à une trop grande échelle* – ce qui est la même chose que surproduction tout court.

À y regarder de plus près, cela signifie simplement : produire trop afin de *s'enrichir*, ou encore, une partie trop grande du produit est retirée du revenu destiné à la consommation *pour faire plus d'argent* (pour l'accumulation) ; ne pas satisfaire les besoins personnels du possesseur, mais créer de la richesse sociale abstraite, de l'argent, qui accroît la puissance sur le travail d'autrui, en accroissant le capital et la puissance de celui-ci. C'est ce que l'on dit d'un côté. (Ricardo le nie.) Et de l'autre côté, comment explique-t-on la surproduction de marchandises ? En disant que la production n'est pas assez diversifiée, que certains objets de consommation ne sont pas produits en quantités assez massives. Il saute aux yeux que l'on n'a pas en vue ici la consommation de produits industriels : on pense que le fabricant qui surproduit de la toile augmente nécessairement du même coup sa demande en filés, machines, travail, etc. Il s'agit donc de consommation privée : on a produit trop de toile, mais peut-être pas assez de mandarines. Jusque-là on avait nié l'argent pour ne pas voir la dissociation entre l'achat et la vente. Maintenant, en nie le capital pour faire des capitalistes de braves gens qui accomplissent la simple opération M-A-M en vue de la consommation individuelle, sans produire, en *tant* que capitalistes, dans le but de s'enrichir, en reconvertissant une partie de la plus-value en capital. Dire qu'il y a *trop de capital* ne signifie au fond rien d'autre que trop peu de capital est – et peut être – consommé comme *revenu* dans les conditions données (Sismondi 109). Comme si la surproduction ne provenait pas de la reproduction élargie dans l'appareil de production capitaliste ! Mais pourquoi donc vient-il à l'idée du producteur de toile de demander au producteur de blé de consommer plus de toile ? Et à celui-ci de demander à celui-là de consommer plus de blé ? Pourquoi le producteur de toile ne réalise-t-il pas une plus grande partie de son revenu (plus-value) en toile, et le fermier en blé ? Chacun d'eux rétorquera qu'il lui faut accroître la part de ce qu'il investit ou capitalise (sans se préoccuper des limites de la demande et des besoins). Notons-le, on l'admet pour chacun d'eux, mais pas pour tous pris ensemble.

Nous ne traitons pas ici de l'élément des crises qui dérive de ce que les marchandises sont reproduites meilleur marché qu'elles ont été produites, c'est-à-dire de la dévalorisation des marchandises qui se trouvent sur le marché.

En somme, toutes les contradictions de la production bourgeoise éclatent ensemble dans les crises mondiales, et de façon isolée, dispersée, unilatérale dans les crises *particulières* (pour ce qui est de leur contenu et de leur extension).

La *surproduction* est spécifiquement conditionnée par la loi générale de la production du capital : produire en proportion des forces productives (c'est-à-dire de la possibilité d'exploiter la masse de travail la plus grande possible avec la masse donnée de capital), sans tenir compte des limites existantes du marché ni des besoins solvables. Tout cela s'effectue moyennant une expansion continue de la reproduction et de l'accumulation, c'est-à-dire d'une constante reconversion du revenu en capital, alors que de l'autre côté la masse des producteurs reste limitée et doit - conformément à la nature et aux tendances de la production capitaliste – rester limitée à la quantité moyenne des besoins

---

<sup>109</sup> Sismondi expliquait la crise par la « disproportion croissante entre la production et la consommation ». Cf. *Nouveaux principes d'économie politique ou de la richesse dans ses rapports avec la population*, Paris. 1827, p. 371. Dans *la Misère de la Philosophie*, Marx souligne que, pour Sismondi, « la diminution du revenu est proportionnelle à l'accroissement de la production » (Editions Sociales, 1972, p. 43-44. Marx revient longuement sur les idées de Sismondi qui, avec Rodbertus, fait la transition aux modernes idées de Keynes pour résorber la surproduction : cf. Marx-Engels, *Critique de Malthus*, Petite Collection Maspéro, p. 43-44.



## II. Partie explicative

### 2. BAISSÉ TENDANCIÉLLE DU TAUX DE PROFIT ET CRISES

#### *L'exaspération croissante des contradictions internes du capital*

Marx, *le Capital* III, chap. xv (*Werke* 25, p. 251-270).

Le taux qui exprime l'expansion du capital total – à savoir le taux de profit - est l'aiguillon de la production capitaliste, tout comme la valorisation du capital est son unique fin <sup>110</sup>. Dans ces conditions, la baisse du taux de profit ralentit le jaillissement de nouveaux capitaux autonomes et se présente comme un obstacle à l'essor du procès de production capitaliste ; elle engendre la surproduction, la spéculation, les crises, l'excédent de capital aussi bien que de population. Les économistes qui, tels Ricardo, considèrent comme absolu le mode de production capitaliste, sentent ici que ce mode de production crée lui-même ses limites ; cependant ils en attribuent la cause, non pas à la production, mais à la nature (cf. la théorie de la rente). Quoi qu'il en soit, ce qui est essentiel dans l'horreur qu'ils éprouvent devant le taux de profit décroissant, c'est le sentiment qu'il constitue une limitation au développement des forces productives sous leur forme capitaliste, limite qui n'a rien à voir avec la production de richesse en tant que telle. Or cette limitation spécifique témoigne du caractère historiquement borné, transitoire du mode de production capitaliste. Elle témoigne qu'il n'est pas *un* mode absolu de la production de richesses, mais qu'au contraire il est entré en conflit avec son propre développement ultérieur à un certain niveau de son évolution...

Le but du procès de production immédiat est d'obtenir de la plus-value dans les limites précitées [la masse de plus-value ou du profit *pl* augmente, tandis que baisse le taux de profit]. La *plus-value* est produite, dès que la quantité de surtravail qu'il est possible d'extorquer se trouve matérialisée en marchandises. Cependant, ce n'est là que le premier acte du procès de production capitaliste – le terme du procès de production immédiat. Le capital a absorbé en lui une quantité déterminée de travail non payé, dont la masse va s'enfler sans limites à mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit. A présent, s'ouvre le deuxième acte du procès : il s'agit de vendre toute la masse des marchandises, le produit total, soit aussi bien la fraction qui remplace le capital constant et variable que celle qui représente la plus-value, Si cette vente ne peut se produire ou n'est que partielle, voire s'effectue à des prix inférieurs au prix de production, l'ouvrier a certes été exploité, mais pour le capitaliste cette exploitation se réalise partiellement ou pas du tout, et peut même aller de pair avec la perte d'une partie ou de la totalité de son capital. Il n'y a pas coïncidence entre les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ; elles ne diffèrent pas seulement dans le temps et l'espace, mais encore dans leur contenu. Les premières ne sont limitées que par les forces productives de la société, les secondes que par la proportionnalité qui existe entre les diverses branches de la production et la capacité de consommation de la société. Or, cette dernière n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la

---

<sup>110</sup> Marx donne ici l'explication centrale, décisive des crises du système capitaliste : la baisse tendancielle du taux de profit. Nous nous sommes longuement attardé sur ce point dans l'*Introduction*.

Le point décisif, c'est que le taux de profit baisse avec l'accumulation élargie du capital, et que le bourgeois avide de profits, ne peut compenser cette baisse relative (du taux) que par une augmentation absolue de la quantité des profits – ce qui l'oblige à augmenter de plus en plus frénétiquement la production. Au point où le taux du profit ne permet plus de reproduire l'énorme masse de la production, c'est le blocage, la crise. L'essor même du capital fait sauter toutes ses jointures – tous ces points vulnérables de ses échanges mercantiles répertoriés dans le texte précédent.

capacité de consommation absolue, elle l'est par les rapports de distribution antagoniques qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de ne varier qu'entre des limites plus ou moins étroites. Ainsi, est-elle limitée par la tendance à l'accumulation, le besoin du capital de s'agrandir et de produire de la plus-value à une échelle élargie. Cette loi de la production capitaliste est conditionnée par les perpétuelles révolutions dans les méthodes de production, par la dévalorisation du capital qui en résulte, par la lutte générale de la concurrence et par la nécessité d'améliorer la production et d'en élargir l'échelle – ne fût-ce que pour la maintenir et échapper à la ruine.

En conséquence, le marché doit s'agrandir sans cesse, si bien que ses rapports et les conditions qui le règlent, apparaissent de plus en plus comme des lois de la nature indépendante des producteurs, hors de tout contrôle. Cette contradiction interne entre circulation et production, le capital cherche à la résoudre, en étendant toujours plus le volume de la sphère extérieure de la production. Mais, plus les forces productives se développent, plus elles entrent en conflit avec la base étroite sur laquelle se fondent les rapports de consommation. Étant donné cette base antagonique, il n'est nullement contradictoire qu'un excès de capital coïncide avec une surpopulation croissante, car s'il est vrai que ces deux facteurs réunis permettent d'accroître au maximum la masse de la plus-value produite, ils aggravent en même temps la contradiction entre les conditions dans lesquelles cette plus-value est produite et celles où elle est réalisée.

Étant donné un taux de profit déterminé, la masse de la plus-value dépend toujours de la grandeur du capital avancé 111 ...

Ainsi, la masse de capital que l'ouvrier met en mouvement, et dont il conserve la valeur par son travail en la faisant réapparaître dans le produit, cette masse est tout à fait distincte de la valeur qu'il lui ajoute. Si cette masse de capital est de 1 000, et le travail ajouté de 100, le capital reproduit sera de 1 100. En revanche, si cette masse n'était que de 100 et que le travail ajouté était de 20, le capital reproduit serait de 120. Dans le premier cas, le taux de profit n'est que de 10%, et dans le second de 20%. Or, avec 100 on peut procéder à une accumulation plus grande qu'avec 20. (Notons, en passant, que le capital se dévalorise au fur et à mesure de l'accroissement des forces productives 112.)

Le flot du capital ou son accumulation se gonfle en fonction de la puissance qu'il a déjà et non du taux de profit... La masse du profit augmente donc avec le volume du capital investi, tandis que le taux de profit en diminue. C'est ce qui entraîne aussi la *concentration* du capital, puisque les conditions de production exigent maintenant l'emploi de capitaux massifs. Le taux de profit conditionne de même la centralisation, c'est-à-dire l'absorption' des petits

---

111 Le taux de profit évolue en sens inverse de la masse des profits : le premier tend à diminuer alors que la seconde ne fait que gonfler. Or, les forces productives croissent en raison de la masse des profits, c'est-à-dire de la production, de sorte que la surproduction et la crise de pléthore guette toujours plus le capital, qui s'avère trop étroit pour contenir les forces productives épanouies. La chute du mode de production bourgeois ne signifie donc pas la fin du progrès des forces productives ; il sera éliminé, au contraire, parce qu'elles sont trop fortes et qu'elles ne cessent de grandir. C'est ce qui ressort du passage suivant de Marx sur les *Théories de la plus-value* : « Le taux de profit tombe – bien que la masse de plus-value reste la même, voire augmente – parce que le capital variable diminue avec l'essor des forces productives du travail par rapport au capital constant avancé. Il ne diminue donc pas parce que le travail perd de sa force productive, parce que l'ouvrier est moins exploité, mais parce qu'il l'est plus – soit du fait que le temps de surtravail absolu augmente, soit, si l'État (par des lois restreignant la durée du temps de travail. N. d. Tr.) le freine, parce que la production capitaliste signifie par définition que la valeur relative du travail baisse, et donc que le temps de surtravail monte » (Werke, 26/2, p. 441).

112 C'est un moyen de freiner la baisse tendancielle de taux de profit. Or, dévalorisation signifie aussi destruction de capital. Faut-il s'étonner dès lors que le capitalisme sénile, avec son faible taux de profit, ait une tendance de plus en plus marquée à détruire du capital, parce qu'il ne peut plus contenir autrement l'essor des forces productives du travail ?

capitalistes dans les gros par la décapitalisation des premiers.

### *Conflit entre l'accroissement de la production et la valorisation du capital*

...Avec le développement du mode de production capitaliste, le taux de profit diminue, bien que sa masse croisse à mesure qu'augmente le volume du capital employé. Cependant, *si la masse absolue dont s'accroît le capital, dépend de son volume, c'est le taux de profit qui déterminera le prorata auquel il croîtra, le taux de sa croissance.* L'augmentation des forces productives – qui, d'ailleurs, va toujours de pair avec une dévalorisation du capital existant – ne peut pas accroître directement le volume de *valeur* du capital, car cela impliquerait une hausse du taux de profit, l'augmentation de la portion de valeur du produit annuel qui se reconvertit en capital. Pour ce qui est de la force productive du travail (mais celle-ci n'a rien à voir directement avec la *valeur* du capital existant), ce résultat ne pourrait se produire qu'en lui extorquant davantage de plus-value relative ou en diminuant la valeur du capital constant, c'est-à-dire en baissant le prix des marchandises entrant, ou bien dans la reproduction de la force de travail, ou bien dans les éléments constitutifs du capital constant. Or, c'est ce qui entraîne, dans les deux cas, une dévalorisation du capital existant et une diminution simultanée du capital variable par rapport au capital constant.

En fait, la masse de travail que le capital peut commander *dépend non pas de la valeur du travail*, mais de la masse des matières premières et auxiliaires, des machines ainsi que des éléments du capital fixe et des moyens de subsistance qui le constituent, quelle que soit la valeur de ces composantes. C'est dans ces conditions que s'accroît la masse du travail employé, donc du surtravail, et que s'accroissent aussi la valeur du capital reproduit ainsi que la valeur de la partie ajoutée en plus.

Ce sont ces deux éléments qui forment le procès de l'accumulation, et il ne faut pas les considérer, à la manière de Ricardo, comme s'ils vivaient côte à côte sans que l'un trouble l'autre. Ils renferment une contradiction qui se manifeste en tendances et phénomènes opposés, les facteurs antagoniques agissant les uns contre les autres.

Tandis que se manifestent les tendances à *augmenter véritablement la population ouvrière* en raison de la proportion du produit social total qui fonctionne comme capital, certains facteurs créent une *surpopulation seulement relative*.

Tandis que baisse le taux de profit, s'accroît la masse des capitaux, cependant que la dévalorisation du capital existant freine cette baisse mais imprime un mouvement d'accélération à l'accumulation de la valeur du capital.

Tandis que se développent les forces productives, s'élève la composition organique du capital, de sorte que la partie variable baisse par rapport à sa partie constante, si bien que *le taux de profit baisse, alors qu'augmente le besoin de capitaux*.

Ces influences contradictoires se manifestent tantôt simultanément dans l'espace, tantôt successivement dans le temps. Périodiquement, le conflit de ces facteurs antagoniques se décharge en crises. Celles-ci ne sont jamais que des solutions violentes, toutes momentanées, des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un temps l'équilibre rompu.

La contradiction – exprimée en termes généraux – se trouve dans le fait que le mode de production capitaliste renferme une tendance à un développement absolu des forces productives, en ne tenant compte ni de la valeur et de la plus-value y contenues, ni des rapports sociaux dans le cadre desquels s'effectue la production capitaliste ; tandis que, d'autre part, il a pour but de conserver la valeur du capital existant et de le valoriser au maximum

(c'est-à-dire d'accroître toujours plus vite cette valeur). Son caractère spécifique le porte à utiliser la valeur existante du capital comme moyen de la valoriser au maximum. Les méthodes par lesquelles il atteint ce but sont la diminution du taux de profit, la dévalorisation du capital existant et le développement des forces productives du travail aux dépens de celles qui sont déjà produites **113**.

La dévalorisation périodique du capital existant qui est un moyen immanent au mode de production capitaliste de freiner la baisse du taux de profit et d'accélérer l'accumulation de la valeur du capital par la constitution de capital additionnel nouveau, perturbe les conditions données dans lesquelles s'effectue le procès de circulation et de reproduction du capital et s'accompagne donc de brusques blocages et de crises du procès de production.

La diminution relative du capital variable qui coïncide avec l'essor des forces productives stimule l'accroissement de la population ouvrière tout en créant constamment, de façon artificielle, une surpopulation relative. L'accumulation du capital se ralentit du point de vue de la valeur par suite de la baisse du taux de profit, tandis que s'accélère encore l'accumulation de la valeur d'usage **114** et que celle-ci accélère à son tour le flot de l'accumulation pour ce qui est de sa valeur.

La production capitaliste s'efforce sans cesse de surmonter ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'avec des moyens qui, à leur tour, lui imposent ces limites à une échelle encore plus gigantesque...

La baisse du taux de profit fait augmenter le minimum de capital, dont le capital individuel doit disposer pour utiliser productivement le travail, ce minimum étant exigé pour exploiter du travail en général et pour obtenir que le temps de travail employé corresponde au temps de travail nécessaire à la production de marchandises, c'est-à-dire ne dépasse pas la moyenne du temps de travail socialement, nécessaire pour les produire. Cette baisse accroît aussi la concentration, parce, qu'au-delà de certaines limites, un capital considérable à faible taux de profit accumule plus vite et davantage qu'un petit à taux de profit élevé. Or, cette concentration croissante entraîne, à son tour, à un certain niveau, une nouvelle chute du taux de profit. La masse éparpillée des petits capitaux devient le champ ouvert aux aventuriers, avec la spéculation, les escroqueries sur le crédit, les actions – et c'est la crise à la fin.

Il y a ce que l'on appelle pléthore de capital, à une part, surtout quand elle n'est pas en mesure de compenser la chute du taux de profit par une augmentation de la masse des profits – et cela se vérifie par les bourgeons de capital frais qui poussent sans cesse – et, d'autre part, quand, sous forme de crédit, ils sont incapables de fonctionner efficacement dans les mains de ceux qui dirigent les grands secteurs économiques. Cette pléthore de capital est déterminée par les mêmes circonstances qui provoquent une surpopulation relative, et c'est donc un phénomène qui vient compléter celle-ci, bien que les deux se situent à des pôles opposés – capital inemployé, d'un côté, population inemployée, de l'autre.

Surproduction de capitalisation de marchandises particulières – quoique la surproduction de capital implique toujours surproduction de marchandises – signifie donc tout bonnement suraccumulation de capital. Pour comprendre en quoi consiste cette suraccumulation (dont on trouvera plus loin l'étude détaillée), il suffit de supposer qu'elle est absolue. Quand peut-on considérer que la surproduction de capital est absolue ? C'est-à-dire qu'elle ne s'étend pas

---

<sup>113</sup> En d'autres termes, en détruisant les forces productives et les richesses produites dans le passé – ce que nous avons appelé l'*homicide des morts*.

<sup>114</sup> C'est l'opposition entre la montagne de valeurs d'usage (produits) qui ne cesse de grossir face à une valeur stagnante – ce qui entraîne une dévalorisation folle de tout ce qui est produit, soit un avilissement de toutes les choses – et y compris la marchandise qu'est la force de travail.

seulement à telle ou telle branche de la production, voire à quelques branches-clés, mais qu'elle est absolue de par son volume lui-même, autrement dit qu'elle affecte toutes les branches de la production <sup>115</sup>.

Il y a surproduction absolue de capital, dès que le capital nouvellement créé en vue de la production capitaliste devient égal à zéro. Or, le but de la production capitaliste est la valorisation du capital, c'est-à-dire l'appropriation de surtravail pour produire encore de la plus-value, du profit. En conséquence, dès que le capital aurait augmenté par rapport à la population ouvrière dans un rapport tel que, ni le temps de travail absolu fourni par cette population, ni le temps de surtravail relatif ne pourraient être prolongés – ce qui, de toute façon serait impossible dans une situation où la demande de travail serait si forte qu'elle déterminerait une tendance des salaires à augmenter. En somme, si la croissance du capital faisait qu'il ne pouvait valoriser qu'une masse de plus-value tout au plus égale et même moindre qu'avant, alors il y aurait surproduction absolue de capital. Autrement dit, le capital accru  $C + \Delta C$  produirait une masse de plus-value simplement équivalente, voire inférieure à celle que le capital  $C$  produisait avant sa croissance en  $\Delta C$ . En d'autres termes, le capital accru  $C + \Delta C$  ne produirait plus de profit ou moins de profit que le capital  $C$  avant son accroissement en  $\Delta C$ . Ce qui l'explique, c'est une forte baisse générale du taux de profit provoquée cette fois par un changement dans la composition organique du capital qui ne dérive plus à présent du développement des forces productives, mais d'une hausse de la valeur monétaire du capital variable (en raison des salaires plus élevés) et de la diminution correspondante du rapport entre surtravail et travail nécessaire.

En fait, il s'ensuivrait qu'une partie du capital resterait totalement ou partiellement en friche (parce que, pour pouvoir simplement se valoriser, il lui faudrait d'abord évincer du capital déjà en fonction), tandis que l'autre partie, sous la pression du capital inutilisé totalement ou en partie, se valoriserait à un taux de profit plus bas. Dès lors, à importerait peu qu'une partie du capital additionnel supplantât l'ancien capital et que ce dernier fût inutilisé : nous aurions toujours, d'un côté, la même somme de capital en fonction, et de l'autre la même somme en friche. La chute du taux de profit s'accompagnerait cette fois-ci d'une baisse absolue de la masse du profit, étant donné que, dans notre hypothèse, la masse de la force de travail utilisée ne pourrait être augmentée, ni le taux de la plus-value accru, de sorte que la masse de la plus-value non plus ne pourrait être augmentée. Or, cette masse de profit réduite, il faudrait la calculer sur un capital total accru.

Mais à supposer même que le capital occupé continue de se valoriser à l'ancien taux de profit si bien que la masse de profit reste la même, elle se calculerait toujours par rapport à un capital total augmenté – ce qui implique aussi une baisse du taux de profit. Si un capital de 1 000 donnait un profit de 100 et, après son augmentation, passait à 1 500 et produisait toujours 100 de profit, dans le second cas, 1 000 ne rapporterait que  $66\frac{2}{3}$  (contre 100 auparavant) : la valorisation de l'ancien capital aurait donc baissé en valeur absolue. Le capital de 1 000 ne rapporterait pas plus, dans les conditions nouvelles, qu'auparavant un capital de  $66\frac{2}{3}$ .

Il est évident cependant que cette dévalorisation effective de l'ancien capital ne pourrait s'effectuer sans lutte, que le capital additionnel  $\Delta C$  ne pourrait trouver une place pour tourner comme capital sans se battre. Mais ce n'est pas la concurrence qui, à la suite de la surproduction, ferait baisser le taux de profit, mais, à l'inverse la lutte de concurrence

---

<sup>115</sup> Il y a surproduction générale quand le taux – et donc la masse – du profit tombe à zéro. C'est ce qui se produit à la fin de toute longue période économique avec la crise ou la guerre. Nous entendons évidemment, la surproduction absolue... relativement aux normes de production capitalistes. D'ailleurs, la production reprend de nouveau, lorsque la crise sera résorbée – jusqu'à l'ultime crise.

s'engagerait parce que la chute du taux de profit et la surproduction de capital dérivent de la même cause.

La portion de  $\Delta C$  qui se trouve entre les mains des premiers capitalistes, ils la laisseraient plus ou moins inoccupée pour ne pas dévaloriser eux-mêmes leur capital primitif et ne pas restreindre son champ d'activité au sein de la production, ou bien ils l'utiliseraient pour faire supporter aux intrus et, d'une façon générale, à leurs concurrents – même au prix d'une perte momentanée de leur part – la mise en friche de leur capital additionnel.

La portion de  $\Delta C$  qui se trouve dans des mains nouvelles chercherait à s'imposer aux dépens de l'ancien capital et pourrait y réussir en réduisant à l'inactivité une partie de l'ancien capital qui se verrait contraint de lui céder la place pour se substituer au capital additionnel partiellement ou complètement inoccupé.

Quoi qu'il en soit, une partie de l'ancien capital devrait rester en friche et ne plus agir comme capital qui se valorise en tant que tel. C'est la concurrence qui déciderait de la portion restant en friche... En toute occurrence, l'équilibre se rétablirait par la mise en friche, voire la destruction de masses plus ou moins grandes de capital. Cela affecterait même en partie la substance matérielle du capital ; c'est dire qu'une partie des moyens de production – capital fixe et circulant – ne fonctionnerait plus comme capital ; une partie des installations productives déjà en fonction serait fermée. Comme le temps attaque et détériore tous les moyens de production – sauf la terre –, l'interruption d'activité provoquerait ici une destruction effective plus considérable encore de moyens de production. Sous cet aspect, l'effet principal serait donc que ces moyens de production cesseraient d'agir en qualité de moyens de production pour un temps plus ou moins long.

La destruction la plus importante et la plus grave porterait sur le capital en tant que valeur, la valeur-capital. La portion de la valeur-capital qui existe simplement sous forme de titre sur des participations futures à la plus-value ou profit – c'est-à-dire de simples créances sur la production sous ses différentes formes serait aussitôt dévaluée du fait de la chute des recettes à partir desquelles elle est calculée. Une partie de l'or et de l'argent en espèces serait gelée, ne faisant : plus office de capital. Une partie des marchandises se trouvant sur le marché ne pourrait aller au terme de son procès de circulation et de reproduction qu'en baissant fortement de prix, donc à travers une dévalorisation du capital qu'elle représente. De même, les éléments constitutifs du capital fixe seraient plus ou moins dévalorisés. A cela s'ajoute que le procès de reproduction implique des conditions de prix déterminés, fixés à l'avance, et que la chute des prix le bloque et le perturbe – ce qui paralyse la fonction de moyen de paiement de l'argent qui repose sur un niveau de prix déterminé à l'avance et correspondant au développement du capital. A maints endroits, la chaîne des obligations de paiement à échéances déterminées s'interrompt, ce qu'aggrave l'effondrement du système de crédit développé au fur et à mesure de l'essor du capital. On aboutit ainsi à des crises aiguës et violentes, à de soudaines et brutales dévalorisations et à un blocage et désordre réels du procès de reproduction qui entraînent une baisse effective de la reproduction.

Mais, en même temps, d'autres facteurs interviendraient. La stagnation de la production aurait mis au chômage une partie de la classe ouvrière, ce qui oblige la partie occupée à accepter un abaissement de salaire même au-dessous de la moyenne – pour le capital, l'effet en est le même que si on élevait la plus-value relative ou absolue avec un salaire moyen inchangé. La phase de prospérité aurait favorisé les mariages ouvriers et réduit la mortalité infantile. Ces faits – quelque accroissement réel de la population qu'ils impliquent – ne provoquent pas encore une augmentation de la population travaillant réellement, mais influent sur le rapport des ouvriers au capital comme si le nombre des ouvriers vraiment en activité avait augmenté.

Par ailleurs, la baisse des prix et la lutte de concurrence auraient stimulé chaque capitaliste à

augmenter – grâce à l'introduction de machines nouvelles, de techniques plus élaborées de travail et de combinaisons et méthodes supérieures -la valeur individuelle de son produit au-dessus de la valeur générale ; autrement dit, à accroître la productivité d'un quantum de travail donné, à abaisser la proportion de capital variable par rapport au capital constant et – ce faisant – à libérer des ouvriers, bref, à créer une surpopulation artificielle. En outre, la dévalorisation des éléments constitutifs du capital constant représenterait elle-même un facteur « qui provoquerait une élévation du taux de profit. La masse du capital constant utilisé aurait augmenté proportionnellement au capital variable, mais la valeur de cette masse pourrait avoir diminué. L'arrêt de la production qui s'ensuivrait, aurait préparé un élargissement ultérieur de la production dans les limites capitalistes.

Et la boucle serait ainsi de nouveau bouclée. Une partie du capital bloquée dans sa fonction, retrouverait sa valeur primitive. Pour le reste, le même cercle vicieux recommencerait sur la base de conditions de production rénovées, d'un marché élargi et de forces productives accrues.

Cependant, même dans l'hypothèse que nous avons poussée à l'extrême, il n'y a pas de surproduction absolue et générale de capital, surproduction absolue de moyens de productions. Il n'y a surproduction de moyens de production que dans la mesure où ceux-ci doivent *fonctionner en tant que capital* et donc qu'ils impliquent – par rapport à leur valeur qui s'est gonflée en même temps que leur masse – qu'ils doivent reproduire cette valeur en créant une, valeur nouvelle plus grande.

Ce serait tout de même de la surproduction, parce que le capital serait hors d'état d'exploiter le travail au degré requis par un développement « sain et normal » du procès de production capitaliste, ce degré d'exploitation devant au moins accroître la masse du profit à mesure que s'accroît celle du capital employé, autrement dit, ce degré d'exploitation devant exclure que le taux de profit baisse dans la même proportion, voire plus rapidement, que le capital augmente.

Surproduction de capital ne signifie jamais que surproduction de moyens de production – moyens de travail et subsistances – qui sont susceptibles de fonctionner comme capital ou de servir à exploiter le travail au degré d'exploitation déterminé, la chute de ce taux d'exploitation au-dessous d'un certain ; niveau provoquant des perturbations et des arrêts du procès de production capitaliste – des crises et une destruction de capital.

Il n'est pas contradictoire que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surpopulation relative plus ou moins grande. Ce qui a augmenté les forces productives du travail, multiplié la masse des marchandises produites, élargi les marchés, accéléré l'accumulation du capital, en masse et valeur, et abaissé le taux de profit, tout en ayant engendré aussi une surpopulation relative et l'engendre en permanence, une surpopulation d'ouvriers que le capital en excédent ne peut employer par suite du faible degré d'exploitation du travail auquel il serait contraint de l'employer, ou du moins par suite du faible taux de profit qu'elle procurerait pour un degré d'exploitation donné.

Si l'on exporte du capital, ce n'est pas parce qu'il ne peut absolument pas être utilisé dans le pays. C'est parce qu'il peut travailler à l'étranger à un taux de profit plus élevé. Mais ce capital constitue un excédent absolu, eu égard à la population ouvrière occupée et, plus généralement, au pays en question. Il coexiste avec la population relativement surnuméraire – et cet exemple montre comment tous deux se tiennent l'un l'autre et se conditionnent réciproquement.

Au reste, la baisse du taux de profit liée à l'accumulation suscite nécessairement la lutte de la concurrence. Ce n'est qu'au niveau du capital total de la société et pour les grands capitalistes déjà solidement en place, que la baisse du taux de profit peut être compensée par la hausse de la masse des profits. Le nouveau capital additionnel qui opère indépendamment, ne trouve pas



de telles compensations : il faut d'abord les conquérir – et, de la sorte, c'est la baisse du taux de profit qui suscite la concurrence entre les capitaux, et non l'inverse. Cette concurrence s'accompagne, bien sûr, de hausses de salaire passagères et, partant, d'une nouvelle chute du taux de profit. C'est ce qui se produit aussi lorsqu'il y a surproduction de marchandises, avec la saturation du marché.

Comme le but du capital est de produire du profit et non, de satisfaire les besoins, le capital n'atteignant ce but que par des méthodes qui règlent la masse de sa production à l'échelle de sa production et non inversement, il est inévitable qu'il y ait sans cesse discordance entre les dimensions réduites de la consommation sur la base capitaliste et une production qui tend toujours à outrepasser cette barrière inhérente à son système. Au demeurant, on sait que le capital consiste en marchandises si bien que la surproduction de capital inclut celle des marchandises. Il est donc étrange que les économistes qui nient toute surproduction de marchandises reconnaissent la surproduction de capital. Dire qu'il n'y a pas surproduction générale, mais disproportion au sein des différentes branches de production, cela revient à dire que, dans le cadre de la production capitaliste, la proportionnalité entre les diverses sections de la production dérive d'un continuel procès disproportionné, car la connexion de l'ensemble de la production s'impose aux agents de la production comme une loi aveugle, au lieu d'être une loi comprise et dominée par l'intelligence des producteurs associés qui auraient soumis le procès de production à leur contrôle commun.

En outre, le raisonnement de ces économistes implique que les pays, où le mode de production capitaliste n'est pas développé, doivent maintenir leur consommation et leur production au niveau qui convient aux pays de production capitaliste. Il est tout à fait exact de dire que la surproduction n'est que relative, – à condition d'entendre par là que le mode de production capitaliste tout entier n'est qu'un mode relatif, dont les limites, pour n'être pas absolues, ont pour lui, sur sa propre base, une valeur absolue. Comment, sinon, serait-il possible que soit insuffisante la demande de ces mêmes marchandises, dont manque la masse du peuple, et qu'il faille rechercher cette demande à l'étranger, sur de lointains marchés, pour pouvoir payer aux ouvriers du pays le montant moyen des articles de subsistance indispensables ? C'est possible uniquement parce que, dans ce système de rapports spécifiquement capitalistes, le surproduit acquiert une forme où le détenteur de la marchandise ne peut l'offrir à la consommation que si, pour lui, elle s'est reconvertie en capital. Dire enfin que les capitalistes n'ont qu'à échanger et à consommer entre eux leurs marchandises, c'est perdre de vue toutes les caractéristiques particulières de la production capitaliste ; c'est oublier aussi qu'il s'agit de valoriser le capital, et non de le consommer.

En somme, toutes les objections que l'on oppose aux phénomènes palpables de la surproduction (phénomènes qui sont eux-mêmes – et pour cause – indifférents à ces objections) se réduisent finalement à l'assertion que les limites de la production *capitaliste* ne sont pas des limites de la *production en soi*, et donc ne sont pas non plus des limites au mode de production spécifique qu'est le capitalisme. Or la contradiction immanente à ce mode de production capitaliste se trouve précisément dans sa tendance au développement absolu des forces productives qui entrent sans cesse en conflit avec les *conditions* spécifiques de production dans lesquelles le capital évolue, les seules dans lesquelles il puisse évoluer.

Le capital ne produit pas trop de subsistances par rapport à la population existante. Tout au contraire, il en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement les exigences du grand nombre.

Le capital ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la partie de la population qui est apte à travailler. Tout au contraire. Premièrement, le capital produit une trop grande partie de la population qui ne peut pas travailler effectivement, se trouvant obligée – de par les

conditions qui lui sont faites – d'exploiter le travail d'autrui ou d'effectuer des activités qui ne peuvent être tenues comme telles qu'au sein d'un mode de production misérable. Deuxièmement, le capital est incapable de produire assez de moyens de production pour permettre à toute la population apte au travail de le faire dans les conditions les plus productives donc pour permettre que son temps de travail absolu soit raccourci grâce à la masse et à l'efficacité du capital constant employé durant les heures de travail.

Mais, par ailleurs, le capital produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour qu'ils puissent être appliqués à l'exploitation des ouvriers au taux déterminé de profit. Il produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles renferment puissent être réalisées et reconverties en capital nouveau dans les conditions de distribution et de consommation données, c'est-à-dire pour que ce procès ait lieu sans provoquer sans cesse des explosions.

Il ne produit pas trop de richesses. Mais il produit périodiquement trop de richesses eu égard à ses formes capitalistes, antagoniques.

Le mode de production capitaliste révèle qu'il est limité :

1. Parce que le développement des forces productives du travail, aiguillonné par la loi de la baisse du taux de profit, fait que celle-ci à un certain point entre en conflit aigu avec le propre développement de cette productivité, ce conflit ne pouvant être surmonté chaque fois que par des crises.

2. Parce que l'expansion ou la contraction de la production sont déterminées, non par le rapport entre la production et les besoins sociaux, c'est-à-dire les besoins d'êtres humains socialement développés, mais par l'appropriation de travail non payé, et le rapport de ce travail non payé avec le travail objectivé en général ou – pour parler en langage capitaliste – par le profit, ou mieux le rapport entre ce profit et le capital utilisé ; autrement dit, c'est un niveau déterminé du taux de profit qui décide de l'extension ou de la limitation de la production. C'est pour cette raison que le mode de production capitaliste suscite lui-même des limites à un certain degré de son expansion qui, dans d'autres conditions, apparaîtrait encore insuffisant, et de loin. Il se met à stagner, non au point où les besoins sont satisfaits ; mais là où la production et la réalisation de profit l'y obligent.

Si le taux de profit baisse, il s'ensuit des phénomènes de deux ordres : d'une part, le capital suscite des tensions pour inciter le capitaliste individuel à abaisser, par de meilleures techniques, etc., la valeur individuelle de ses marchandises au-dessous de leur valeur sociale Moyenne et de réaliser même un surprofit par rapport au prix courant de marché ; d'autre part, la spéculation se développe, étant favorisée par de frénétiques tentatives de trouver de nouvelles techniques de production, accompagnées de nouveaux investissements en capitaux, afin de s'assurer si possible un surprofit par rapport à la moyenne générale.

Le taux de profit, c'est-à-dire l'accroissement proportionnel de capital, est essentiel surtout pour tous les nouveaux surgeons de capitaux qui se regroupent de manière autonome. Or, si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de capitaux déjà établis, pour lesquels la masse du profit compense son taux, le feu vivifiant de la production s'éteindrait progressivement. Celle-ci s'assoupirait. Le taux de profit est la force motrice de la production Capitaliste : on ne produit que ce qui peut l'être avec profit et pour, autant que cela procure dit profit. D'où l'angoisse des économistes anglais devant la chute du taux de profit, Le fait que la simple possibilité de cette baisse ait fait frémir Ricardo démontre son intelligence profonde des conditions de la production capitaliste. Ce qui est le plus fondamental chez lui, c'est précisément ce qu'on lui reproche, à savoir de considérer la production capitaliste sans se soucier des « hommes », en n'ayant d'yeux que pour le

développement des forces productives – de quelque sacrifice en hommes et en *valeurs*-capital que soit payé ce progrès.

Le développement des forces productives du travail social est la mission historique et la raison d'être du capital. Ce faisant, il crée précisément, sans le savoir, les conditions matérielles d'une forme de production supérieure. Ce qui tourmente Ricardo, c'est que le taux de profit – aiguillon de la production capitaliste, en même temps que condition et moteur de l'accumulation – est compromis par le développement même de la production. Or, ici tout est dans le rapport quantitatif. En fait, il y a, au fond de tout cela, quelque chose de plus important, dont Ricardo n'a que l'intuition. On constate ici – en termes purement économiques, c'est-à-dire au Plan bourgeois, dans le cadre de l'argumentation capitaliste du point de vue de la production capitaliste elle-même – les limites de celle-ci, sa relativité. Il saute aux yeux qu'il ne s'agit pas d'un mode de production au sens absolu, mais d'un simple mode historique qui correspond à une époque bornée et bien déterminée du développement des conditions matérielles de la production.

### *Changement de prix des matières premières et crise*

Marx, *le Capital* III, chap. VI (*Werke*, 25, pp.127-31, 116-17).

Faisons simplement l'observation suivante : la richesse naturelle en fer, charbon, bois, etc., Ces éléments principaux de la fabrication et de l'application du machinisme apparaît comme une fertilité naturelle du capital, et intervient dans la détermination du taux de profit comme un élément indépendant du niveau bas ou élevé des salaires 116.

Comme le taux de profit se détermine par le rapport entre la plus-value et la somme de capital avancé en salaires et en capital constant, soit  $\frac{pl}{C}$  ou  $\frac{pl}{c+v}$  il saute aux yeux que tout ce qui provoque un changement de  $c$ , et donc de  $C$ , entrainera aussi une modification du taux de profit, même si  $pl$  et  $v$  et leur rapport réciproque restent inchangés.

Il se trouve que la matière première constitue un élément essentiel du capital constant. Même dans les branches d'industrie qui ne travaillent pas directement la matière première, celle-ci entre comme matière auxiliaire ou comme partie constitutive des machines, etc., et ses variations de prix se répercutent proportionnellement sur le taux de profit. Si le prix de la

matière diminue d'un montant égal à  $d$ ,  $\frac{pl}{c+v}$  devient  $\frac{pl}{(c+d)+v}$  d'où hausse du taux de profit. Et vice versa, si le prix de la matière première augmente. En conséquence, toutes autres conditions restant égales, le taux de profit varie en sens inverse du prix de la matière première.

C'est ce qui explique l'importance décisive pour les pays industrialisés d'avoir des matières premières à bas prix. C'est vrai même si les fluctuations du prix des matières premières ne s'accompagnaient pas de changements dans la sphère de la vente du produit, donc tout à fait indépendamment du rapport de l'offre et de la demande 117. On constate donc que le

<sup>116</sup> Nous en arrivons ici à des points particuliers qui, dans le mécanisme déterminé du capital, suscitent des crises. L'effet sur la crise de fortes oscillations du coût des matières premières qui est d'une grande actualité, s'explique de par sa répercussion sur le taux du profit qui est précisément le plus bas dans la période de surchauffe où le prix des matières premières augmente à la suite de la forte demande et de leur production tendue à l'extrême parce qu'il faut ouvrir des gisements moins riches et d'un accès plus difficile.

<sup>117</sup> À ce propos, Marx remarque dans les *Théories sur la Plus-value* (*Werke*, 26-2, p. 440) : « Ricardo ne voit pas l'importance fondamentale qu'a, par exemple, pour l'Angleterre, la fourniture de matières premières bon

commerce extérieur influe sur le taux de profit, en dehors même de ses effets sur le salaire, par la diminution du prix des moyens de subsistance, car il affecte, le prix des matières premières ou auxiliaires employées dans l'industrie ou l'agriculture...

Abstraction faite du salaire, c'est-à-dire du capital variable, l'élément primordial dans le prix de production est la matière première, les matières auxiliaires ; on peut y inclure les matières auxiliaires, dont l'importance apparaît surtout dans les secteurs de la production qui ne travaillent pas de matière première, par exemple, les mines et, en général, l'industrie extractive. La partie du prix qui doit compenser l'usure des machines ne représente, tant que la machinerie est en mesure de fonctionner, qu'un poste virtuel ; il importe guère de savoir si cette somme sera payée aujourd'hui ou demain ou à quelle section donnée du temps de circulation du capital elle sera payée et remplacée en argent. Il en va autrement de la matière première. Si le prix de la matière première monte, il peut arriver qu'il soit impossible de la remplacer complètement pour recommencer le procès de reproduction suivant, après avoir prélevé le salaire sur valeur de la marchandise. Ainsi donc, de violentes fluctuations de prix des matières premières provoquent des interruptions, de graves perturbations et même des catastrophes dans le procès de reproduction.

Ce sont surtout les produits de l'agriculture proprement dits, les matières de nature organique, qui sont soumis à de telles oscillations de valeur du fait des résultats variables des récoltes, etc. Par suite de conditions naturelles tout à fait incontrôlables, de saisons favorables ou non, etc., une même quantité de travail peut se représenter dans des quantités fort différentes de valeurs d'usage, et une quantité déterminée de ces valeurs d'usage pourra donc avoir un prix très différent...

Il est dans la nature des choses que des matières végétales et animales, dont la croissance et la production sont soumises à des lois organiques bien déterminées, en rapport intime avec des espaces de temps naturels, ne puissent être soudainement multipliées au même rythme que les machines, par exemple, ou tout autre capital fixe, charbon, minerais, etc. dont on peut accroître la production en un temps très court dans un pays industrialisé, en faisant abstraction des conditions, naturelles. Il est donc possible et même Inévitable – lorsque l'économie capitaliste est développée – que la production et l'accroissement de la partie du capital constant, formée par le capital fixe, l'outillage, etc., prenne une avance considérable sur la partie constituée par les matières premières organiques, de sorte que la demande de ces matières premières augmente plus vite que l'offre, et donc que leur prix s'élève. Cette hausse de prix a, en pratique, comme conséquence : 1. que l'on importe ces matières premières de contrées plus lointaines dès lors que l'augmentation de prix compense les frais de transports accrus ; 2. que l'on s'efforce d'augmenter leur production – ce qui, par la nature des choses, ne peut cependant avoir d'effet réel sur la masse des produits qu'un an plus tard, et 3. que l'on utilise de plus en plus toutes sortes de produits de remplacement qu'on négligeait jusqu'ici. Ainsi se préoccupe-t-on de l'usage de plus en plus systématique des sous-produits ou déchets **118**.

Lorsque l'augmentation des prix commence à exercer une influence assez sensible sur

---

marché à son industrie. Comme je l'ai souligné déjà à ce propos, cela permet au *taux de profit de monter, bien que les prix des produits en général baissent*, alors que dans le cas inverse le taux de profit peut baisser lorsque ces prix haussent, même si dans les deux cas le salaire demeure le même. » En somme, que les prix courants soient bas ou qu'ils soient élevés, il y a une constante : l'impérialisme capitaliste a besoin de matières premières à vil prix – sur le dos des pays dépendants pour les gaspiller allègrement.

<sup>118</sup> La folie de la recherche du plus bas coût de production, sous la stupide loi capitaliste de la baisse du taux de profit, conduit ainsi à tous les progrès techniques grâce auxquels on minéralise de plus en plus les produits que l'on jette aussi vite que possible pour réamorcer la production. C'est le sens des économies systématiques au sens capitaliste : on gâche la matière, en bousille le produit, et on recommence.

l'extension et l'offre de la marchandise, c'est que l'on a déjà atteint la plupart du temps le tournant où, par suite de l'augmentation persistante de la matière première et de ; toutes les marchandises dont elle forme un élément important, la demande baisse - ce qui se répercute aussi sur le prix des matières premières. Ces convulsions n'entraînent pas seulement une dévalorisation du capital sous ses diverses formes, mais encore d'autres conséquences que nous allons considérer maintenant.

Plus la production capitaliste est développée, et plus considérables sont en conséquence les moyens d'accroître de façon subite et durable la fraction du capital constant constituée par, les machines, etc., et plus rapide est l'accumulation (ce qui se produit surtout aux époques de prospérité). Il s'ensuit donc une surproduction relative de machines et autre capital fixe. Or elle sera d'autant plus forte que sera fréquente la sous-production relative des matières premières animales et végétales - et la hausse de leurs prix et le choc en retour correspondant seront donc d'autant plus marqués. Plus fréquentes seront donc les révolutions qui proviennent de ces violentes fluctuations de prix de l'un des éléments les plus importants du procès de reproduction...

Dès que la situation permet l'application du principe général de la concurrence - « acheter sur le marché où les prix sont le plus bas » on laisse au « prix » le soin de régulariser l'offre des matières premières. Toute idée d'un contrôle commun, général et préventif, de la production des matières premières - contrôle qui en pratique est parfaitement inconciliable avec les lois de la production capitaliste et restera en conséquence un vœu pieux ou se limitera à des démarches communes de caractère exceptionnel aux moments de grave péril immédiat et de grand désarroi - fait place à la croyance que demande et offre se régulariseront mutuellement.

Les capitalistes sont si superstitieux sur ce point que même les inspecteurs de fabrique ne cessent de lever les bras au ciel à ce sujet dans leurs rapports.

L'alternance de bonnes et de mauvaises années amène aussi temps à autre un meilleur marché des matières premières. L'effet immédiat que cela provoque sur la demande, dont le volume augmente, est aggravé par l'action de stimulation qu'exerce ici le taux de profit. Et cela reproduit à une échelle encore plus grande la disparité, dont nous avons parlé plus haut : le fait que la production de machines, etc, dépasse celle de matières premières à une échelle toujours plus grande.

L'amélioration réelle de la matière première, de façon qu'elle soit fournie non seulement en quantité adéquate, mais encore dans la qualité requise - par exemple, que l'Inde fournisse du coton de qualité américaine - impliquerait une demande européenne continue, en progression régulière sans à-coups (et ce, en faisant abstraction des conditions économiques auxquelles le producteur hindou est soumis dans son pays). En fait, la sphère de production des matières premières subit sans cesse des à-coups imprévus : tantôt elle s'élargit brusquement, tantôt elle se rétrécit de nouveau brutalement. La crise cotonnière qui sévit de 1861 à 1865 fournit une excellente matière pour vérifier ces faits qui témoignent de l'état d'esprit de la production capitaliste en général. A cette occasion, le coton, matière première qui constitue l'élément essentiel de la reproduction, vint à manquer complètement pendant un temps.

Il peut arriver aussi que le prix monte alors que l'approvisionnement suffit aux besoins, mais avec du mal. Il peut y avoir enfin une véritable pénurie de la matière première - et c'est ce qui s'est produit au début de la crise cotonnière.

Ainsi donc, plus nous nous approchons de la période contemporaine, plus nous constatons - notamment dans les secteurs clés de l'industrie - la répétition régulière de cette alternance constante entre renchérissement relatif et dépréciation successive des matières premières tirées de la nature organique. Les rapports des inspecteurs de fabrique illustrent parfaitement

cette évolution.

La morale de toute cette histoire – que l'on peut tirer aussi des autres observations de l'agriculture – est que le système capitaliste, bien qu'il en favorise l'essor technique, répugne à donner un caractère rationnel à l'agriculture, voire est incompatible avec elle ; cette agriculture est rationnelle, ou bien entre les mains du petit paysan qui travaille lui-même, ou bien sous le contrôle des producteurs associés.

### *Crises et renouvellement de l'outillage*

Marx, *le Capital* II, chap. VII et IX (*Werke*, 24, pp. 171, 178, 185-6 et 188).

Le progrès de l'industrie ne cesse de changer les moyens de travail. On ne les remplace cependant pas sous la forme qu'ils avaient, mais sous une forme meilleure. Mais, la masse du capital fixe, placée sous une forme naturelle déterminée et devant durer sous cette forme pendant une période moyenne déterminée, représente une raison de n'introduire que graduellement les machines nouvelles, etc. et fait donc obstacle à l'adoption universelle rapide des moyens de travail perfectionnés <sup>119</sup>. Mais, d'autre part, la lutte de la concurrence, notamment lorsqu'il en va de changements décisifs, impose le remplacement des vieux moyens de production par les nouveaux avant que ceux-ci n'aient atteint le terme naturel de leur existence. Ce sont principalement' les catastrophes, les crises qui contraignent à ce renouvellement prématuré de l'outillage des entreprises à la vaste échelle de la société <sup>120</sup>...

Si l'on considère la question au niveau de la société entière, on peut dire qu'il faut une constante surproduction – c'est-à-dire une production à une échelle plus grande que ne l'exigeraient le simple remplacement et la reproduction de la richesse actuelle, abstraction faite de l'accroissement de la population – pour se donner des moyens de production et aussi pour compenser les destructions extraordinaires causées par les accidents et les forces naturelles (ainsi que le renouvellement prématuré de l'outillage en raison du bouleversement technique de ceux-ci)...

Avec l'essor du mode de production capitaliste, on assiste à une augmentation de la valeur et de la durée du capital fixe investi en même temps qu'à un allongement de nombreuses années, mettons en moyenne à dix ans, du cycle vital de l'industrie et du capital industriel pour chaque placement particulier. Or si, d'une part, ce cycle de vie est allongé par le développement du capital fixe, il est, d'autre part, raccourci par le continuel révolutionnement des moyens de production qui s'accélère, lui aussi, continuellement avec l'essor du mode de production capitaliste. D'où le renouvellement des moyens de production et la nécessité de les remplacer sans cesse en raison de leur usure « morale », bien avant leur usure physique complète <sup>121</sup>.

---

<sup>119</sup> Cette rubrique traite du rapport entre la composition organique liée au taux de profit, et partant, du rapport entre capital constant et capital variable. C'est ce qui détermine la longueur des cycles économiques, dont les grandes périodes s'allongent à mesure que les différents cycles qui les composent se rétrécissent – comme nous l'avons expliqué dans l'*Introduction*. La durée de plus en plus longue des machines et installations est évidemment pour une bonne part dans le prolongement, à l'âge sénile du capital, de ses périodes : le taux de profit est de plus en plus bas, et la composition organique du capital de plus en plus élevée (haute efficacité et grande durabilité des instruments de production avec une forte consommation de matières premières).

<sup>120</sup> Cet après-guerre a confirmé de manière flagrante cette déduction de Marx : les catastrophes périodiques (crises, guerres) ou permanentes (armement) font progresser la fausse technique du capitalisme sénile à pas de géant : la crise et la mort, facteurs de progrès !

<sup>121</sup> En termes moins techniques, on met les machines et les installations productives au rebut, bien qu'elles soient encore tout à fait en état de marcher.

On peut admettre que, pour les branches les plus décisives de la grande industrie, ce cycle vital est présentement en moyenne de dix ans. Cependant, ce qui compte ici n'est pas la précision de ce chiffre, mais ceci : l'une des bases matérielles des crises périodiques est formée par ce cycle qui englobe pour une série d'années des rotations liées les unes aux autres et au cours desquelles le capital est prisonnier de son élément fixe. Au cours de ce cycle, les activités passent par des phases successives de calme plat, d'animation moyenne, de précipitation et de crise. Ainsi donc, les périodes au cours desquelles le capital est investi sont très différentes les unes des autres et ne coïncident pas. Or, la crise représente toujours le point de départ d'un puissant mouvement d'investissements nouveaux <sup>122</sup>. Elle fournit donc la nouvelle base matérielle pour le prochain cycle économique, si l'on considère les choses à l'échelle de la société entière...

Le système du crédit auquel se réfère Scrope, de même que le capital commercial ne modifient la rotation que pour le capitaliste individuel. À l'échelle de la société, ils ne la modifient que dans la mesure où ils accélèrent non seulement la production, mais encore la consommation.

---

<sup>122</sup> Le taux de profit qui était tombé à zéro à la fin de la période précédente, c'est-à-dire bien au-dessous de la moyenne de celle-ci, se redresse dès que la crise a fait baisser le niveau de vie des populations et remonter le taux de profit – ce qui permet de nouveaux investissements massifs qui durent toute la phase de reconstruction. Ainsi, les à-coups du renouvellement du capital fixe aggravent encore les conditions de vie des masses, les à-coups expliquant aussi en partie les fluctuations du taux de profit (donc de la croissance) au-dessus ou au-dessous de la moyenne de période. Le crédit facilite cette opération pour messieurs les capitalistes.

## II. Partie explicative

### 3. POINTS MERCANTILES ET MONÉTAIRES DE CRISE

#### *Taux de profit et valeurs des actions*

Marx, *le Capital* III, chap. XIX (*Werke*, 25, pp. 485-86, 556).

Dès lors qu'ils sont devenus des valeurs en soi, les titres de propriété, non seulement des papiers d'État, mais encore des actions, renforcent l'illusion qu'ils constituent du véritable capital à côté du capital ou de l'assignation qu'ils prétendent représenter sur la richesse future <sup>123</sup>. Es deviennent, en effet des marchandises, dont le prix est fixé et évolue de manière spécifique. Leur valeur de marché est déterminée autrement que leur valeur nominale, indépendamment d'une variation de la valeur (sinon de la valorisation) du capital réel. Leur valeur de marché fluctue selon le montant et la bonne marche, les recettes du capital qu'ils représentent. Si la valeur nominale d'une action, c'est-à-dire de la somme versée lors de son émission, est mettons de 100 L.st., et si, au lieu de rapporter 5%, l'affaire rapportera maintenant 10%, la valeur de marché de l'action s'élèvera, toutes choses restant égales par ailleurs. Pour un taux d'intérêt de 5% à 200 L.st., elle représentera désormais un capital fictif de 200 L.st. capitalisé à 5%. En effet, quiconque l'achète 200 L.st. touchera un revenu de 5% sur ce placement de capital. Mais l'inverse se produit lorsque le rendement de l'entreprise diminue. Qui plus est, la valeur de marché de ces titres est, en partie, spéculative, puisqu'elle ne sera pas déterminée par le rendement réel de l'entreprise, mais par celui qu'on en attend et qu'on calcule à l'avance. Or donc, si l'on suppose que la valorisation du capital réel reste constante, ou encore qu'il n'existe pas du tout de capital, comme dans le cas de la dette publique où le rendement annuel du titre est fixé par la loi et suffisamment garanti, la valeur de ces titres haussera ou baissera en raison inverse du taux de l'intérêt. Si celui-ci monte de 5 à 10%, le titre qui assure un revenu de 5 L.st., ne représente plus qu'un « capital » de 50 L.st. En revanche, si le taux d'intérêt chute à 2,5%, le même titre représentera un capital de 200 Lst. Sa valeur n'est jamais que celle de son rendement capitalisé, c'est-à-dire un revenu sur la base du taux d'intérêt existant, rapporté à un capital illusoire.

En temps de crise du marché monétaire, ces titres subiront une double chute de prix : d'abord, parce que le taux de l'intérêt s'élève, et ensuite parce qu'ils sont jetés en masse sur le marché en vue de les convertir en argent liquide. Cette chute des prix a lieu, indépendamment du fait que le rendement assuré par ces titres à leur détenteur est constant (comme c'est le cas des bons d'État) ou que la valorisation du capital qu'ils représentent (comme dans le cas des entreprises industrielles) a été affectée par les perturbations du procès de reproduction. Dans ce cas, une nouvelle dépréciation viendrait encore s'ajouter à la précédente. Dès que l'orage est passé, ces titres remontent à leur cours antérieur, à moins qu'ils ne représentent des affaires de spéculation frauduleuse ou des entreprises balayées par la crise. Leur dévalorisation durant la crise agit comme un puissant moyen de centralisation de la richesse financière.

Si la chute ou la montée des cours de ces titres est indépendante du mouvement de valeur du capital réel qu'ils représentent, la richesse d'une nation est aussi grande avant la dépréciation

---

<sup>123</sup> Pour passer aux extraits sur les points et, aspects monétaires et mercantiles des crises, nous reproduisons un passage qui explique comment la bourse *décuple* les effets de la baisse du taux de profit – et sert ainsi de signal d'alarme de la crise



ou la hausse de leur valeur qu'après.

« Le 23 octobre 1847, les fonds publics et les actions des chemins de fer et des canaux avaient déjà subi une dépréciation de 114 752 225 L.st. » (Morris, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Déposition consignée dans le rapport sur la Crise commerciale de 1847-48). Si la dévalorisation ne reflétait pas une stagnation réelle de la production et des communications dans les chemins de fer et les canaux, l'abandon d'entreprises déjà en chantier ou la dilapidation de capital dans des affaires positivement sans valeur, l'éclatement de ces bulles de savon gonflées de capital monétaire nominal n'appauvrirait pas la nation d'un centime.

En fait, toutes ces valeurs ne représentent pas autre chose que des assignations et titres juridiques accumulés sur une production à venir, dont la valeur en argent ou en capital, tantôt ne représente pas de capital du tout (comme c'est le cas de la dette publique), tantôt est régie par des lois indépendantes de la valeur du capital réel qu'elles prétendent représenter.

Dans tout les pays de production capitaliste, il y a une masse énorme de capital de cette sorte qu'on appelle *moneyed capital* (capital monétaire ou financier) porteur d'intérêt. Tout au plus faut-il entendre par accumulation de capital monétaire l'accumulation de ces prétentions sur la production, l'accumulation de leur prix de marché, de leur valeur fictive de capital [124](#).

La masse des traites en circulation est, en définitive, déterminée uniquement par les besoins du commerce, comme c'est le cas par ailleurs des billets de banque. En temps normaux, dans les années 1850 à 1860, il circulait dans le Royaume-Uni, en plus de 39 millions de billets de banque, à peu près 300 millions de traites, dont 100 à 120 millions sur la seule place de Londres. Le volume de circulation de ces traites n'influe en rien sur celui de la circulation des billets de banque, cette dernière n'influe sur la première qu'en période de pénurie monétaire, lorsque augmente la quantité des traites et que se détériore leur qualité. Enfin, au moment de la crise, la circulation des traites s'effondre complètement ; personne ne se satisfait plus de promesses de paiement étant donné que tout le monde ne veut accepter que des paiements en espèces. Seul le billet de banque conserve – du moins a conservé jusqu'ici en Angleterre sa capacité de circulation, car derrière la Banque d'Angleterre se tient la nation entière avec toutes ses richesses.

### *Taux de l'intérêt et crise*

Marx, *le Capital* III (*Werke* 25, p. 371-72).

Comme le taux du profit est inversement proportionnel au développement de la production capitaliste, il s'ensuit que le taux d'intérêt plus ou moins élevé dans un pays est, lui aussi, inversement proportionnel au développement industriel - pour autant, bien sûr, que la variation du taux d'intérêt exprime effectivement celle des taux de profit, ce rapport n'étant pas nécessaire, comme on le verra plus loin. En ce sens large, on peut dire que l'intérêt est réglé par le profit, ou plus exactement par le taux général de profit, cette détermination jouant en moyenne.

Quoi qu'il en soit, il faut considérer le taux moyen de profit comme la limite extrême qui détermine en fin de compte l'intérêt.

---

<sup>124</sup> Ainsi, par exemple, le fait que les Américains expédient de plus en plus de capitaux dans le bloc oriental ne signifie pas du tout que leurs affaires marchent bien, mais qu'ils sont en crise (de surproduction), n'ont pas d'emploi profitable chez eux pour leurs capitaux. Ceux-ci ne sont donc rien d'autre que du capital américain dévalorisé par la surproduction et la crise. Napoléon III, avec son Crédit Mobilier, faisait des constructions somptueuses ou des expéditions militaires avec un tel capital. Où est la nouveauté ?

Considérons tout de suite comment l'intérêt se rapporte effectivement au profit moyen. Lorsqu'il s'agit de partager un tout donné, tel le profit, entre deux personnes, ce qui importe en tout premier, c'est bien entendu le volume du total à partager – et ce volume du profit est déterminé par son taux moyen. Si nous supposons que le taux qui donne le volume du profit pour un capital d'un volume donné est, mettons, de 100, les variations de l'intérêt sont évidemment inversement proportionnelles aux variations de la portion de profit qui reste au capitaliste travaillant avec du capital emprunté. Or les circonstances qui déterminent le volume du profit à partager – à savoir la valeur produite par le travail non payé – sont extrêmement différentes de celles qui déterminent son partage entre les deux espèces de capitalistes, et fréquemment elles opèrent en sens tout à fait opposé : « Dans la première période, immédiatement consécutive à la crise, l'argent se trouve en abondance et sans qu'il y ait spéculation ; dans la seconde, l'argent est abondant, mais la spéculation intense ; dans la troisième, la spéculation commence à fléchir et l'argent est recherché ; dans la quatrième, l'argent se fait rare – et c'est la crise. » (Cf. Gilbart, *A Practical Treatise on Banking*, 5<sup>e</sup> édition, Londres, 1849, T. premier, p. 149.)

Si l'on suit les cycles économiques dans lesquels évolue l'industrie moderne : calme plat, animation croissante, prospérité, surproduction, krach, stagnation, calme plat, etc., cycle dont l'analyse n'a pas sa place ici, on s'aperçoit qu'un niveau peu élevé de l'intérêt correspond en gros aux périodes de prospérité et de surprofit, qu'une hausse de l'intérêt correspond à la transition de la prospérité à son opposé, et qu'enfin le maximum de l'intérêt, jusqu'à l'extrême limite de l'usure, à la crise. Une prospérité certaine se fit jour à partir de l'été 1843 : le taux d'intérêt qui, au printemps 1842, avait été encore de 4 1/2%, tomba au cours du printemps, et de l'été suivants à 2%, et en septembre même à 1 1/2%, après quoi il remonta à 8% et plus au cours de la crise de 1847.

Il peut arriver, certes, que le taux de l'intérêt soit peu élevé lorsque les affaires se ralentissent, et monte un peu avec leur animation.

Le taux de l'intérêt atteint sa cote la plus élevée pendant les crises, lorsqu'il faut emprunter à n'importe quel prix pour pouvoir payer. Comme la hausse de l'intérêt coïncide avec une baisse des titres, C'est aussi une excellente occasion – pour ceux qui disposent de capital-argent – de s'emparer à vil prix de ces titres portant intérêt qui, si les choses se passent normalement <sup>125</sup>, remonteront au moins à leur prix moyen lorsque le taux de l'intérêt baissera de nouveau.

### *Crédit, levier de la surproduction et facteur de crises*

---

<sup>125</sup> On dira que les lois financières que Marx énonce ici ne sont pas tout à fait celles qui ont régi l'économie au cours de cet après-guerre. C'est vrai en un sens. En tout cas, au plan théorique, Marx devait énoncer les normes et les lois du capital, et il est inévitable qu'au déclin du capitalisme, ces lois soient faussées et dégénèrent. Néanmoins, ce n'est que par rapport aux règles « normales » que l'on peut saisir ce qui dévie, et l'ampleur de cette déviation. En somme, pour surmonter la crise, il faudrait réintroduire dans l'économie le jeu normal (eu égard à la production bourgeoise) des lois. Au contraire, de nos jours, les remèdes appliqués sont eux-mêmes des drogues qui ne font qu'amplifier la dégénérescence, en gonflant et en anesthésiant le malade.

Un exemple donné par Marx lui-même l'illustre. Il explique qu'après la crise, l'argent est facile avec tout ce que cela implique pour la relance. La base économique de cette loi est que le capital s'est assaini pour atteindre de nouveaux sommets. Or, comment ces crises sont-elles surmontées de nos jours ? Par d'énormes destructions de la guerre qui engendrent misère et pénurie de capital dans les pays vaincus par l'impérialisme dominant. En fait, l'argent demeure facile pour le vainqueur resté à l'abri des destructions – ce qui facilite la main-mise impérialiste. Et pour masquer cela, on le couvre du nom hypocrite de l'aide Marshall.

Evidemment, l'économie politique officielle se tient à jour. Elle suit la réalité là où elle va : nous lui souhaitons bonne chance !

Marx, *le Capital III* (*Werke* 25, p. 420-421).

Déjà en 1834, Gilbert savait que « tout ce qui facilite les. activités économiques favorise aussi la spéculation, affaires et spéculation étant le plus souvent si étroitement liées qu'il est impossible de dire où cesse l'activité économique et où commence la spéculation ».

Plus il est facile d'obtenir des avances sur des marchandises non vendues, plus est forte la tentation de telles avances, et plus grande est la tentation de produire des marchandises ou d'envoyer celles qui sont déjà produites en excédent sur des marchés lointains – ne serait-ce que pour obtenir des avances d'argent sur elles. L'histoire du commerce anglais de 1845 à 1847 nous donne un exemple frappant de la sorte de vertige qui gagne l'ensemble du monde des affaires d'un pays, et de ce qu'il en advient à la fin <sup>126</sup>.

---

<sup>126</sup> C'est encore par rapport aux lois « normales » que Marx peut définir... par extension l'inflation et les manœuvres spéculatives.

### *Capital réel et capital monétaire*

Marx, *le Capital* III (*Werke* 25, p. 500-10).

Tant que le procès de reproduction est fluide, si bien que le capital reflue pour assurer un nouveau procès, le crédit se poursuit et s'étend. Son expansion est alors fondée sur celle du procès de reproduction lui-même. Dès que survient un blocage de la production à la suite d'un retard dans les retours, d'une saturation du marché, de la chute des prix, il y a pléthore de capital industriel, mais c'est seulement sous une forme où il ne peut pas accomplir sa fonction. Il y a une masse de capitaux sous forme de marchandises, mais elle est invendable. De même, il y a une masse de capital fixe, mais elle est en grande partie inemployée par suite du blocage du procès de reproduction. Dès lors le crédit se contracte : 1. parce que ce capital est inactif, c'est-à-dire bloqué dans l'une des phases du procès de reproduction du fait qu'il ne peut effectuer ses métamorphoses ; 2. parce que la confiance dans la continuité du procès de reproduction est brisée ; 3. parce que décroît la demande de ce crédit commercial. Le filateur qui restreint sa production et tient dans ses dépôts une masse de filés invendus n'a pas besoin d'acheter de nouvelles marchandises à crédit s'il n'a pas vendu les précédentes.

Si cette expansion est perturbée ou si simplement la tension normale du procès de reproduction se relâche, il s'ensuit une pénurie de crédit : il devient plus difficile d'obtenir à crédit des marchandises. Mais c'est surtout la demande de paiements en argent liquide et la prudence dans l'octroi du crédit qui caractérise la phase du cycle industriel consécutive au krach (celle de stagnation et de calme plat). Durant la crise où chacun a quelque chose à vendre, mais ne peut le faire tout en étant pourtant obligé de vendre pour faire face à ses engagements, ce n'est pas la masse du capital inoccupé et cherchant à se placer, mais bien plutôt la masse de capital bloqué dans son procès de reproduction, qui est la plus grande – au moment précis où la pénurie de crédit est la plus aiguë (et partant le taux d'escompte du crédit bancaire le plus élevé). Le capital investi est alors, en fait, massivement inactif parce que le procès de reproduction stagne. Les usines sont arrêtées, les matières premières s'accumulent, les produits finis, sous forme de marchandises, encombrant les marchés. Il n'est donc rien de plus faux que d'attribuer cet état de choses à un manque de capital productif. C'est alors précisément qu'il y a surabondance de capital productif, tant par rapport à l'échelle normale, mais momentanément contractée, de la reproduction, que par rapport à la paralysie de la consommation.

Supposons que toute la société soit composée uniquement de capitalistes industriels et d'ouvriers salariés, et faisons abstraction, en outre, des fluctuations de prix, qui empêchent de larges fractions du capital total de se reproduire dans les conditions moyennes, et qui – du fait de la connexion générale de tout le procès de reproduction telle que la développe notamment le crédit – doivent toujours provoquer momentanément des blocages généraux. Négligeons enfin les affaires fictives et les spéculations suscitées par le système du crédit. Dès lors, la crise ne peut s'expliquer que par la disproportion entre les diverses branches de la production, d'une part, et entre la consommation des capitalistes eux-mêmes et leur accumulation, d'autre part. Mais, dans l'état de choses actuel, le remplacement des capitaux investis dans la production dépend pour la plus large part de la capacité de consommation des classes non productives, la capacité de consommation des ouvriers étant limitée en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'ils ne trouvent d'emploi qu'aussi longtemps que la classe capitaliste peut utiliser le travail avec profit. La raison ultime de toutes les véritables crises demeure toujours la pauvreté et la capacité limitée de consommation des masses, face à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles

n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société.

On ne peut parler de véritable pénurie de, capital productif, du moins dans les nations de capitalisme développé, qu'à l'occasion de mauvaises récoltes générales,, c'est-à-dire pour ce qui est des produits alimentaires essentiels ou des principales matières premières, nécessaires à l'industrie.

Cependant, à ce crédit commercial vient s'ajouter le crédit monétaire proprement dit. Les avances que les industriels et marchands s'accordent entre eux se combinent avec celles que leur consentent banquiers et prêteurs d'argent. Dans l'escompte des traites, l'avance est purement nominale. Un fabricant vend son produit contre une traite et la fait escompter par un courtier. Pratiquement celui-ci ne lui avance que le crédit de son banquier qui, à son tour, lui avance le capital monétaire déposé chez lui, non seulement par les industriels et les commerçants, mais encore par les ouvriers (par l'intermédiaire des caisses d'épargne), les propriétaires de la rente foncière et les autres classes improductives. De la sorte, chaque fabricant ou marchand individuel tourne la nécessité de posséder un capital de réserve important en même temps qu'il évite de dépendre des retours réels de son capital. Au demeurant, par le simple jeu des traites de cavalerie ou par les opérations sur des marchandises qui ne visent qu'à fabriquer des traites, tout le procès se complique au point que les affaires peuvent continuer tranquillement à donner l'illusion d'une grande stabilité et d'une grande fluidité des rentrées, alors que depuis longtemps déjà ces retours ne se font plus qu'aux dépens des prêteurs floués ou des producteurs escroqués. C'est pourquoi, juste avant le krach, les affaires semblent toujours bien plus saines qu'elles ne le sont. La meilleure preuve en est fournie par les rapports sur la législation bancaire de 1857 à 1858 : à peine un mois avant que n'ait éclaté la crise d'août 1857, tous les directeurs de banque, commerçants, bref, tous les experts cités – et à leur tête lord Overstone – se félicitent de la prospérité et de la santé des affaires. Chose curieuse, dans son *History of Prices*, Tooke cède à cette illusion à chaque crise qu'il décrit. Les affaires sont toujours parfaitement saines et elles se développent de la façon la plus prospère jusqu'à l'arrivée brutale et inopinée du krach.

Mais revenons maintenant à l'accumulation du capital monétaire.

Toute augmentation du capital de prêt n'exprime pas une accumulation réelle de capital ou une expansion du procès de reproduction. C'est ce qui apparaît le plus clairement dans la phase du cycle industriel immédiatement consécutive à la crise, où le capital de prêt est massivement en friche. Dans de tels moments où le procès de production est réduit (dans les districts industriels de l'Angleterre, la production avait diminué d'un tiers après la crise de 1847), lorsque les prix des marchandises sont à leur niveau le plus bas, que l'esprit d'entreprise est engourdi, le taux d'intérêt est très bas – ce qui indique uniquement l'accroissement du capital prêté à la suite de la contraction et de la paralysie du capital industriel. Il est évident qu'il faut moins de moyens de circulation, lorsque le prix des marchandises tombe, le nombre des transactions diminue et le capital avancé en salaires se contracte ; qu'il ne faut pas d'argent additionnel dans la fonction de monnaie universelle, lorsque les dettes à l'étranger ont été liquidées, soit par un drainage d'or, soit par des banqueroutes ; et enfin que le volume des opérations d'escompte des traites diminue à mesure que baissent le nombre et le montant de ces traites elles-mêmes. En somme la demande de capital monétaire de prêt – pour servir de moyen de circulation ou de paiement (il ne s'agit pas encore de recommencer à investir du capital nouveau) – diminue, si bien qu'il devient relativement abondant. Et, effectivement, l'offre de capital monétaire de prêt augmente aussi dans ces conditions.

C'est ainsi qu'après la crise de 1847, il y eut « une contraction des affaires et un excédent considérable d'argent » (*Commercial Distress*, 1847-1848, n° 1664. Le taux d'intérêt était très bas « en raison de la ruine presque totale du commerce et de l'impossibilité presque totale de placer son argent » (*ibid.*)...

Une expansion du capital monétaire provient également de ce qu'à la suite de l'extension du réseau bancaire, l'argent qui était naguère thésaurisé en privé ou mis de côté, se transforme pour un temps déterminé en capital de prêt. Cela n'exprime pas un accroissement de capital productif, pas plus que ne l'a traduit l'augmentation des dépôts dans les, banques par actions de Londres, à partir du moment où elles se mirent à payer un intérêt pour ces dépôts. Aussi longtemps que l'échelle de la production reste la même, cette expansion ne fait que provoquer une pléthore de capital monétaire de prêt par rapport au, capital productif. D'où un faible taux d'intérêt.

Dès lors que le procès de reproduction a de nouveau atteint la phase de la prospérité qui précède celle de la surtension, le crédit commercial connaît une très grande extension, celle-ci formant alors la base « saine » pour la fluidité des retours et un essor de la production. Dans cette phase, le taux d'intérêt reste encore bas, même s'il s'élève au-dessus de son minimum. C'est en fait le seul moment où l'on puisse dire qu'un faible taux d'intérêt – et donc une abondance relative de capital de prêt coïncide avec une expansion réelle du capital industriel. Le fait que les rentrées refluent avec régularité, en liaison avec un large crédit commercial, garantit l'offre de capital de prêt, en dépit de la demande accrue, et empêche que le taux de l'argent ne s'élève. Du reste, c'est maintenant qu'entre en scène une foule de chevaliers d'industrie qui travaillent sans capital de réserve, voire sans aucun capital, bref, qui opèrent sur la seule base du crédit monétaire. À cela s'ajoute une expansion considérable du capital fixe sous toutes ses formes, et le lancement massif de nouvelles et importantes entreprises. L'intérêt monte alors, atteignant son niveau moyen. Il atteint son maximum dès qu'éclate la nouvelle crise : le crédit se bloque brusquement, les paiements sont suspendus, le procès de reproduction se trouve paralysé et – sauf les exceptions que nous avons notées plus haut – on a une pléthore de capital industriel, à côté d'une pénurie presque totale de capital de prêt.

Dans l'ensemble, le capital de prêt – tel qu'il s'exprime dans le taux de l'intérêt – évolue en sens inverse de celui du capital industriel. Il n'y a que deux phases où l'abondance de capital de prêt coïncide avec une expansion du capital industriel : la phase où le taux d'intérêt peu élevé, mais supérieur au minimum va de pair avec l'« amélioration » et la confiance croissante qui suivent la crise, et surtout la phase où le taux d'intérêt atteint son niveau moyen, à distance égale entre le minimum et le maximum. Mais, au début du cycle industriel, le faible taux d'intérêt coïncide avec la contradiction du capital industriel, tandis qu'à la fin du cycle le taux élevé d'intérêt coïncide avec sa surabondance. Le faible taux d'intérêt qui accompagne l'« amélioration », signifie que le crédit commercial, encore solidement appuyé sur ses propres moyens, n'a besoin du crédit bancaire que dans une mesure restreinte.

Ce qui caractérise ce cycle industriel, c'est qu'une fois la première impulsion reçue, il doit se reproduire périodiquement. Dans la phase de dépression, la production descend au-dessous du niveau qu'elle avait atteint dans le cycle précédent et pour lequel la base technique est désormais posée. Durant la prospérité – la période intermédiaire – la production se développe continûment sur cette base. Dans la période de la surproduction et de la spéculation, elle tend les forces productives jusqu'à dépasser les limites capitalistes du procès de production.

Il est évident qu'en période de crise, il y a pénurie de « moyens de paiement ». La convertibilité des traites, s'est substituée à la métamorphose des marchandises – et ce, d'autant plus qu'à ces moments-là une plus grande partie des entreprises travaille uniquement à crédit.

Une législation bancaire ignorante et absurde, comme celle de 1844-1845, peut aggraver cette crise monétaire, mais il n'est pas de législation bancaire qui puisse éviter la crise.

De toute évidence, la crise, avec la ruée sur les moyens de paiement, éclate nécessairement, dans un système de production où toute la continuité du procès de reproduction repose sur le crédit et dès lors qu'il vient à cesser subitement et que seuls sont valables les paiements en espèces, C'est pourquoi toute crise se présente, à première vue, comme une simple crise monétaire ; une crise de crédit. Et, de fait, il s'agit uniquement de la convertibilité des traites en argent. Certes, ces traites représentent pour la plupart de véritables achats et ventes, mais il se trouve que leur extension au-delà des besoins de la société est à la base de toute la crise. En même temps, il apparaît qu'une masse énorme de ces traits sont spéculatives et, lorsqu'elles apparaissent à la lumière du jour, elles crèvent comme des bulles, de même pour les spéculations manquées avec le capital d'autrui et, enfin, pour les capitaux-marchandises dévalorisés ou invendables de sorte que les retours ne peuvent plus s'effectuer. Tout ce système artificiel d'extension violente du procès de reproduction ne peut, certes, pas être amendé, parce qu'une banque – par exemple, la Banque d'Angleterre – s'avise de compenser, en papier-monnaie émis par elle, le capital qui manque à tous les spéculateurs, en achetant à leur ancienne valeur nominale la totalité des marchandises dévalorisées. Soit dit en passant, tout est sens dessus dessous dans le monde de papier, où le prix réel, et ses éléments véritables n'apparaissent jamais, puisqu'il n'y est jamais question que de lingots, d'argent en espèce, de billets de banque, de traites et de valeurs. C'est ce qui est le plus sensible dans les centres comme Londres où se concentrent toutes les transactions monétaires du pays : tout ce mécanisme y devient opaque, mais il l'est moins dans les centres de production.

Notons, à propos de la pléthore de capital industriel qui se vérifie dans les crises, que le capital-marchandise est en même temps capital-argent, c'est-à-dire une somme déterminée de valeurs, exprimée par le prix des marchandises. Comme valeur d'usage, c'est une quantité déterminée de certains articles d'usage, dont il y a surabondance au moment de la crise. Or, en tant que capital-argent en soi, en puissance, il est sujet à une expansion et à une contraction continue. La veille de la crise et pendant celle-ci, le capital-marchandise subit une contraction sous sa forme de capital-argent potentiel : pour son possesseur et les créanciers de celui-ci (de même qu'en tant que gage et garantie des traites et des prêts), il représente moins de capital-argent qu'au temps où il a été acheté et où l'on a opéré sur lui des escomptes et des prêts sur gages. Affirmer que le capital-argent d'un pays se trouve réduit en période de crise revient à dire que les prix des marchandises ont baissé. Or, cet effondrement des prix ne fait que compenser leur gonflement antérieur.

Les revenus des classes improductives et de tous ceux qui vivent de revenus fixes, restent en général stationnaires au cours de la phase où le gonflement des prix va de pair avec la surproduction, et la spéculation effrénée. Leur capacité de consommation diminue donc relativement, en même temps que leur capacité de remplacer pour le procès de reproduction d'ensemble la part qui entre normalement dans leur consommation : même si leur demande reste nominalement la même, en réalité, elle diminue.

Les exportations et les importations font apparaître ; que tous les pays sont successivement entraînés dans la crise – et l'on constate alors qu'à quelques exceptions près, ils ont tous trop exporté et importé, si bien, qu'ils ont tous une balance des paiements défavorable. On ne saurait en rechercher donc la cause dans – la balance des paiements <sup>127</sup>. Par exemple,

---

<sup>127</sup> L'explication de cet apparent paradoxe trouve, en effet, dans l'appareil de production – dans le taux de profit tombé au-dessous de zéro, qui fait que tous les capitaux sont endettés et dévorent leur substance pour survivre : Que fait donc telle nation quand elle importe plus qu'elle n'exporte ? L'inflation opère un transfert honteux de revenus : elle dévore les salaires, puis le capital productif. M. Henry, président du Centre de déve-

l'Angleterre souffre d'hémorragies d'or, parce qu'elle a trop importé. Mais, en même temps, tous les autres pays sont saturés de marchandises anglaises, parce qu'ils ont également trop importé ou qu'on leur a imposé des importations trop massives. (A vrai dire, il faut distinguer entre un pays qui a exporté, en faisant crédit et ceux qui n'exportent pas ou exportent peu à crédit. Car ces derniers importent alors à crédit, et ce n'est pas seulement le cas lorsqu'ils reçoivent en consignation les marchandises qu'ils importent.) La crise peut éclater d'abord en Angleterre, parce que c'est le pays qui accorde le plus de crédit et en demande le moins – et que la balance des paiements venue à échéance et à régler immédiatement lui est *défavorable*, bien que la balance commerciale générale lui soit *favorable*. Ce fait s'explique, soit par le crédit qu'elle accorde, soit par le volume des capitaux prêtés à l'étranger, de sorte qu'une masse de marchandises revienne pour s'ajouter aux rentrées commerciales proprement dites. (Il est arrivé cependant que la crise éclate d'abord en Amérique, le pays qui absorbe le plus de crédit commercial et de capitaux anglais). Le krach en Angleterre, précédé et accompagné d'une hémorragie d'or, solde la balance des paiements de l'Angleterre, en partie par la faillite des importateurs, en partie par l'expédition, à bas prix, d'une portion de son capital-marchandise à l'étranger et aussi par la vente de valeurs étrangères, l'achat de valeurs anglaises.

C'est alors que vient le tour de l'autre pays, dont la balance des paiements était positive. Or, voici que la crise a supprimé ou du moins abrégé l'intervalle existant normalement entre les échéances de la balance des paiements et celles de la balance commerciale : tous les paiements doivent être réglés en même temps. Le coup se répète maintenant dans ce pays. L'Angleterre voit son or refluer, l'autre pays en subit l'hémorragie : ce qui apparaissait dans un pays comme surimportation est, dans l'autre, surexportation – et vice versa. En réalité, il y a eu surimportation et surexportation dans tous les pays. Nous ne parlons pas ici des mauvaises récoltes, etc., mais d'une crise générale. C'est dire qu'il y a eu surproduction stimulée par le crédit et l'inflation générale des prix qui l'accompagne.

En 1857, la crise éclatait aux Etats-Unis. L'or s'écoula d'Angleterre vers l'Amérique. Mais dès que l'excès s'y fut dégonflé, la crise submergea l'Angleterre, et l'or reflua d'Amérique vers l'Angleterre. Il en fut de même entre l'Angleterre et le continent. En période de crise générale, tous les pays – du moins ceux qui sont commercialement développés – ont une balance des paiements défavorable, et cela apparaît toujours au fur et à mesure, comme dans un feu de peloton, dès que son tour vient de payer. Or, une fois qu'elle a éclaté en Angleterre, par exemple, la crise fait que ces échéances successives sont condensées sur une période extrêmement courte. Il saute alors aux yeux que tous ces pays ont, à la fois, surexporté (c'est-à-dire surproduit) et surimporté (c'est-à-dire trop commercialisé) et que, chez tous, il y a eu inflation des prix et excès de crédit et le même effondrement se produit chez tous. L'un après l'autre, ces pays subiront le phénomène de l'hémorragie d'or, et sa généralisation démontre précisément : 1. que cette hémorragie est le signe et non la cause de la crise ; 2. que l'ordre de succession dans lesquels chaque pays est frappé ne fait que montrer quand leur tour est venu de clore leurs comptes avec le ciel, lorsque arrive l'échéance fatale de la crise et que les éléments latents de celle-ci éclatent au grand jour. 128

---

loppement de l'O.C.D.E., le constate lui-même : « La cause de l'inflation est évidente : c'est une dégénérescence des systèmes de production industrielle qui « s'autoconsomme » et « s'autodétruit » (Cérès, n° 41, *Civilisations mortelles*, p. 21).

<sup>128</sup> C'est ici que les sophismes des économistes ont toutes les apparences de l'évidence, la solidité de 1 et 1 font 2, mais n'en sont pas moins des sophismes. En effet, ils affirment que le passif de l'un est forcément l'actif de l'autre, si bien que tout s'annule. Ce n'est plus la dialectique du capitalisme, c'est le règne de la Raison et de l'économie du bon sens.



Il est significatif que les économistes anglais, en dépit du tour pris par le cours des changes, n'étudient l'exportation de métaux précieux en période de crise qu'en examinant le cas de l'Angleterre, comme s'il s'agissait d'un phénomène purement local. Ils ferment obstinément les yeux sur le fait que, si leur Banque augmente le taux d'intérêt en période de crise, toutes les autres banques d'Europe en feront autant, de sorte que le cri d'alarme, poussé aujourd'hui chez eux, à la suite de l'hémorragie d'or, retentira demain en Amérique, après-demain en Allemagne et en France.

En 1847, « l'Angleterre dut acquitter ses engagements (surtout pour le blé). Hélas, elle y fit face dans bien des cas par des faillites. (La riche Angleterre se déchargea de ses obligations, en se déclarant faillie vis-à-vis du continent et de l'Amérique.) Mais, dans la mesure où on ne les liquida pas par la banqueroute, on y satisfit en exportant du métal précieux » (*Report of Committee of Bank Acts*, 1857).

Pour autant que la législation bancaire aggrave la crise en Angleterre, c'est un moyen, en période de disette, de frustrer les pays exportateurs de blé – d'abord de leur blé, puis de l'argent dû pour ce blé. Un moyen très rationnel pour contrer ce plan de la Banque d'Angleterre, d'acquitter, « par la banqueroute », les obligations contractées pour l'importation de blé, c'est donc, pour les pays qui souffrent eux-mêmes plus ou moins du renchérissement des prix anglais, d'édicter une interdiction d'exporter du blé. En somme, il vaut mieux que les producteurs de blé et les spéculateurs perdent une portion de leur bénéfice au profit de leur pays, plutôt que leur capital au profit de l'Angleterre.

En conclusion, le capital-marchandise perd en grande partie sa faculté de représenter du capital-argent potentiel en temps, de crise et, en général, aux périodes de dépression. La même chose vaut pour le capital fictif, les titres portant intérêt pour autant qu'ils circulent à la Bourse comme capital monétaire. Leur valeur baisse, quand l'intérêt hausse ou quand la pénurie générale de crédit contraint leurs détenteurs à les jeter massivement sur le marché pour trouver de l'argent. Enfin, le prix des actions baisse, soit parce que les recettes qu'elles procurent diminuent, soit parce que les entreprises qu'elles représentent très souvent s'avèrent frauduleuses. Les crises diminuent fortement ce capital fictif et, en conséquence, le pouvoir de ceux qui le détiennent de prélever de l'argent sur le marché. La baisse nominale subie par ces valeurs à la cotation est toutefois sans effet sur le capital réel qu'elles représentent ; en revanche, elle influe de manière décisive sur la solvabilité des détenteurs de ce genre de capital.

## II. Partie explicative

### 4. PROLONGEMENTS MULTIPLES DE LA CRISE

#### *Guerre de concurrence*

Marx, *New York Tribune*, 3-11-1958.

L'excédent des importations britanniques sur les exportations, qui atteint une somme de 97 000 000 L.st. en trois ans, ne saurait en aucune façon justifier les lamentations des Britanniques, qui se plaignent maintenant de « faire des affaires au prix d'une perte annuelle de 33 000 000 L.st. », et de n'avantager par leur commerce que les pays étrangers <sup>129</sup>. Les masses gigantesques et croissantes de capital britannique, investies dans toutes les parties du monde, doivent rapporter des intérêts, des dividendes et des profits qui doivent tous dans une large mesure être payés par des produits étrangers, et allonger en conséquence la liste des importations britanniques. Outre les importations correspondant à leurs exportations, il doit y avoir un excédent d'importations fournies non pas en paiement de marchandises exportées, mais comme *revenu du capital*. En général, -la prétendue balance commerciale doit donc, dans l'ensemble, être toujours positive pour le reste du monde et négative pour l'Angleterre <sup>130</sup>. Le reste du monde paie annuellement à l'Angleterre non seulement les marchandises qu'il lui achète, mais encore les intérêts de la dette, qu'il lui doit.

Mais l'aspect le plus inquiétant pour l'Angleterre des constatations qui précèdent est qu'elle a manifestement, le plus grand, mal à trouver chez elle un champ d'utilisation suffisant pour son énorme capital ; qu'elle doit en conséquence le prêter en masses toujours croissantes, et – semblable en cela la Hollande, Venise et Gênes, à l'époque de leur déclin – forger elle-même les armes de ses concurrents. Ainsi est-elle obligée, en accordant de larges crédits, d'entretenir

---

<sup>129</sup> Il faut entendre les prolongements de la crise en un double sens historique. Disons qu'une première crise économique se prolonge en (ou produit) des troubles politiques, militaires et sociaux. – Pour résoudre cette crise, l'État intervient en prenant des mesures politiques et militaires, etc. pour remettre la machine économique en marche. Désormais, les facteurs de crises politiques, militaires, etc. avec des nationalisations, des fixations de prix autoritaires, l'armement, etc. - sont directement incorporés à l'économie et tendront à rendre la prochaine crise directement politique, etc. C'est l'étape impérialiste.

Ainsi, dans ce passage, Marx explique que l'Angleterre qui a exporté ses crises politiques et militaires en 1848, a fini par, les inclure tout de même dans ses propres rapports économiques et sociaux. Voici un exemple, parmi beaucoup d'autres : l'Angleterre évitait de graves crises chez elle tant qu'elle exportait sa surproduction, son excédent de capital. Mais, ce faisant, elle a donné naissance à de redoutables concurrents là où elle investissait pour écremer du profit – aux États-Unis notamment, sans parler de la France et de l'Allemagne. Or, les États-Unis finiront par la détrôner de son rang de première puissance mondiale. Dans cette décadence, Marx voit le signe de la chute du système capitaliste tout entier. Cf. Marx-Engels, *la Critique de Malthus*, p. 127.

Les États-Unis assurent aujourd'hui la relève de l'Angleterre. C'est ce que Marx savait le mieux – le premier peut-être, comme en, l'a vu. Mais cela ne sauve pas le capital, car, à leur tour, les États-Unis sont en proie aujourd'hui au même déclin que l'Angleterre de la fin du siècle dernier – et le fait de tourner en rond n'avance pas.

<sup>130</sup> Il était normal, à l'époque où le mode de production capitaliste était révolutionnaire, que le premier pays bourgeois du monde industrialisât les autres continents, en y exportant une partie de sa production (excédentaire) – d'où sa balance des paiements toujours déficitaire. Lorsque le capital devint parasitaire et saccagea l'Europe industrialisée, l'Angleterre décadente se mit à manger parasitairement les capitaux exportés à l'étranger, en suçant les pays en voie de développement par ses intérêts usuraires. Cette pratique est celle-là même de l'Amérique qui a désormais un déficit de sa balance commerciale et de paiement, parce qu'elle vit – en tant que pays capitaliste le plus développé du monde qui a concentré chez lui les richesses accumulées sur le dos du monde entier – comme parasite des pays plus pauvres. La mauvaise copie du premier modèle témoigne toujours d'une déchéance irrémédiable.

la spéculation dans d'autres pays pour trouver une sphère d'utilisation pour son capital en excédent, et de mettre en péril sa richesse acquise... en vue de l'augmenter et de la conserver.

En étant obligée d'accorder de larges crédits aux pays industriels étrangers, et notamment à ceux du continent européen, elle avance elle-même à ses rivaux industriels les moyens de lui faire concurrence pour les matières premières, et contribue, en conséquence, elle-même au renchérissement des matériaux utilisés par ses propres fabriques. La faible marge de profit, ainsi laissée au fabricant britannique, est encore réduite par la nécessité constante, pour un pays dont l'existence même est liée à la situation de monopole qui en fait l'atelier du monde, de vendre constamment moins cher que le reste du monde. Or, ce faible taux de profit ne peut être compensé que, par la réduction des salaires de la classe ouvrière et par la création, à l'intérieur, de la misère à une échelle rapidement croissante. Tel est le prix naturel payé par l'Angleterre, pour sa suprématie commerciale et industrielle 131.

### *La guerre cachée contre les ouvriers*

Engels, [\*Situation des classes laborieuses\*](#).

Chap. *Concurrence*.

L'industrie anglaise doit disposer d'une réserve d'ouvriers sans emploi pour être en mesure de produire les quantités de marchandises que le marché exige précisément pendant les mois où il est le plus animé. Cette armée de réserve est plus ou moins nombreuse, selon que l'état du marché permet d'en occuper une partie plus ou moins grande. Et même si les districts agricoles – l'Irlande et les parties de l'économie moins dépendantes du cycle et de la phase de prospérité extrême du marché – peuvent fournir un certain nombre de bras, ceux-ci ne constituent tout de même qu'une minorité et, par ailleurs font partie eux aussi de l'armée de réserve, à cette seule différence près que ce n'est que la phase d'essor qui montre, à chaque fois qu'elle revient, s'ils en font encore partie. Lorsqu'ils passent dans les branches les plus animées de l'industrie, on s'impose des restrictions dans leur région d'origine pour moins ressentir le vide que cause leur départ : on emploie les femmes et les jeunes gens, et lorsque survient la crise ils sont licenciés et reviennent pour s'apercevoir que leur place est occupée et qu'ils sont superflus – du moins la plupart d'entre eux.

Les chômeurs ne peuvent compter que sur la sympathie des ouvriers qui savent par expérience ce qu'est la faim, et qui peuvent à tout moment tomber dans la même situation. De fait, cette prière muette, mais d'autant plus émouvante, ne se manifeste que dans les rues fréquentées par les ouvriers et aux heures où ils y passent. Mais, c'est surtout le samedi soir, que les quartiers populaires révèlent leurs « mystères » dans les rues principales, et que les bourgeois s'écartent autant que possible de ces endroits malpropres. Et si l'un de ces « hommes en surnombre » a assez de courage et de passion pour entrer en *conflit ouvert* avec la société, pour répondre par une guerre *ouverte* à la guerre *cachée* que lui livre la bourgeoisie, celle-ci crie au vol, au pillage et à l'assassinat 132.

---

<sup>131</sup> Ce prix élevé que le capital paie démontre qu'il est encore juvénile et remplit une fonction révolutionnaire et progressive – ce qui n'est plus le cas, lorsque devenu sénile, il vit comme un cancer sur les forces vives du capitalisme dernier-né des pays de couleur.

<sup>132</sup> La crise est, en somme, la manifestation au grand jour de cette « guerre cachée » que livrent les bourgeois aux prolétaires dans la vie économique de tous les jours. Le fait que cette guerre soit « cachée » est tout à fait dans la manière bourgeoise. Ainsi décline-t-elle toute responsabilité dans les crises catastrophiques pour les masses humaines, salariées ou en chômage, non seulement dans les pays blancs, mais encore dans les continents de couleur qui sont sous sa coupe. Les lois de l'économie ne sont-elles pas aveugles et ne s'imposent-elles pas même à leurs serviteurs bourgeois ? Néanmoins, les capitalistes ont mis en place toute une supers-

### ***Guerre et Révolution***

Engels, *Le socialisme en Allemagne*, in : *Die Neue Zeit*, I, 1891-1892, n° 19.

En cas de guerre, l'Allemagne d'abord, la France ensuite en seront le théâtre principal ; ces deux pays surtout en payeront les frais sous forme de dévastations. Il y a plus. Cette guerre, dès l'abord, se distinguera par une série de trahisons entre alliés comme même les annales de la traîtresse diplomatie ne nous en ont pas fourni de pareilles jusqu'ici ; la France ou l'Allemagne, ou toutes les deux, en seront les principales victimes. Il est donc presque sûr que ni l'un ni l'autre de ces deux pays, en vue des risques à courir, ne provoquera la lutte ouverte...

Aucun socialiste, de n'importe quel pays, ne peut désirer le triomphe guerrier, soit du gouvernement allemand actuel, soit de la république bourgeoise française ; encore moins celui du tsar, qui équivaldrait à la subjugation de l'Europe. Voilà pourquoi les socialistes demandent partout que la paix soit maintenue. Mais si néanmoins la guerre doit éclater, une chose est certaine. Cette guerre, où quinze à vingt millions d'hommes armés s'entr'égorgeraient et dévasteraient l'Europe comme jamais elle n'a été dévastée, cette guerre ou bien amènerait le triomphe immédiat du socialisme, ou bien elle bouleverserait tellement l'ancien ordre des choses et laisserait partout après elle un tel monceau de ruines que la vieille société capitaliste deviendrait plus impossible que jamais, et que la révolution sociale, retardée de dix à quinze ans, n'en serait que plus radicale et plus rapidement parcourue.

---

structure juridique, politique et idéologique de contrainte légale et illégale sur les esprits et les corps pour forcer la malheureuse humanité à se soumettre à son odieux système. C'est ce qui a fait dire à Marx : « Les terroristes par la grâce de Dieu et du Droit, s'ils sont brutaux, méprisables et vulgaires dans la pratique, sont lâches, sournois et hypocrites en théorie : bref, dans les deux cas, ils n'ont pas d'honneur » (la *Nouvelle Gazette rhénane*, 18-V-1849, trad. fr. in *Ecrits militaires*, Edit. l'Herne, p. 262-266).

Engels à Bebel, 16-XII-1879.

...L'histoire suit son cours sans se préoccuper des sermons philistins de modération et de sagesse... Ou bien l'absolutisme s'écroulera en Russie, et alors, dès la chute du grand foyer de la réaction, un vent tout nouveau soufflera sur l'Europe, ou bien une guerre européenne éclatera et celle-ci enterrera le parti allemand *actuel* sous la fureur de la lutte inévitable de chaque nation pour son existence nationale. Une telle guerre serait pour nous le plus grand malheur ; elle nous rejeterait en arrière d'une vingtaine d'années. Cependant, le nouveau parti qui se formera inévitablement, sera dans tous les pays d'Europe libéré de cet esprit mesquin et timoré de compromis et d'hésitation qui freine partout le mouvement.

à

Les notes en fin de textes ont toutes été converties en notes de bas de pages afin d'en faciliter la lecture. JMT.

## LA CRISE

### ANNEXE

---

Nous dressons ici une liste d'articles, de lettres et d'ouvrages de Marx-Engels que nous n'avons pas repris et dans lesquels le lecteur trouvera des descriptions ou des explications théoriques sur la crise. Nous attirons notamment son attention sur la *Correspondance* des Éditions Sociales pour l'époque 1846-1860 où Marx-Engels ont traité en détail des crises successives (pour lesquelles nous avons reproduit surtout les écrits inédits en français) et l'ouvrage, des Editions Sociales également, relatif aux *Lettres sur le « Capital »* pour ce qui est de la description des quelques crises que Marx-Engels n'ont décrites que très brièvement après 1860.

Cette liste ne peut être exhaustive, car il est difficile de délimiter la crise économique par rapport aux conflits politiques, militaires et révolutionnaires qu'elle suscite – sans parler de ce que l'économie du capitalisme développé implique mille interventions politiques et militaires, ne serait-ce que de la part de l'Etat ; la crise, c'est aussi la révolution elle-même qui se résout finalement en un bouleversement des rapports économiques.

Comme nous avons donné la préférence aux textes inédits en français dans notre recueil, le lecteur trouvera la plupart des autres passages sur la crise en traduction française dans l'une ou l'autre édition de Marx-Engels. Nous résumons brièvement chaque passage non repris, de sorte que le lecteur pourra, déjà en connaissance de cause, se reporter au texte complet, s'il désire éclaircir un point de détail ou de théorie qui l'intéresse particulièrement.

#### 1845

Engels, *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, trad. fr. Editions Sociales 1961. Cf. le chapitre sur *la Concurrence*, pp. 122-133 qui décrit le mécanisme général des crises commerciales cycliques et leurs effets sur la classe ouvrière, notamment « l'armée industrielle de réserve ».

Engels, Préface de 1892 à la seconde édition de *la Situation...*, trad. fr., *ibid.*, pp. 390-397. Sur les *cycles* des crises : de 1825 à 1842, cycle de 5 ans ; de 1842 à 1868 de 10 ans. Dans une esquisse sur l'évolution de l'économie anglaise jusqu'en 1892, Engels souligne que sa prévision d'une période critique pour l'industrie anglaise, à la suite de la concurrence continentale et surtout américaine, s'est vérifiée. Avec la perte de la suprématie industrielle de l'Angleterre, la classe ouvrière de ce pays perdra sa position privilégiée et se trouvera alignée sur les ouvriers de l'étranger.

Engels, Appendice à l'édition américaine, 25-II-1886, in *Werke* 21, pp. 255-256. Les cycles de crise et les prévisions de 1844.

#### 1847-1849

Marx, *la Misère de la philosophie*, tr. fr. Ed. sociales 1972, pp. 77-79 : L'illusion de la juste proportion entre l'offre et la demande sous le capitalisme. La production dans les proportions justes implique que la demande commande l'offre, c'est-à-dire la petite industrie des siècles passés. Dans la grande industrie, la production (l'offre) force la demande. Nécessité vitale d'abandonner le système basé sur les échanges individuels, source d'anarchie, de crises et de misère.

Pp. 177-179 : Sur la formation et l'organisation des classes - bourgeoises et prolétariennes et leur lutte à mort.

Engels, Préface de 1885 à *la Misère de la Philosophie*, trad. fr. in Ed. sociales, 1972, pp. 35-37 : La production capitaliste se règle en un mouvement de dévalorisation et de surélévation des produits. L'équilibre entre les différentes productions s'établit par des crises violentes. Engels, *la Situation en Belgique*, 18 mars 1848. Publié en Marx-Engels, *la Belgique – Etat constitutionnel modèle*, pp. 186-188, Ed. *Fil du Temps* : La Belgique indépendante et neutre subit fortement le contrecoup de la crise financière française. Il s'ensuit stagnation et banqueroute du moyen et petit commerce, dépréciation universelle, baisse des cotations en bourse, etc. La crise industrielle suscite chômage et agitation ouvrière.

Engels à Marx, 18-3-1848. Trad. fr., *ibid.*, p. 205-206 : « Il y a en Belgique une crise financière, boursière, industrielle et commerciale sans pareille... »

Marx-Engels : *la Situation commerciale en Angleterre, la Nouvelle Gazette rhénane*, 7-3-1849. Trad. fr. in : *La Nouvelle Gazette Rhénane*, vol. III, Ed. Sociales, pp. 132-138., L'Angleterre industrialisée détermine la prospérité de l'Allemagne attardée qui souffre de l'arriération imposée par ses gouvernements précapitalistes. Marx démontre en outre, que l'Angleterre n'a pas souffert – au contraire – des révolutions sur continent.

### 1852-1855

Marx, *Paupérisme et libre-échange – La crise industrielle qui menace*, N.Y.D.Tr. 1-XI-1852. Marx démontre, statistique à l'appui, que l'introduction du libre-échange, en exaspérant la production de richesse, a augmenté au maximum le paupérisme et la criminalité – et ce en pleine prospérité. C'est ainsi que le capital prépare ses crises.

Marx, *La Note de Vienne - les Etats-Unis et l'Europe - Lettre de Schumla - la loi bancaire de Robert Peel.*, N.Y.D.Tr., 24-IX-1853. Explication des grandes lignes de la législation Robert Peel. in *Werke* 9, pp. 306-311.

Marx, *Les puissances occidentales et la Turquie - la crise économique imminente - Construction de chemins de fer aux Indes*, N.Y.D.Tr. 20-IX-1853, in *Werke* 9, pp., 326-329.

Marx, *Grèves, chômage et crise économique*, N.Y.D.Tr., 16-XII-1853.

Marx, *Effets politiques de la crise économique*, N.Y.D.Tr., 24-11-1855. L'Angleterre sera entraînée dans le même mouvement que le continent, si la crise tourne à la révolution.

Marx, *Symptômes d'une crise économique*, N.Y.D.Tr, 7-X-1853.

Marx, *Panique à la bourse de Londres – Grèves*, N.Y.D.Tr., 17-X-1853.

Marx, *le Manifeste turc – la situation économique de la France*, N.YD.Tr., 31-X-1853 : Mauvaise récolte de blé en France.

Marx, *la Victoire russe – la situation de l'Angleterre et de la France*, N.Y.D.Tr., 27-XII-1853, in *Werke* 9, pp. 552-554 : En France, hausse des prix alimentaires, arrêt du commerce et épuisement du trésor impérial. Les crises industrielles ne peuvent ni être empêchées par un

despotisme militaire, ni être atténuées par des dépenses publiques dilapidatrices. Cela entraîne à la fin une crise financière dans le sillage de la crise industrielle.

Marx, *Questions financières*, « Neue Oder-Zeitung », 22-V-1855, in *Werke* 11, p. 228 : Augmentation des réserves d'or dans les caves de la Banque d'Angleterre ; du capital y dort et ne peut être valorisé en ce moment. D'où diminution du taux d'intérêt.

Marx, *la Situation commerciale et financière*, 28-IX1855, in *Werke* 11, p. 539. Développement et essor des banques et du crédit en France.

#### 1856-1858

Marx, *la Crise économique en Europe*, éditorial, N.Y.D.Tr., 9-X-1856, in *Werke* 12, pp. 49-52 : La phase économique se caractérise par l'extension, la généralisation et la centralisation de la filouterie spéculative. Dans les grandes crises commerciales de 1817, 1825, 1836, 1847/48, la spéculation – bien que générale – était encore étroitement liée aux différentes branches de la production. – La spéculation entraîne la surproduction et un commerce frénétiques. – A la spéculation continentale raffinée, correspond un retour à l'escroquerie pure et simple en Angleterre. Description d'affaires frauduleuses entreprises par plusieurs banques anglaises, en particulier la Royal British Bank.

Marx, *les Causes de la crise monétaire en Europe*, Marx, N.Y.D.Tr., 27-X-1856.

Marx, *la Crise économique en France*, N.Y.D.Tr., 22XI-1856. Spéculations sur les chemins de fer et manœuvres malthusiennes de l'Etat français.

Marx, *La crise monétaire en Europe - Aperçu historique sur la circulation monétaire*, N.Y.D.Tr., 1-XI-1856.

Marx, *Les Affaires financières britanniques*, N.Y.D. Tr., 16-V-1857, in *Werke* 12, pp. 198-201. Arrêt de l'enquête sur les secrets de la Banque royale britannique devant le tribunal des faillites. Révélation de la brutalité, de l'hypocrisie, des escroqueries et des infamies qui se cachent derrière la façade de la société respectable.

Marx, *le Crédit mobilier*, N.Y.D.Tr. 1-VI-1857, in *Werke* 12, pp. 35-38, 202-209. La situation du crédit mobilier dans la crise financière européenne de 1856. Spéculations improductives et transactions frauduleuses.

Marx, *la Situation en Europe (la Situation financière de la France)*, N.Y.D.Tr. 27-VII-1857, in *Werke* 12, pp. 234-237 : Crise financière profonde – dévalorisation inouïe des valeurs en bourse. Prodiges d'une nouvelle révolution en France. Mouvements révolutionnaires en Espagne et en Italie.

Marx, *le Crédit mobilier français*, N.Y.D.Tr., 26-IX1857, in *Werke* 12, pp. 289-292 : Description du principal facteur de spéculation en France.

Marx, *l'Ebranlement du commerce britannique*, N.Y.D.Tr., 30-XI-1857, in *Werke* 12, p. 320-326. Pression sur le commerce monétaire et marchand de Londres et de Liverpool ; panique bancaire en Ecosse, et krach industriel dans les districts manufacturiers.

Marx, *le Commerce britannique*, N.Y.D.Tr., 3-II-1858, in *Werke* 359-368.

Marx, *l'Emprunt imminent pour l'Inde*, N.Y.D., Tr. 9-II-1858, in *Werke* 12, pp. 378-381. Les dépenses militaires extraordinaires de la Compagnie des Indes orientales pour abattre les soulèvements en Inde imposent un emprunt d'Etat. La première conséquence financière du soulèvement en Inde sera donc une augmentation de la dette nationale en Angleterre qui frappe les masses.

Marx, *la Loi bancaire anglaise de 1844*, N.Y.D.Tr., 23-VIII-1858, in *Werke* 12, pp. 539-543.



Les principes de la loi bancaire de 1844 ; l'influence d'une émission – causes de billets de banque sur les crises commerciales, générales de la crise de 1858.

Marx, *le Projet de réglementation du prix du pain en France*, N.Y.D.Tr., 15-XII-1858, in *Werke* 12, pp. 644-648.

#### 1862-1880

Marx, *À propos de la crise cotonnière*, « *Die Presse* », 8-II-1862, in *Werke* 15, pp. 461-463.

Engels, *le Socialisme de Monsieur de Bismarck, l'Égalité*, 3 et 24-III-1880. Tr. fr. in Marx-Engels : *la Social-démocratie allemande*, Ed. 10/18, pp. 153-154 et 157-160. Gigantesques spéculations surtout dans les chemins de fer et la sidérurgie allemandes. Surproduction et krach de 1873. Escroqueries boursières entreprises par le gouvernement de Bismarck.

Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880, in *Werke* 19, pp. 218-219. Trad. fr. Ed. sociales, 1959, pp. 73-77, 80-81 : Surproduction, crises et concentration capitaliste.

#### 1881

Engels, *Denrées alimentaires américaines et la question du sol, The Labour Standard*, 2-VII-1881. Effet des importations de blé américain sur les crises anglaises.

Engels, *Coton et fer, The Labour Standard*, 30-VII- 1881 : Formation de cartels dans les principales branches de l'industrie moderne pour tenir les prix élevés et déprimer les salaires.

#### 1888

Engels, *Protectionnisme et libre-échange*, Préface à l'édition américaine du discours de K. Marx sur *la Question du libre-échange*, in *Werke* 21, pp. 362-363. Essor inouï des forces productives – cycles toujours répétés de prospérité, de surproduction, crise, panique, encombrement, marasme et reprise lente des affaires.

#### 1892

Engels, *Élection présidentielle américaine, Vorwärts*, 16-XI-1892. L'Amérique menace de détrôner bientôt l'Angleterre de sa primauté industrielle, si elle instaure le libre-échange.

#### 1894

Engels, *la Révolution italienne future et le Parti socialiste*, in *Werke* 22, p. 439. L'Italie souffre non seulement du développement capitaliste, mais encore de son manque de développement, c'est-à-dire des vestiges du passé. Cette situation pousse à la crise.

Pour les très nombreux passages traitant de la crise dans *le Capital*, les *Grundrisse* (Ed. 10/18) et *les Théories sur la plus-value*, le lecteur peut se référer aux index analytiques de ces ouvrages – aux termes de crise, surproduction, dévalorisation, contradictions de classe, etc.

## CORRESPONDANCE

*Marx à J. Weydemeyer*, 19-XII-1849 : Marx prévoit l'approche d'une crise industrielle, agricole, commerciale et révolutionnaire. Tant que les affaires suivent un cours ascendant, les masses ouvrières, boutiquiers, etc. ne sont pas révolutionnaires – sauf en paroles. Cf. également la lettre *d'Engels à Marx* du 15-X-1851 et de *Marx à F. Frelligrath* du 27-XII-1851.

*Marx et Engels*, 3-11-1851 : Théorie de la circulation, système du crédit et crise.

*Engels à J. Weydemeyer*, 27-II-1852 ; Les raisons, de la prospérité actuelle.

*Engels à Marx*, 20-IV et 24-VIII-1852. Prodrome d'une crise qui devra être intense pour déclencher une révolution. Vastes marchés nouveaux : Australie et Californie.

*Marx à J. Weydemeyer*, 30-IV-1852 : Des circonstances extraordinaires diffèrent la crise. Pas de révolution, sans crise.

*Marx à Engels*, 19-VIII-1852. Mauvaise récolte en France en vue.

*Engels à Marx*, 24-IX-1852 : *Embourgeoisement* des ouvriers à la suite de la prospérité,

*Engels à Marx*, 29-XI-1852 : Sur les nouveaux marchés australiens et californiens.

*Marx à Engels*, 12-X-1853 : Endettement des collectivités locales.

*Marx à Engels*, 10-IV-1856 : Extension de la spéculation à l'Allemagne.

*Engels à Marx*, 17-XI-1856 : La crise financière s'aggrave. Les versements à des sociétés fictives fixent le capital flottant et aggravent la crise. – Les manœuvres du bonapartisme discréditeront de plus en plus son système.

*Marx à Engels*, 24-XI-1857. La panique monétaire s'est apaisée à Londres. Opérations bancaires et leur influence sur les différentes transactions. Phénomène nouveau par rapport à 1847 : Banques par actions maintiennent encore un peu le « marché monétaire ». Royal British Bank s'est effondrée trop tôt pour susciter une pagaille générale.

*Engels à Marx*, 7-XII-1857 : Baisse des prix du coton et des filés. Nombreux fabricants au bord de la faillite. Descriptions détaillées de la situation à Manchester. Banqueroutes et panique à Hambourg : « Tout est dévalorisé, absolument sans valeur – sauf l'or et l'argent. »

*Engels à Marx*, 9-XII-1857 : Détails confidentiels sur la crise à Hambourg, les maisons de commerce de Liverpool et de Londres.,

*Engels à Marx*, 17-II-1857 : Les prix chutent, les fabricants ne peuvent vendre. Faillites en vue. Krach en France inévitable. La misère commence à se répandre dans le prolétariat, mais la longue prospérité a suscité des effets démoralisateurs dans les masses.

*Engels à Marx*, 31-XII-1857 : *Circonstances* qui influent sur le prix des matières premières. Le déroulement de la crise de 1857 ressemble à celui de 1837/42, mais sa nature est beaucoup plus générale.

*Engels à Marx*, 6-I-1858. Arrêt et tournant de la crise dans l'industrie du coton. Surabondance de capital disponible. Le Crédit mobilier a pu se maintenir grâce à cela.

*Engels à Marx*, 25-1-1858 : Perspective de ruine pour nombre de bourgeois français.

*Marx à Engels*, 22-II-1858 : Stocks énormes de marchandises dans les entrepôts des douanes françaises. Si elles étaient lancées sur le marché, un krach s'ensuivrait. En Italie : crise industrielle et disette agricole.

*Engels à Marx*, 17-III-1858 : Explication des buts *du Crédit mobilier*.

*Engels à Marx*, 2-XI-1864. Crise commerciale intermédiaire.

*Marx à Engels*, 4-XI-1864 : Les crises substituent la fréquence à leur manque d'intensité, trad. fr. in Marx-Engels, *Correspondance*, Ed. du Progrès, Moscou, 1971.

*Marx à Lion Philips*, 29-XI-1864 : La crise s'est émoussée depuis longtemps.

*Marx à Engels*, 17-V-1866 : Crise financière particulière en 1866.

*Engels à Marx*, 25-V-1866 : Crise financière particulière, en 1866 ; elle arrive prématurément.

*Engels à Marx*, 25-V-1866 : La panique a éclaté trop tôt et pourrait gêner la crise qui pourrait arriver en 1867 ou 1868.

*Engels à Marx*, 13-III-1867 : Prédiction de la crise de surproduction.

*Engels à Marx*, 11-XII-1868 : Pure crise de surproduction à Manchester.

*Engels à Marx*, 26-I-1860 : Une crise se prépare aux Indes.

*Engels à Hermann Engels*, 2-XI-1864 : La crise monétaire est passée, Sur l'évolution du prix des matières premières.

*Engels à Marx*, 10-V-1869 : Surproduction.

*Engels à P. L. Lawrow*, 12-17-XI-1875 : Il y a surproduction, parce que les masses sont écartées artificiellement de leurs moyens d'existence.

*Marx à N. Fr. Danielson*, 15 et 28-XI-1878 et 10-IV-1-1879 : Sur les crises de 1873 et 1878.

*Engels à W. Liebknecht*, 10-I-1880 : La chute du prix des cotonnades par suite de la surproduction est faussement attribuée à un phénomène monétaire par les exportateurs britanniques. La baisse de l'argent par rapport à l'or a contribué à cette confusion.

*Marx à N. Fr. Danielson*, 12-IX-1880. Crise de 1880 et crise agricole anglaise.

*Marx à N. Fr. Danielson*, 19-II-1881 : Vicissitudes de la production agricole en Russie – Pillage des Indes.

*Engels à E. Bernstein*, 25-31-I-1882 : Crise intermédiaire de 1882 à la suite d'une simple spéculation boursière.

*Engels à Marx*, 30-XI-1882 : Crise intermédiaire de 1882.

*Engels à Bebel*, 22-XII-1882 : Marasme industriel en Allemagne.

*Engels à A. Bebel*, 10/11-V-1883 : La période de prospérité n'arrive plus à plein épanouissement : c'est déjà la surproduction après 5 années.

*Engels à A. Bebel*, 18-I-1884 et 28-X-1885 : Une surproduction si colossale qu'elle ne peut même pas éclater en une crise.

*Engels à N. Fr. Danielson*, 13-XI-1885 : La crise de 1879 était vraiment exceptionnelle ; elle dure encore en 1885 ; toute l'Europe et l'Amérique en souffrent jusqu'à ce jour.

*Engels à A. Bebel*, 20-23-1-1886 : Depuis que l'Angleterre a trouvé des rivaux sur le marché mondial, la période des crises au sens qu'elles ont eu jusqu'ici est révolue. Les crises, au lieu d'être aiguës, deviennent chroniques.

*Engels à F. Kelley-Wischnewetzky, 3-II-1886* : Il n'est plus possible que se reproduisent les conditions relativement favorables qui existaient pour l'Angleterre de 1848 à 1870.

*Engels à N. Fr. Danielson, 8-II-1886* : Il y aura une crise à peu près tous les –, c'est-à-dire pratiquement une crise sans fin.

*Engels à Bebel, 18-III-1886* : Cycle décennal rompu depuis la fin du monopole anglais sur le marché mondial et la création de nouvelles voies de communication.

*Engels à A. Bebel, 15-11-1886* : L'effondrement progressif du monopole anglais sur le marché mondial a fait finalement que la crise dure sans interruption depuis 1878.

*Engels à C. Schmidt, 27-X-1890*. Les bourgeois voient, dans le reflet inversé du marché de l'argent et des valeurs, la cause et non pas l'effet de la production. – Remarques sur le développement historique du marché de l'argent, des moyens d'échange.

*Engels à M. Oppenheim, 24-III-1891* : Aucune crise ne fait retomber les ouvriers, s'ils sont organisés, de façon durable, au-dessous ou simplement au point zéro.

*Engels à P. Lafargue, 2-IX-1891* : La Russie travaille fortement à la création d'une grande industrie nationale : il y aura une crise agricole doublée d'une crise industrielle.

*Engels à A. Bebel, 1-XII-1891* : La famine se développe de manière incroyable en Russie. – Petite crise en Allemagne.

*Engels à A. Bebel, 8-III-1892* : Cri de désespoir des filateurs et tisseurs allemands.

*Engels à V. Adler, 30-VIII-1892* : La concurrence de l'Europe et de l'Amérique (voire de l'Inde) a enfin provoqué une crise au Lancashire.

*Engels à Ch. Bonnier, 3-XII-1892* : Panama en France, crise irlandaise en Angleterre.

*Engels à Fr.-A. Sorge, 2-XII-1893* : L'abolition de la loi sur la vente de l'argent métal a préservé l'Amérique de la grave crise monétaire. Le système protectionniste et le marché intérieur en croissance a suscité chez les ouvriers américains une prospérité inouïe.

*Engels à Fr.-A. Sorge, 21-III-1894* : Dès que les droits de douane sur les matières premières seront supprimés, la crise américaine diminuera.

*Engels à C. Schmidt, 12-III-1895* : Dans les crises, une partie de la plus-value est donnée gratuitement aux acheteurs, lorsque le prix des marchandises baisse. Elles réduisent la surproduction à leur contenu réel de travail social nécessaire.